

COMMUNICATIONS TABLEAU DES AGENCES DE RELATIONS PUBLIQUES

Cahier spécial de 40 pages



Photo: Jean-Guy Prud'homme - LES AFFAIRES

**FIDUCIE
PRÊT ET REVENU**
**INVESTISSEZ DANS NOTRE
FONDS AMÉRICAIN**
+ 37.9%
RENDEMENT DES DOUZE DERNIERS MOIS AU 31 OCTOBRE 1986
Montreal - Québec - Ste-Foy - Ottawa -
Trois-Rivières - Chicoutimi - Rouyn

Le No 1 de la finance et de l'économie au Québec
LES AFFAIRES

Montréal, semaine du 13 au 19 décembre 1986 Vol. LVIII No. 49 120 pages 1 \$

**MARATHON
BROWN**
COURTIER
DES COMPTES
VÉRITABLES
875-7421
1-800-361-8800

COMPAGNIES QUÉBÉCOISES

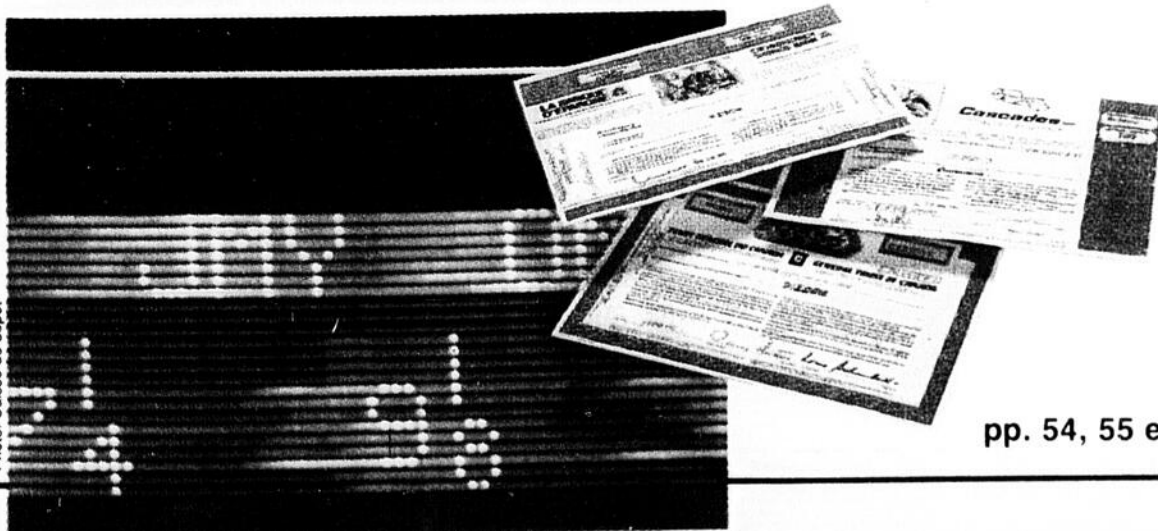
**des profits
supérieurs à ceux
des firmes
canadiennes et
américaines au
3e trimestre**



pp.2,3 et 4

ABRIS FISCAUX

- **REA: les meilleures émissions envolées**
- **les dernières actions accréditives disponibles**



pp. 54, 55 et 60, 61

ENTREPRISE

Après avoir demandé des concessions au syndicat des chauffeurs, Voyageur vend ses 51 circuits des Laurentides à Limocar.

p. 5

MARKETING

Vous avez atteint la cinquantaine ? Alors, vous faites partie des groupies et les as de la mise en marché ont l'oeil sur vous.

pp. 18-19

IMMEUBLE

La société en commandite, meilleur moyen d'acheter "seul" un immeuble à revenu.

p. 23

PLACEMENT

Placement Soficor lance le premier fonds mutuel de titres québécois.

p. 45

Au 3e trimestre de 1986

Profits: les firmes québécoises font mieux

Les entreprises québécoises cotées en bourse ont réalisé des bénéfices de loin supérieurs aux entreprises canadiennes et américaines au troisième trimestre 1986.

Du 1er juillet au 30 septembre, 137 entreprises québécoises sur les quelque 200 inscrites en bourse et qui ont produit leurs états financiers ont déclaré des bénéfices nets avant postes extraordinaires de 1,18 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation totale de 150 M\$ ou de 14,24 % en regard de la même période de 1985.

Cette performance s'avère trois fois et demie supérieure à celle de 507 entreprises américaines qui, d'après une compilation effectuée par le **Wall Street Journal**, ont enregistré des progrès de l'ordre de 4 % (7 % avant impôts) au cours de la même période.

Les résultats obtenus par les entreprises québécoises sont encore plus spectaculaires lorsqu'on les compare aux résultats de l'ensemble des sociétés canadiennes. Selon **Statistique Canada**, ces dernières auraient en effet enregistré une chute de leurs

bénéfices nets (non désaisonnalisés) de l'ordre de 6,9 % au troisième trimestre 1986 par rapport à la même période en 1985. (La compilation effectuée par LES AFFAIRES n'a retenu que les données brutes, sans y faire jouer les variations saisonnières; pour fins de comparaison, ce sont donc les données brutes de Statistique Canada qu'il faut retenir).

De son côté, le **Financial Post** a aussi rapporté une chute des bénéfices des compagnies canadiennes de l'ordre de 5 %, pour la même période, après com-

pilation des états financiers de 90 entreprises canadiennes qu'il juge représentatives et dont il suit l'évolution d'un trimestre à l'autre.

Onze gagnants sur douze

Toutes les catégories d'entreprises, sauf celles du commerce (distribution de produits alimentaires et non alimentaires), ont contribué à la remarquable performance des entreprises du Québec au cours du troisième trimestre de 1986. LES AFFAIRES a regroupé les compagnies

québécoises étudiées par secteurs d'activités pour pouvoir tirer des comparaisons avec les secteurs qui forment l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto lorsque c'était possible.

L'apport le plus spectaculaire revient au secteur des transports (voir p. 4) qui a enregistré une progression des bénéfices de 745 %. Il faut cependant utiliser ce chiffre avec beaucoup de circonspection à cause de la faible représentativité du secteur qui compte seulement quatre entreprises. La progression du bénéfice par

action vient d'ailleurs pondérer cette performance puisqu'elle n'atteint alors que 108,7 %, un rendement sept fois inférieur. Tout ce secteur mérite cependant qu'on le suive de près, les quatre entreprises qui le composent étant toutes très jeunes.

Plus représentatif avec ses neuf entreprises, le secteur des mines et métaux (voir p.4) prend donc la véritable première place avec une progression des bénéfices de 375 % et un bénéfice par action de 410 % supérieur à celui du troi-

ÉVOLUTION DES BÉNÉFICES DE COMPAGNIES QUÉBÉCOISES

(3e trimestre de 1986 par rapport au 3e trimestre 1985)

SECTEUR DES SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Bell Canada (Ent.)	sept.	272 400	250 800	8,61	1,01	1,00	1,00
CP Itée	sept.	51 354	55 877	-8,09	0,17	0,26	-34,62
Dofor inc.	sept.	11 576	5 032	130,05	0,36	0,17	111,76
Imasco inc.	sept.	55 600	72 400	-23,20	0,44	0,66	-33,33
Power Corp.	sept.	31 100	28 700	8,36	0,23	0,24	-4,17
Prenor (Groupe) Itée	sept.	1 300	500	160,00	0,55	0,17	223,53
SNC (Groupe) inc.	sept.	2 940	2 628	11,87	0,32	0,24	33,33
Unigesco inc.	sept.	2 974	328	806,71	0,12	0,04	200,00
TOTAL		429 244	416 265	3,12	3,20	2,78	15,11

SECTEUR DE LA DISTRIBUTION (GROS ET DÉTAIL)							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Auto Point	sept.	245	136	80,15	n.d.	n.d.	—
Cassidy's	sept.	495	226	119,03	0,44	0,18	144,44
Château (Magasins)	juil.	-1 740	936	—	-0,42	0,22	—
Dalmys (Canada) Itée	août	-507	-336	—	-0,13	-0,09	44,44
Hartco (Entreprises)	juil.	187	505	-62,97	0,06	0,15	-60,00
Jean-Coutu (Groupe) inc.	août	2 100	1 700	23,53	n.d.	n.d.	—
M. Corp	août	438	256	71,09	0,19	0,13	46,15
MRRM inc.	août	319	102	212,75	1,25	0,60	108,33
Matco Mart	juil.	516	n.d.	—	0,14	n.d.	—
OE inc.	sept.	756	995	-24,02	0,12	0,20	-40,00
Popular (Industries) Itée	juil.	-54	-85	—	-0,05	-0,09	—
Provigo inc.	août	17 500	16 200	8,02	0,41	0,40	2,50
Reitmans	juil.	2 800	5 800	-51,72	0,30	0,62	-51,61
San Francisco	août	3	81	-96,30	0,00	0,03	—
Steinberg	juil.	382	21 066	-98,19	0,68	1,50	-54,67
UAP	sept.	2 600	2 300	13,04	0,68	0,77	-11,69
Uni-Select	sept.	458	197	132,49	0,13	0,09	44,44
United Westburne	sept.	6 899	6 198	11,31	0,73	0,66	10,61
TOTAL		32 141	55 915	-42,52	3,95	5,19	-23,89

VOUS INSCRIRE À LA BOURSE?

Les profits actuels ou prévus de votre entreprise importent plus que sa taille.

Tassé & Associés, Limitée

630, boulevard Dorchester Ouest
Bureau 1200
Montréal (Québec) H3B 1S6
Tél.: (514) 879-2100

Membre des Bourses de Montréal, de Toronto, de Vancouver et de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières

SECTEUR DES TECHNOLOGIES							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Biotech Électronique	août	51	-83	—	0,01	-0,02	—
Cancom	août	104	-1 164	—	0,02	-0,15	—
Central Dynamics	sept.	147	-11	—	0,02	0,00	—
Circo Craft	sept.	734	1 190	-38,32	0,06	0,10	-40,00
Comterm inc.	juil.	288	794	-63,73	0,02	0,04	-50,00
DMR (Groupe)	août	712	417	70,74	0,09	0,06	50,00
Datagram	août	83	-135	—	0,03	-0,06	—
Hélix (Circuits)	sept.	-2 198	-1 300	—	-0,29	-0,20	—
Hypocrat (Ordinateurs)	août	-96	57	—	-0,01	0,01	—
Marconi Canada	sept.	6 402	4 606	38,99	0,27	0,20	35,00
Memotec Data	sept.	847	426	98,83	0,14	0,13	7,69
Petro-Sun Inter.	sept.	80	-427	—	0,00	-0,11	—
Promatek (Ind.)	sept.	163	n.d.	—	0,05	n.d.	—
SR Telecom	sept.	1 200	800	50,00	0,11	0,10	10,00
Sanivan (Groupe)	sept.	410	n.d.	—	0,14	n.d.	—
Sensormatic Canada	sept.	276	209	32,06	0,08	0,06	33,33
Tee-Comm	août	42	n.d.	—	0,00	n.d.	—
TOTAL		8 672	5 379	61,22	0,55	0,16	243,75

SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Banque d'Épargne	juil.	5 000	8 200	-39,02	0,49	0,92	-46,74
Banque de Montréal	juil.	88 300	90 500	-2,43	0,92	1,00	-8,00
Banque Nationale	juil.	49 400	39 900	23,81	0,86	0,84	2,38
Banque Royale	juil.	111 915	129 739	-13,74	0,85	1,04	-18,27
Crédit ind.							
Desjardins	sept.	1 001	581	72,29	0,17	0,09	88,89
Disnat	sept.	136	64	112,50	0,03	0,02	50,00
Entraide écon. de Val d'Or	août	62	31	100,00	0,12	0,06	100,00
FCA International	sept.	1 801	1 667	8,04	0,17	0,16	6,25
GBC Capital Itée	sept.	558	-463	—	s.s.	s.s.	s.s.
Geoffrion, Leclerc Groupe La	août	2 000	185	981,08	0,24	0,03	700,00
Laurentienne	sept.	8 635	3 982	116,85	0,25	0,25	0,00
Guardcor (Invest.)	sept.	107	71	50,70	0,11	0,15	-26,27
Guardian (Fiducie)	sept.	947	478	98,12	0,49	0,19	157,89
I.F.L. Investment	sept.	112	111	0,90	1,39	1,37	1,46
La Garantie (Ass.)	sept.	5 353	4 875	9,81	28,60	26,06	9,75
Lévesque Beaubien	août	4 000	1 900	110,53	0,20	0,10	100,00
McNeil Mantha inc.	sept.	1 016	308	229,87	0,14	0,04	250,00
Montréal Trustco	sept.	7 000	5 200	34,62	0,25	0,21	19,05
Nesbitt Thomson	sept.	3 300	1 400	135,71	0,25	0,19	31,58
Power (Financière)	sept.	37 181	28 736	29,39	0,45	0,35	28,57
Trustco Général	sept.	5 639	4 911	14,82	0,38	0,33	15,15
TOTAL		334 806	322 869	3,70	36,91	33,57	9,95

que les canadiennes et américaines

ÉVOLUTION DES BÉNÉFICES DE 137 COMPAGNIES QUÉBÉCOISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (3e trimestre 1986 par rapport au 3e trimestre 1985)

	Entreprises québécoises (a)						Entreprises canadiennes (b)			
	Nombre d'entreprises	Bénéfice 1986 (c)	en 000 \$ 1985 (c)	Var. en %	Bénéfice par action		Nombre d'entreprises	Var. en %		
					1986 (d)	(1985 d)				
Communications	10	16 674	10 365	60,87	1,29	0,78	65,38	5	25,00	
Distribution (gros & détail)	18	32 141	55 915	-42,52	3,95	5,19	-23,89	16	-4,00	
Immobilier & construction	3	4 963	1 415	250,74	0,51	0,10	410,00	n.d.	n.d.	
Mines & métaux	9	67 251	14 130	375,94	1,25	0,08	1 462,50	8	s.s.	
Produits de consommation	12	149 751	111 273	34,58	3,10	3,01	2,99	11	36,00	
Produits de la forêt	10	82 390	54 713	50,59	2,81	2,04	37,75	6	69,00	
Produits industriels	22	54 984	42 863	28,28	5,41	5,05	7,13	13	3,00	
Services financiers	21	333 463	322 376	3,44	36,36	33,40	8,86	12	n.d.	
Sociétés de portefeuille	8	429 287	416 258	3,13	3,20	2,78	15,11	n.d.	n.d.	
Technologies	17	8 672	5 379	61,22	0,55	0,16	243,75	n.d.	n.d.	
Transport	4	1 394	165	744,85	0,48	0,23	108,70	1	68,00	
Hors catégories	3	4 145	2 511	65,07	-0,02	-0,80	-	18	n.d.	
Total	137	1 185 115	1 037 363	14,24	52,89	52,02	13,21	90	-5,00	

(a) Compilation LES AFFAIRES;

(b) Source: FINANCIAL POST (1er nov. 1986);

(c) Bénéfices nets (après impôt et avant poste extraordinaire) pour le troisième trimestre prenant fin entre juillet et septembre, selon les dates de fin d'exercice de chaque entreprise;

(d) Les bénéfices par action sont comptabilisés après dilution, pour toutes les entreprises où ce chiffre est disponible.

n.d. Non disponible

s.s. Sans signification

sième trimestre de 1985. La forte spéculation sur l'or et l'argent qui a marqué les transactions boursières durant la période n'est sûrement pas étrangère à ce phénomène. Alcan, qui effectue depuis quelques mois un important renversement de situation, contribue aussi à la bonne performance du secteur avec des bénéfices de 54 M\$ au troisième trimestre de 1986 contre un maigre 7 M\$ durant la même période de 1985.

Le groupe des entreprises de technologies (nous utilisons le terme "technologies" plutôt que le traditionnel "haute technologie") connaît lui aussi une bonne performance (augmentation de 61,2 %) dans le sillage de Memotec Data dont les bénéfices du troisième trimestre de 1986 affichent une progression de 99 % en regard du trimestre correspondant de 1985. A noter au passage la taille relativement modeste de la plupart des entreprises du secteur.

Le secteur des communications (électroniques et imprimés, voir p. 4) et celui des pâtes et papiers et autres produits de la forêt (voir p. 4) suivent dans l'ordre avec des augmentations des bénéfices de 60,9 et de 50,6 % respectivement. Trois entreprises vouées aux communications électroniques dominent leur secteur: Réseau Pathonic (autrefois Télé-Capitale) vient en tête, avec une augmentation de 708 %; viennent ensuite Premier Choix avec 164 % et CFCF avec 126 %. Parmi les papeteries, Donohue occupe la première

place tant au Québec qu'au Canada, avec une augmentation de 116 %.

A grosse fortune petit profit

Les deux secteurs les plus considérables par la valeur absolue de leurs bénéfices, ceux des services financiers et des sociétés de portefeuille (holdings) sont également ceux qui, outre le secteur du commerce, ont le moins contribué, en terme de pourcentage, à l'excellente performance des entreprises québécoises. En effet, le premier secteur n'a enregistré qu'une faible progression de 3,7 % de ses bénéfices, tandis que le second dépasse à peine 3,1 %. Le portrait se modifie cepen-

dant au chapitre du bénéfice par action, avec des augmentations respectives de 10 et 15,1 %.

Les quatre maisons de courtage en valeurs mobilières dont les actions se transigent en bourse ont toutes connu un trimestre remarquable, Geoffrion Leclerc venant en tête avec une hausse de 981 %, suivie de McNeil Mantha (augmentation de 229 %), de Nesbitt Thomson (hausse de 135 %) et de Lévesque Beaubien (+ 110 %).

Deux entreprises de la cuvée REA de 1985, soit le Groupe Kaufel (éclairage

SOMMAIRE

À votre Agenda	p. 13
Affaires et la loi	p. 27
Analysez avant d'acheter	pp. 60-61
Bloc-notes	p. 6
Bourses	pp. 74-77
Éditorial	p. 6
Fiscalité	pp. 30-31
Flash-Actions	pp. 49-51
Fonds mutuels	p. 45
Franchises	pp. 38-39
Gagnants et perdants	p. 72
Immeuble	pp. 21-26
Investissements	pp. 36-37
Marchés boursiers	p. 75
Marché obligataire	p. 71
Marketing	pp. 18-19
Monde du travail	p. 28
Nouvelles de compagnies	pp. 60-66-67
Portefeuille de Georges Gratton	pp. 78-79
Profit net	p. 32
Pouls de l'économie	p. 40
REA	pp. 62-64
Ressources naturelles	pp. 52-57
Taux d'intérêt	p. 70
Technologies	pp. 34-35
Votre impôt	p. 69
Vu d'Ottawa	pp. 8-9

Courrier de la deuxième classe
— Enregistrement no. 0923

Une seconde!



Si vous êtes d'affaires

Bijouterie C.M. Michaud
937 est. rue Bélanger,
Montréal (514) 279-4527

Le plus grand
dépositaire
de montres
prestigieuses
au pays.

industriel) et Datamark (formulaires d'affaires) retiennent l'attention dans le secteur des produits industriels (voir p. 4). Le bénéfice de la première a connu une augmentation de 2 409 % et la seconde de 251 %. Dossiers à suivre!

En guise de conclusion, le lecteur notera que les comparaisons par secteur s'avèrent difficiles entre les données canadiennes et québécoises. Cela pour la simple raison que les deux compilations n'utilisent pas le même découpage. Globalement, LES AFFAIRES utilise celui de l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto, tandis que le Financial Post utilise un découpage de son cru. Ainsi, par exemple, ce journal sépare les banques des autres entreprises de

services financiers et il regroupe ensuite ces dernières avec celles du secteur immobilier (voir p. 4). Dans la même veine, il regroupe les entreprises de transport avec celles de service public et les oléoducs. Dans cette perspective, on comprendra que les comparaisons absolues ne valent que pour certains secteurs (ceux où nous avons indiqué les pourcentages) et qu'elles doivent s'entourer de beaucoup de nuances.

Outre le dynamisme certain affiché par les compagnies québécoises depuis quelques années, la chute des prix du pétrole vient aussi expliquer en partie leur excellente performance.

En effet, le Québec souffre moins que l'ensem-



DESIGN ET FABRICATION
DE KIOSQUES MODULAIRES
ACHAT OU LOCATION
MONTRÉAL (514) 875-6271
QUÉBEC (418) 647-2014

ble du Canada de la chute des prix du pétrole. Le contraste est frappant. En effet, le relevé du Financial Post rapporte une régression de 57 % par rapport au troisième trimestre de 1985 des bénéfices de sept entreprises du secteur pétrolier. Or, aucune des pétrolières n'a son siège social au Québec ou n'y exerce le plus gros de son activité.

JACQUES
HENRI

Équilibrez votre portefeuille de placements

Sûrs et rentables, nos certificats de dépôt garanti ajouteront l'élément de stabilité nécessaire à votre portefeuille

Vous n'avez pas à vous déplacer toute transaction peut être effectuée sans frais par téléphone

Informez-vous sans tarder sur nos taux avantageux

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

Fiducie du Québec

Anjou (514) 355-2050 1-800-361-5808 **Brossard** (514) 445-3224 1-800-361-4436
Chicoutimi (418) 549-5746 1-800-463-9657 **Hull** (819) 777-9119 1-800-567-6886
Laval (514) 668-5223 1-800-361-3803 **Longueuil** (514) 679-2810 1-800-361-5058
Montréal (514) 286-3225 1-800-361-2680 **Québec** (418) 647-4742 1-800-463-5026
Sainte-Foy (418) 653-6811 1-800-463-4792 **Sherbrooke** (819) 566-5667 1-800-567-6920

Desjardins

Maintenant le fonds de métaux précieux Dynamique est admissible aux R.E.É.R.

Fonds Dynamique
6 FONDS VENDUS SANS FRAIS D'ACQUISITION
Interchangeables en tout temps. Obtenez les prospectus gratuitement et sans obligation.
MONTRÉAL 842-1416 - 1-800-361-5149

Bénéfices de 137 compagnies québécoises et 90 canadiennes

La compilation des résultats du troisième trimestre de 1986 s'appuie sur les données tirées des rapports trimestriels de 137 entreprises inscrites en bourse, dont le siège social est au Québec ou dont le gros des activités se fait en sol québécois.

La base de données exclut donc par définition le plus clair des entreprises de caractère coopératif et toutes les entreprises para-

gouvernementales, dont les activités ne sont régies ni par la Commission des valeurs mobilières du Québec ni par la Bourse de Montréal.

Elle exclut aussi une

vingtaine d'entreprises qui, au moment de la compilation, n'avaient pas encore déposé leur rapport trimestriel.

Le montant des bénéfices ne tient pas compte,

lorsqu'il y a lieu, des entrées ponctuelles d'argent identifiées à la rubrique "poste extraordinaire" des rapports financiers. Par définition, ce type de recettes ne se répète pas d'un

exercice à l'autre, d'une période à l'autre. Il faut donc les éliminer pour donner leur pleine valeur aux comparaisons.

Dans tous les cas et pour les mêmes raisons, le béné-

ficie par action reflète la situation après dilution complète.

Les chiffres se rapportant au comportement des entreprises canadiennes proviennent d'une compilation des résultats de 90 entreprises qui ont l'habitude de déposer rapidement leurs états financiers à la fin de chaque trimestre (Early Birds). Le Financial Post suit leur évolution à chaque trimestre.

ÉVOLUTION DES BÉNÉFICES DE COMPAGNIES QUÉBÉCOISES (3e trimestre de 1986 par rapport au 3e trimestre 1985)

ENTREPRISES HORS CATÉGORIES							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Monenco ltée	sept.	-1 200	-3 600	—	-0,36	-1,17	—
Prefac (Entreprises)	sept.	45	11	309,09	0,02	0,00	—
Québec Téléphone	sept.	5 300	6 100	-13,11	0,32	0,37	-13,51
TOTAL		4 145	2 511	65,07	-0,02	-0,80	—
SECTEUR DES TRANSPORTS							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
La Vérendrye	sept.	14	-494	—	-0,01	-0,13	—
Logistec Corp.	sept.	1 011	471	114,65	0,37	0,32	15,63
Sumabus inc.	sept.	51	2	2 450,00	0,05	0,00	—
Visway Transport	sept.	318	186	70,97	0,07	0,04	75,00
TOTAL		1 394	165	744,85	0,48	0,23	108,70
SECTEUR DES PRODUITS DE LA FORÊT							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Cascades	sept.	4 222	4 009	5,31	0,09	0,10	-10,00
Consolidated Bathurst	sept.	29 700	22 400	32,59	0,51	0,40	27,50
Domtar Inc.	sept.	33 500	19 300	73,58	0,71	0,44	61,36
Donohue	sept.	8 296	3 837	116,21	0,53	0,29	82,76
Foresbec	sept.	324	15	2 060,00	0,06	0,01	500,00
Forex (Groupe) inc.	—	592	n.d.	—	0,06	n.d.	—
Goodfellow	août	448	586	-23,55	0,13	0,17	-23,53
Normick Perron	sept.	3 300	2 000	65,00	0,22	0,12	83,33
Perkins (Papiers)	sept.	1 300	1 466	-11,32	0,21	0,23	8,70
Rolland inc.	sept.	1 300	1 100	18,18	0,35	0,28	25,00
TOTAL		82 390	54 713	50,59	2,81	2,04	37,75

SECTEUR DE L'IMMOBILIER ET CONSTRUCTION							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Grilli (Gr. immobilier)	août (a)	3 849	672	472,77	0,51	0,10	410,00
Multidev	août	1 122	n.d.	—	0,23	n.d.	—
Paul Martin	sept. (a)	1 114	743	49,93	n.d.	n.d.	—
TOTAL		4 963	1 415	250,74	0,51	0,1	410,00

(a) Nouvelle compagnie publique. Période de quatre mois

SECTEUR DES MINES ET MÉTAUX							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Aiguebelle	sept.	-1 044	-855	—	-0,11	-0,13	—
Alcan	sept.	54 000	7 000	671,43	0,54	0,07	671,43
Belmoral (Mines)	sept.	259	-1 600	—	0,01	-0,17	—
Cambior (b)	sept.	2 600	n.d.	—	0,11	n.d.	—
Ivaco inc.	sept.	10 300	8 800	17,05	0,24	0,21	14,29
Kiena (Mines d'or)	sept.	2 212	344	543,02	0,38	0,06	533,33
Muscocho	sept.	-183	446	—	-0,02	0,04	—
Sigma Québec (Mines)	sept.	1 268	4	31 600,00	0,16	0,00	—
Sullivan (Mines)	sept.	439	9	4 777,78	0,05	0,00	—
TOTAL		67 251	14 148	375,34	1,25	0,08	1 462,50

(b) La compagnie n'a été en activité que deux mois durant ce trimestre

SECTEUR DES COMMUNICATIONS							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Astral Bellevue	août	1 081	660	63,79	0,17	0,14	21,43
CFCF	août	1 394	616	126,30	0,12	0,07	71,43
Cogeco (Groupe) inc.	août	260	n.d.	—	0,03	n.d.	—
Comm. Radiomutuel	août	680	n.d.	—	0,14	n.d.	—
Groupe Transcont. GTC	juil.	2 500	1 300	92,31	0,14	0,08	75,00
Pathonic (Réseau) inc.	août	994	123	708,13	0,17	-0,09	—
Premier Choix	juil.	172	65	164,62	0,07	0,05	40,00
Québecor	sept.	4 512	2 566	75,84	0,29	0,17	70,59
Télé-Métropole	août	1 621	2 235	-27,47	0,20	0,28	-28,57
Vidéotron (Groupe) inc.	août	4 400	2 800	57,14	0,13	0,08	62,50
TOTAL		16 674	10 365	60,87	1,29	0,78	65,38

SECTEUR DES PRODUITS DE CONSOMMATION							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
C.B. Pak	sept.	3 300	10 100	-67,33	0,16	0,50	-68,00
Consoltd Canada inc.	sept.	517	460	12,39	0,18	0,16	12,50
Cont. Pharma Cryosan	juil.	979	635	54,17	0,10	0,08	25,00
Distilleries Corby	août.	3 000	3 000	110,00	0,44	0,46	-4,35
Domco	juil.	586	1 535	-61,82	0,11	0,28	-60,71
Dominion Textiles	sept.	3 400	-6 900	—	0,11	-0,50	—
McLson (Compagnies)	sept.	18 700	14 000	33,57	0,59	0,45	31,11
Peerless (Tapis)	août	2 000	1 700	17,65	0,15	0,29	-48,28
Pro-Optic	sept.	151	143	5,59	0,05	0,05	0,00
Seagram ltée	juil.	116 800	85 200	37,09	1,23	0,93	32,26
Totec (Groupe)	août	-168	278	-160,43	-0,10	0,15	—
Triton (Industries)	août	486	1 122	-56,68	0,08	0,16	-50,00
TOTAL		147 751	109 573	34,84	2,95	2,72	8,46

SECTEUR DES PRODUITS INDUSTRIELS							
Nom de l'entreprise	Date de fin du trimestre	Bénéfice en 000 \$			Bénéfice par action		
		1986	1985	Var. en %	1986	1985	Var. en %
Amusecor	sept.	22	-153	—	0,02	-0,03	—
Artopex Intern'l	sept.	549	487	12,73	0,12	0,13	-7,69
Bilrite Nightingale	sept.	455	526	-13,50	0,08	0,23	-65,22
Bombardier	juil.	5 300	4 500	17,78	0,39	0,39	0,00
Canam Manac	sept.	4 400	4 100	7,32	0,20	0,21	-4,76
Cantol	sept.	69	108	-36,11	0,15	0,27	-44,44
Celanese Canada inc.	sept.	2 300	1 900	21,05	0,15	0,12	25,00
Datamark	sept.	239	68	251,47	0,08	0,02	300,00
Du Pont (Canada) inc.	sept.	13 400	7 200	86,11	0,83	0,45	84,44
Équipement Denis	août	300	209	43,54	0,10	0,11	-9,09
Fibres Armtex	juil.	-358	n.d.	—	-0,16	n.d.	—
Hubbard (Teinturiers)	juil.	102	53	92,45	0,03	0,02	50,00
Kaufel (Groupe) inc.	août	1 380	55	2 409,09	0,13	0,07	85,71
Laperrière et Verreault	sept.	229	n.d.	—	0,06	n.d.	—
Marshall, Drummond	sept.	283	630	-55,08	0,02	0,07	-71,43
Miron	sept.	4 800	3 069	56,40	0,92	0,90	2,22
Robert Mitchell inc.	sept.	469	461	1,74	0,40	0,41	-2,44
St-Laurent (Ciment)	sept.	17 700	16 500	7,27	0,89	0,98	-9,18
Sico	sept.	2 200	2 100	4,76	0,43	0,36	19,44
Transit (Fourgons) inc.	sept.	257	133	93,23	0,07	n.d.	—
Unican (Systèmes de sécurité)	sept.	1 097	726	51,10	0,32	0,22	45,45
Volcano	sept.	378	191	97,91	0,08	0,12	-33,33
TOTAL		56 984	44 563	27,87	5,56	5,34	4,12

Gaz Métropolitain
NOMINATION



Jacques Caussignac

Monsieur Pierre Martin, Président et Chef de la direction de Gaz Métropolitain, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Jacques Caussignac au poste de Vice-président principal. Développement de marché. M. Caussignac relève de M. André Caillé, Vice-président exécutif et Chef des opérations.

Gaz Métropolitain est une filiale à part entière de Noverco et le quatrième distributeur de gaz naturel en importance au Canada.

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT **GCI**

Cadres - Gestionnaires Professionnels (les)

Relevez le défi de **L'EXCELLENCE**



Gilles Couture, MBA Professeur

BUDGET ET ETATS-FINANCIERS POUR NON FINANCIERS

- Vous apprendrez:
 - le langage comptable et financier
 - la lecture des états-financiers
 - l'utilisation des ratios
 - les différents types de budget
 - les techniques d'élaboration du budget d'investissement

Montreal 28-29-30 janvier
Quebec 4-5-6 février

LA BUREAUTIQUE ET LE GESTIONNAIRE

- Vous apprendrez:
 - les fondements, la gestion et l'implantation de la bureautique
 - la gestion des systèmes d'information
 - la dimension technique des systèmes d'information Informatisés
 - l'impact des nouvelles technologies sur l'organisation.
 - les aspects humains de la bureautique

Montreal 26-27 janvier
Quebec 2-3 février

Comment s'inscrire: communiquez avec Gilles Couture, au (418) 524-1816. Le nombre d'inscription est limité. Réservez dès maintenant.

La compagnie **Voyageur** vient de vendre ses 51 circuits de transport des Laurentides, entre Montréal et Mont-Laurier, à **Limocar Laurentides inc.**, une nouvelle compagnie créée au sein du groupe **Limocar inc.** de Sherbrooke. La nouvelle a été annoncée aux **AFFAIRES** par **M. Claude St-James**, le président de Limocar. "Nous avons acheté de Voyageur l'autorisation de circuler en exclusivité sur ces routes et l'accord a été confirmé, le 3 décembre, par la **Commission de transport du Québec**," a précisé M. St-James.

Le nouveau service a débuté le 11 décembre. M. St-James a indiqué qu'horaires et fréquences seraient les mêmes qu'avec Voyageur et que les tarifs ne seraient pas augmentés car, a-t-il déclaré, le seuil psychologique est déjà dé-

Voyageur vend ses 51 circuits des Laurentides à Limocar

passé.

Les nouveaux chauffeurs de Limocar ont préalablement reçu une formation spéciale et se sont familiarisés avec leurs circuits. "Dès la première journée, le public recevra le service auquel il est en droit de s'attendre, a promis M. St-James. Nous avons investi 2,1 M\$ dans la nouvelle compagnie. Si l'on inclut à cette somme le coût de la transaction avec Voyageur ainsi que les coûts de départ, nous aurons investi 3 M\$ au total".

Limocar est un holding financier regroupant 20 compagnies, dont 12 sont

spécialisées dans le transport de personnes, le transport scolaire et le transport interurbain. La firme est principalement présente dans la grande région de l'Estrie, mais aussi dans la Beauce et dans la Mauricie.

Une gestion plus serrée

"Nous avons décidé de nous porter acquéreur de ces routes, a dit M. St-James, parce que Voyageur s'en retirait de toute façon et parce que nos méthodes de gestion et nos bonnes relations syndicales nous assuraient de rentabi-

liser l'opération".

Limocar compte donc réussir là où Voyageur a échoué. D'abord par un meilleur contrôle des dépenses. "Nos revenus proviennent uniquement des routes de région, a signalé M. St-James. Nous n'avons pas de grande ligne interurbaine pour les soutenir en cas de problèmes. Elles doivent donc être rentables. Notre force en affaires vient du fait que nous sommes toujours parfaitement informés de nos coûts et de nos revenus".

M. St-James attribue aussi la réussite de ses entreprises aux bonnes rela-

tions de travail. "Nous sommes des gens régionaux, a-t-il ajouté, et nous agissons comme tels, avec un esprit de famille, un esprit de partage. Notre philosophie en la matière est le respect des gens, des syndicats et de ce qu'ils font".

Un autre aspect important de l'expansion de Limocar est la décentralisation. Limocar Laurentides sera basée et gérée dans la région des Laurentides. Au moins 28 emplois y seront créés par la compagnie, soit 22 chauffeurs et 6 mécaniciens.

"D'autre part, a indiqué M. St-James, nous allons nous associer avec des propriétaires locaux de petits autobus qui desserviront les routes moins fréquentées et rabatteront la clientèle sur nos lignes princi-

contact

composition inc.
Membre du Groupe
Transcontinental GTC Ltée

C'est l'équipe qu'il vous faut pour vos prospectus et autres documents financiers.

433, boul. Lebeau
St-Laurent (Québec)
(514) 337-5560

pales. C'est grâce à cette rationalisation que Limocar Laurentides pourra exploiter la région de façon rentable avec seulement 11 autobus, alors que Voyageur en utilisait 26".

La flotte de Limocar Laurentides sera la plus jeune au Québec, selon M. St-James, puisque les autobus spécialement achetés par la compagnie ont quatre ans ou moins. Ce sont tous des **Mirage** fabriqués par **Prévost Car** à Ste-Claire-de-Bellechasse.

BENOIT

PRIEUR

(Collaboration spéciale)

CSL vend Kingsway Transport et deux régions de Voyageur

Le groupe de transport **CSL (Canada Steamship Lines)**, a vendu 80 % de sa filiale **Kingsway Transport** il y a quelques semaines au groupe torontois **Consolidated Fastfrate (Leasing Division) Ltd.** Le secrétaire de CSL, **Me Pierre Préfontaine**, a confirmé la nouvelle aux **AFFAIRES**.

"Nous avons conservé 20 % de Kingsway car nous voulons rester dans le secteur du transport par camion, a déclaré M. Préfontaine. La transaction doit cependant recevoir l'approbation des différentes **Commissions de transport** du Canada, du Québec et de l'Ontario car Kingsway est présent dans tout le Canada sauf dans les Maritimes".

Groupe CSL est une entreprise privée, appartenant à **MM. Paul Martin** et **Lawrence Pathy (Groupe Fednav)**. Ancienne filiale de **Power Corp.**, CSL a été vendue, il y a quelques années, à son président et chef de la direction **Paul Martin**, qui s'est associé alors pour l'opération à **M. Pathy**.

Outre Kingsway, CSL possède une flotte de navires actifs principalement sur les Grands Lacs et la Voie maritime, tout comme son partenaire **Fednav (Federal Navigation)**. Enfin, CSL possède aussi le réseau d'autobus **Voyageur** et son pendant ontarien **Colonial**.

Voyageur

CSL éprouve également des difficultés de rentabilité avec son réseau québécois Voyageur. Dernièrement, la compagnie a demandé au syndicat de ses chauffeurs des concessions importantes sur la convention collective qui arrive à expiration le printemps

prochain et dont les pourparlers de renouvellement sont en cours.

"On a demandé au syndicat de nous aider à diminuer de quelque 20 % nos coûts de main-d'oeuvre, a reconnu Me Préfontaine. Cela ne veut pas dire que la paie des chauffeurs va diminuer de 20 %, mais nous avons des chauffeurs en trop et des clauses normatives trop dispendieuses".


Avant même d'avoir terminé cette discussion avec le syndicat de ses chauffeurs, Voyageur a déjà commencé à vendre certains circuits, dont ceux de la région des Laurentides (voir autre texte), et ceux de La Mauricie-La Tuque-Saguenay/Lac St-Jean.

"A Trois-Rivières, nous avons vendu les permis à **Jos Paquette & fils**, de St-Etienne-des-Grès, qui exploitait déjà la route Trois-

Rivière/Shawinigan, a révélé Me Préfontaine. Nous conservons cependant notre terminus de Trois-Rivières".

La région des Laurentides comprend 25 à 30 personnes qui ont reçu des avis de mise à pied mais que Voyageur espère voir engagées par le nouveau propriétaire. Le réseau de la Mauricie ne comprend qu'une demi-douzaine de personnes qui ont subi le même sort.

ANDRÉ HAINS



INSTITUT LISE WATIER

Offrez lui une journée de rêve.

COIFFURE
BEAUTE - SPA

Pour le plaisir de faire plaisir.
Lise Watier vous propose
l'Évasion Beauté
Un moment privilégié qui s'offre bien!

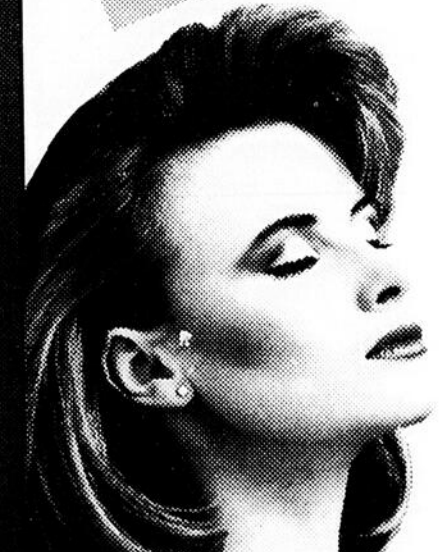
9h	Limousine*
9h30	Croissants-cappuccino
10h	Facial
11h	Ligne des sourcils
11h30	Massage-détente
12h30	Lunch-gourmet
13h	Manucure
13h30	Pedicure
14h30	Shampooing-brushing
15h30	Maquillage personnalisé
16h30	Limousine*

Évasion Beauté: 180 \$
* Limousine optionnelle

L'Évasion Beauté, un moment privilégié. 270-9296

Nous acceptons les réservations téléphoniques avec carte de crédit

392, rue Laurier ouest





Jusqu'à minuit!
sept soirs par semaine

RENAUD-BRAY

5219 Côte-des-Neiges — (514) 342-1515

Vendeurs - Représentants
Conseillers - Gérants de vente



ROGER ST-HILAIRE
INSTRUCTEUR

VOULEZ-VOUS EXCELLER DANS la vente?

VENTE STRATÉGIQUE
Vous apprendrez comment

- conclure vos ventes
- traiter les plaintes
- répondre aux objections
- disposer de votre temps
- planifier vos entrevues
- structurer votre territoire
- accroître votre clientèle
- vendre votre personnalité
- vous motiver à vendre

QUÉBEC 15-16 janvier	MONTRÉAL 18-19 décembre	MONTRÉAL 22-23 janvier
-----------------------------------	--------------------------------------	-------------------------------------

GÉRANCE DE VENTE
vous apprendrez comment

- recruter des vendeurs à succès
- rémunérer vos vendeurs
- les entraîner et les former
- organiser des réunions stimulantes
- les motiver et les stimuler
- établir des stratégies de vente
- évaluer leurs performances
- choisir votre style de gestion
- structurer des territoires
- disposer de votre temps
- organiser des concours de vente
- comment diriger

MONTRÉAL 23, 24, 25 FÉV. 87
Holiday Inn, Longueuil

INSCRIPTION EN NOMBRE LIMITÉ.
TÉLÉPHONEZ MAINTENANT ENTRE 9H ET MIDI.

 **Cours Roger St-Hilaire (418) 626-7498**

EDITORIAL

Assurance-chômage: réforme avortée ?

■ Le rapport de la Commission

Forget n'était pas encore sorti qu'il était déjà contesté. Bénéficiant de fuites organisées, les médias ont publié les principales recommandations de la Commission pres-



JEAN-PAUL GAGNÉ

que deux mois avant sa sortie officielle. Les médias ont aussi publié le rapport minoritaire des deux représentants du Congrès du travail du Canada membres de la Commission et les opinions particulières de deux autres membres sur certains points particuliers. De fait, le rapport a reçu l'appui intégral de seulement deux de ses membres, Claude Forget et M. O. Morgan, un universitaire.

L'image du rapport ne s'est pas améliorée avec sa publication puisque le ministre Benoît Bouchard a prévenu que le rapport servirait simplement "d'outil de référence" pour une réforme éventuelle de l'assurance-chômage. La réserve d'Ottawa vient de la controverse provoquée dès les fuites sur le rapport. Le NPD et le Parti libéral y ont vite vu une occasion d'embêter le gouvernement, le sport national des partis d'opposition. Le rapport est devenu une patate chaude pour le gouvernement car l'opposition et les syndicats ont promis de se battre pour le maintien des prestations.

Il est vrai que la recommandation principale du rapport Forget est draconienne. En proposant de baser le niveau des prestations sur la moyenne du revenu gagné au cours des dernières 52 semaines (l'annualisation), les prestations varieraient en fonction du revenu gagné. Ainsi, une personne ayant travaillé 52 semaines avant de tomber en chômage recevra la prestation maximale permise pour son niveau de revenu, tandis que celle qui n'aura travaillé que dix semaines, la période minimale requise pour toucher une prestation, recevra une prestation insignifiante.

Finies les prestations uniformes pour un revenu identique lorsque la durée de la période travaillée n'est pas la même. Finie aussi la prise en compte du taux de chômage régional déterminant la longueur de la

période minimale travaillée (de 10 à 20 semaines selon les régions) pour établir le droit aux prestations.

Cette recommandation audacieuse ferait économiser 3 milliards de \$ (incluant les 180 M\$ que coûte l'admissibilité des pêcheurs à l'assurance-chômage, programme que suggère d'abandonner le rapport Forget). Elle trouve sa justification dans l'attitude de plusieurs bénéficiaires qui sont sur l'assurance-chômage par choix les trois-quarts du temps. Il est clair que le programme actuel permet des abus et qu'il faut enrayer cette exploitation systématique du système.

Roy Bennett, l'ex-président de Ford Canada et membre de la Commission, a suggéré avec raison que cette recommandation ne sera pas vraiment applicable tant que des programmes de soutien du revenu n'auront pas été mis en place par les provinces dans les zones les plus pauvres du pays.

La Commission a cependant raison de dire que l'assurance-chômage ne doit pas être un programme déguisé d'aide sociale destiné surtout aux régions où le chômage est le plus élevé. Ce programme ne doit pas non plus avoir pour effet de tenir les bénéficiaires dans un état de dépendance chronique. Au contraire, l'Etat doit plutôt donner aux chômeurs les moyens de se reprendre en mains tant par la formation et l'aide au recyclage que par l'assistance à leur relocalisation là où il y a plus d'emplois. Si les immigrants viennent prendre les emplois dont ne veulent pas les Canadiens, pourquoi n'inciterions-nous pas les Canadiens des régions à haut taux de chômage à immigrer eux aussi vers les régions où l'emploi est plus abondant ?

Le rapport Forget suggère que les économies réalisées par l'annualisation des prestations soient utilisées en programmes de soutien du revenu, de formation des travailleurs et de stimulation de l'entrepreneuriat local. Ces propositions méritent d'être étudiées. Le gouvernement ne doit donc pas mettre ce rapport en veilleuse sous prétexte que sa recommandation principale est litigieuse. Entre le statu quo et l'application intégrale de cette recommandation, il y a place au compromis.

AUDRÉ "TICOUNE" BISSONNETTE !



BLOC-NOTES

Des taux usuraires ?

■ Il est de bon ton de s'en prendre aux banques de temps à autre. Les associations de consommateurs, la **Fédération canadienne de l'entreprise indépendante**, les syndicats et même les députés aiment bien à l'occasion lancer des fléchettes en direction des dinosaures de la finance. Cela est excellent, car nos banques ont besoin à l'occasion de se faire "secouer les puces".

Il y a quelques années, certains avaient fait grand cas des "profits excessifs" affichés par les banques. L'**Association des banquiers canadiens (ABC)** n'avait alors eu qu'à démontrer que le volume de profits ne voulait rien dire en soi. Ce qui est plus significatif, c'est en effet le taux de rendement sur l'avoiron des actionnaires. Les membres du Parlement ont vite compris que des profits de 100 M\$ n'ont rien de scandaleux lorsque l'avoiron propre d'une banque s'élève à 1 milliard de dollars. L'affaire s'est vite classée.

Cette fois, c'est le taux d'intérêt réclamé par les banques aux utilisateurs de cartes de crédit qui inquiète les parlementaires canadiens. L'ABC vient donc de soumettre un mémoire au Comité permanent sur les finances et les affaires économiques de la Chambre des communes. Ce mémoire vise à démon-

trer que les taux d'intérêt des cartes de crédit n'ont rien d'usuraires. "Les études empiriques ne suggèrent aucune anomalie dans le coût, le prix et la rentabilité des opérations de cartes de crédit", écrit l'ABC. (...) Par conséquent, nous pouvons conclure qu'une action législative concernant le niveau des taux d'intérêt sur les cartes de crédit bancaires ne semble pas être appropriée".

Malheureusement, le mémoire présenté par les banques ne permet pas d'en arriver aussi rapidement à cette conclusion. Le document montre que les profits des banques dans le secteur des cartes de crédit se sont élevés en 1985 à 0,47 \$ par transaction. Cela représente des millions de dollars de profits pour les banques. Est-ce peu ? Insuffisant ? Il est impossible de le dire car l'ABC ne divulgue pas les montants investis par les banques dans ce secteur d'activités. Il est donc impossible de déterminer le taux de rendement obtenu dans ce domaine.

Deuxième lacune: l'ABC ne compare pas la marge bénéficiaire brute obtenue dans le secteur des cartes de crédit avec celles d'autres formes de prêts, par exemple, les prêts personnels et les prêts hypothécaires. Dans le cas des cartes de crédit, l'écart en-

tre le coût des fonds pour les banques et le revenu d'intérêt provenant des emprunteurs est de 5 %. Pourquoi le "spread" n'est-il que de 1,25 % dans le secteur des prêts hypothécaires ? Le fait que les frais d'administration des cartes de crédit soient proportionnellement plus élevés que ceux associés aux prêts hypothécaires ne semble pas justifier à lui seul cet écart supplémentaire de 3,75 %. Après tout, les commerçants qui possèdent des comptes auprès de **Visa** ou de **Master-Card** défraient une large part de ces coûts d'administration plus élevés.

Il n'est sûrement pas souhaitable que l'État légifère sur le niveau des taux d'intérêt des cartes de crédit. Il ne faut pas oublier que personne n'est forcé d'utiliser ce produit financier et que les consommateurs les plus avertis ne paient jamais de frais d'intérêt après s'en être servi. Toutefois, les banques n'ont pas encore répondu de façon satisfaisante aux interrogations du public au sujet des taux d'intérêt des cartes de crédit. Et qu'en pensent les autres émetteurs de cartes, le **Mouvement Desjardins** notamment ?

LAURENT PEPIN

LES AFFAIRES

Fondé en 1928

Président et éditeur: **Claude BEAUCHAMP**
 Éditeur adjoint et rédacteur en chef: **Jean-Paul GAGNÉ**
 Directeur de l'information: **Serge THERRIEN**
 Chef de pupitre: **Michel CLERMONT**
 Directeur, cahiers et projets spéciaux: **Claude PICHÉ**
 Journalistes: **André HAINS, Claude CHIASSON, Dominique BEAUCHAMP, Bernard MOONEY, Yan BARCELO (technologies et informatique), Guy MERCIER**
 Collaborateurs: **Robert RIVARD, Georges GRATTON, Jean-H. GAGNON, Dominique FROMENT, Carole-Marie ALLARD (Ottawa), Laurent PÉPIN, Jacques HENRI, Raymond THEORET, Pierre LAHESE, Guy LORD, Roger PAGE**
 Photographe: **Jean-Guy PARADIS**

Publicité: Vice-président **Rosaire MAILLOUX**
 Chef de produit: **Pierre GOYER** Coordonnateur de production: **Donald WELLS**
 Montréal: (514) 842-6491 - Toronto: (416) 499-9348 - Vancouver: (604) 688-6819
 Immeuble, occasions d'affaires, carrières & professions: (514) 842-1780

Tirage: Directeur **Normand G. Gravel** Service aux abonnés: Directeur **François BLONDIN**
 Abonnement: (514) 842-3131 1 an: 34,95 \$ 2 ans: 49,95 \$ Au numéro: 1\$
 Autres pays: 1 an: 75,00 \$ 2 ans: 130,00 \$



Publié 50 fois par année par **PUBLICATIONS LES AFFAIRES INC.**
 465, rue Saint-Jean, bureau 903, Montréal, H2Y 3S4
 Tél. (514) 842-6491 Télex: 055-61971

Imprimé par l'Imprimerie Trans-Continental Inc.
 (Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 0923 (Dépôt légal - bibliothèque du Québec) ISSN 0705-1859)

Publications Les Affaires inc. est membre du GROUPE TRANSCONTINENTAL GTC LTÉE
 Président du conseil d'administration: **Rémi MARCOUX**

Selon son président Charles Gareau Frits n'est pas à vendre

■ "Frits ne négocie pas avec Métro-Richelieu et n'a même jamais songé à le faire", a déclaré le président de la chaîne de restauration rapide, M. Charles Gareau, en réponse à un article paru dans l'édition du 6 décembre des AFFAIRES et qui affirmait que Métro-Richelieu cherchait à acquérir Frits.

M. Gareau a également démenti la nouvelle voulant qu'il éprouve des difficultés financières: "Il est normal qu'après avoir ouvert une cinquantaine de restaurants en 30 mois, tous nos franchisés ne roulent pas sur l'or, mais nous sommes suffisamment en bonne situation financière pour prévoir ouvrir une quinzaine de nouvelles franchises en 1987", a-t-il précisé.

M. Gareau a ajouté qu'il négociait exclusivement avec un investisseur privé (un comptable agréé) qui prendra incidemment bientôt une participation minoritaire dans son entreprise, "mais, c'est davantage son expertise en franchisage que son apport de capital qui nous intéres-



M. Charles Gareau: "Nous sommes suffisamment en bonne situation financière pour prévoir ouvrir une quinzaine de nouvelles franchises en 1987".

se", a-t-il souligné. D'autre part, M. Gareau comprend mal que des rumeurs circulent à l'effet qu'il ne donne pas assez de services aux franchisés. "Nous sommes un des rares sinon le seul franchisé au Québec à disposer d'une équipe de superviseurs qui fait le tour des franchises à toutes les semaines", a-t-il soutenu.

Par ailleurs, M. Yves Daigneault, le président de l'association des franchisés de Frits et lui-même propriétaire de deux franchises, a déclaré que des rumeurs circulaient effectivement parmi les franchisés de Frits à l'effet que

Métro-Richelieu négocierait présentement son achat, mais il s'est dit dans l'impossibilité de confirmer ces rumeurs. A cet effet, il a reproché le manque de transparence de l'administration des frères Gareau vis-à-vis leurs franchisés.

M. Daigneault croit cependant que l'article publié la semaine dernière dans LES AFFAIRES ne nécessite pas de rectification. Selon lui, l'intention avouée de Métro-Richelieu d'acquiescer à une chaîne de restaurants, le peu de possibilités que ce soit une chaîne étrangère et le nombre très restreint de

chaînes de restaurants québécoises susceptibles de changer de mains sont de nature à donner de la crédibilité aux rumeurs de prise de contrôle de Frits par Métro-Richelieu.

De plus, contrairement à ce que prétend M. Gareau, M. Daigneault a dit savoir que Frits négociait présentement avec au moins deux ou trois parties; sans être en mesure de les identifier, il a ajouté qu'il ne faisait aucun doute que Frits devra trouver un moyen de résoudre son problème de capitalisation dans un avenir rapproché et ce, malgré que M. Gareau soutienne qu'il n'éprouve pas de difficultés financières.

DOMINIQUE FROMENT

Parlez en public

Notre cours PAROLE et COMMUNICATION vous aidera à:

- penser debout devant un groupe
- présenter et remercier un orateur
- cultiver la voix et le geste
- affirmer vos idées
- diriger une réunion
- prononcer une causerie
- animer une association
- développer le sens de l'humour

Vous ferez des exercices d'interprétation, d'élocution et d'improvisation, vous pratiquerez devant la télévision en circuit fermé

Franchises disponibles

2 jours intensifs
de 9h à 18h

NOS FRANCHISÉS:

Longueuil: Jacques Parenteau
(514) 658-7699
Labelle: Nicole Filion McNabb
(819) 686-2105
Laval: Marcel Filion
(514) 629-0331
Granby: Jacques Fortier
(514) 379-5409



JEAN-GUY LEBOEUF
B.A. L.S.C. M. Ed. Adm. A
Auteur du livre:
"Arrêtez d'avoir peur!
et croyez au succès!"

INSTITUT
Jean-Guy Leboeuf
depuis 1954

5277, avenue du Parc, Montréal H2V 4G9

Renseignements: (514) 277-2117

Un prospectus provisoire portant sur les titres proposés a été déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Les renseignements qu'il contient sont susceptibles d'être complétés ou modifiés. Les titres qu'il décrit ne peuvent faire l'objet d'aucun engagement avant que la Commission ait visé le prospectus définitif.

Nouvelle émission

novembre 1986

HYPOCRAT

Les ordinateurs Hypocrat inc.
1 000 000 actions ordinaires

Régime d'épargne actions du Québec
à 100%

On peut se procurer le prospectus provisoire auprès de notre maison ou des courtiers autorisés à placer ces titres au Québec.

Olser Inc.
1 Place Ville Marie
Suite 2101
Montréal H3B 4H5

(514) 879-1770
poste 296

HYPOCRAT

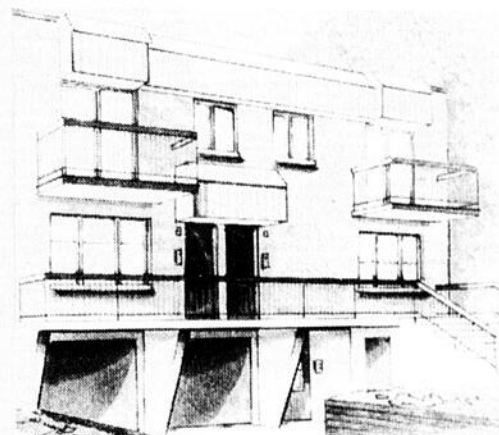
Nom: _____

Adresse: _____

No. tél.: _____

CARREFOUR DE L'HABITATION

ABRI FISCAL INVESTIR DANS L'IMMOBILIER



Les Placements Lunebourg Ltée, vous propose d'investir dans un (1) des 46 quadruplex de luxe situés dans les quartiers de Vimont et Ste-Rose à Laval.

- Un projet sécuritaire
3 ans de revenus de loyers garantis
3 ans de garantie des taux d'hypothèque à 9%
- Des abris fiscaux à compter de 1986, facilitant l'autofinancement
Classe 31 (certificat de dépréciation) frais accessoires (soft cost)

- Oui, si vous gagnez 30 000 \$ ou plus par année et trouvez qu'il est temps de planifier votre retraite ou pré-retraite.
- Oui, votre immeuble sera géré de façon efficace par une équipe d'expérience.
- Oui, si vous voulez capitaliser dans l'immobilier et tirer avantage d'une plus value importante non imposable à la revente de l'immeuble et diminuer votre fardeau fiscal.
- Oui, ce projet est susceptible de s'autofinancer à 100% et la mise de fonds pourra être financée par emprunt bancaire, si l'investisseur se qualifie.

Pour plus de renseignements, composez le
(514) 668-4344
entre 9h et 21h ou postez le coupon

A/S Les Placements Lunebourg Ltée
1600 A, boul. St-Martin est, bureau 100
Laval (Québec) H7G 4R8
Gilles Lemire, directeur

LA 13 12 86

Sans la moindre obligation de ma part

Oui, j'aimerais obtenir un rendez-vous
Oui, j'aimerais avoir plus de renseignements sur votre projet

NOM _____

ADRESSE _____ VILLE _____

No de tél. BUR. _____ RÉG. _____



LES PLACEMENTS LUNEBOURG LTÉE

Décloisonnement des institutions financières

L'Ontario force Ottawa à devancer

Par sa décision de permettre aux banques et aux compagnies d'assurance et de fiducie du Canada de détenir jusqu'à 100 % d'un courtier canadien en valeurs mobilières à compter du 30 juin 1987, l'Ontario vient d'obliger le gouvernement fédéral à réviser sa position sur le décloisonnement des banques.

Le gouvernement fédéral doit maintenant décider si les banques feront ou non partie de la réforme globale des institutions fi-

nancières enclenchée à Ottawa par le dépôt d'un livre vert en juin 1985.

Puisqu'elles ne sont pas autorisées par la loi fédérale qui les régit actuellement à contrôler d'autres institutions financières, les banques devront obtenir d'ici juin 1987 un amendement à la loi des banques si

elles veulent profiter de l'ouverture ontarienne; normalement, la loi sur les banques aurait été révisée en 1991.

Le précédent créé par la Banque de Nouvelle-Ecosse, qui vient de former une filiale de courtage, semble avoir été permis par une échappatoire

contenue dans la loi. Cependant, on aurait tort d'interpréter l'absence de réaction à Ottawa comme une approbation tacite. On n'a qu'à se souvenir de l'insistance du livre vert sur la création de sociétés de gestion de portefeuille pour en douter.

C'est pourquoi la

déclaration récente du ministre ontarien Monte Kwinter en a surpris plusieurs à Ottawa: "On ne comprend pas pourquoi ils ne nous ont pas attendus. Il est vrai que le gouvernement ontarien est en campagne électorale (officieusement) et que c'est un gouvernement qui tra-

vaille", a déclaré aux AFFAIRES un porte-parole à Ottawa qui a ajouté: "Ils auraient été mieux de nous attendre".

Cependant, on se demande quel avantage aurait eu l'Ontario à attendre le fédéral. L'Ontario était sollicitée depuis longtemps

American Express et les Bronfman acquièrent 49,9 % de McLeod

Shearson Lehman Brothers, une filiale d'American Express de New York, et Pentrust Investments & Company, une société de fiducie appartenant à des membres et des proches du clan Bronfman, de Montréal, viennent d'annoncer qu'ils ont pris des participations dans McLeod Young Weir.

Shearson, un courtier

américain ayant un capital de 2,7 milliards de \$ US, portera de 10 % à 30 % son intérêt dans McLeod. Quant à Pentrust, il acquerra une participation de 19,9 %. La direction et les employés de McLeod conserveront 50,1 % des actions de l'entreprise.

Ces investissements feront passer le capital net de McLeod Young Weir de 100 M\$ à 210 M\$. En te-

nant compte de la possibilité de contracter une dette subordonnée à raison de 1 \$ de dette pour chaque dollar de capital net investi, McLeod a ainsi la possibilité d'augmenter son capital total à 300 M\$ environ, incluant la dette subordonnée. McLeod Young Weir se retrouve ainsi au deuxième rang de tous les courtiers au Canada pour la capitalisation, derrière Dominion Securi-

ties.

Cette nouvelle s'inscrit dans le cadre du décloisonnement de l'industrie du courtage en valeurs mobilières dont les modalités ont été annoncées la semaine dernière par la province de l'Ontario et le gouvernement fédéral. La transaction deviendra effective en juin 1987.

C'est à compter de cette date en effet que les banques, les sociétés de fiducie

et les compagnies d'assurance du Canada pourront détenir jusqu'à 100 % d'un courtier canadien en valeurs mobilières. Les investisseurs étrangers pourront porter de 10 % à 50 % leur intérêt dans un courtier canadien également à compter du 30 juin prochain. Les étrangers auront cependant le droit d'acquérir jusqu'à 100 % d'un courtier canadien à compter du 30 juin 1988.

En plus des membres de la famille Bronfman, on retrouve dans Pentrust Investments les noms de Phyllis B. Lambert, du sénateur Leo Kolber et de James D. Raymond, tous associés à Cemp Investments Ltd, la société des frères Edgar et Charles Bronfman, qui contrôle Seagram de Montréal et New York.

McLeod, avec l'appui de Shearson et des Bronfman, jouira d'importantes ressources financières pour s'attaquer au marché canadien et aux marchés internationaux des valeurs mobilières.

Cet ajout de capital était nécessaire pour contrer le décloisonnement et l'environnement plus compétitif qu'il en découlera au Canada. "Guerre de parts du marché et baisse des marges bénéficiaires sont des choses à prévoir au court des prochaines années dans le milieu du courtage", a déclaré M. Gilles Archambault, vice-président, directeur et administrateur de McLeod, à Montréal. Ce dernier n'exclut pas la possibilité que d'ici quelques années, McLeod augmente davantage son capital en devenant cette fois-ci une société publique dont les actions seraient inscrites à la bourse.

McLeod Young Weir est le deuxième courtier en valeurs mobilières au Québec pour le nombre de succursales offrant un éventail de services complet. Plus de 25 % de son volume d'affaires vient du Québec. Cette firme de courtage exploite également des succursales à New York, London, Zurich et Tokyo en plus de posséder 43 succursales au Canada.

Côté rentabilité, McLeod affiche un rendement après impôt de 15 % à 20 % sur son capital. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 1986, la compagnie avait réalisé un profit avant impôt et avant bonis de 40 M\$, alors que son capital net se chiffrait à près de 100 M\$.

CLAUDE
CHIASSON



MAINTENANT
SUR
CRESCENT

Autrefois rue Notre-Dame et à la Place Ville-Marie, la Boutique Davidoff est maintenant sur la rue Crescent.

En effet, tous les grands amateurs de cigares pourront retrouver la marque d'excellence Davidoff sur l'artère la plus recherchée de Montréal. Au cœur du milieu des affaires, la Boutique Davidoff vous offre les meilleurs cigares au monde qui satisferont les goûts des plus fins connaisseurs.

Vous y trouverez aussi une gamme complète d'accessoires pour le fumeur.

DAVIDOFF

2140 RUE CRESCENT, MONTRÉAL TÉL.: 289-9118

sa décision sur les banques

pour l'harmonisation de sa réglementation sur le décloisonnement des institutions avec la politique en vigueur au Québec. L'impact réel de la décision prise en 1983 par le Québec sur la propriété des maisons de courtage ne pouvait se faire sentir tant que l'Ontario ne se décidait pas à faire de même. Les institutions financières québécoises ne pouvaient toujours pas détenir 10 % et plus d'une maison de courtage si elles voulaient transiger avec l'Ontario.

La décision que vient de prendre l'Ontario risque d'avoir autrement plus de retombées que le changement apporté au Québec en 1983. Avec l'harmonisation des règlements ontariens avec ceux du Québec, c'est tout le marché canadien qui s'ouvre maintenant aux transactions. Or, en nommant expressément

les banques, et surtout en permettant aux étrangers de contrôler 50 % d'une maison de courtage dès juin 1987 et 100 % en juin 1988, l'Ontario a placé le gouvernement fédéral devant le dilemme suivant: la nécessité d'expliquer aux banques sa décision de ne pas modifier la loi qui les gouverne pour leur permettre d'entrer dans le courtage, ou celle d'expliquer aux compagnies d'assurance et de fiducie pourquoi il a décidé de leur accorder ce droit.

En effet, Ottawa ne peut pas refuser ce droit aux sociétés de fiducie et aux compagnies d'assurance à charte fédérale parce que leurs concurrentes à charte québécoise et ontarienne ont déjà ou auront ce droit; toute obstination fédérale amène ces sociétés à demander une charte provinciale.

Cependant, le bien-fondé de donner le feu vert aux banques ne fait pas l'unanimité à Ottawa. Le critique financier du **Parti libéral, Raymond Garneau**, déclarait en novembre dernier: "Lorsque l'on parle d'intégrer les banques dans la réforme dès 1990, j'ai peur. Il faut mesurer avec soin l'impact de ces mesures sur les banques car nous risquons de commettre de graves erreurs qui pourraient aboutir à une concentration financière indue". (LES AFFAIRES, 16 novembre 1985).

Cette inquiétude concernant les banques n'est toutefois pas partagée par **Stéphane Dupré**, professeur en sciences politiques à l'Université de Toronto et auteur du Rapport du groupe d'étude sur les institutions financières de l'Ontario. M. Dupré, un

vieil ami du ministre d'Etat aux Finances à Ottawa, **Tom Hockin**, croit au contraire que les banques devraient avoir la priorité dans la réforme.

"Les banques sont les seules institutions, dans le domaine financier, dont la propriété est vraiment diffuse, le contrôle de leur propriété n'excédant pas 10 %. Les institutions oeuvrant seulement dans le domaine financier, comme le **National Trust**, devraient aussi être privilégiées. Mais avec celles qui oeuvrent dans les secteurs financier et commercial, telles **Power Corporation** et **Edper Investments**, il faut être prudent".

André Ryba, directeur du groupe des institutions financières au **Conseil économique du Canada**, émet des réserves même s'il croit que seules les banques sont capables d'empêcher l'en-

vahissement étranger dans le courtage au Canada. Il existe selon lui un autre danger: en arriver à une situation comme en Allemagne et en France, où les banques font tout et où les courtiers en valeurs mobilières n'existent pas. "Nous sommes contre. L'expérience prouve que le marché des actions est beaucoup moins développé dans ces pays qu'aux États-Unis. Les banques ont tendance à négliger les opérations de courtage (financement par action) au profit d'autres opérations (le prêt commercial) et ce n'est pas souhaitable pour l'économie".

Si Ottawa donne son accord, il devra s'assurer que les banques ne pourront intégrer le courtage dans leurs opérations courantes. Il serait aussi important, selon le Conseil, qu'Ottawa conserve son idée d'o-

bliger les institutions financières à procéder par la création de sociétés de gestion de portefeuille et non pas par la création de filiales, comme vient de le faire la Banque Nouvelle-Ecosse.

En annonçant sa réforme, l'Ontario a précipité la réflexion. La décision ne sera pas facile à prendre. Selon un observateur à Ottawa, il faut s'attendre à un accroissement du démarchage (lobbying) au cours des prochaines semaines dans la capitale fédérale. Les enjeux sont tellement importants qu'on s'attend à ce que le dossier se règle dans le bureau du premier ministre lui-même.

CAROLE-MARIE ALLARD



Des courtiers canadiens feront l'objet de transactions

Plusieurs courtiers canadiens sont présentement l'objet de convoitise par des institutions financières canadiennes et des investisseurs étrangers. C'est pourquoi, il ne fait aucun doute que d'autres transactions se réaliseront au cours des prochains mois.

Outre **McLeod**, le courtier canadien qui a le plus de chance de faire l'objet d'une transaction semble **Wood Gundy** qui a raté il y a quelques mois son projet de fusion avec **Gordon Capital**. Le président de Wood Gundy avait dit quelques jours après l'annonce du projet de fusion avec Gordon Capital que sa firme n'avait aucun avenir si elle restait indépendante. Malheureusement, la fusion avorta par la suite.

Des rumeurs circulent à l'effet que la **Banque Royale** a déjà convenu d'une participation de 30 % dans Wood Gundy. En outre, il semble que des rapprochements aient eu lieu entre la **Banque de Commerce** et **Burns Fry**. Par contre, la Banque de Commerce et **Dominion Securities** ont une longue tradition de collaboration. DS ne semble toutefois pas vouloir d'une association avec une banque.

Pagurian Corp. vient de porter de 30 % à 40 % sa participation dans **Loewen Ondaatje McCutcheon**; Pagurian et Loewen ont également des relations avec **Hees International**, la banque marchande contrôlée par **Edper Investment**, le holding des frères **Edward** et **Peter Bronfman**, de Toronto. Edper

contrôle aussi via **Brascan** la **Corporation financière Trilon**, qui détient 50,2 % du **Trust Royal**. Ce dernier possède **Dow Financial**, qui détient 10 % de **Geoffrion Leclerc**.

Il faut aussi s'attendre à ce que la **Corporation financière Power** jette son dévolu sur un courtier canadien. L'intervention de la financière Power pourrait se faire via le **Montréal Trust**, puisque les sociétés de fiducie obtiendront, comme les banques, le droit d'acquiescer 100 % d'un courtier en valeurs mobilières. Le courtier le plus près de Power est **Nesbitt Thomson** qui agit toujours comme gérant d'é-

mission dans les appels publics à l'épargne des sociétés membres du groupe. Cela ne veut cependant pas dire que le Montréal Trust acquerrait nécessairement Nesbitt. Power est également impliquée dans le courtage via **Pargesa S.A.** de Suisse qui détient un intérêt dans **Drexel Burnham Lambert** de New York.

Courtiers américains

Trois courtiers américains offrent des services complets de courtage en valeurs mobilières au Canada parce qu'ils avaient obtenu leur permis d'exercice avant la législation de

1971. Il s'agit de **Merrill Lynch Canada**, qui a notamment acquis **Royal Securities**, **Bache Securities**, la filiale à 80 % de **Prudential**, et **Dominick & Dominick**. Pour sa part, **Dean Witter Reynolds (Canada)** est détenu à 30 % par **Dean Witter** de New York; il faut prévoir que le courtier américain porte à 50 % sa participation dans son associé canadien. Les restrictions de capital, qui bloquent actuellement la croissance de ces courtiers, seront levées le 30 juin prochain si l'Ontario va de l'avant avec son projet.

Courtiers québécois

Les courtiers québécois

sont également susceptibles de céder des participations supplémentaires aux institutions qui détiennent déjà un intérêt dans leur boîte.

La **Corporation de gestion La Laurentienne** détient déjà 9,9 % de **Geoffrion Leclerc**, courtier, et 30 % de **Placements Geoffrion Leclerc**. De leur côté, la **Fiducie du Québec** possède un intérêt similaire dans **Brault, Guy, O'Brien** et le **Trust Général du Canada** détient 9,9 % de **Tassé et associés**.

Lévesque Beaubien et **McNeil Mantha** n'ont jamais senti le besoin d'avoir

recours à un partenaire privé pour se développer. Les deux firmes ont plutôt choisi de faire appel à l'épargne publique pour accroître leur capital de base.

Les **Coopérants** avait acquis au début de l'année 9,9 % de **Molson Rousseau**, mais ce dernier vient d'être fusionné avec **Dominion Securities** à la suite d'un échange d'actions et d'un paiement comptant. Les **Coopérants** a ainsi obtenu un placement dans le plus important courtier torontois.

JEAN-PAUL GAGNÉ

Le Groupe PEMP

Nominations au Conseil consultatif en planification financière et fiscale



Gaëtan Frigon



Robert De Coster



L'hon. Marc Lalonde



Adam Lapointe



Serge Racine

Monsieur **Guy Charron**, président et chef de la direction du Groupe PEMP, est heureux d'annoncer les nominations suivantes au Conseil consultatif en planification financière et fiscale:

Monsieur **Gaëtan Frigon**, vice-président au marketing et chef des opérations de détail de Metro-Richelieu Inc.

Monsieur **Robert De Coster**, O.C., M.S.C., F.C.A., président du Conseil d'administration de SOQUEM.

L'hon. **Marc Lalonde**, C.P., C.R., associé de Stikeman, Elliott, avocats.

Monsieur **Adam Lapointe**, M.Sc., vice-président exécutif de SOCCRENT.

Monsieur **Serge Racine**, Ph.D., président et directeur général de Shermag Inc.

Le Conseil consultatif analyse, avec la direction de PEMP Inc., les méthodes de planification utilisées par l'organisation, étudie les besoins de la clientèle et conseille l'entreprise dans le développement de ses services.



Audiences cruciales sur le projet Soligaz

L'Office national de l'énergie décidera du sort de la pétrochimie montréalaise

Le sort de la pétrochimie montréalaise est maintenant entre les mains de l'Office national de l'énergie (ONE). Cet organisme fédéral de réglementation des questions énergétiques décidera en effet dans quelques mois du prix que devra payer Pétromont pour s'approvisionner en butane et exploiter à profit ou à perte son usine d'éthylène de Varennes.

L'ONE a débuté la semaine dernière les audiences tant attendues sur la conversion de l'oléoduc Sarnia-Montréal pour permettre le transport de liquides de gaz naturel (LGN) jusqu'à Montréal et sur le partage des coûts de transport de ces liquides entre les utilisateurs de l'oléoduc.

Ces audiences sont d'une importance capitale parce que la décision que rendra l'ONE au tout début de 1987 sera déterminante pour la disponibilité de butane et de propane à bas prix à Montréal. C'est

de ce prix que dépendent le maintien de Pétromont et la survie de la pétrochimie montréalaise.

En effet, toute décision favorable sur la conversion de l'oléoduc Sarnia-Montréal et le partage des frais de transport des liquides de gaz naturel assurera Pétromont d'un approvisionnement à prix de revient compétitif et permettra un redéploiement de la pétrochimie montréalaise. A l'opposé, toute décision défavorable placera Pétromont dans une situation concurrentielle insoutenable et condamnera l'industrie pétrochimique montréalaise.

Ces audiences se tiennent à la demande d'Interprovincial Pipeline (IPL), la compagnie exploitant l'oléoduc reliant Edmonton et Montréal en passant par Sarnia. IPL a fait cette demande à l'ONE parce qu'un client éventuel veut qu'elle transporte des LGN jusqu'à Montréal.

Ce client, c'est Soligaz,



une entreprise formée de Soquip (50 %) la société d'Etat québécoise, Noverco (20 %) de Montréal, Alberta Natural Gas (20 %) de Calgary et SNC (10 %) de Montréal. Soligaz a demandé à IPL de convertir la section Sarnia-Montréal pour permettre le transport de liquides de gaz naturel. Cette section ne transporte actuellement que du pétrole de l'ouest vers les raffineries montréalaises.

Réduire le coût de transport de 75 %

Soligaz a identifié un marché potentiel d'environ 33 000 barils par jour de butane et propane dans la zone d'influence de Montréal. Ce marché est présentement servi par du propane et du butane qui arrivent de deux sources: les raffineries montréalaises en produits comme sous-produits, mais cette source a diminué fortement ces dernières années avec la fermeture de quatre raffineries de pétrole (Texaco, Esso, BP, Gulf) à Montréal; l'autre source d'approvisionnement est l'ouest canadien; le butane et le propane arrivent en

wagons de chemin de fer de Sarnia à un coût prohibitif.

Alors qu'il en coûte présentement 1,25 \$ pour acheminer par oléoduc un baril de liquides de gaz naturel d'Edmonton à Sarnia, le transport par wagons de Sarnia à Montréal ajoute 4 \$ le baril.

Soligaz estime que son projet permettra d'abaisser à moins de 1 \$ par baril le coût du transport entre Sarnia et Montréal, soit une réduction de 75 % sur le coût actuel, ce qui porterait à environ 2 \$ le coût total du transport d'un baril de LGN d'Edmonton à Montréal.

Dans son témoignage devant l'ONE, Jean Guérin, directeur du projet Soligaz, demande que le coût de transformation de la ligne de transport d'IPL soit réparti entre les utilisateurs du réseau. Cette méthode tarifaire de type intégré a déjà été appliquée à l'occasion d'autres modifications à l'oléoduc d'IPL.

L'obtention d'un prix de revient compétitif pour les LGN à Montréal permettra aux utilisateurs de butane et de propane de la région de Montréal de développer des activités nouvelles, d'exporter des produits transformés dans le nord-est des Etats-Unis et par le fait même d'assurer de nouveaux débouchés aux LGN de l'ouest.

Les producteurs de l'ouest appuient le projet de Soligaz parce que les surplus de LGN sont appelés à s'accroître pour les raisons suivantes: la demande de LGN pour la récupération secondaire du pétrole dans les puits est appelée à baisser avec la baisse des réserves de pétrole dans l'ouest; l'oléoduc de l'Alaska va descendre de plus en plus de LGN vers les Etats-Unis, avec le résultat que le marché américain absorbera moins de LGN de l'ouest canadien; enfin, l'essence va devoir réduire sa part de butane à la suite de l'implantation de nouvelles normes.

Projet Soligaz

Le projet Soligaz comprend les éléments suivants: construction à Montréal-Est de réservoirs de stockage de LGN et d'une usine de fractionnement des LGN au coût de 110 M\$; construction de terminaux de stockage de LGN à Edmonton, Superior, Wisconsin, et Sarnia et modification de l'oléoduc au coût de 80 M\$; frais de financement durant la construction et fonds de

roulement (inventaires) de 60 M\$, soit un coût total de 250 M\$.

Le stockage des LGN sera fait sous terre dans trois immenses cavernes aménagées dans le roc et ayant une capacité de 900 000 barils; ces réservoirs entreposeront les LGN à leur arrivée à Montréal et ensuite le butane et le propane une fois qu'ils auront été séparés l'un de l'autre.

Si l'ONE accepte la requête d'IPL et si les études géologiques faites sur la qualité du roc dans lequel seront aménagées les cavernes de stockage donnent des résultats positifs, les travaux de construction débuteront dès l'été prochain. Dans ces circonstances, les activités de l'usine de fractionnement pourraient commencer vers la fin de 1989. Cette usine générera des revenus de 200 à 300 M\$ (en \$ de 1986). Elle emploiera environ 70 personnes. Sa construction créera 500 emplois par année pendant trois ans.

Marché

Le marché du propane et du butane de la future usine est le suivant: les distributeurs de propane de l'est du Canada et du nord-est des Etats-Unis écoulent 12 000 barils par jour (5 000 au Québec et dans les Maritimes, 1 000 dans l'est de l'Ontario et 6 000 dans le nord-est des Etats-Unis). L'usine d'éthylène de Pétromont à Varennes absorberait 5 000 barils par jour de butane et de propane au début et ses besoins pourraient monter jusqu'à 15 000 b/j, ce qui comblerait alors 75 % des besoins d'approvisionnement de Pétromont. De leur côté, les raffineries de Montréal pourront absorber de 2 500 à 3 000 b/j d'iso-butane pour accroître l'indice d'octane de l'essence à moteur.

Un autre débouché potentiel est la construction possible à Montréal d'une usine de MTBE (methyl tertiary butyl ether), un additif pour l'essence qui remplacera éventuellement le tétra-ethyl de plomb qui est présentement utilisé. Le MTBE deviendra un composé très recherché pour accroître l'indice d'octane lorsque le plomb devra être éliminé complètement de l'essence.

JEAN-PAUL GAGNÉ

VOTRE ENTREPRISE EN DEMANDE DE PLUS EN PLUS...

Il faut savoir s'ajuster aux nouvelles lois des affaires. Il vous faut un ordinateur personnel avec traitement de texte. Vous y avez pensé longtemps. Vous pouvez maintenant l'avoir.

VOICI NOTRE OFFRE...

Pour une période de temps limitée, Superior dépasse vos attentes en vous offrant un système de traitement de texte sophistiqué et complet, à un taux mensuel sans précédent. Tout le prestige et l'efficacité de NCR et de Superior, dont les 30 ans d'expérience en font un chef de file.

L'ENSEMBLE - SOLUTION: SEULEMENT \$180 PAR MOIS

INCLUANT LE NCR PC6 XT compatible • LECTEUR de disquette double 360 K • CLAVIER amélioré pour traitement de texte

- un MONITEUR, anti-reflet, facile à lire
- PROGRAMMES de traitement de texte Microsoft en français et anglais* • IMPRIMANTE extra-rapide par marguerite.

EN PLUS, SANS FRAIS ADDITIONNEL

- approvisionnement d'un an de rubans et disquettes • un an de service, sur place
- installation complète des appareils
- deux heures d'entraînement de base.

* Programmes de Comptabilité et Affaires également disponibles
** sur une base plan location 65 mois. Imaginez vous-même votre plan idéal de location!!

DEMONSTRATION GRATUITE!!
APPELEZ DES MAINTENANT!



Le tout prend fin le 16 janvier 1987

SUPERIOR MACHINES DE BUREAU LTÉE

842-1741
449 Ste-Hélène,
Montréal, Québec
H2Y 2K9

744-8973
1260 Old Innes Road,
Unit 601
Ottawa, Ontario K1B 3Z3

Vite en Affaires
PARTOUT AU CANADA

NOMINATION Les Grands Ballets Canadiens



Claudette Richard Tétreault
M. François Lebrun, président des Grands Ballets Canadiens, a le plaisir d'annoncer la nomination de Mme Claudette Richard Tétreault au poste de chef du financement - secteur privé. Elle remplace Mme Lili St-Arnaud. Avant de se joindre aux Grands Ballets Canadiens, Mme Claudette Richard Tétreault a dirigé d'importantes collectes de fonds. Mme Richard Tétreault sera responsable de la campagne annuelle des Grands Ballets Canadiens. L'objectif pour 1986-1987 est de 400 000 \$.

■ **Pétromont** poursuit présentement un programme d'investissement de 17 M\$ à 20 M\$ pour permettre à son usine d'éthylène de Varennes d'utiliser jusqu'à 16 000 barils par jour de propane au lieu de 1 000 barils par jour comme c'est le cas actuellement. Pétromont est détenue conjointement par la **Société générale de financement** et **Union Carbide**.

Lorsque ce programme d'investissement sera terminé, à l'automne 1987, l'usine de Varennes pourra s'alimenter en liquides de gaz naturel pour 75 % de son approvisionnement total. Cette modification au système d'alimentation de Pétromont est la deuxième phase de son programme de modernisation, qui coûtera au total entre 40 et 43 M\$.

Choix de pétrole ou de gaz

Grâce à cet investissement, Pétromont pourra s'approvisionner aussi bien en naphte et gaz de pétrole provenant des raffineries de pétrole montréalaises qu'en liquides de gaz naturel. Cette double possibilité d'approvisionnement est assez unique dans la pétrochimie puisque les usines de production d'éthylène s'approvisionnent généralement soit en dérivés de pétrole, soit en composants de gaz naturel.

"L'usine de Varennes est maintenant aussi efficace que n'importe laquelle installation d'Europe et d'Amérique. Avec l'ap-

Pétromont investit près de 20 M\$ pour s'approvisionner en propane

provisionnement en propane, nous aurons alors l'une des usines les plus flexibles en Amérique", a affirmé M. **André G. Lapalme**, président de Pétromont, à l'occasion de la cérémonie qui a marqué l'inauguration des nouveaux moteurs électriques qui permettront à l'usine de Varennes de diminuer sa facture énergétique de 10 M\$ par année.

Première étape de modernisation

L'installation de ces moteurs, en remplacement de turbines à vapeur, et l'informatisation de l'usine ont coûté 15 M\$ et 4 M\$ respectivement. La conversion de la petite usine d'oléfines de Pétromont à Montréal-Est pour en faire une unité de récupération des concentrés de gaz des raffineries de pétrole de Montréal et les modifications au système d'oléoduc reliant Montréal-Est et Varennes ont également coûté 4 M\$. Ces récents investissements de 23 M\$ ont constitué la première phase du programme de modernisation de Pétromont.

Rentabilité en vue

L'usine de Varennes fonctionne présentement à

95 % de sa capacité, qui est de 425 M de livres d'éthylène par année. Elle n'est pas encore rentable à cause du faible prix de l'éthylène sur le marché mondial et parce que son programme de modernisation n'est pas terminé. Les dirigeants de l'entreprise estiment que Pétromont re-

trouvera sa rentabilité en 1988.

Pétromont a été sauvée in extremis par les gouvernements du Québec et d'Ottawa il y a deux ans. Québec s'est engagé à supporter le déficit de Pétromont et la perte de l'usine de polyéthylène de Union Carbide à Montréal-Est, le

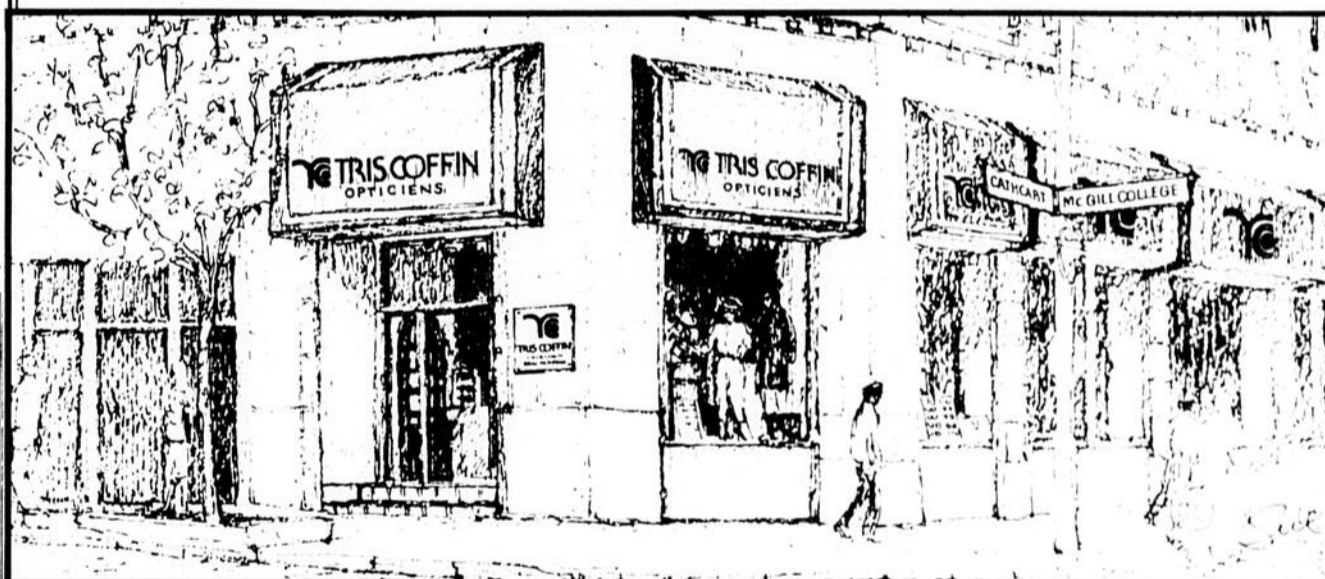
principal client de la compagnie. Québec consacrerait quelque 55 M\$ à ce programme.

Quant au gouvernement canadien, il s'est engagé à dépenser lui aussi jusqu'à 55 M\$, à la fois pour défrayer le coût du programme d'investissement et pour supporter une partie

des frais de transport des liquides de gaz de Sarnia à Montréal en raison du coût prohibitif du transport par wagon (4 \$ le baril), le temps que le projet de Soligaz soit réalisé.

JEAN-PAUL GAGNÉ

NOUS SALUONS 50 ANS D'EXCELLENCE PROFESSIONNELLE



Depuis un demi-siècle, Tris Coffin et Associés offrent des services professionnels et des produits de la plus haute qualité. Nous sommes fiers de saluer cette maison dont la réputation est fondée sur la Compétence et l'Excellence.

TRIS COFFIN

OPTICIENS D'ORDONNANCES/DISPENSING OPTICIANS

Agence Commerciale Benimpex Ltée.
Cameo Chic Cartier
Carl Zeiss Canada Ltée
Gilmour Sports Ltée

Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée
Menrad Canada Ltée
Neostyle Canada Ltée
Optyl Design

Optique KDS (Québec) Ltée
Optique National Inc.
Optique Nordie International Inc.
Silhouette Lunettes Haute Couture

Gaz Métropolitain

NOMINATIONS



Michel Gourdeau



Norman Turnbull

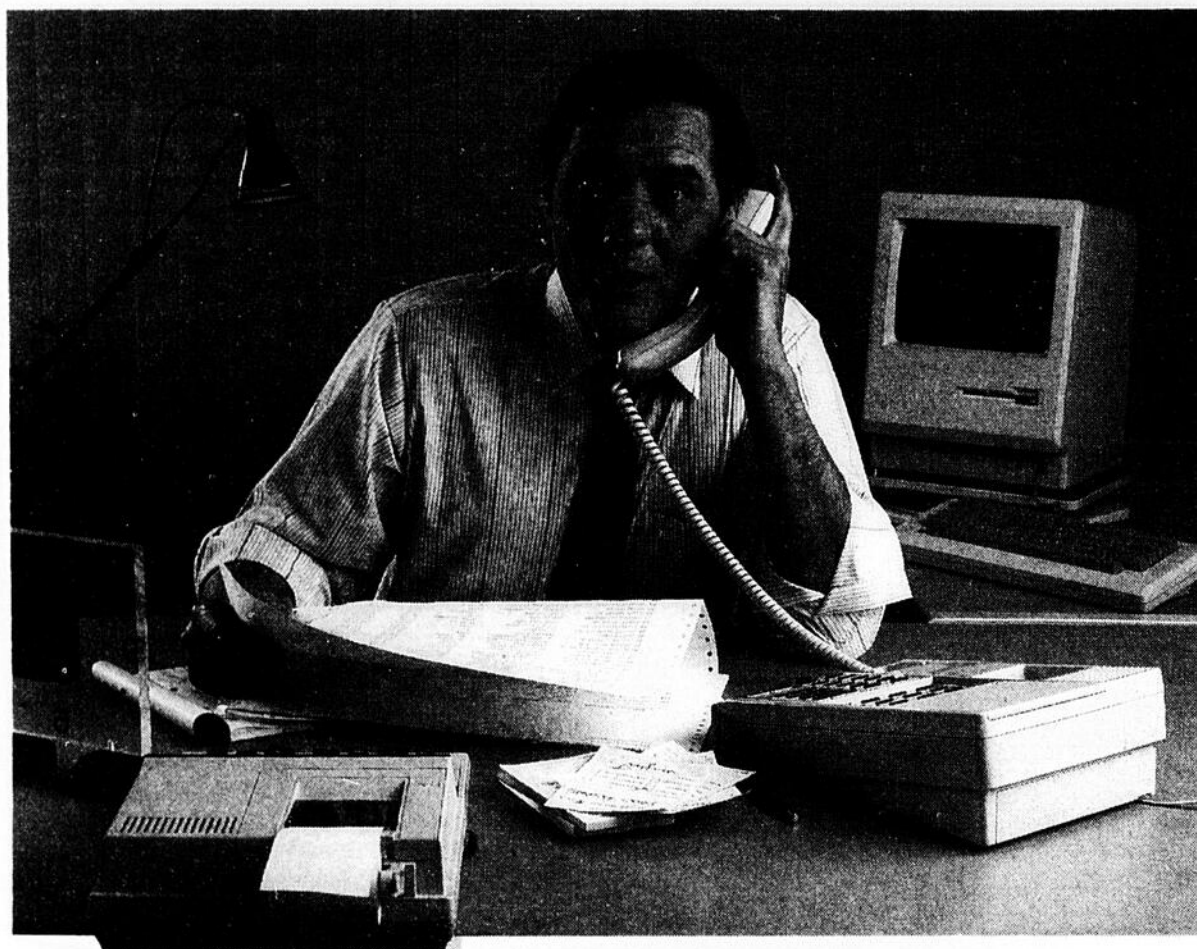
Monsieur Pierre Martin, Président et Chef de la direction de Gaz Métropolitain, a le plaisir d'annoncer les nominations suivantes :

— **Michel Gourdeau** au poste de Vice-président, Affaires corporatives et approvisionnements énergétiques
— **Norman Turnbull** au poste de Vice-président, Finances, Administration et Trésorier

Messieurs Gourdeau et Turnbull relèvent de M. André Gaillé, Vice-président exécutif et chef des opérations.

Gaz Métropolitain est une filiale à part entière de Noverco et le quatrième distributeur de gaz naturel en importance au Canada.

L'interurbain, une raison payante de passer ses grandes journées au téléphone.



Un client n'a pas réglé sa facture?

Peut-être contenait-elle une erreur. Peut-être n'a-t-il pas reçu votre marchandise. Peut-être maîtrise-t-il aussi l'art de toujours tout remettre au lendemain. Ou bien ne peut-il momentanément vous payer. Mais, comme vous le savez, ce n'est pas avec des peut-être qu'on bâtit une entreprise. Pourquoi alors ne pas recourir au télémarketing. Vous découvrirez combien l'utilisation planifiée de l'interurbain peut s'avérer efficace pour recouvrer un compte en souffrance. En agissant ainsi, rapidement, précisément, vous renforcez instantanément votre fonds de roulement. Excellent réflexe, car c'est de lui que dépend le succès de votre entreprise.

Comme vous le voyez, l'interurbain est la façon rapide et personnelle, simple et économique de communiquer avec vos clients et... d'être payé! N'est-ce pas une raison suffisante de passer vos grandes journées au téléphone.



Pour plus de renseignements, composez le

1 800 361-3050

et obtenez gratuitement notre nouvelle brochure:

"Le télémarketing: un outil indispensable pour gérer efficacement votre fonds de roulement".

L'efficacité
passe par Bell

Membre du réseau national
Telecom Canada

Bell

■ La Société canadienne d'hypothèques et de logement effectuera sa première émission de titres hypothécaires (TH) d'ici quelques jours.

Il s'agira d'une émission de 20,06 M\$ de titres échéant le 1er août 1991. Les gérants de l'émission seront Lévesque Beaubien, Dominion Securities, Merrill Lynch et Midland Doherty.

Les TH sont un nouveau véhicule de placement permettant d'investir dans le marché hypothécaire. Ces certificats sont admissibles à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et aux fonds enregistrés de revenus de retraite (FERR).

La première émission de titres hypothécaires du fédéral est lancée

Les titres auront une valeur marchande qui fluctuera quotidiennement selon l'offre et la demande et selon la tendance générale des taux d'intérêt. Si les taux baissent, la valeur du TH augmentera et inversement si les taux montent.

Ces certificats sont garantis par la SCHL et peuvent même comporter une garantie supplémentaire de paiements ponctuels. En cas de défaut de paiement de la part d'un emprun-

teur, cette dernière garantie assure l'épargnant de recevoir capital et intérêt tel que prévu à chaque mois.

Les TH sont la version canadienne des "Ginnie Maes" aux Etats-Unis. Le succès de ces derniers laisse présager une bonne réception des TH auprès des épargnants canadiens.

**CLAUDE
CHIASSON**

À VOTRE AGENDA

La chronique "A votre agenda" est ouverte gratuitement à tous les organismes à but non lucratif qui désirent annoncer la tenue d'un événement particulier. Les entreprises et organismes à but lucratif peuvent faire de même moyennant des frais, par parution, de 50 \$ par annonce. Les messages doivent être expédiés deux semaines avant la date de publication précédant la tenue de l'événement au soin de France Weinstein avec la mention "A votre agenda", 465 rue St-Jean,

9e étage, Mtl, QC, H2Y 3S4.

■ Longueuil. Le 10 décembre 1986. **Déjeuner-causerie** organisé par la **Société pour le Progrès de la Montérégie**. Conférencier: Serge Saucier, RCMP. Sujet: REA. Lieu: **Sheraton Le St-Laurent**. Pour information: François Pitre (514) 651-6570.

■ Montréal. Le 10 décembre 1986. **Dîner de Noël** organisé par l'**Association des femmes d'assu-**

rance de Montréal. Lieu: **Holiday Inn, centre-ville**. Pour information: Louise Morel Beaudoin, (514) 735-3561.

■ Laval. Le 10 décembre 1986. **Déjeuner-causerie** organisé par la **Chambre de commerce de Laval**. Conférencier: Claude LeFebvre, maire de Laval. Sujet: budget 1987. Lieu: **Sheraton Laval, Centre des congrès**. Pour information: France Charbonneau, (514) 682-5255.

Pour les fêtes cette année,
offrez à votre partenaire
une calculatrice
Business Consultant!



La Business Consultant constitue un tout nouveau concept de calculatrice. Et la Business Consultant a maintenant un partenaire - une toute nouvelle imprimante reliée uniquement par un rayon lumineux! Cette équipe portable s'emporte partout... sans câbles embarrassants.

Offrez à votre partenaire l'équipe Business Consultant de Hewlett-Packard.

coopoly

5000, Jean-Talon Ouest
(près de Décarie)
(Métro Namur)
3 4 0 - 4 4 8 7

*Meilleurs
Voeux!*

ROYAL LePAGE
SERVICES IMMOBILIERS COMMERCIAUX

842-5011

• Location de bureaux • Vente et location d'immobiliers industriels • Investissements • Gestion immobilière • Évaluations

■ Camoplast inc., de Kingsbury au Québec, vient de prendre une participation minoritaire dans PaintPlas inc., d'Ajax, Ontario.

Camoplast fabrique des composantes de plastique, caoutchouc et fibre de verre pour les industries de l'automobile, de la bureautique et de la motoneige. De son côté, PaintPlas peint des pièces de plastique pour ces mêmes marchés.

Dans une entrevue aux AFFAIRES, M. Normand Carpentier, président de Camoplast, a affirmé que cette association permettra à son entreprise de pénétrer plus efficacement le marché des pièces d'automobiles de plastique. "C'est une façon de se rapprocher de l'industrie automobile sans avoir à déménager", a affirmé le président et principal actionnaire de Camoplast.

"Nous sommes des mouleurs de composantes et de pièces de plastique d'une grande qualité parce que nous avons les derniers modèles de presses à injection et que nous sommes efficaces. Cependant, nous ne disposons pas de l'équipement pour faire un fini de classe A, qui est la meilleure qualité pour la peinture extérieure d'une voiture, a dit M. Carpentier.

Rapprochement stratégique des fabricants d'automobiles

Camoplast prend une participation dans une entreprise de l'Ontario

"Or, au lieu d'investir nous-mêmes là-dedans, nous avons pensé qu'il était plus avantageux de prendre une participation dans une entreprise qui se spécialise dans la peinture de fini classe A de pièces d'automobiles et qui est située à proximité du cœur de l'assemblage de voitures en Amérique du nord. PaintPlas construit présentement à Ajax une deuxième usine qui disposera de la toute dernière technologie en matière de peinture de fini classe A", a dit M. Carpentier. Cette technologie permet de livrer des pièces que le manufacturier d'automobiles n'a pas à repeindre.

M. Carpentier croit que l'association sera bénéfique aux deux compagnies. "Camoplast bénéficiera des contacts de PaintPlas, qui cherche des contrats de peinture pour l'industrie automobile et qui pourra identifier des pièces que nous pourrions mouler. De notre côté, nous pourrions recourir à un excellent



atelier de peinture pour finir les pièces de plastique que nous fabriquons", a expliqué M. Carpentier.

Camoplast compte actuellement parmi ses clients General Motors, Volkswagen, Kenworth et un certain nombre de sous-traitants de pièces d'automobiles. M. Carpentier croit pouvoir décrocher très prochainement un contrat d'un autre grand de l'automobile.

Dans le secteur de la bureautique, Camoplast compte parmi ses clients Xerox, pour qui elle est un très important fournisseur, AES Data, Tie et Comterm. Après avoir moulé des pièces de plastique, Camoplast est maintenant capable de fabriquer et livrer

des ensembles de pièces assemblées qui incorporent même des composantes métalliques d'autres fournisseurs. Nous avons ainsi rapatrié dans la région des pièces métalliques qui provenaient auparavant d'Europe, a précisé M. Carpentier.

Dans le secteur du caoutchouc, les principaux clients de Camoplast sont Bombardier, General Motors, Prévost Car, Kenworth et Firestone.

Ventes de 40 M\$

Camoplast réalisera plus de 40 M\$ de ventes au cours de l'exercice qui se terminera le 31 janvier prochain. L'entreprise exploite quatre usines qui emploient quelque 550 employés.

L'entreprise que dirige Normand Carpentier a investi au cours de la dernière année environ 2 M\$, dont 1,5 M\$ dans une grosse presse à injection de marque Nissei d'une capa-

acité de 1 400 tonnes; c'est la première presse de ce type et de cette capacité à sortir du Japon, nous a révélé M. Carpentier. Ce n'est cependant pas la plus grosse presse que possède Camoplast; cette dernière dispose d'une presse à grand gabarit de 2 500 tonnes capable de mouler de très grandes pièces de plastique.

Camoplast est née en août 1982 à la suite de la décision de Bombardier de se départir de ses installations de fabrication de composantes de plastique, de caoutchouc et de fibre de verre ainsi que de vêtements de type sport. Ces installations furent acquises par Camoplast, la compagnie fondée par Normand Carpentier et Michel Lasalle, deux cadres supérieurs de Bombardier, pour réaliser l'acquisition par endettement ("management buyout") des anciennes divisions du fabricant de motoneiges. Camoplast compte égale-

ment comme actionnaire minoritaire la Société d'Investissement Desjardins depuis septembre dernier.

Pour faciliter la transaction, Bombardier avait alors accepté des actions privilégiées de Camoplast. Or, ces actions furent rachetées il y a quelques mois par Camoplast, si bien que Bombardier n'a plus de lien financier avec l'entreprise devenue propriétaire de ses anciennes installations.

Bombardier reste néanmoins un important client de Camoplast, notamment pour la fourniture des chenilles de motoneiges et de composantes de plastique et de fibre de verre. Camoplast est en fait le plus important fournisseur de la division des motoneiges de Bombardier, après l'usine de moteurs Rotax d'Autriche, qui appartient d'ailleurs à Bombardier.

JEAN-PAUL GAGNÉ

Quand chaque minute compte, c'est important d'avoir le choix.

Liaison Montréal-Toronto 25 vols par jour

Départs : 6 h 55, 7 h, 7 h 45, 8 h 30, 11 h 15*, 12 h 50, 13 h 40, 16 h 30, 16 h 45, 17 h 30**, 19 h, 21 h.

Retours : 7 h 15, 7 h 45, 8 h*, 9 h 30, 10 h 45, 14 h 15, 15 h, 16 h 30, 17 h 25, 18 h 10, 19 h, 21 h**, 22 h 25.

* Saut le vendredi ** Saut le lundi

Les affaires n'attendent pas. C'est important de savoir qu'un vol raté n'est pas synonyme de rendez-vous manqué. Avec le concours de Nordair, nous relierons sans escale Montréal et Toronto 25 fois par jour, en semaine. Bien entendu, nous acceptons les billets plein tarif de tout autre transporteur. Et l'embarquement se fait à la porte 8, à deux minutes de la sécurité. Il va sans dire que vous profitez de notre excellent service coutumier. C'est une option de choix.

Fusion de deux firmes de portes et fenêtres

■ **Bonneville Portes et Fenêtres**, de Ste-Marie de Beauce, vient d'acquiescer **Fenebec inc.** de St-Joseph de Beauce. Les deux entreprises réunies devraient réaliser un chiffre d'affaires de plus de 40 M\$ en 1987, a affirmé aux AFFAIRES M. **Jean-Louis Bonneville**, directeur général de Bonneville Portes et Fenêtres.

Bonneville appartient aux frères Jean-Louis, **Dominique, Marcel et Denis** de Ste-Marie. L'entreprise a été fondée par **J. Henri Bonneville** en 1946. Fenebec appartenait à quelques actionnaires de St-Joseph, dont le plus important était Mme **Jocelyne N. Bernard**.

Mme Bernard avait poursuivi l'oeuvre de son époux, le Dr **Fernand Bernard**, qui fut le principal promoteur de Fenebec. Ce dernier s'était impliqué dans Fenebec en 1972 après le déménagement à Montréal de la production d'un fabricant local de portes et fenêtres. Il avait

réuni des investisseurs locaux et les employés licenciés pour relancer la fabrication de portes et fenêtres à St-Joseph.

"Avec cette acquisition, nous allons devenir le seul fabricant à produire une gamme complète de portes et fenêtres en bois, en bois recouvert d'aluminium et en aluminium pour le secteur résidentiel et commercial, a affirmé M. Bonneville. Nous allons aussi devenir le plus important ou l'un des tout premiers fabricants de portes et fenêtres au Québec". Avant cette transaction, Bonneville était le 5e ou le 6e fabricant de fenêtres et de portes de bois au Québec, parmi plus de 250 manufacturiers.

L'achat de Fenebec par Bonneville est un mariage naturel. Les deux usines sont situées à 15 milles l'une de l'autre, ce qui facilitera la coordination. En outre, alors que Fenebec fabrique surtout des fenêtres et des portes d'aluminium destinées principale-

ment au marché commercial, Bonneville est spécialisée dans les portes et fenêtres de bois destinées surtout au marché résidentiel. De plus, alors que Bonneville distribue ses produits via un réseau de 373 distributeurs s'étendant de Toronto à St-John, Terre-Neuve, Fenebec vend principalement aux constructeurs et entrepreneurs.

Investissements de 4,2 M\$

Bonneville réalise actuellement un investissement de 4,2 M\$. Cette somme comprend l'agrandissement de l'usine de Ste-Marie, dont la superficie a été portée à 85 000 pieds (sans compter les entrepôts qui comptent 50 000 pieds carrés), l'achat de Fenebec et le doublement à 45 000 pieds de la surface de l'usine de Fenebec à St-Joseph.

JEAN-PAUL GAGNÉ


SCRL
Le lien
direct
entre
l'Hydro-Québec
et vous...

La Bi-Énergie
HYDRO-QUÉBEC

Une économie
CONFORTABLE

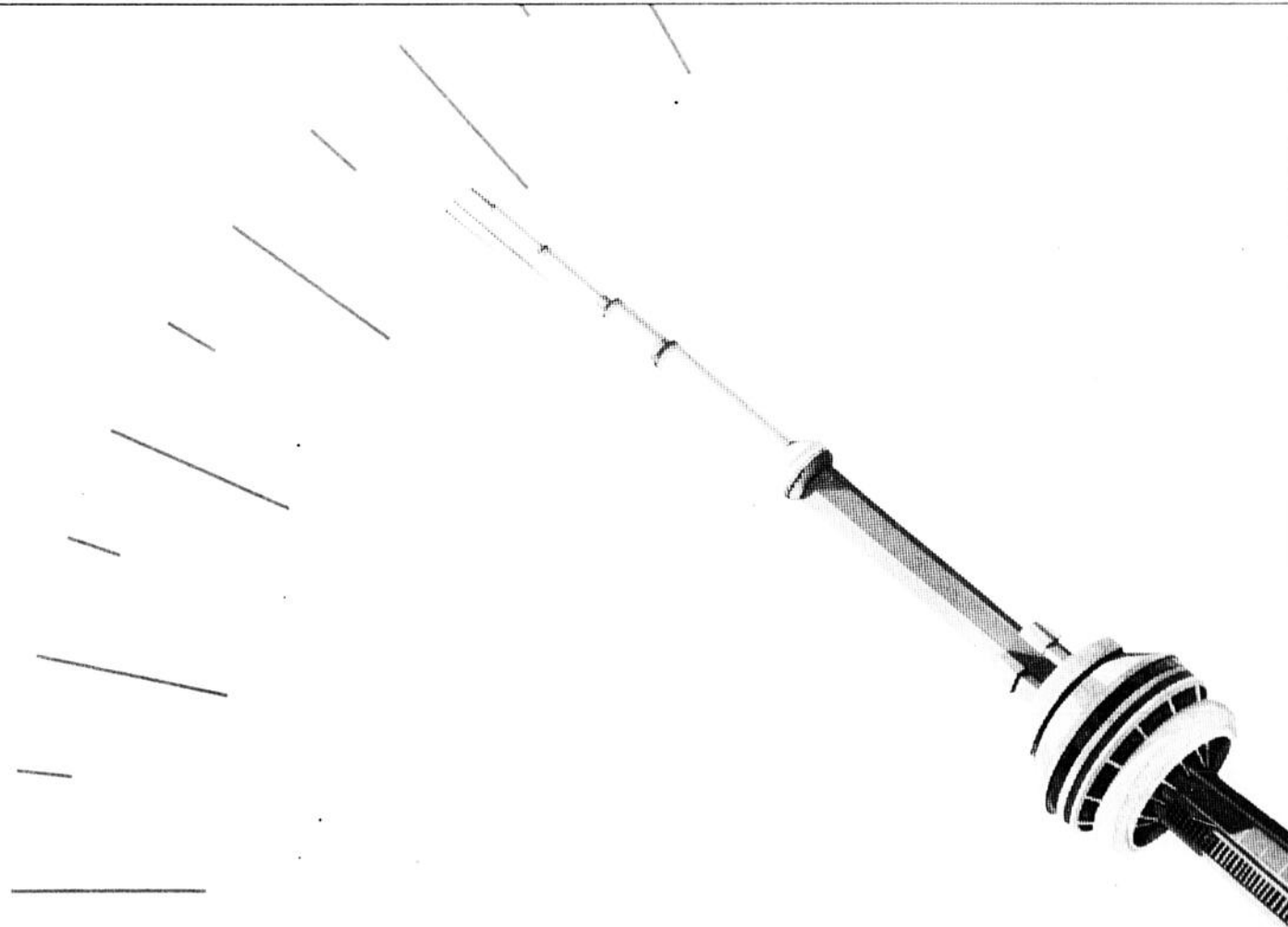
Avant le
31 décembre 1986

622-7660
397-1348 (Mtl)

 Membre de
L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE
DES BI-ÉNERGISTES INC.

SCRL, les spécialistes de la Bi-Énergie commerciale et industrielle.
SCRL ÉLECTRIQUE LTÉE, 2921 BOUL. DAGENAIS, LAVAL, QUÉBEC, H7P 1T2

épreuve



Comme toujours, vous avancez à plein régime vers des voyages gratuits grâce aux Bonis-Voyages.

Voilà un service véritablement attentif au voyageur.
Le service des Lignes Aériennes Canadien Pacifique.


NORDAIR

Lignes Aériennes  **Canadien Pacifique**

RUE ST-JACQUES... ET AILLEURS

Nominations à l'Industrielle-Alliance

La fusion des compagnies d'assurance-vie L'Industrielle de Québec et l'Alliance de Montréal et la création de la Corporation financière Alliance-L'Industrielle, qui agira comme holding financier en aval de la nouvelle mutuelle d'assurance, ont donné lieu aux nominations suivantes au sein du nouveau groupe financier. Celles-ci ne seront toutefois effectives qu'au 1er janvier prochain.

Quatre anciens de L'Industrielle occuperont des

postes de vice-président directeur général au sein de la nouvelle mutuelle. Ce sont P.E. Reinhardt (placements), Normand Pépin (marketing), Alex Langlois (actuariat) et Yvon Côté (adjoint au président pour les services administratifs).

Marcel Boyer, de l'Alliance, devient vice-président exécutif (vérification interne) et adjoint au président et chef de la direction de L'Industrielle-Alliance, M. Robert Bégin occupe le même poste à L'Industrielle. Jacques Laverdure et André Mailhot, aussi de l'Alliance, deviendront respectivement vice-président principal, placements, et vice-président directeur général, ressources

humaines, de la nouvelle mutuelle.

A la Corporation financière, le poste de président et chef de la direction sera occupé par Jean-Denis Vincent de l'Alliance. Ses deux bras droits seront Jacques Dumont et Georges Smith, tous deux nommés premier vice-président. M. Dumont est de l'Alliance et M. Smith de L'Industrielle. Les présidents du conseil des deux sociétés sont MM. Hervé Belzile (L'Industrielle-Alliance) et André Charron (Corporation financière).

Lavalière quitte la Bourse de Montréal

Robert Lavalière vient de démissionner de son poste de directeur du service aux entreprises à la Bourse de Montréal. Il rejoindra sous peu Louise Brunet, qui vient de lancer sa maison de conseil en communications. Louise Brunet avait été directrice des communications de la Bourse de Montréal et attachée politique du ministre délégué aux PME, M. André Vallerand, avant de fonder son entreprise.

Par ailleurs, la Bourse de Montréal a une nouvelle directrice des communications. Il s'agit de Daiva RataVICIUS, qui était jusqu'à ces jours derniers directrice de la division Mer-

cantile de la Bourse. Avant de se joindre à la Bourse de Montréal, Mme RataVICIUS avait travaillé pour Reuter.

Marcotte promu

M. Benoît Marcotte, représentant enregistré chez Lévesque Beaubien depuis 1983, vient d'être promu directeur de succursale au sein de cette firme de courtage. M. Marcotte, 36 ans, occupera son nouveau poste dès janvier.

Il dirigera la quatrième succursale montréalaise de Lévesque Beaubien, nouvellement créée. Lévesque Beaubien et trois de ses succursales montréalaises déménageront de la rue St-Jacques à l'édifice de la Sun Life en février prochain. La quatrième succursale sera située au 36e étage de la Place Ville-Marie.

Outre M. Marcotte les trois directeurs de succursales de Lévesque Beaubien sont MM. Jacques Breault, Richard Lupien et Luc Paiement.

Nouveau cadre chez Lise Watier

La compagnie manufacturière de produits de beauté Lise Watier vient d'engager une directrice du marketing, soit Mme Christiane Courtois,

MBA, qui travaillait auparavant au cabinet de consultation Samson Bélair.

Nouveau d.r.h. chez Desjardins

La Fédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec a engagé récemment un nouveau directeur des ressources humaines. Il s'agit de M. Jacques Besner, b. adm. et MRI de l'Université de Montréal depuis 1977.

Poiré quitte TPF & C Montréal

M. Serge Poiré, 37 ans, directeur du bureau de Montréal de la firme de conseillers en actuariat et avantages sociaux TPF & C, quitte son poste pour devenir directeur des ressources informatiques de la firme à l'échelle mondiale; il prendra son nouveau poste à Philadelphie à compter du 1er janvier, où il dirigera une équipe d'environ 125 personnes.

Son successeur au bureau de Montréal (qui compte une soixantaine de personnes) sera M. Ed Kalakauskas, un Lituanien d'origine qui s'est joint à la firme à Montréal au milieu des années 1970 et qui

avait ouvert le bureau de Calgary (une vingtaine de personnes maintenant) en 1980.

TPF & C (pour Tower Perrin Foster & Crosby), présent dans 90 pays, est le plus gros bureau d'actuaire privé au monde, avec plus de 600 actuaire à son emploi. Le siège social est situé à New York.

Lebrun chez Maufort

M. Pierre Lebrun, MBA, ancien vice-président à la Distillerie Melchers, vient de se joindre à la société Ressources Maufort à titre de vice-président au développement. Avant de passer quelques années chez Melchers, M. Lebrun avait travaillé à la Bourse de Montréal, à la Banque Canadienne Nationale et à la Banque du Canada.

Harvey chez Mercer

M. Pierre Harvey, MRI de l'Université Laval, vient de se joindre à la firme de conseillers en avantages sociaux William M. Mercer à titre de directeur du développement des ressources humaines au bureau de Québec. M. Harvey était auparavant avec la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins au siège social de Lévis.

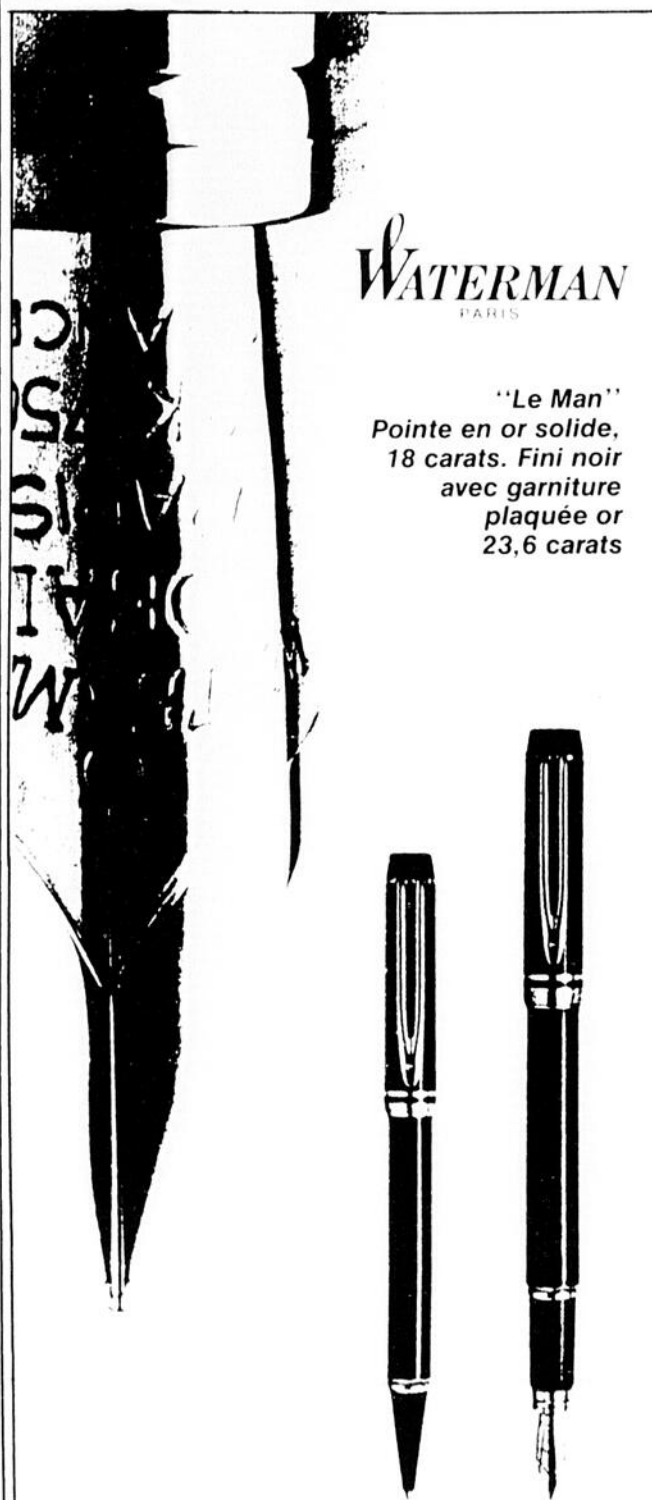
Odette Marcoux chez Bazin Dumas Dupré

Odette Marcoux vient de quitter le service des communications de la Bourse de Montréal pour se joindre au cabinet de relations publiques Bazin, Dumas, Dupré, Sormany de Montréal. Elle aura la responsabilité de développer le service déjà existant de service-conseil en relations avec les investisseurs.

Nouveaux cadres chez Y & B

La firme de publicité Young & Rubicam vient d'engager deux nouveaux cadres, soit Mme Christiane Bourbonnais et M. Marc Touchette.

Mme Bourbonnais devient directeur de groupe pour les budgets de Meagher's et Montréal Trust. Quant à M. Touchette, il supervisera les comptes de PFK/Scott's, Kodak, Fromageries Bel et Palais des Congrès de Montréal.



WATERMAN
PARIS

"Le Man"
Pointe en or solide,
18 carats. Fini noir
avec garniture
plaquée or
23,6 carats

Distributeurs

La maison du
Stylo Peel Inc.

1212 rue Union, Mt. L.
514-866-1340



4160 rue Saint-Denis

Montréal

288-9691

SCRL
Le lien
direct
entre
l'Hydro-Québec
et vous...

Subvention

BI-ÉNERGIE

Date limite

**31 décembre
1986**

**Ne soyez pas
de ceux qui diront**

"Si j'avais su"

622-7660

397-1348 (Mtl)



Membre de

**L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE
DES BI-ÉNERGISTES INC.**

SCRL, les spécialistes de la Bi-Energie commerciale et industrielle.
SCRL ELECTRIQUE LTÉE, 2921 BOUL. DAGENAIS, LAVAL, QUÉBEC, H7P 1T2

REPRISE

**IMPRIMEUR FINANCIER
ET COMMERCIAL**



PIERRE DES MARAIS INC.
6125 Côte de Lussac/Saint-Laurent (Québec) H4T 1C8 (514) 341-5500

ENTREPRISE

Les grumpies, la
nouvelle cible des
spécialistes en
marketing

pp. 18-19
Bernard Desautels



La société en
commandite, pour
acheter "seul" un
immeuble à revenu

p. 23



McBee (514) 340-9014

LES AFFAIRES

Samedi, 13 décembre 1986 17

M. Muffler compte ouvrir 30 nouvelles concessions en cinq ans, dont 10 en 1987

Le réseau de vente et de service M. Muffler, qui compte présentement 46 établissements au Québec, dont 10 ouverts en 1986, compte en ouvrir 30 autres au cours des cinq prochaines années, dont une dizaine encore en 1987.

C'est ce qu'a affirmé aux AFFAIRES le président-directeur général du Groupe T.C.G. (Québec) inc., propriétaire de M. Muffler, M. Jacques Synnott.

"Nous aurons une grosse année l'an prochain avec l'ouverture d'une dizaine d'établissements de M. Muffler et la construction du nouveau siège social de T.C.G. Québec, mais c'est une belle façon de célébrer le 30e anniversaire de M. Muffler (1986) et le 40e anniversaire de G. Lebeau".

Le Groupe T.C.G. (pour Trans-Canada Glass, Tor. 11,00 \$) appartient pour 20 % à Ford Canada et pour le reste à la famille Skidmore de Vancouver. C'est une société ouverte inscrite aux bourses de Vancouver et Toronto.

T.C.G. se spécialise dans la réparation des vitres d'auto, l'installation de radio, etc.; le groupe possède des filiales ou divisions partout au Canada ainsi qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Au tout début des années 1980, T.C.G. a acheté au Québec G. Lebeau (vitres d'auto et radio) qui possédait également M. Muffler. Cette dernière entreprise avait été fondée en 1956 par M. Claude Despatie, puis vendue par sa veuve à U.A.P. en 1972 avant d'être rachetée par M. Gérard Lebeau quatre ans plus tard.

T.C.G. Québec est la



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

M. Synnott affirme: "Les dirigeants du groupe nous regardent aller et ils pourraient nous aider un jour à sortir du Québec. Le nom de M. Muffler nous appartient pour toute l'Amérique du Nord".

seule division canadienne du groupe qui possède son propre conseil d'administration, a mentionné M. Synnott. Elle appartient pour 80 % au Groupe T.C.G., pour 15 % à M. Lebeau et pour 5 % à M. Synnott.

"Nous sommes la seule division ou filiale engagée dans le domaine des silencieux, amortisseurs et autres pièces mécaniques de direction dans tout le groupe T.C.G., a expliqué M. Synnott. Les dirigeants du groupe nous regardent aller et ils pourraient nous aider un jour à sortir du Québec. Le nom de M. Muffler nous appartient pour toute l'Amérique du Nord".

Autres projets

La division G. Lebeau est plus confinée au marché québécois que M. Muffler, car à l'extérieur du Québec elle déborderait sur le terrain des sociétés-soeurs Speedy Auto Glass au Canada et Trans Ame-

rica Glass aux Etats-Unis, ou encore Bridgewater Windscreens en Grande-Bretagne. Ce problème ne se pose toutefois pas pour M. Muffler, qui n'a pas de concurrent au sein du groupe T.C.G.

M. Muffler a déjà possédé des ateliers en Ontario et dans les Maritimes, mais M. Lebeau les a vendus en 1977-1978 pour mieux se concentrer sur le marché québécois.

Au Québec, le groupe possède 45 établissements G. Lebeau, dont 32 corporatifs, et 46 établissements M. Muffler, dont 32 corporatifs. En onze mois, le nombre de franchises M. Muffler a bondi de quatre à quatorze établissements.

"Il est plus facile d'ouvrir des établissements M. Muffler que des ateliers G. Lebeau, considère M. Synnott: comme G. Lebeau est beaucoup plus spécialisé, il faut un territoire et une population beaucoup plus vastes que pour un M. Muffler".



Après avoir bien rodé la formule de M. Muffler dans ses propres ateliers corporatifs, le groupe se sent maintenant bien placé pour agrandir le réseau par franchisage. Il faut tout de même prendre certaines précautions, admet M. Synnott, car les marchands associés par franchise gardent une bonne marge d'autonomie et on ne les contrôle pas aussi facilement que des gérants.

"Il y en a, par exemple, qui veulent vendre des alarmes-radars mais l'usage de ces appareils est interdit par la loi, même si l'on a le droit de les vendre. Alors on interdit à nos marchands d'en vendre, pour protéger notre image corporative. Nous sommes les seuls établissements qui ont reçu l'approbation et la reconnaissance de l'Association pour la protection de l'automobiliste (A.P.A.) et on tient à protéger cette image".

Outre G. Lebeau et M. Muffler, le groupe possède aussi au Québec une autre division de distribution, Autostock, qui vend des pièces non seulement aux autres entreprises du groupe mais aussi à des ateliers concurrents.

"C'est aussi l'expansion d'Autostock qui nous incite à construire un nouveau centre de distribution avec un siège social, a expliqué M. Synnott: on va construire au coût de 4,5 M\$ un centre de 115 000 pieds carrés au coin de Rivière et Jean-Rivard, juste au

nord de Jarry. On devrait y aménager en avril prochain".

T.C.G. emploie au Québec quelque 900 personnes qui réalisent ensemble un chiffre d'affaires de 80 M\$ en 1986, en progression de 12 % sur l'année précédente, alors que le nombre d'employés, lui, n'a augmenté que de 10 % environ.

Chez M. Muffler en particulier, le taux de croissance a atteint 30 % sur l'an dernier pour atteindre les 20 M\$, avec un objectif de 40 M\$ dans cinq ans, grâce surtout à l'addition des 30 nouveaux établissements.

"Nous recherchons des partenaires déjà en affaires et qui connaissent ce secteur, a précisé M. Synnott. Avec l'arrivée sur le marché de silencieux portant une garantie de cinq ans, c'est un commerce de service qui évolue et qui glisse maintenant vers les systèmes de freins, de suspension et de direction. Nous faisons le service des freins depuis 20 ans et celui des alignements depuis 23 ans. Nos gens sont des mécaniciens spécialisés et non pas seulement des installateurs".

L'arrivée de nouveaux membres dans la famille, l'ouverture d'un nouveau centre de distribution avec siège social et l'expansion

rapide des affaires promettent à T.C.G. Québec une année fort active en 1987.

En 1985, T.C.G. Québec a contribué pour 63 M\$ au chiffre d'affaires de 148,3 M\$ du groupe. Ce dernier soutient lui aussi un rythme de croissance intéressant, puisque les résultats non vérifiés après six mois de 1986 affichaient des ventes de 91,8 M\$ contre 68,5 M\$ pour la période correspondante en 1985.

ANDRÉ HAINS

LA COMPAGNIE PERSPECTIVE TRAVAIL

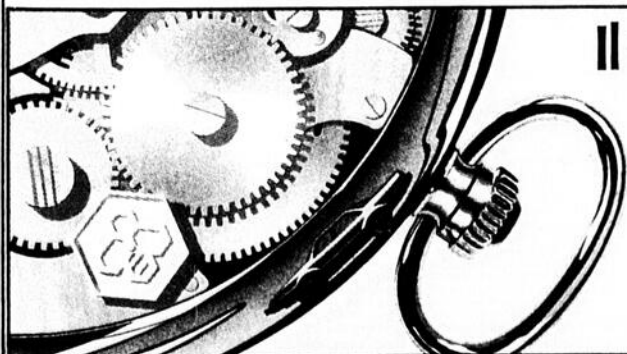


France Harvey

R. Jacques Plante, président de PERSPECTIVE TRAVAIL INC., annonce la promotion de Madame France Harvey au poste de Conseillère en placement de personnel, au siège social à Québec.

PERSPECTIVE TRAVAIL INC. est un bureau de conseillers en ressources humaines et en administration, se spécialisant dans la sélection et le recrutement de personnel cadre ainsi que de personnel de soutien de premier choix. PERSPECTIVE TRAVAIL INC. offre aussi aux entreprises des services d'évaluation et de formation de personnel. La compagnie fêtera son 10e anniversaire en 1987.

On est plein
d'énergie



Il y a un temps pour chaque mouvement

Toute chose vient en son temps. Depuis 10 ans, Location Pierre Lafleur s'associe à ceux et celles qui savent faire les bons mouvements, au bon moment. Des gens qui savent quand le moment est venu de louer leur voiture avec la compagnie de location à long terme du Mouvement Desjardins. La réussite, ce n'est plus seulement une question de temps... c'est aussi une question de mouvements!

Montreal	738-4246
Laval	663-4933
Québec	872-7616
Chicoutimi	543-7777
Sherbrooke	563-2161
Trois-Rivières	379-3636
Hull/Ottawa	777-6555



Location
Pierre Lafleur
Ltée

desjardins

Partenaire à long terme

Après celle des yuppies, voici l'ère des grumpies

Le marché des 50 ans et plus: une

Après les hippies et les yuppies, voici qu'arrive le règne des grumpies. C'est du moins l'étiquette que certains veulent accoler aux gens de 50 ans et plus, une strate d'âge en forte progression qui intéresse au premier chef les spécialistes de la mise en marché de biens de luxe.

Le terme grumpies est en fait un jeu sur les mots "grown-up mature person". Le revenu moyen de cette couche de la population qui a 50 ans et plus en fait une cible de choix, pour pénétrer ce marché, les spécialistes du marketing devront faire preuve d'imagination et de créativité. Voilà en bref

l'opinion formulée par M. Bernard Desautels, un spécialiste de la question, qui était jusqu'à tout récemment à l'emploi de SECOR, une firme de conseil stratégique à l'entreprise.

Les consommateurs de biens de luxe captent l'intérêt des spécialistes de la mise en marché pour une raison fort simple, a précisé M. Desautels: la marge bénéficiaire importante qui est le plus souvent associée à cette consommation haut de gamme.

Un pouvoir d'achat en croissance

"La catégorie 50 ans et plus a toujours été et est encore un groupe cible pour les biens et services de luxe", a souligné M. Desautels. "Qu'il s'agisse de voitures importées, de voyages dans le sud, de restaurants de luxe, etc., ils représentent des acheteurs potentiels très importants. D'autant plus que les ménages plus jeunes doivent consacrer une forte partie

de leurs revenus à leur hypothèque et à leurs enfants, ce qui est moins fréquent chez les grumpies".

Cependant, si les spécialistes du marketing se penchent de plus en plus sur les grumpies, c'est sans doute qu'ils viennent de découvrir que leur pouvoir d'achat est en forte croissance. "On possédait de l'information sur l'évolution démographique des grumpies, a souligné M. Desautels, mais peu sur leur pouvoir d'achat. La publication récente de données par Statistique Canada nous confirme qu'il y a effectivement un déplacement de la richesse vers les 55-64 ans".

Bien qu'historiquement les ménages dont le chef a entre 55 et 64 ans ont toujours été l'une des catégories les plus riches dans la population, ils sont devenus, en 1984, le groupe d'âge dont la richesse est la plus grande avec un patrimoine médian de 82 623 \$, contre 75 843 \$ pour les 45-54 ans qui se classent deuxième.

Il s'agit d'un net renversement de tendances. En effet, en 1977 les ménages dont le chef avait de 45 à

54 ans étaient les plus riches et les 55-64 ans venaient en deuxième lieu. La forte hausse dans la valeur des maisons enregistrée depuis quelques années explique sans doute en partie cette tendance nouvelle.

Les 50 ans et plus connaissent également une forte croissance de revenus.

Autre facteur qui attire les spécialistes du marketing, les statistiques montrent que la proportion de l'actif total que gardent les ménages sous forme d'actif liquide progresse avec l'âge du chef de ménage. Il atteint un sommet de 26 % de l'actif pour les 65 ans et plus. "Il est possible que cette croissance de la liquidité trouve sa raison d'être dans la vente de la maison familiale une fois que les enfants ont quitté le foyer", a souligné M. Desautels. On a même donné un nom à cette sous-catégorie des grumpies: les "empty nester", ceux dont le nid est vide.

Un marché difficile

La catégorie des grumpies n'est pas formée de

consommateurs aussi faciles d'approche que les yuppies ont pu l'être. "Il est difficile de vendre un produit à une personne d'âge mûr alors qu'elle ne veut pas entendre parler de son âge", a souligné M. Desautels. Il cite un exemple: "Des tests ont été effectués pour vérifier un nouveau produit de consommation s'adressant à une clientèle de plus de cinquante ans. On essayait de vendre une nourriture facile à digérer pour ceux qui ont des problèmes pour macher leurs aliments... Les personnes âgées établissaient immédiatement une forte corrélation entre le produit en question et les désavantages de la vieillesse... Personne n'aime avouer qu'il se fait vieux".

Il faut donc, croit-il, faire preuve de beaucoup de créativité et d'originalité pour arriver à percer ce marché potentiel.

M. Desautels fait état de quelques hypothèses dans ce domaine. Dans un premier temps, dit-il, on peut cibler la publicité sur la catégorie d'âge légèrement au-dessous de celle des grumpies, mais cette ap-

RÉUNIONS D'AFFAIRES

INCOMPARABLE

Q.U.E.B.E.C



- chambres grand confort
- Piscine et stationnement intérieurs
- Cuisinette
- Salles de conférence

à partir de 48.\$

2815, Boul. Laurier
Sainte-Foy
(418) 658-2793
Réservations sans frais
1-800-463-5535

Les nuits prochaines...

Les grands stratèges de l'Histoire

Certains investissements immobiliers continuent de prendre de la valeur, même après des siècles. L'investisseur d'autrefois faisait appel à un stratège qui prenait à coeur la viabilité de ses investissements immobiliers pour en assurer la qualité, la sécurité, la rentabilité et la gestion.



Louis XIV
devant le
Château de Versailles

cible de choix pour les biens de luxe

Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES



M. Desautels souligne qu'«il est difficile de vendre un produit à une personne d'âge mûr alors qu'elle ne veut pas entendre parler de son âge».

proche comporte des risques.

Par ailleurs, en cherchant à répondre aux besoins spécifiques de cette nouvelle clientèle, on peut chercher à transformer peu à peu ses habitudes de consommation. «On peut même anticiper un développement d'entreprises spécialisées dans le secteur des services pour répondre aux besoins croissants des grumpies», affirme M. Desautels.

Une autre formule vise à transformer la production courante de telle sorte

qu'un jour elle réponde aux goûts des futurs grumpies. C'est ce que serait en train de faire le fabricant d'autos allemand BMW en orientant dès maintenant sa production de demain en fonction des futurs grumpies.

La stratégie vise à produire une gamme d'automobiles qui évolue au même rythme que le pouvoir d'achat de sa clientèle actuelle. Par une campagne de promotion agressive, on transforme progressivement l'image de la BMW en mettant davanta-

Le mirage des yuppies incite à la prudence

■ L'échec des stratégies axées sur les yuppies a rendu prudents les spécialistes de la mise en marché et pour cause.

En effet, au début des années '80, les as du marketing, toujours en quête de nouveaux marchés pour les biens de luxe, ont idéalisé à tort les yuppies («young urbain professionnels») en les méprenant pour la catégorie plus large des baby-boomers. Ces derniers ont le même âge que les yuppies mais ils n'ont pas le même pouvoir d'achat.

M. Bernard Desautels, un spécialiste de la question, soutient cependant que les experts se sont

trompés sur l'impact des yuppies pour des raisons qui n'ont rien à voir avec ce que nous connaissons actuellement de la catégorie grumpies.

Plusieurs facteurs ont, selon lui, incité les spécialistes à surévaluer l'impact des yuppies sur les marchés de luxe. D'une part, ils croyaient observer une forte proportion des baby-boomers (25 à 40 ans) s'accaparer une consommation croissante des biens et services de luxe. «On ne s'apercevait pas qu'une partie de cette consommation n'avait de luxueux que la perception traditionnelle et périmée qu'on a généra-

lement». Un billet d'avion aller-retour de Montréal à Rome coûtait en 1960, 580 \$; aujourd'hui, on peut faire le même trajet pour 799 \$. En dollars constants, il s'agit d'une baisse de prix importante. Ainsi, de biens de luxe qu'ils étaient en 1960, certains produits, lave-vaisselle, manteaux de fourrure, etc., sont devenus des biens de consommation courante.

Par ailleurs, note M. Desautels, la capacité de consommation des yuppies face aux biens de luxe est certes importante, mais ils représentent un pourcentage démographique plu-

tôt restreint qui n'a pas pris d'expansion. En outre, les médias se sont épris d'eux, ce qui a augmenté artificiellement leur notoriété dans l'opinion publique, sans que leur nombre n'augmente pour autant.

Enfin, «beaucoup de spécialistes en marketing se sont fiés à l'arbitraire de leur jugement personnel au lieu de vérifier la validité scientifique d'un phénomène comme les yuppies», a souligné M. Desautels. C'est une erreur qu'ils chercheront sans doute à éviter avec le nouveau groupe à la mode, les grumpies.

ge l'accent sur la sécurité et le confort au lieu du côté sportif et performant de l'automobile.

Cette politique vise à empêcher le consommateur actuel de graduer dans une classe supérieure d'autos de luxe comme les Jaguar.

Demain, la segmentation

Les approches proposées par les spécialistes pour atteindre les 50 ans et plus en sont encore au stade expérimental. Le marché est en évolution et

personne n'a encore trouvé la formule magique qui délierait les cordons des bourses de tous les grumpies.

«Bien que des approches générales de marketing puissent fonctionner pour le moment dans ce marché en croissance,

plus on approchera de l'an 2000, plus la maturité de ce marché poussera les spécialistes vers des stratégies de segmentation», souligne M. Desautels.

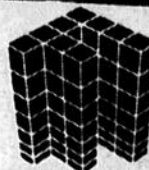
**GUY
MERCIER**

Les grands stratèges des Temps modernes

Aujourd'hui les investisseurs se regroupent pour leurs investissements immobiliers. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils font appel aux courtiers F.O.I.S.I., héritiers du concept de **viabilité**, pour planifier avec eux leurs **stratégies** d'investissements immobiliers toujours basées sur la **qualité**, la **sécurité**, la **rentabilité** et la **gestion efficace**.



Yves Foisy
Président



Les grands stratèges en investissements immobiliers.

LES COURTIER F.O.I.S.I. INC.

(514) 747-2030



Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences
 Département de communication

HIVER 1987



André A. Lafrance
 Professeur

Pour profiter pleinement de l'ensemble pédagogique de la 5^e session du cours télévisé:

COMMUNICATION ET ORGANISATION
 (COM 3670 D - 3 crédits)

Inscrivez-vous au cours télévisé pour recevoir:

- Horaire
- Plan de cours
- Cas-type 1
- Cas-type 2
- Citations et références
- Modalités d'évaluation.

Veuillez me faire parvenir le dépliant d'information et le formulaire d'inscription.

Nom: _____

Adresse: _____

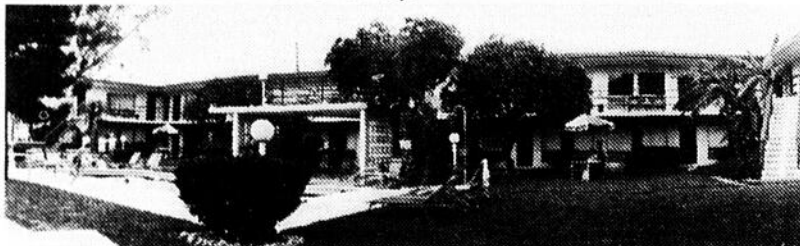
Ville: _____

Code postal: _____ Tél.: _____

retourner au: **SECRETARIAT DE LA TÉLÉVISION UNIVERSITAIRE**
 a/s Centre audiovisuel
 Université de Montréal
 C.P. 6128, succursale A
 Montréal (Québec) H3C 3J7 Tél.: (514) 343-7283



Gagnez un condo de 100 000 \$ en Floride



Sous la co-présidence de :
M. Roger D. Landry, président et éditeur, *la presse*
M. Pierre Arcand, vice-président et directeur général, **CKAC 97.3**

La Chambre de commerce de Montréal vous offre la chance de gagner :
 Un condominium d'une valeur de 100 000 \$ entièrement meublé à Pompano Beach, Floride en collaboration avec les agents du Permanent
 ou Un portefeuille de valeurs mobilières de 10 000 \$ offert par la maison de courtage Levesque, Beaubien inc.
 ou L'un des 5 séjours de deux (2) semaines au condominium « Floranada », Pompano Beach offerts par les agents du Permanent

Seul ou avec d'autres
 Chaque billet se vend 100 \$. Le tirage est limité à seulement 5 000 billets : vos chances de gagner sont excellentes !
 Formez un groupe, partagez le coût avec votre conjoint, votre associé ou vos collègues de bureau.
COMPOSEZ immédiatement (514) 842-5656
 et chèques acceptés
 ou voyez un des agents du Permanent de la région métropolitaine.

Plus, si le billet gagnant du condominium a été acheté avant minuit, le 19 décembre 1986, deux billets d'avion par année, Montréal/Floride/Montréal durant 5 ans, offerts par Air Canada.

TIRAGE LE 27 JANVIER 1987, À L'HÔTEL REINE ELIZABETH
 sous la surveillance de **Samson Bélair, comptables agréés**



Concours international de musique de Montréal

Le prestigieux **Concours international de musique de Montréal**, considéré comme un des plus importants événements musicaux internationaux, réalise présentement sa campagne de financement grâce à une loterie dotée d'un premier prix de 25 000 \$.

Le prochain concours international de musique de Montréal aura lieu en juin 1987. Cette année toutefois, le financement pu-

blic s'avère d'une importance toute spéciale à cause des subventions gouvernementales réduites accordées à l'évènement.

Les responsables de la campagne ont donc mis en place une formule de financement différente: une loterie pour laquelle pas plus de 2 000 billets seront vendus. Le prix du billet sera de 100 \$ et sera déductible à près de 75 % pour fin d'impôt. Le gagnant empochera la rondelette

somme de 25 000 \$.

Le tirage aura lieu le 18 décembre.

Le concours international de musique de Montréal est spécialisé dans trois disciplines, chant, violon et piano, il est couru par les jeunes musiciens les plus talentueux du monde entier.

Pour plus d'informations, communiquer avec **Madame Monique Marcell**, au (514) 285-4380.

Murray Hill reprend le service aux aéroports

Murray Hill, une entreprise de location de voitures et de limousines et de services de chauffeurs, vient d'annoncer qu'elle a obtenu le contrat pour desservir les aéroports de Dorval et Mirabel.

Murray Hill a obtenu le contrat à la suite d'un appel d'offres. Il y a cinq ans, l'entreprise avait perdu le contrat à **Samson**. Comme Murray Hill n'a-

vait que très peu de limousines lors de l'adjudication du contrat le 1er mars 1986, Samson a continué de desservir les aéroports. Depuis, Murray Hill s'est dotée de 75 limousines flambant neuves et a embauché 150 chauffeurs. Elle a repris le service le 15 novembre dernier.

Murray Hill loue également, à tarif horaire, des

limousines conduites par des chauffeurs en uniformes pour des déplacements urbains et interurbains et offre un service de nolissement d'autocars pour les excursions de tourisme ou le ski. L'entreprise a de plus l'intention d'acheter une flotte de Cadillac pour desservir Montréal et de poursuivre son service de location à long terme d'automobiles.



SECOUEZ VOS "DOLLARS" INACTIFS

VÉRIFIEZ LE RENDEMENT TOTAL DE VOTRE R.E.É.R. ET COMPAREZ VOS RÉSULTATS AVEC LA RENTABILITÉ EXCEPTIONNELLE DE NOS

FONDS DE RETRAITE "UNITED ACCUMULATIVE"

ET

FONDS DE RETRAITE "UNITED VENTURE"

EXAMINEZ LE RENDEMENT DU GROUPE DES FONDS UNITED

TAUX ANNUEL MOYEN DE RENDEMENT

	* 1 AN	* 10 ANS
** Fonds de retraite United Accumulative	17.0%	18.7%
** Fonds de retraite United Venture	22.7%	19.5%

* Résultats en date du 30 septembre 1986, avec réinvestissement des dividendes. Étude du 2^e octobre, 1986 du Financial Times.
 ** Conviert aux placements enregistrés ou non. Offre faite par prospectus seulement.

Pour plus de détails, veuillez communiquer avec M. André Duval, au (514) 748-6777.

LEDOC & ASSOCIÉS

Valeurs mobilières inc.

100 boul. Alexis Nihon suite 930
 St-Laurent, Québec
 H4M 2P5



NOM: _____

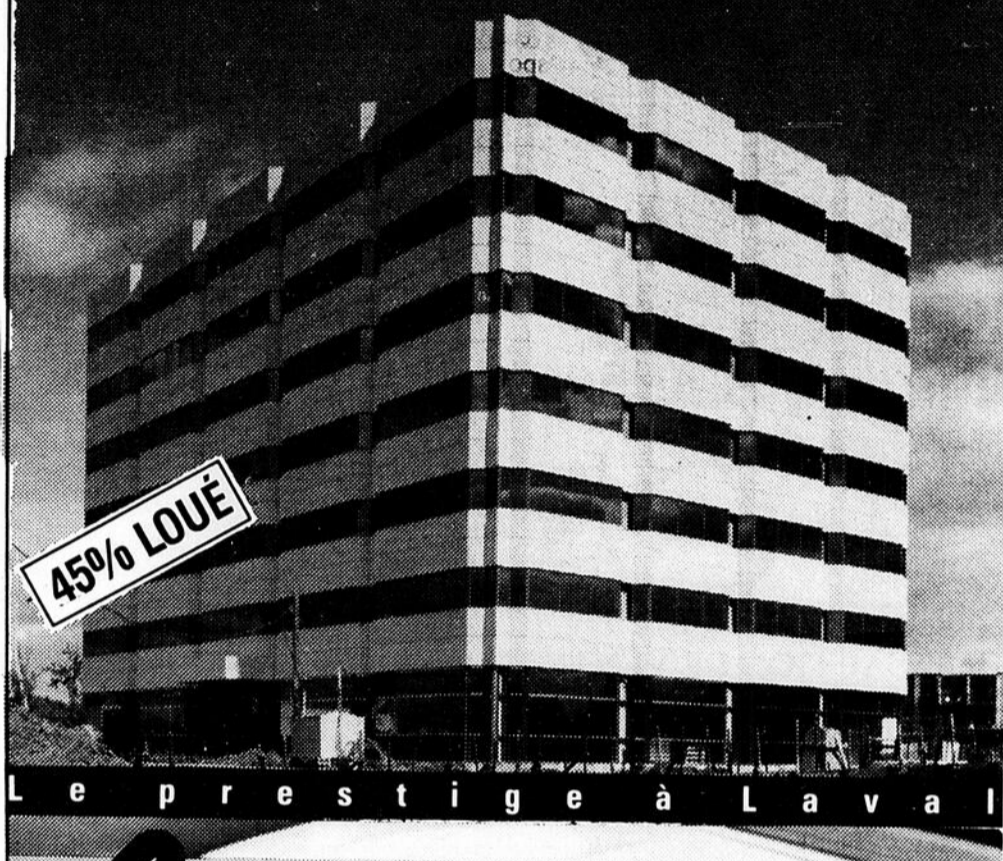
ADRESSE: _____

VILLE: _____ PROV: _____ CODE: _____

TÉLÉPHONE: TRAVAIL: _____ DOMICILE: _____

Développements
Duken

Location 337-7743



Le prestige à Laval



Édifice des Coopérants
Laval

Occupation immédiate



Édifice des Coopérants

LE PRESTIGE À LAVAL
BIENVENUE AU LOCATAIRE



Fiducie
Guardian



Développements
Duken

Location 337-7743

Centre-Ville
Montréal
625 Président Kennedy

Bureaux meublés, décorés, incluant: climatisation centrale, chauffage électrique, nettoyage de nuit, salle de conférence, services de réceptionniste.

Services additionnels disponibles. Avec ou sans bail.

(514) 288-2844

PLACE HÉRELLE

Le prestige dans le
VIEUX LONGUEUIL
1000 à 25 000 pi. ca.
Occupation immédiate

Cooper & Lybrands
Laliberté, Lanctôt

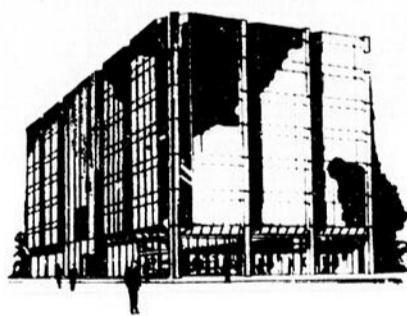
choisit Place Hérelle
pour sa succursale de
la Rive-Sud

50% déjà loué

Pour plus de renseignements
Micheline Bourdua

SOCART LTÉE 514-871-1057

LE 1180
DRUMMOND BUREAUX
À LOUER



- Coin boul. Dorchester
- Voisin du centre Sheraton et de l'édifice du Groupe La Laurentienne
- Près métro et autoroutes
- Stationnement intérieur

- Espace de 1 000 p.c. déjà aménagé, disponible immédiatement
- Etage type 9950 pi. ca.
- Bureaux temporaires, meublés ou non, disponibles



(514) 878-1573 «courtiers protégés»

QUÉBEC
ÉDIFICE SALABERRY

BUREAUX À LOUER



Colline parlementaire,

65 000' disponible :
1600' - 2275' - 3740' -
5600' - 11 500' -
19 200' (sur un
plancher) ou tout
autre local à partir
de 350'.

Tout à neuf, tapis
inclus, chauffé,
éclairé, climatisé,
ascenseur,
stationnement
intérieur.
Occupation immédiate.

LES IMMEUBLES
GÉRARD BOUCHARD INC.
Tél.: (418) 648-8343

TERREBONNE
ESPACE BUREAUX À LOUER
DANS CENTRE PROFESSIONNEL

Construction neuve, entièrement climatisé et insonorisé.
Aménagé selon vos besoins.
Prix très compétitif.

S'adresser au: (514) 471-3414

ROSEMONT
Rue Dandurand

3 bureaux fermés, grande salle
d'attente, air climatisé.

(514) 687-5856

LONGUEUIL

Espaces à plusieurs bureaux, é-
difice de prestige.
Prix de base: 7.25\$ le pi. ca.
Mariette Cleary
(514) 463-3731
(514) 386-7325
Royal LePage courtier

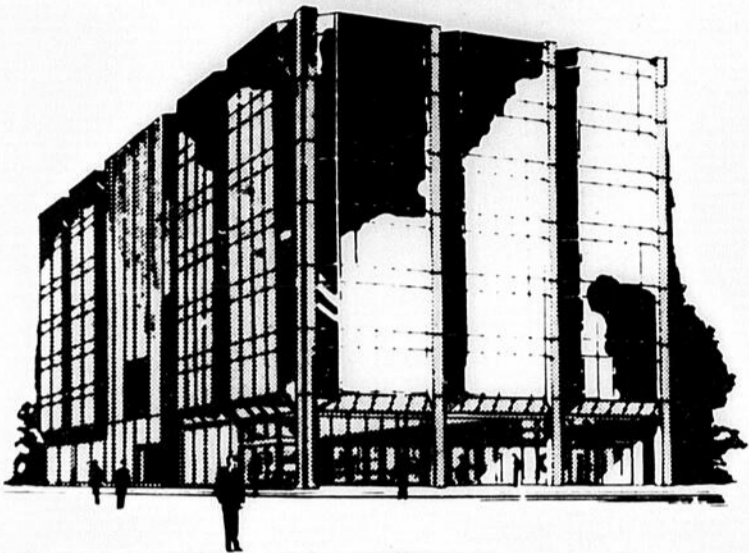
ÉDIFICE
LA PATRIE

180 est Ste-Catherine
Penthouse
500 à 2 800 pi. ca.
Près UQAM et métro Berri.
(514) 871-3953
(514) 526-5995

VIEUX
MONTRÉAL

Rue St-Jacques
700 à 2800 pi. ca.
Voûte pour dossiers
Édifice entièrement rénové
(514) 682-2002

LE 1180 DRUMMOND DEVIENT MAINTENANT:



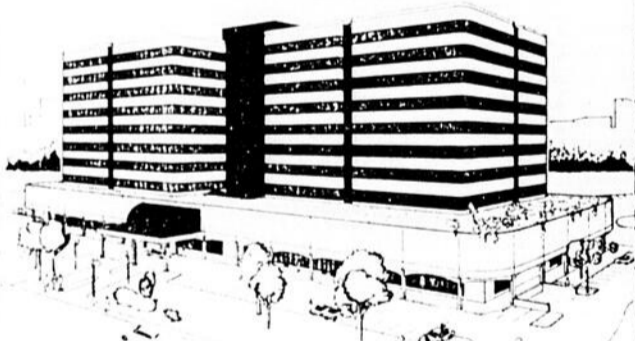
ÉDIFICE CAA

À LA SUITE D'UNE DOUBLE TRANSACTION DE VENTE ET
LOCATION ENTRE DEVCORP ET CAA RÉALISÉE
AVEC LE PRÉCIEUX CONCOURS DES COURTIERS ROYAL LEPAGE.

DEVCORP jusqu'à récemment seul propriétaire de l'édifice,
devient copropriétaire avec CAA et continuera d'en assumer la saine gestion.
CAA occupera plus de 25 000 pi. car. et a choisi le 1180 Drummond comme
nouvelle place d'affaires parce qu'il est avantageusement situé près du
boulevard Dorchester et a pour voisins le centre Sheraton
et les nouveaux édifices du Groupe La Laurentienne et Le Windsor.



COMPLEXE RAYCOM
5050 rue SHERBROOKE EST, MONTRÉAL



Bureaux et commerces: Bail NET/NET
• Édifice moderne et luxueux
• Face aux Pyramides
• Accès facile en métro
• Courtiers protégés
Michel Chotard, Groupe ImmoCrédit Inc.
(514) 845-2103

BÂTISSSES COMMERCIALES
À VENDRE

BÂTISSSE COMMERCIALE

13 200 pi. ca., environ 35 minutes à l'ouest de Montréal.
Prix avantageux.

Michel
(514) 562-5284

LE SQUARE DE L'UNIVERSITÉ

Nouveaux condos, bureaux et commerces, rue Berri coin Dorchester.
Ouverts de 11h à 18h, samedi et dimanche de 13h à 16h.

(514) 843-4995
(514) 287-9635

QUÉBEC
Sur Grande Allée
Maison 14 000 pi. ca.
À VENDRE OU À LOUER
Idéal pour tous genres de commerces.
(418) 529-9458

IMMEUBLE COMMERCIAL
De 3 étages, complètement rénové (bureaux et restaurant), garage à l'arrière. Rue St-Denis, sud Mont-Royal. 700 000 \$.
(514) 738-3873 (514) 845-6043

ATRIUM LAVAL

À la hauteur de votre image



878-1573
COURTIERS PROTÉGÉS

LOCATION DE BUREAUX

Emplacement exceptionnel

- Édifice ultramoderne
- Aménagement au goût du locataire
- Occupation automne 87
- Superficie totale de 95 000 pi. car.
- Stationnement disponible
- Surfaces disponibles: rez-de-chaussée; 11890 pi. car.
- étage type: 12012 pi. car.

à l'angle des boul. St-Martin et Daniel-Johnson, Laval



BÂTISSSES COMMERCIALES
À VENDRE

QUÉBEC

Rue St-Jean, bâtisse commerciale de 7 étages, 51 000 pi. ca. plancher, briques, béton.

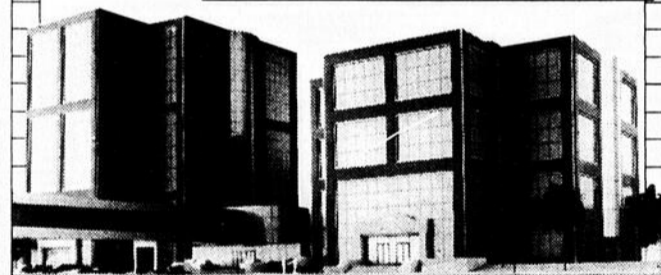
Claude L. Lavoie
(418) 835-3014
Le Permanent courtier
(418) 658-7000

SHERBROOKE RUE ROY

Entrepôt et garage.

Pour renseignements:
(418) 681-0575

LA PREMIÈRE CLASSE À VOTRE PORTÉE



COMPLEXE ST-CHARLES
MÉTRO LONGUEUIL

Espaces à bureaux disponibles: plus de 105 000 pi² sur sept étages.
1111 rue St-Charles ouest (angle St-Charles et Place Charles Lemoyne)

Emplacement et panorama exceptionnels.
Architecture privilégiant l'espace et la lumière.

Stationnement intérieur et extérieur.

Occupation mai 1987

Premier édifice de classe "A" sur la Rive-sud.
Passerelle directement reliée au métro.
À 15 minutes du Centre-ville.
Accès immédiat aux grandes voies de communication.

Renseignements: (514) 679-1982

Bureau de location: 110, rue de la Barre Bureau #12 Longueuil
Courtiers protégés

pour insérer votre carte d'affaires

dans le journal **LES AFFAIRES**

(514) 842-1780

Réduction d'impôt et protection des biens personnels

La société en commandite, meilleur moyen d'acheter "seul" un immeuble à revenu

Dans la majorité des cas, former une société en commandite avec son conjoint, un enfant majeur ou un ami constitue sans contredit la meilleure façon pour un investisseur d'acquérir un petit immeuble à revenu, estime M. Gaétan Maltais, un notaire spécialisé en fiscalité au bureau de Bouchard & Maltais, à Montréal et à Jonquière.

Dans le domaine de l'immobilier, la société en commandite est généralement identifiée, à tort, aux seuls projets d'envergure. Et depuis que les gouvernements fédéral et provincial ont limité les avantages fiscaux à la fraction à risque des investissements, plusieurs sont portés à croire que l'avenir de la formule est compromis.

M. Maltais pense le contraire; il admet que les nouvelles limites vont réduire la taille des projets en société en commandite mais croit qu'elles auront aussi le mérite de rendre les investisseurs plus prudents face à cette formule, tout en leur faisant découvrir les avantages incontestables qu'elle comporte.

Si l'expression "en société" comporte à vos yeux une dimension emphatique qui fait peur, rassurez-vous. La société en commandite ne requiert la participation que de deux personnes: vous et votre conjoint, votre enfant majeur ou votre meilleur ami. Et même si votre partenaire n'a pas d'argent, il peut

vous rendre de grands services si vous songez à acquérir un immeuble à revenu, simplement en plaçant symboliquement une poignée de dollars dans une société en commandite.

Le transfert de la société à l'individu

Il y a trois façons, du point de vue légal, d'acquérir un immeuble à revenu: la compagnie, la copropriété indivise et la société en commandite.

La société en commandite présente l'avantage de permettre le transfert du gain en capital -et donc la déduction d'impôt qui y est rattachée- de la société à l'individu. Par contre, la compagnie ne permet pas ce transfert de l'exemption du gain en capital à l'individu, sauf si vous revendez vos actions de la compagnie, ce qui est difficile et entraîne généralement une baisse de la valeur marchande de ces actions.

Un autre avantage offert par la société en commandite formée avec un conjoint, un enfant ou un ami est que la responsabilité est limitée à votre mise de fonds, ce qui rend vos biens personnels intouchables. Par contre, si vous achetez un immeuble à revenu en copropriété indivise, comme le font généralement les petits investisseurs, la faillite du projet peut entraîner la saisie de vos biens personnels (résidence principale, auto, etc.), a indiqué M. Maltais.



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

M. Gaétan Maltais estime que les nouvelles limites auront le mérite de rendre les investisseurs plus prudents face à la société en commandite.

dence principale, auto, etc.), a indiqué M. Maltais.

La société en commandite vous évite en plus d'avoir à payer la taxe sur le capital de 0,49 %, taxe qu'une compagnie, elle, doit payer (1 000 \$ sur un immeuble de 205 000 \$).

Quant à la copropriété indivise, le facteur le plus risqué qu'elle comporte est qu'elle rend tous les partenaires solidaires les uns des autres. En d'autres mots, si l'un d'entre eux ne fait pas ses versements hypothécaires, les autres sont légalement tenus de le faire à sa place sous peine de voir leur immeuble repris par le créancier et possiblement leurs biens personnels saisis.

Un autre élément négatif est à considérer avec la

copropriété indivise: si vous décédez subitement, vos enfants auront à payer l'impôt sur la récupération de l'amortissement. Si vous avez accumulé jusque-là un amortissement de 100 000 \$ sur un immeuble acheté pour 300 000 \$, cela représentera un montant de 50 000 \$ à 60 000 \$ à remettre au fisc, selon votre taux d'imposition. Par contre, en vertu de la "disposition présumée au décès des parts", vos héritiers n'auront aucun impôt à payer sur l'amortissement accumulé si vous déléguiez l'immeuble via une société en commandite.

Un autre exemple qui prêche en faveur de la société en commandite: flairant la bonne affaire, vous avez acheté à la hâte avec votre conjoint un immeu-

ble à revenu au prix de 200 000 \$, en utilisant, comme presque tout le monde, la formule indivise. Après avoir versé 75 000 \$ comptant, vous vous êtes aperçu que l'immeuble cachait des vices de construction importants qui nécessiteraient un investissement additionnel de 100 000 \$ pour corriger la situation et vous ne disposez pas de cette somme. Vous devez donc déclarer faillite et vous risquez fort dans ce cas de perdre votre résidence principale et peut-être aussi votre chalet, en plus évidemment de votre mise de fonds de 75 000 \$. Toutefois, si vous avez acquis l'immeuble avec votre conjoint via une société en commandite, votre perte ne pourra pas excéder votre mise de fonds, a affirmé M. Maltais.

Le choix de l'exercice financier

Le choix de l'exercice financier n'est pas le moindre avantage que propose la société en commandite, si l'on tient compte que le taux d'amortissement normal d'un immeuble à des fins de déductions d'impôt est réduit de moitié la première année. Ainsi, si vous achetez un immeuble en société en commandite, vous pourrez décréter la fin de l'exercice financier seulement un mois après son acquisition. Le taux d'amortissement doublera donc dès le deuxième mois; si vous aviez procédé par

voie d'acquisition personnelle ou en copropriété indivise, vous seriez obligé d'attendre au 1er janvier de l'année suivante avant que le taux d'amortissement normal n'entre en vigueur.

En outre, il faut considérer que la compagnie est plus coûteuse qu'une société en commandite à exploiter et à liquider lorsqu'elle ne sert plus.

La loi stipule qu'il faut au moins deux individus pour former une société en commandite. Cependant, à proprement parler, vous pouvez très bien profiter seul des avantages de la formule en ayant recours à un partenaire de paille qui n'a qu'à investir dans la société en commandite le vieux 50 \$ que vous lui aurez prêté, puisqu'il n'y a aucune obligation d'y investir un montant minimum. C'est aussi simple que ça!

Rien n'empêche non plus que ce partenaire participe de façon plus importante à l'achat s'il y voit une bonne occasion d'investissement. Toutefois, si vous voulez acquérir seul un immeuble à revenu, la société en commandite est probablement la meilleure voie à suivre. Si vous avez déjà acquis votre immeuble, sachez qu'il est relativement facile de faire le changement en société en commandite.

DOMINIQUE FROMENT

BÂTISSSES COMMERCIALES

À VENDRE

SAINT-HYACINTHE

Bâtisse, "Approuvé Canada", de 6 500 pi.ca. dont 5 000 pi.ca. réfrigérés. Idéal pour désossement boeuf, porc, veau, poulet. Beaucoup d'équipement inclus. Construction 1982, terrain de 74 000 pi.ca. Inf. **HABITEC COURTIER INC.** (514) 773-8880

EN IMMOBILIER JOIGNEZ

TIFO & ASSOCIÉS COURTIER INC.

Très Important Faire une Offre

Territoires disponibles POUR TOUTE LA PROVINCE DE QUÉBEC (819) 477-7332 DRUMMONDVILLE:



SEPT-ÎLES AUBAINE

Édifice commercial de prestige à vendre
— Construction en 1974
— Baux commerciaux à moyen et long terme
— Occupé à 86%
— Revenu annuel de 203 000,00\$
— Prix demandé de 1 000 000,00\$
Communiquez avec: **Gérald Blanchette** (514) 388-5781 (418) 968-2421

COMMERCES

MOTO SPORT - Sous bannière, 7 000 pi.ca., motos et véhicules récréatifs 2, 3 et 4 roues, salle d'exposition, local de vente et service. Chiffre d'affaires annuel: 2 000 000 \$.

ÉPICERIE IGA BONIPRIX - Centre du Québec, 5 000 pi.ca., volume de vente 2 millions \$, commerce entièrement rénové, grand espace stationnement, commerce et immeuble négociables-séparément.

RESTAURANT LICENCIÉ - Avec comptoir de vente de charcuterie et pâtisserie (à apporter). Centre-ville, 48 places. Commerce entièrement rénové. Bail de 15 ans. Excellent emplacement. Chiffre d'affaires intéressant.

RESTAURANT À LAVAL - 5 000 pi. ca., fine cuisine italienne, permis de la S.A.Q., tout neuf de 1984, 150 places, plus salle de réception de 70 places, grand terrain de stationnement, ambiance et emplacement extraordinaires.

IMMEUBLE À REVENUS - Immeuble à revenus commercial sur la Rive-Sud. Terrain de 55 000 pi.ca. Revenu annuel de 72 900\$. Superbe emplacement, location commerciale ou industrielle. Superficie totale de 13 250 pi.ca. Prix demandé: 575 000\$.



LOUISE DESJARDINS
JEAN-MARIE CLOUTIER

du plateau inc. COMMUNIQUEZ AU (514) 527-3131

Le Permanent

La Société Canada Trust
Courtage immobilier · Prêts hypothécaires

"HÔTELLERIE"

Pour personnes âgées

90 CHAMBRES

Région de Québec et Beauce

Recherchons investisseurs 500 000\$ et plus

Fernand Ouellet

(418) 628-6735

RÉGION CHARLEVOIX

Auberge motel, piscine, tennis, près centre ski. Ouvert à l'année. Revenus intéressants. Écrire à

RÉFÉRENCE NO. 1259, Journal LES AFFAIRES, 465 St-Jean, 9ième étage Montréal, Qué. H2Y 3S4

RESTAURANT

Floride, Hollywood, sur "Boardwalk", sur la plage, concession de restaurant

Très long bail. Bon chiffre d'affaires. Demande 125 000 \$ CAN, accepterais propriété avec comptant.

Raison: autre commerce. Le soir, après 7h., (514) 621-9211

IMMEUBLE

COMMERCES

CENTRE VILLE ET VIEUX TROIS-RIVIÈRES
Commerce de RESTAURATION, chiffre d'affaires 450 000\$, 37 heures d'ouverture par semaine. Beaucoup de possibilités.
BAR avec TERRASSES, très populaire, chiffre d'affaires 325 000\$, grand potentiel.
Si vous disposez d'une liquidité de 130 000 \$ et désirez une franchise majeure en restauration "fast food" contactez moi.
André Breton
(819) 373-7140
Re/Max P. Bellemare & Ass., courtier

MAGASIN DÉPARTEMENTAL
Pour dames, centre ville St-Hyacinthe. En opération depuis 25 ans. Chiffre d'affaires important. Raison vente retraite.
Pour renseignements M. "R"
(514) 773-0772
(514) 773-7895
Agents s'abstenir.

CENTRE VILLE DE MONTRÉAL
Franchise fast food en opération depuis 2 ans, très bien localisée. Prix demandé: 600 000\$, comptant à discuter.
Après 5h. (514) 733-5453
Rejean Boissonneault

ANJOU
Charcuterie, fromagerie, volaille. Située dans centre bien achalandé.
Chiffre d'affaires: 600 000\$.
P. A. Dansereau
(514) 354-0360
Royal Lepage courtier

RIVE SUD
Boutique lingerie féminine. Excellent chiffre d'affaires. Centre achalandé.
Camille Lacoursière F.R.I.
(514) 653-2496
(514) 653-9970
MONTREAL TRUST COURTIER

LES COURTIER ASSOCIÉS DE LA RIVE-SUD L.TÉE
Vannerie luxueuse et objets d'art décoratifs dans centre d'achats à Montréal.
Chiffre d'affaires: 350 000 \$. Prix demandé: 80 000 \$ plus inventaire.
Louise Hamelin
(514) 465-9896
(514) 875-6803
SUPRAVESTIM L.TÉE, COURTIER

STE-AGATHE
Espaces commercial et industriel, 2 \$ le pi. ca.
À LOUER OU À VENDRE
2,500 pi. ca. à 272,000 pi. ca.
plafond 25' hauteur
bureaux 4 \$ le pi. ca.
Le jour (514) 387-7129
Le soir (514) 430-0562

BOUTIQUE DE VÊTEMENTS
Jeans et prêt à porter. Rue Notre-Dame, Gatineau, Québec. Bon chiffre d'affaires. Gens sérieux seulement. Prendre rendez-vous au
(819) 663-1113 (819) 568-2079

ATTENTION RESTAURATEUR
Restaurant-bar-terrace, 175 places, pour le prix d'installation. Si désiré, avec l'immeuble.
(418) 651-3072

SALON DE BRONZAGE
Montréal, location superbe, 1 000 pi. ca., 8 lits, système contrôlé par ordinateur. Prix réduit. Faut vendre.
Allan Joiner
(514) 483-2770
(514) 486-4180
Montreal Trust courtier

CONDOS VACANCES
RE/MAX FLEUR DE LYS COURTIER RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
Les professionnels associés de l'immobilier!
Condos, 15 minutes de l'aéroport. Investissement en devise canadienne sur destination vacances en plein essor, APARTHOTEL ("Terrassa de Caribe"). Mise de fonds initiale, balance de prix de vente autofinancé.
PIERRE DORÉ
(418) 687-4810

CONDOMINIUMS
MONT STE-ANNE
Le Domaine Val des Neiges Au pied des pentes

Luxueux condominiums, verrières, foyer, bain tourbillon 853 pi.ca. et plus
Gestion de location.
Pour renseignements: (418) 827-4354

LUXUEUX CONDOS
Résidence style européen, centre-ville, face Université McGill, 2 c.c., 2 s.b., 1 650 pi. ca.
Entre 140 000 \$ et 190 000 \$
Très bon investissement
(514) 679-5914
(514) 674-3300

À LOUER
Québec, Vieux Port, condo neuf, moderne, 1 100 pi. ca., 2 chambres, vue superbe sur le fleuve, stationnement intérieur. 1 150 \$ mois.
(418) 682-2122 (418) 875-3705

LAC MEMPHRÉMAGOG Orford
À LOUER, condo directement sur le lac, foyer, tout équipé, 5 minutes des pentes de ski, pour les Fêtes, mois ou saison.
(819) 478-4111 poste 288
(819) 847-1566 fin semaine

SOUTH PALM BEACH
3560 Ocean Boulevard
Super condo entièrement meublé à vendre, état neuf, 2 chambres, 2 s.bains, vue partielle sur mer, 1469 p.c. approx.
GESTION BESHRO
(418) 658-1228

ABRIS FISCAUX

ABRIS FISCAUX

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
PLACE
MELANÇON

DÉDUCTION DE 40 % EN 1986
75 % D'ICI 1989
96 LOGEMENTS - CATÉGORIE 31 & 32
COMPLÈTEMENT LOUÉ - RENTABLE
PRIX: 28 850 \$ PAR LOGEMENT
6,9 FOIS LES REVENUS
SOUSCRIPTION MINIMALE 10 000 \$
FINANCEMENT BANCAIRE DISPONIBLE

Promoteur: Services financiers Dove 

Distributeurs:
Services Financiers Capital Québec (418) 651-7441
Montréal (514) 744-8087
Chicoutimi (418) 696-0199
Montréal (514) 288-4083
Outaouais (613) 237-5870

Veilleux, Charlebois
F.H. Deacon Hodgson

On trouvera dans le prospectus provisoire une information détaillée sur les titres proposés. On peut se procurer le prospectus provisoire auprès des courtiers autorisés à placer ces titres au Québec.

ABRI FISCAL
Centre ville de Montréal.
Très bon retour.
Appelez Pierre Tessier
Immeubles Maxi-Bec Inc.
(819) 778-2224
Pag: (819) 561-3222, p. 651


CHALET SUTTON

1 km de la pente de ski, 3 ch. à coucher, 3 salles de bains, 3 étages finis, 2 foyers + 1 BBQ, chauffage radiatif par les plafonds, aspirateur central, broyeur, meublé, entrée 400 AMP, etc. Terrain 350' x 175'.
150,000 \$
(819) 472-6911

CO-PROPRIÉTÉS
OUTREMONT
Coin Querbes et Laurier
Copropriété divisée.
Idéal pour professionnel.
135 000\$.
(514) 270-9498

BÂTISSES INDUSTRIELLES À VENDRE

VOTRE LOYER MANGE VOS PROFITS?

Phase 5 à vendre 

appelez-nous
ENTREPRISES HP

CONDOS INDUSTRIELS 337-4145
Ville Saint-Laurent

VENTE ou LOCATION 337-1528
Daniel Pauzé

ST-FÉLIX DE VALOIS
Bâtisse industrielle de 17 696 pi. ca., terrain 172 800 pi. ca., route 131. Libre le 31 janvier 87.
Service Immobilier Joliette courtier
(514) 759-3856
Gérard Descheneaux, F.R.I.

CONSTRUCTION
CONSTRUCTION RÉNOVATION
INDUSTRIEL
RÉSIDENTIEL
COMMERCIAL
C.G.M. INC
(514) 661-3571
(514) 668-6354

USINE À VENDRE
250 rue Lord, Napierville
Superficie bâtie: 35 800 pi. ca.
Superficie terrain: 297 300 pi. ca.
Hauteur bâtie: 16'8".
Structure en acier.
Ponts roulants
Entrée électrique 600 amps. — 525 volts.
Renseignements: Léon Drouin
(418) 228-8031

GRONDINES COMTÉ PORTNEUF
Bâtisse 16 844 pi. ca., terrain 308 600 pi. ca.
À vendre ou à louer.
Informations:
(418) 681-0575

95 000 PI. CA.
Situé sur Jeanne Mance entre Jarry et le Boulevard Métropolitain, incluant 16 000 pi. ca. bureaux et laboratoires, stationnement extérieur. Occupation avril 87.
Soc. Imm. J.D.R. Inc.
(514) 866-3737

TERRAINS
BORD LAC MEMPHRÉMAGOG
(Par autoroute 55), terrains boisés, à flanc de montagne, vue extraordinaire.
De 40 000 \$ à 89 000 \$.
Quantité limitée.
Prix d'escompte jusqu'au 15 janvier 1987.
(819) 876-7600

RÉSIDENCES
ST-HUBERT

Différente des autres.
Construite de matériaux de qualité supérieure.
Brigitte Bisson
(514) 656-9000
MONTREAL TRUST COURTIER

DOMAINES
Refuge de 1 243 acres au bord d'un lac au Québec
Propriété retirée dans le cadre enchanteur de St-Gérard des Laurentides, au bord du Lac Perchaude. Beau Séjour est une maison à charpente de bois et rondins comportant 16 pièces, dont neuf chambres à coucher et d'imposants foyers. Les dépendances comprennent une maison pour invités, pour domestiques et un hangar à bateaux, une chapelle, une grange et un court de tennis, un quai et bien d'autres facilités. Mis à part son caractère exclusif, cette propriété exceptionnelle est sans contredit un investissement attrayant. Dépliant JLA - 522 363 - 800 000 \$US.
PREVIEWS INC.
Box 31, Marblehead, MA 01945 (617) 631-6608
Peter Reindler Royal Lepage (514) 263-7711

RÉSIDENCES
Le Permanent
La Société Canada Trust
Courtage immobilier - Prêts hypothécaires
VIMONT
Propriété de prestige, 4 chambres à coucher, foyer, piscine creusée, grand terrain.
R. DUBOIS
(514) 661-5220
(514) 663-5488

MONT ST-HILAIRE
Opportunité unique, split level (style suisse), arbres (fruitiers, conifères...), garage, foyer. Idéal pour professionnel.
(514) 748-7556

CÔTE D'AZUR (Vence)
Villa de 14 pièces sur 2 niveaux, à quelques km. de Nice. Prix: 445 000 \$.
Dominic M. Richard
(418) 627-4321
Royal Lepage courtier

CONDOMINIUMS



L'ÉTÉ À L'ANNÉE TROPIQUES NORD VERSION PLEIN AIR

Toute la ville en parle. L'immeuble atrium offrant des condominiums avec d'immenses terrasses jouissant d'un jardin tropical à l'année et offrant des vues superbes du Saint-Laurent et du Centre ville.

Pour renseignements communiquez avec Marie Lambert, Monique Beaumont* ou Ana Gomes au 397-0202.

Bureau de ventes sur le site à côté d'Habitat '67. Ouvert 7 jours par semaine de midi à 6 heures.

Tropiques Nord: un projet de Jean de Brabant, Moe Deckelbaum, Saul Pomerantz: plus de 1 200 condominiums en Floride et à Montréal.

*RE/MAX Westmount - Courtier Inc. 933-6781

ESPACES COMMERCIAUX À LOUER

LOCAUX À LOUER

Pour boutique de 500 à 7 000 pi.ca., situés dans centre d'achats Place Val Bélair (Banlieue de Québec) site de premier choix, voisin d'un super marché Provigo, mail intérieur.

Conditions avantageuses.
Communiquez avec Monsieur Claude Richer
(514) 668-4710

GESTION IMMOBILIÈRE



propri gestion inc.

SERVICE DE GESTION D'IMMEUBLES ET
ADMINISTRATION DE CONDOMINIUMS

3414 Ave. du Parc, Suite 306
Montréal, P.Q. Canada H2X 2H5
Tél.: (514) 843-8481

317 Boul. Labelle,
Ste-Rose, Laval, Qué. H7L 2Z9
Tél.: (514) 625-2210

ESPACES INDUSTRIELS

À LOUER

ESPACE INDUSTRIEL À LOUER

800, rue Upton, Ville LaSalle
Prix concurrentiel

- 34,000 à 95,000 pi² ■ Zone industrielle
- Hauteur libre: 16'6" ■ Gicleurs
- Stationnement ■ Gaz naturel
- Quai de chargement intérieur
- Aménagement selon vos spécifications
- Espaces de bureaux climatisés

À proximité des artères commerciales,
du pont Mercier et de l'autoroute 20.



287-1852
Daniel Gagnon
Courtiers protégés

Le Permanent

La Société Canada Trust
Courtier immobilier Praticien hypothécaire

STE-AGATHE

Auberge, 22 chambres, piscine,
Possibilité pour association,
centre d'accueil

NICOLE BESSETTE
(514) 661-5220
(514) 667-0955

PROPRIÉTÉS À REVENUS

LES COURTIERS ASSOCIÉS
DE LA RIVE-SUD LTÉE



ÎLE PERROT

13 x 3 1/2, élect. loc., tous loués
Revenus: 43 152 \$, moins 8 x re-
venus.

7 x 4 1/2, 1 x 3 1/2, élect. loc. Re-
venus: 31 560 \$. Excellent finan-
cement.

7 x 4 1/2, 1 x 3 1/2, élect. loc. Re-
venus: 31 500 \$. Excellent finan-
cement.

Louise Hamelin
(514) 465-9896 (514) 875-6803

SUPRAVESTIM LTÉE, COURTIER

LES COURTIERS ASSOCIÉS
DE LA RIVE-SUD LTÉE



LONGUEUIL

Près métro, 8 logements rénovés,
3 1/2 - 4 1/2, élect. loc.

PRIX: 255 000\$. Comptant 15%

Louise Hamelin
(514) 465-9896
(514) 875-6803

SUPRAVESTIM LTÉE, COURTIER

MONTRÉAL

124 logements, béton, classe 31,
tous loués, beaucoup de prestige

Mariette Cleary
(514) 463-3731
(514) 386-7325

Royal Lepage courtier

SHERBROOKE

Abri fiscal, classe 31-32,
bien situé
Prix intéressant

Les Courtiers Affiliés,
Imm. J.D. Moreau Inc.
(819) 564-5111

CLASSE 31

Québec métro, 24 logements, liège,
pelouse, asphalté. Aucune avance,
bien situé

Claude L. Lavoie
(418) 835-3014
Le Permanent courtier
(418) 658-7000

Sherbrooke

Immeuble catégorie 31
Revenus: 204 280\$

Richard Blain, courtier
(819) 567-0833
André Oumet, agent
(819) 563-2140
Groupe Immobilier courtier
(819) 567-4777

OCCASIONS

D'AFFAIRES

ÉQUIPEMENT

DE BUREAU

À VENDRE

XEROX

Systèmes traitement de textes,
complètement autonomes,
avec imprimante, moniteur
et lecteur de disques
Tout neufs, pour maison ou
bureau

3 XEROX-640
1 XEROX-860
Raymond Allen
(514) 281-1918

RÉSIDENCES

VISITES LIBRES

Tous les samedis et dimanches, de
13h. à 16h., au 569 et 573 Boul. Morin,
Domaine Le Paysan, Ste-Adèle, direc-
tion Boul. Morin, 2 km. de la route 117.
Faites-vous construire une maison per-
sonnalisée. Choix de canadienne,
suisse, etc. Tous nos terrains ont les
services municipaux.

Inf. Pierrette Boivin,
Imm. Léger Inc.
St-Sauveur
(514) 227-2611
Montréal direct **(514) 430-8012**

PROPRIÉTÉS À REVENUS

LES COURTIERS ASSOCIÉS
DE LA RIVE-SUD LTÉE



RÉGION DE QUÉBEC

Ensemble immobilier, 200 "Town
Houses", excellente localisation,
Revenus: + 1 200 000\$/an
Rendement très intéressant.

RIVESUD

Édifice commercial, 13 000 pi.ca., situé
sur une artère principale,
8 000 pi.ca. d'espace deviendra libre
d'ici un mois.

Très bonne occasion d'affaires.
Jean-Guy Baribeau
(514) 465-9896
(514) 875-6803
PRONÉGIM LTÉE, COURTIER

BROMONT

Investissez dans un 12 logis x 4 1/2,
dans un secteur en pleine efferves-
cence. Profitez de la subvention de
36 000\$.
Certitude de réaliser gain de capital en
peu de temps.

Jocelyne Lessard
(514) 534-3888
LES IMMEUBLES BROMIS INC.
(514) 534-3656 ou
Sans frais 1-800-363-9267

PROPRIÉTÉS À REVENUS

à vendre

QUADRUPLEX
VIMONT, SAINTE-ROSE

Information:
Sur rendez-vous seulement
du lundi au vendredi

(514) 668-4344 de 9h à 21h

AVIS DE RECHERCHE CLASSE 31

Achèterais 3 immeubles de 16 à 48 logements. Pour
être notarié immédiatement ou au début de 1987.

M. D. Lebeau
(514) 842-2692
(514) 585-0763



À l'approche de la fin de l'année 1986, Mon-
sieur Pierre-Jean Gagnon remercie sincère-
ment sa distinguée clientèle pour la confiance
témoignée et invite tous ceux et celles qui
désirent investir et transiger avec Monsieur
Gagnon à communiquer avec lui au numéro
(418) 522-8142.

Joyeux Noël et prospérité
pour la nouvelle année.



Notre représentant immobilier
Pierre-Jean Gagnon,
J.A. Turmel (1984) Inc.
(418) 522-8142

STE-ROSE SUPERBE

10 logements
Pour renseignements, demandez
Danielle
(514) 668-4344

ABRI FISCAL CLASSE 31 En béton armé.

Choix de 33, 66 ou 99 grands appartements.
Comptant minimum 400 000 \$.

M. Fefer, Adm. A., CPM.
(514) 878-1797
Imm. Uninvest Courtier

OCCASIONS D'AFFAIRES

FRANCHISES

"La couleur au prix du noir et blanc"

Si ce slogan vous inspire, vous êtes de ceux qui réussissent... parce qu'ils comprennent vite!

Et vous serez peut-être l'un de nos 12 concessionnaires exclusifs au Québec à profiter de la mise en marché d'un concept de marketing révolutionnaire, ayant fait ses preuves en Europe depuis 10 ans, dans le domaine de l'imprimerie 4 couleurs process.

Notre technologie d'avant garde nous autorise des prix 2 à 3 fois moins élevés que ceux pratiqués habituellement.

De plus, le potentiel de nos produits est pratiquement illimité!

Si vous connaissez assez bien les techniques de l'imprimerie. Si vous avez un tempérament d'homme d'affaires.

Si vous êtes capable de mettre rapidement sur pied votre propre réseau d'au moins 10 revendeurs.

Si vous êtes à investir 10,000\$ dans une activité qui vous permet de partir en affaires immédiatement, sans devoir quitter votre emploi, et de vous faire un revenu complémentaire de 1,000\$ et plus par semaine, et cela sans stock, ni structure spéciale et sans avoir de vente à faire.

Alors saisissez aujourd'hui même cette opportunité qui ne se représentera pas 2 fois!

Adressez, en toute confidentialité, votre curriculum-vitae à:

**GROUPE ACTION
CRÉATIONS CP INC.
CP 114 Westmount
WESTMOUNT QUÉ.
H3Z 2T1**

THERMOCUBE

Technologie "Pré-Fab" innovatrice. Coquille de maison en cubes modulaires de haute qualité.

Vous voulez être en avance sur la compétition?

Joignez THERMOCUBE!

Maximum 75 000 \$

98 Ste-Foy, Longueuil
J4J 1W6
(514) 670-3679

LES PISCINES "AQUA-BOIS" md

FRANCHISES DISPONIBLES. Un concept UNIQUE et RÉVOLUTIONNAIRE dans le domaine de la piscine hors-sol.

LA PISCINE RÉINVENTÉE!

UNIQUE: Par sa technique de construction.
Par la chaleur de son eau. (+ 10° à 12°)
Par son esthétique. (pin traité)
Par sa durabilité. (garantie à vie)
Par sa rigidité. (monocoque)

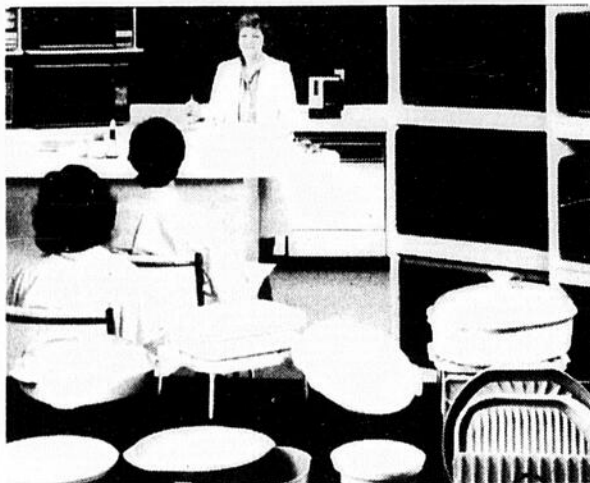
Le produit de loisir dont les ventes augmentent le plus d'année en année. Seuil de rentabilité exceptionnellement bas. Territoires exclusifs.

- Vous êtes un cadre d'entreprise déterminé à posséder son propre commerce.
- Vous êtes déjà en affaires et vous désirez ajouter ou vous recycler dans un nouveau secteur.
- Vous possédez les qualités d'entrepreneurship.
- Vous disposez de liquidités d'au moins 50 000 \$.

Pour de plus amples renseignements:
**Aménagements De Bois Traité
C.L.M. Inc.**
213 rue Principale, St-Romuald
Québec. G5W 5M6 (418) 839-5045

BOUTIQUE CUISINONDE MICRO-ONDES

CONCEPT RÉVOLUTIONNAIRE FRANCHISES DISPONIBLES



● Boutiques spécialisées en fours à micro-ondes, accessoires et service après vente. (superficie, environ 2 000 pi. carrés)

EN PRIMEUR

● Sur les lieux, cours de cuisine préparés et donnés par des spécialistes familiarisés avec la cuisine à micro-ondes. Le système de franchise offre les services suivants:

- choix de l'emplacement
- achat d'équipement
- décor, étalage, aménagement
- contrôle d'inventaire
- achat, mise en marché
- formation
- publicité, promotion
- comptabilité
- soutien opérationnel

DE PLUS pour chaque franchise:

Des spécialistes compétents pour dispenser des cours de cuisson aux micro-ondes répondant aux besoins et aux préférences du public.

PROFIL DU CANDIDAT PROSPECTIF

- Leadership positif
- Aptitudes pour le travail d'équipe
- Investissement d'environ 65.000,00 \$
- Capital de 30.000,00 \$



Pour plus de renseignements, communiquer avec LOUISE DESJARDINS

(514) 527-3131

DISTRIBUTEURS DEMANDÉS

DISTRIBUTEURS DEMANDÉS

Entreprise recherche distributeurs dynamiques pour exploiter territoires exclusifs de vente de bois d'allumage dans commerces et/ou organiser parallèlement réseaux de vente directe dans quartiers résidentiels. Territoires offerts: Montréal, Rive-Sud Québec, Sherbrooke, Drummondville, St-Hyacinthe et Toronto. Écrire à: Maloso Inc. C.P. 644, St-Thomas d'Aquin, Qué. J0H 2A0

AGENTS MANUFACTURIERS DEMANDÉS

VARIFORM METAL INC.

Usine de transformation de métal tubulaire, désire prendre des contrats de sous-traitance à son usine de St-Léonard. Prière d'adresser vos demandes à: Raymond Roy (514) 323-5412

À VENDRE DIVERS

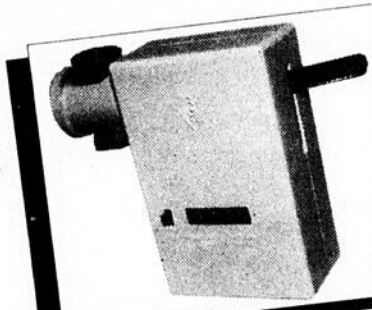
FERM-O-VALVE
système
de prévention
de dégâts d'eau

Notre produit est nouveau, unique et certifié CSA.

Son potentiel de vente est super-élevé

Secteurs visés
• détaillants
• grossistes
• entrepreneurs
en construction

Nous accorderions l'exclusivité de la distribution pour le Québec en entier.



Informations - CLAUDE GROUX GASTON VEILLET Jr
les produits C.G.V. ltée
c.p. 780, Cap-de-la-Madeleine, Qué. G8T 8Y7

VENEZ NOUS RENCONTRER AU SALON EXPO HABITAT DU 9 AU 16 JANVIER 1987

ON DEMANDE

COMPTABLE AGRÉÉ

Acheterais clientèle de tenue de livres.

Écrire à: RÉFÉRENCE NO. 1255, Journal LES AFFAIRES, 465 St-Jean, 9ième étage, Montréal, Qué. H2Y 3S4

BUREAU DE C.A.

Au centre ville de Montréal, recherche un (des) confrère (s) pour partager frais d'exploitation. Possibilité d'association ou de location. Services secrétariat et informatique.

(514) 282-8742

DÉSIRE ACHETER

Compagnie avec pertes fiscales accumulées d'au moins 1/2 million ou plus, dans la vente de développement de terrains.

Écrire à: Samson Bélair Ltée., a/s M. Guy Laroche, B.P. 1600, Trois-Rivières, Qué. G9A 5L9

VIDEO CUBE

UN CONCEPT RÉVOLUTIONNAIRE

La seule chaîne québécoise de magasins vidéo opérant des machines distributrices de vidéocassettes dont les membres peuvent louer et retourner les films 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

VIDEO CUBE vous offre:

- la possibilité de conserver votre emploi
- une technologie de pointe
- un système entièrement informatisé
- aucun personnel requis
- un plan de marketing continu et très agressif
- une recette gagnante basée sur des résultats en Europe
- comptant minimum requis: 50 000 \$.

Pour information contactez:

M. Jacques Singer: (514) 270-8440

700 ouest, boul. Crémazie, Montréal (Québec) H3N 1A1

INVESTISSEURS DEMANDÉS

INVESTISSEURS DEMANDÉS

Vous disposez d'un petit capital - 5 000\$, 10 000\$, 15 000\$ ou plus.

Pour désirez investir dans l'immobilier, alors joignez une équipe gagnante.

Pour information, écrire au: 498 Chemin Côte Ste-Catherine, bureau 101, Outremont, H2V 2B4, attention: M.R. Lebrun ou communiquez: S.F.M., M. Lebrun.

(514) 285-8536

ÉQUIPEMENT DE BUREAU À VENDRE

ORDINATEUR IBM 34

128K, 64MEG, télécommunication

ORDINATEUR IBM 34,

256K, 192MEG.
Disponibles en avril 1987
Inf. (418) 681-0575

ÉTUDIANT EN COMMUNICATION

Cherche 30 000 \$ min. pour lancer un magazine de nouvelles et informations authentiquement drôles et insolites.

Kais
(514) 735-8303 (514) 254-0106

ÉQUIPEMENT DE BUREAU À VENDRE

DOIT VENDRE:

Super rapide Data General MV4000 DC (7 mois d'utilisation). Tourne sous systèmes d'exploitation Unix V, ou AOS VS. Disque dur 120 Mo. Unité de sauvegarde à dérouleur en continu de 1600 bpi. Mémoire vive 2 Mo. 16 ports série RS 232. 1 port d'imprimante parallèle. 4 terminaux Data General D410. Contrat de service Data General effectif dès la livraison.

Pour plus d'information, appelez John Shane (514) 688-7580

ASSOCIÉS DEMANDÉS

OFFRE EXCEPTIONNELLE

Recherche PARTENAIRE de 40 ans, dynamique, compétent et responsable, libre de voyager, pour opérer entreprise spécialisée qui existe depuis plus de 30 ans.

Réparations d'édifices publics.

Maçonnerie: pierre et brique.

Réfection de toits en acier galvanisé, cuivre, bardeaux d'asphalte.

Territoire: Provinces de Québec et Ontario.

Solvabilité requise par apport minimum de 50 000 \$.

Curriculum vitae exigé.

Écrire à: RÉFÉRENCE NO. 1257,
Journal Les Affaires,
465 rue St-Jean, 9ième étage,
Montréal, Qué. H2Y 3S4

ASSOCIÉ DEMANDÉ

Recherche associé, jeune et dynamique, prêt à investir de son temps dans une compagnie en pleine expansion.

Investissement: 20 000\$.
Demandez Jacques Coté
(514) 435-1015
(514) 621-9207

CHERCHONS

Investisseurs.
Avons produit breveté.
Potentiel illimité.
Nous vous le prouverons.

(514) 679-9550

La confiance du public envers une marque de commerce entraîne des responsabilités

■ Parmi tous les domaines du droit, celui de la propriété intellectuelle, dont font partie les marques de commerce, est sans doute l'un de ceux qui a évolué le plus rapidement ces dernières années.

Des décisions fort intéressantes touchant les marques de commerce ont été rendues depuis quelque temps, notamment quant à la responsabilité du propriétaire d'une marque de commerce pour des dommages causés par une autre personne qui utilise, avec sa permission, sa ou ses marques.

Distributrices de briquets

Le juge **J. Fraser Martin**, de la Cour supérieure à Montréal, a eu à trancher un litige sur le sujet dans une décision rendue le 16 octobre 1985 dans l'affaire de **Jean-Paul Bélanger & Als. vs Bic inc., Dominion Lighter Sales Inc. & Als.**

Bien que les faits de l'affaire soient complexes, ils peuvent être résumés sommairement comme suit:

Un certain nombre d'entrepreneurs avaient établi, par le biais de compagnies, dont **Dominion Lighter Sales et 338598 Ontario Ltd.**, un système de vente de briquets par le biais de machines distributrices dans des points de vente stratégiquement placés.

Ce système consistait à accorder un droit de licence à des investisseurs indépendants. Ces derniers acquéraient à la fois des droits territoriaux pour la distribution des briquets par voie de machines distributrices et des machines distributrices de **Dominion Lighter Sales**. Les investisseurs devaient ensuite percevoir les revenus décou-

lant de la vente de briquets par cette méthode de distribution.

Afin de rendre leur système attrayant aux investisseurs éventuels, les entrepreneurs avaient conclu une entente avec la compagnie **Bic**, fort connue dans ce domaine, par laquelle **Bic** permettait l'utilisation de son nom dans la promotion du système établi par ces entrepreneurs et fournissait les briquets qui seraient vendus par le biais de ces machines distributrices.

Système frauduleux

Le tribunal a conclu, à la lumière des témoignages entendus, que le système mis sur pied par les promoteurs était de nature frauduleuse vis-à-vis des investisseurs.

En effet, la preuve devant le tribunal a démontré que les machines distributrices étaient vendues à un prix très élevé, que les droits stratégiques dont il avait été question n'avaient pas été déterminés, que les projections présentées n'étaient basées sur aucune étude ni aucune donnée pertinente, que les expériences antérieures dans ce domaine n'avaient pas atteint le succès escompté et que, dans plusieurs cas, aucune entente n'existait pour la mise en place de ces machines.

En fait, dans l'esprit du tribunal, il est apparu que le système n'avait aucune existence pratique et ne visait qu'à attirer des investisseurs qui devaient y placer des sommes relativement importantes contre quoi ils n'en tiraient que très peu de machines distributrices et un territoire dans lequel il fallait tenter

tant bien que mal de les implanter.

Face à cette situation, dix des investisseurs ont intenté un recours en annulation de contrat et en dommages contre les personnes concernées ainsi que contre **Bic inc.** en soutenant que **Bic**, en permettant l'utilisation de son nom, était devenue une forme de mandant ou d'associé des promoteurs.

Le rôle de Bic

Tout d'abord, soulignons que, dans l'esprit du tribunal, la responsabilité des entreprises concernées (**Dominion Lighter Sales et 338598 Ontario Ltd**) ne faisait que peu de doute.

La partie intéressante du jugement concernait la responsabilité de la compagnie **Bic**.

Sur ce sujet, dans un premier temps, le tribunal a écarté toute prétention des investisseurs à l'effet que **Bic** était un associé ou un mandant en soulignant que les investisseurs savaient très bien par les con-

trats qu'ils faisaient affaires avec des compagnies indépendantes et non avec **Bic**.

Citoyen corporatif responsable

Le juge **Martin** a cependant ajouté que cela ne suffisait pas à dégager **Bic** de sa responsabilité dans cette affaire.

En effet, dans l'esprit du tribunal, **Bic** n'a pas agi en citoyen corporatif responsable en ne s'assurant pas qu'un programme promu à l'aide de ses marques de commerce et de son nom soit sérieux et véritable.

Le tribunal a considéré que, tout au long de ce programme, **Bic** savait ou aurait dû savoir que sa présence donnerait confiance aux investisseurs. La confiance qu'accordait le public à **Bic** et à ses marques entraînait pour la compagnie une certaine responsabilité, a précisé le juge **Martin**.

En conséquence, il a considéré que **Bic** avait agi

de façon fautive par omission et que cette faute engageait sa responsabilité.

Dans les circonstances, le tribunal a accueilli l'action intentée par les investisseurs et a condamné les compagnies impliquées dans ce système ainsi que **Bic** à leur rembourser le montant de leurs investissements originaux plus certains dommages, le tout totalisant la somme de 92 371 \$ plus les intérêts et dépens.

Ce jugement démontre que la notoriété accordée à des marques de commerce peut entraîner pour leurs

propriétaires certaines obligations inhérentes à la protection du public qui agit en reconnaissance de ces marques.

JEAN-H. GAGNON



Me Gagnon est de l'étude Gagnon, Lacoste

Me Jean H. Gagnon

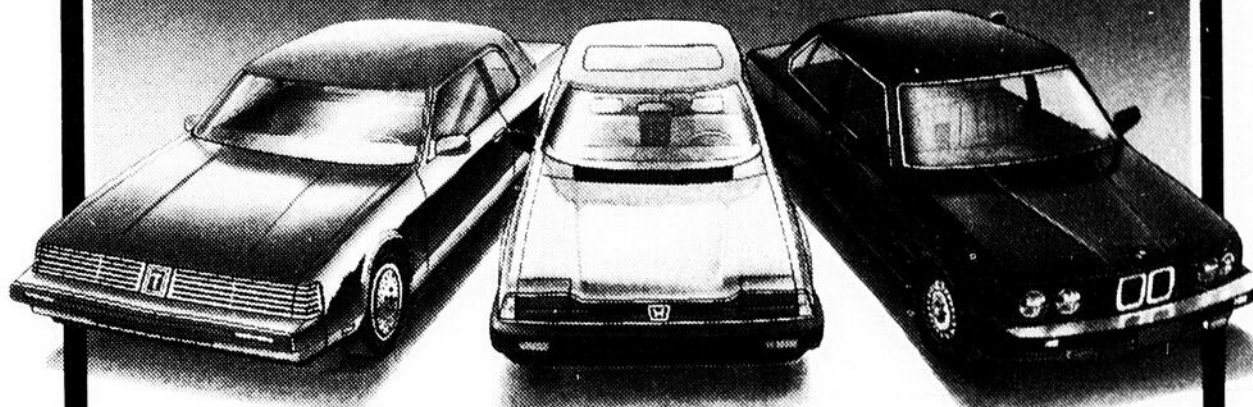
GAGNON LACOSTE

AVOCATS
AGENTS DE MARQUES DE COMMERCE

CENTRE MANUVIE
2000, RUE MANSFIELD
BUREAU 1400
MONTREAL, QC
H3A 3A2
TEL.: (514) 284-0426

Une voiture à votre mesure

Vous pouvez louer la voiture que vous désirez
— Américaine, Japonaise ou Européenne —
chez **Lalonde Location**



Chez **Lalonde**, depuis 19 ans un des leaders dans le domaine de la location d'automobiles au Québec:

- plus de 1,100 voitures sur la route;
- des conseillers spécialement formés en location d'automobiles;
- des paiements taillés sur mesure, s'échelonnant sur 24, 36, 48 ou 60 mois.

LALONDE LOCATION

Des mensualités
taillées
sur mesure



4411 de la Concorde
St-Vincent-de-Paul, Québec
H7C 1M4
(514) 324-4411

CHIC! UN CADEAU

SMAQ



Un cadeau SMAQ, c'est chic, c'est beau, c'est fou comme c'est de bon goût!

Un cadeau SMAQ, c'est un cadeau du SMAQ, le Salon des Métiers d'Art du Québec. Un salon qui présente plus de 300 mini-boutiques dans une joyeuse atmosphère.

Cette année aux Fêtes, distinguez-vous: offrez un cadeau SMAQ qui plaît à tout coup.

Entrée		Hall d'exposition ouest
Adultes	2,75 \$	Place Bonaventure
Étudiants/âge d'or	1,75 \$	Du 5 au 21 décembre
Enfants 6-12 ans	1,00 \$	De midi à 22 heures
Passaport	6,00 \$	Le 21 jusqu'à 18 heures



SALON DES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC
Place Bonaventure

DU 5 au 21 décembre 1986

Une décision récente de la Cour suprême

La nature des travaux détermine si le décret de la construction doit s'appliquer

■ Même si les employés bénéficient déjà d'une convention collective, les travaux de construction qu'un employeur leur fait exécuter à son entreprise sont régis par les conditions de travail prévues au décret de la construction. C'est là l'essentiel d'une récente décision de la Cour suprême du Canada dans la cause opposant la **Commission de l'industrie de la construction (CIC)** à la **Commission des transports de la Communauté urbaine de Montréal (CTCUM)**.

Les faits dans cette cause sont les suivants: entre 1974 et 1975, la CTCUM fit exécuter par ses employés permanents la

transformation de trois garages en espaces à bureaux et en ateliers de travail. La Commission de l'industrie de la construction, responsable à l'époque de l'application du décret régissant cette industrie, lui réclama alors, au nom des employés, la différence entre les salaires payés par la CTCUM en vertu de la convention collective et ceux auxquels ils auraient eu droit en vertu du décret.

Les trois jugements de la Cour supérieure rejetant la réclamation de près de 70 000 \$ de la CIC furent portés devant la Cour d'appel qui confirma majoritairement chacune de ces décisions. La CIC en appella donc devant le plus

haut tribunal du pays.

La portée d'une exception

Le juge de première instance avait conclu que le décret ne s'appliquait pas à la CTCUM et aux employés ayant exécuté les travaux. Selon sa décision, l'intention du législateur cherchait plutôt à assujettir les employeurs et les salariés qui oeuvrent habituellement dans l'industrie de la construction.

La CTCUM plaidait que son entreprise en était une de transport et non de construction. Elle ajoutait pouvoir bénéficier de l'exception prévue dans la loi sur les relations du travail

dans l'industrie de la construction en faveur des employeurs non professionnels faisant exécuter des travaux d'entretien et de réparation par leurs salariés permanents.

La Cour suprême a souligné, dans son jugement, que les activités dont il est question sont régies par la loi et le décret. "Pour déterminer si un employeur ou des employés sont visés par la loi, il faut non seulement tenir compte de la qualité ou du statut des parties mais aussi de la nature du travail effectué".

Selon les faits, les travaux auxquels se rapporte la réclamation ne sont ni des travaux d'entretien, ni des travaux de réparation. Ce sont des travaux de construction au sens général utilisé par la loi et l'exception soulevée par la Commission de transport ne peut s'appliquer même si les travaux sont exécutés par des salariés temporaires et que la CTCUM n'est pas un employeur professionnel.

Avantages obligatoires

Le juge **Chouinard**, parlant au nom de la Cour, a considéré le terme "construction" comme englobant l'ensemble des activités particulières qui entrent dans le champ d'application de la loi et du décret. Ce sont donc ces activités qui sont régies et, pour déterminer l'assujettissement d'un employeur ou de salariés, il faut donc tenir compte de la nature du travail effectué.

La Cour supérieure avait statué, de plus, que même si la loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction devait s'appliquer, l'action devait être rejetée puisque les salariés concernés avaient reçu plus que ce qu'ils réclamaient. Lorsqu'on tenait compte de tous les avantages de la convention collective, elle offrait, selon la Cour, une "rémunération globale" supérieure à celle prévue au décret.

A son tour, la Cour suprême a analysé cette question. Selon elle, même si l'employeur est libre d'accorder à ses salariés des avantages plus généreux que ceux du décret, il doit respecter chacun des avantages minimums fixés par ce dernier.

Le concept de "rémunération globale" n'est pas retenu. Un employeur ne peut donc pas conclure une convention collective pour opérer compensation sur les équivalences entre les avantages accordés par celle-ci et ceux accordés par le décret.

CLAUDE BÉRARD



Claude Bérard est membre de l'étude légale Piché, Emery

Le Groupe Cooper Inc.

1200, McGill College, bureau 600
Montréal (Québec) H3B 4G7
(514) 861-7491

Conseils en gestion des ressources humaines

- **GESTION CARRIÈRE - VIE QUATRE SAISONS INC.**
RÉAFFECTATION, PROGRAMMES D'AIDE AUX EMPLOYÉS
- **J.C. COOPER et ASSOCIÉS INC.**
DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL, FORMATION DE CADRES
- **COOPER, CHAMPOUX et ASSOCIÉS INC.**
RECHERCHE DE CADRES
- **LE TRADUSCRIPT ENR.**
TRADUCTION DE DOCUMENTS SUR LES RESSOURCES HUMAINES

OTTAWA

MONTRÉAL

TORONTO

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique des titres mentionnés ci-dessous dans aucune province au Canada. Une telle offre a été faite par voie de prospectus et n'a été permise que dans la Province de Québec. Des copies du prospectus peuvent être obtenues des courtiers en valeurs mobilières dont les noms apparaissent dans cette annonce.

Premier appel public à l'épargne au moyen d'un prospectus

EXPLORATION MINIÈRE
Ligneris LTÉE

940,000\$

Maximum de 840 unités à 1,000\$ l'unité

Actions accréditées

Importantes déductions fiscales

133 1/3% fédérale

166 2/3% provinciale

Osler Inc.

1, Place Ville-Marie

Bureau 2101, Montréal, Qc. H3B 4H5

Tél.: 514-879-1770

ou votre courtier local

OUVREZ LES PORTES DU SUCCÈS...

Votre entreprise dépend souvent de l'efficacité de votre équipement. Système informatique. Machines à écrire. Photo-copieurs. Calculatrices. Tout doit être en pleine forme. *Toujours*. Et si, par malheur, il y a défektivité, il faut y remédier. *Rapidement. Tout de suite.*

VOICI LA CLÉ...

Superior, c'est 30 ans d'expérience dans le domaine du service de ces appareils sophistiqués. Et c'est maintenant encore *plus*. Un spécial fin d'année *jamais vu*:

UN CONTRAT DE SERVICE DE DEUX ANNÉES POUR LE PRIX D'UNE.*

Cette offre unique comprend:

- réparations dans les 24 heures
- une équipe de techniciens professionnels
- des spécialistes IBM
- pièces et main d'oeuvre garanties
- prêt d'appareils, sans frais
- appels de service illimités
- les termes selon vos besoins
- évaluation d'échange.



SUPERIOR MACHINES DE BUREAU LTÉE

842-1741

449 Ste-Hélène,
Montréal, Québec
H2Y 2K9

744-8973

1260 Old Innes Road,
Unit 601
Ottawa, Ontario K1B 3Z3

Vite en Affaires

PARTOUT AU CANADA

■ Les nouvelles idoles québécoises ne sont plus seulement des joueurs de hockey, des comédiens ou des chanteurs. Ce sont maintenant aussi des gens d'affaires.

Cette constatation a amené la maison d'édition Québec/Amérique et son président Jacques Fortin à lancer récemment une nouvelle collection intitulée Succès d'Amérique.

Le premier titre de cette collection s'appelle *Guerriers de l'émergence*, le livre, qui frise les 500 pages, se vend 19,95 \$ (29,95 \$ avec couverture rigide, sur commande seulement chez l'éditeur). Il est publié avec la collaboration de La Corporation professionnelle des C.M.A.

L'ouvrage sonde les reins et les coeurs d'une cinquantaine d'hommes et de femmes d'affaires à succès: Yvon Marcoux (SGF), Serge Racine (Shermag), Bernard Lemaire (Cascades), Guylaine Saucier (groupe forestier),

Succès d'Amérique: une collection sur les gens d'affaires du Québec

Marcel Aubut (Nordiques), Pierre Brunet (Lévesque Beaubien), Raymond Royer (Bombardier), Robert Panet-Raymond (Rôtisseries St-Hubert), Pierre Lortie (Provigo), etc.

Le prochain volume de la collection, déjà en chantier, sera une histoire de Cascades et des frères Lemaire.

Le directeur de la collection est M. Daniel Larouche, ancien rédacteur à la Revue Commerce, qui voit dans l'émergence de cette nouvelle classe d'entrepreneurs les acteurs d'une seconde révolution tranquille au Québec.

Au sujet du premier titre de la collection, il affirme: "Ce livre a tout pour réussir. Il touche plusieurs su-

jets et plusieurs entreprises; les textes sont riches de contenu et rigoureux, mais écrits dans un langage très accessible".

Guerriers de l'émergence n'est pas un livre académique ni un traité théorique. C'est un condensé des idées et des visions de gens d'affaires relativement jeunes mais déjà expérimentés, solidement formés et représentatifs de cette nouvelle garde montante dont parlait

l'ancien ministre des Finances Jacques Parizeau.

Les protagonistes expliquent tour à tour les principaux ingrédients de leur recette à succès: relations de participation avec leurs employés, conquête des marchés extérieurs, implication dans leur milieu, recherche de la qualité tant chez leurs collaborateurs que dans leurs produits, ambition et détermination, collaboration plutôt qu'affrontement, etc.

Serge Racine de Shermag décrit ses pairs comme des gens forts moralement mais doux socialement. Ces gens ont choisi la voie économique plutôt que l'avenue politique pour contribuer au progrès de leur milieu; ils sont dans les affaires plutôt que fonctionnaires. Le Québec est leur point d'ancrage mais le monde entier leur marché.

Ce sont eux les enfants chéris de la bourse et du

régime d'épargne-actions; leurs entreprises sont publiques ou songent à le devenir. Ils forment entre eux des réseaux tissés serrés d'entraide et de collaboration. Ce sont eux aussi les nouvelles idoles de la société québécoise, les auteurs et les acteurs de la seconde révolution tranquille.

ANDRÉ HAINS

Nous sommes beaux... tout nus.



C'est que nous sommes bien bâtis. Nous faisons partie de la grande famille des équipements de télécommunications que Toshiba construit depuis plus de 50 ans. Pensez-y! Qui peut mieux nous mettre au monde qu'un leader dont les investissements en haute technologie atteignent les 22 milliards de dollars?

Toshiba fabrique la presque totalité des pièces qui entrent dans ces systèmes téléphoniques de bureaux. Nos Strata_c à clavier et nos standards privés Perception à composition numérique conviennent parfaitement aux petites et moyennes entreprises. L'assemblage se fait

aussi chez Toshiba. Pièce par pièce. Du début à la fin, la qualité est contrôlée.

Alors, faites-nous plaisir: mettez-nous à nu; notre qualité vous sautera aux yeux. Vous pourrez même comparer nos organes à ceux de nos concurrents.

Renseignez-vous auprès du concessionnaire en télécommunications de Toshiba. Ou envoyez-nous ce bon.

Non seulement vous dirons-nous ce qu'il y a à l'intérieur d'un système téléphonique d'affaires Toshiba, mais nous vous le ferons voir. La plupart des autres n'osent pas aller si loin. Entre nous, c'est qu'ils n'ont rien à montrer.

BATEAUX JEFFERSON

42 à 60 pieds Diesel

Venez visiter 4 de ces merveilleux bateaux au Sand's Marina
125 North Riverside Drive
Pompano Beach, Fla.

Nous organisons aussi des tours de bateaux, locations bateaux, condo, motel, maison flottante, réservation automobile. Ex: louer un bateau de 112 pieds pour 4 heures \$ 2000⁰⁰ avec équipage.

Joignez vous à nous pour la Parade de Fort Lauderdale.

Contactez FLORIMAR ou AMPCO U.S.A.

jour: 1-305-942-1240
soir: 1-305-942-9100

M. Donat Martin

Gaz Métropolitain

NOMINATIONS



Michel Kayal

Hung Bui-Quang

Monsieur Pierre Martin, Président et Chef de la direction de Gaz Métropolitain, a le plaisir d'annoncer les nominations suivantes:

- Michel Kayal au poste de Vice-président, Commercialisation
- Hung Bui-Quang au poste de Vice-président Ventes, Zone ouest et technologie

Messieurs Kayal et Bui-Quang relèvent de M. Jacques Caussignac, Vice-président principal, Développement de marché.

Gaz Métropolitain est une filiale à part entière de Noverco et le quatrième distributeur de gaz naturel en importance au Canada.

Faites-moi voir.

Je voudrais en savoir davantage sur les systèmes téléphoniques de bureaux Toshiba. Demandez à un concessionnaire de communiquer avec moi sans tarder.

NOM _____
SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____
VILLE _____ PROV. _____
CODE POSTAL _____ N° DE TÉL. _____

Postez à: Toshiba Canada Limitée, Division des télécommunications
234 Galaxy Blvd., Rexdale, Ontario M9W 5R8

TOSHIBA

NOUS PRENONS LES AFFAIRES AU SÉRIEUX.
DIVISION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Exemptions d'impôt pour l'organisme et déductions fiscales pour les donateurs

Les règles permettant l'enregistrement

■ Les coupures budgétaires importantes qu'ont effectuées les différents niveaux de gouvernement depuis quelques années ont engendré la création de nombreux organismes de charité qui cherchent à compenser des pertes de revenus ou de services dans le domaine de

l'éducation, de la santé ou d'autres activités à caractère social.

L'exemption d'impôt représente bien sûr un avantage intéressant pour les organismes de charité enregistrés. Toutefois, la possibilité d'émettre des reçus qui procurent une déduction fiscale aux do-

nateurs constitue un attrait beaucoup plus grand et incite les organismes à tenter d'obtenir cet enregistrement. Un récent arrêt de jurisprudence et certaines modifications législatives apportées au début de 1986 pourraient accélérer cet essor des organismes de charité.

Jurisprudence récente

Un récent jugement de la Cour d'appel fédérale pourrait élargir la définition d'activités charitables, laquelle détermine si un organisme qui poursuit une activité donnée a droit au statut d'organisme de cha-

rité enregistré. En effet, dans la cause *Native Communication Society vs M.R.N.*, le juge Stone déclare qu'il commettrait une erreur s'il basait sa décision sur le simple fait que, selon la jurisprudence, une activité donnée a déjà été reconnue ou non comme une activité charitable.

L'organisme en cause avait pour principal objet la production d'émissions de radio et de télévision ainsi que la publication d'un journal traitant de sujets d'intérêt pour les autochtones de Colombie-Britannique.

Evolution de la loi

Revenu Canada prétendait que ces objets étaient trop larges, que certaines activités non charitables pouvaient en résulter et que, par conséquent, l'enregistrement à titre d'organisme de charité ne pouvait être accordé. La Cour en a conclu autrement.

Le juge a en effet affirmé que la loi évoluait en ce qui concerne les organismes de charité et qu'il fallait tenir compte de la réalité actuelle lorsqu'on voulait déterminer si une activité constituait "une oeuvre de bienfaisance profitant à l'ensemble de la collectivité".

Il sera intéressant de voir si d'autres organismes tenteront de profiter de la décision rendue par le juge Stone et si Revenu Canada acceptera ce rajeunissement de la définition d'activités charitables.

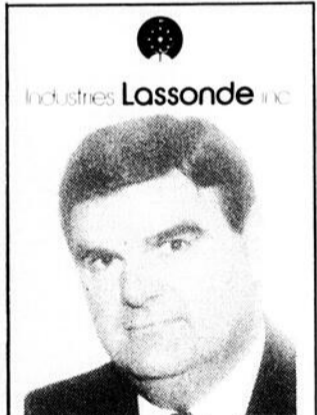
Activités politiques

Il est aussi intéressant de

**AU COURS DES 24 DERNIERS MOIS,
GEOFFRION LECLERC
A GÉRÉ OU CO-GÉRÉ
62 ÉMISSIONS
CORPORATIVES,
SOIT UNE MOYENNE DE
2,6 ÉMISSIONS PAR MOIS,
D'UNE VALEUR DE
35,5\$ MILLIONS CHACUNE,
VARIANT ENTRE
2,6\$ MILLIONS ET 264\$ MILLIONS
POUR UNE VALEUR GLOBALE DE
2,2\$ MILLIARDS
Geoffrion, Leclerc Inc.**

"Mon Courtier au Québec"

NOVEMBRE 1986



M. Jacques Landreville,
M.B.A.

M. Jean-Paul Barré, président-directeur général de Industries Lassonde inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Jacques Landreville, M.B.A., à titre de directeur général et de vice-président exécutif de A. Lassonde & Fils inc. Détenteur d'un baccalauréat en sciences commerciales de l'École des H.E.C. et d'un M.B.A. de l'Université de Sherbrooke, M. Landreville a acquis une vaste expérience dans le domaine de l'administration alors qu'il a occupé antérieurement les fonctions de vice-président exécutif et chef d'exploitation Canada des Aliments Humpty-Dumpty ltée et de directeur général adjoint de A. Lassonde & Fils inc. à Rougemont. A. Lassonde & Fils inc. concentre ses opérations dans la fabrication de jus de fruits et autres produits alimentaires, sous les marques Rougemont, Oasis et Mont-Rouge.

d'organismes de charité sont élargies

rappeler que des modifications ont été apportées à la loi de l'impôt sur le revenu au début de l'année afin de permettre aux organismes de charité enregistrés d'exercer certaines activités "politiques". A cette fin, on distingue trois genres d'activités politiques:

- l'appui à des candidats et partis politiques de façon partisane; des activités de ce genre demeurent interdites aux organismes de charité enregistrés;
- des représentations auprès des administrations publiques, sous forme de mémoires par exemple;
- des activités visant à influencer l'opinion publique en général (réunions, envois postaux, etc.).

Activités accessoires

Des organismes de charité enregistrés peuvent exercer des activités des deux derniers genres dans la mesure où elles sont reliées aux fins particulières pour lesquelles un organisme donné a été créé. On précise toutefois que ces activités politiques doivent être accessoires aux acti-

vités principales d'un organisme de charité.

Ces modifications laissent encore place à interprétation, mais elles semblent tout de même s'insérer dans un processus de modernisation du concept d'activités charitables.

Les fondations familiales

Il existe au Canada un certain nombre de fondations privées qui sont connues sous le nom des familles qui les ont mises sur pied. Ce genre de fondation permet évidemment de réaliser les buts philanthropiques des familles en cause, mais il peut aussi permettre de réaliser d'autres objectifs à caractère fiscal.

Une des caractéristiques de la plupart des fondations familiales est que les biens qui leur sont transférés sont le plus souvent des biens autres qu'en espèces. Or, du fait qu'un tel transfert constitue une disposition du bien pour le donateur, il peut en résulter un gain en capital qui minimise l'avantage fiscal que procure le don. Toute-

fois, une mesure fiscale permet au donateur de considérer qu'il a disposé du bien pour un montant se situant entre le coût fiscal du bien et sa juste valeur marchande au moment du don.

Ainsi, un contribuable peut choisir un produit de disposition équivalant au coût fiscal et éviter tout gain en capital. Le montant du don est toutefois restreint au produit de disposition choisi par le contribuable. Il est aussi possible de combiner l'utilisation de ce choix et de l'exonération du gain en capital qui est disponible aux particuliers depuis 1985 afin d'éviter l'imposition sur le gain en capital et de réclamer un montant de don qui est supérieur au coût fiscal.

Il est à noter que, dans le cas de biens incorporels (des actions par exemple), le choix que nous venons de décrire n'est disponible aux contribuables que depuis 1985. Ce fait est important puisque les actions représentent les biens qui, lorsqu'elles sont transférées aux fondations fami-

liales, permettent de réaliser les objectifs à caractère financier et fiscal.

Le transfert d'actions d'une compagnie privée permet notamment au donateur de réduire son gain en capital lors du décès si la valeur au moment du transfert est inférieure à celle qui est anticipée lors du décès. De plus, le transfert d'actions ne prive pas l'individu ou sa famille du contrôle de la compagnie puisqu'il peut faire nommer sur le conseil d'administration de la fondation des personnes de sa famille et conserver indirectement le contrôle de la compagnie.

Il faut toutefois noter que la fondation a la propriété effective des actions et qu'il est impossible pour la famille de les récupérer sans en payer la juste valeur marchande.

Le transfert d'actions d'une compagnie privée à une fondation peut aussi être réalisé dans le cadre d'un gel successoral. En effet, après le transfert par le père, par exemple, la fondation peut échanger les actions ordinaires reçues

pour des actions privilégiées votantes ou non votantes et les enfants souscrivent à de nouvelles actions ordinaires de la compagnie privée, ce qui leur permet de participer aux gains futurs de la compagnie.

Comme on peut le constater, les éléments fiscaux reliés aux organismes de charité ont beaucoup évolué dernièrement. Certains d'entre eux auront une portée générale puisqu'ils élargiront les activités admissibles. D'autres sont plus sophistiqués, mais ils présentent tout de même des possibilités intéressantes de planification.

CLÉMENT ST-CYR



Clément St-Cyr, est associé au bureau de Trois-Rivières de Samson Bélair.



SALON DES METIERS D'ART DE QUÉBEC

Du 5 au 21 décembre 1986 au Centre Municipal des Congrès de Québec

De midi à 22 h 00
Dimanche le 21, fermeture à 18 h 00
Entrée 2,00 \$
Entrée libre pour les enfants
Du lundi au vendredi, de midi à 14 h 00
Entrée 1,00 \$

Pour un cadeau spectaculaire!

GALERIE DESIGN METIERS D'ART

Au kiosque 44 45 46

Plus rapidement qu'une souris, l'informatique s'infiltré dans le bureau. POUR L'APPROVOISER IL FAUT LIRE INFORMATIQUE & BUREAUTIQUE

FAITES CONNAÎTRE VOS BONS COUPS!



Un succès en attire un autre... Faites connaître vos bons coups vous aussi en vous inscrivant aux Mercuriades 87, dans les disciplines où vous excellez!

POUR INFORMATION: Chambre de commerce du Québec (514) 844-9571 1-800-361-2688

Le Journal Les Affaires et Bell Canada se sont retirés volontairement des Mercuriades afin d'accorder leur appui au concours.

LAURÉATE AUX MERCURIADES 86 LMBDS - SIDAM INC. MERCURE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE - CATÉGORIE PME



de gauche à droite: MM. Maurice Villeneuve, vice-président, Pierre Lajoie, président et Guy Simard, vice-président de LMBDS - SIDAM inc.

PROFIL D'ENTREPRISE:

Président: Pierre Lajoie
Année de fondation: 1966
Siège social: Jonquière
Nombre d'employés: 300
Activités: conseillers en gestion de projets d'ingénierie

CHOIX DE JURY:

La Chambre de commerce du Québec en décernant le "Mercure de l'action communautaire - catégorie PME" à LMBDS-SIDAM a voulu rendre hommage à ses dirigeants pour leur préoccupation sociale. En effet, LMBDS-SIDAM lançait en 1985 le concours "Relève 2000" s'adressant aux étudiants du cours secondaire et collégial des régions du Saguenay - Lac St-Jean - Chibougamau - Chapais. L'objectif du concours était de développer les capacités de création et d'expression des jeunes. LMBDS-SIDAM a assumé l'organisation complète du concours et a accordé des bourses totalisant plus de 3 000 \$.

organisé par: CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC

Deux sources valent mieux qu'une

Une deuxième source de financement, c'est le bon sens même.

L'important c'est que vous et votre entreprise puissiez bénéficier des meilleures conditions financières possibles.

Nous sommes spécialistes du financement à long terme. Nous connaissons notre affaire et nous connaissons aussi la votre. Nous sommes présents sur la scène financière depuis 25 ans. C'est pourquoi nous recommandons à nos clients d'utiliser nos services de pair avec ceux d'une banque.

Vous bénéficiez ainsi des avantages à long terme des services de RoyNat et de l'utilisation quotidienne d'une marge de crédit. Cela vous assure une souplesse d'approvisionnement. De plus, vous êtes à même de comparer les taux d'intérêt et la qualité du service.

C'est le bon sens même!

RoyNat

FINANCER VOS AFFAIRES, C'EST NOTRE AFFAIRE.

La méthode NGT permet de connaître les critères d'achat de vos clients

■ Il existe un moyen simple, la méthode NGT (Nominal Group Technique), qui permet d'identifier les critères que vos clients considèrent comme importants lorsqu'ils font l'achat de vos services. Ces informations constituent un outil stratégique de première importance dans l'élaboration d'une politique de service qui satisfasse votre clientèle.

Elle a été employée récemment par exemple pour identifier les critères qu'utilisent les professionnels de la région de Québec lorsqu'ils choisissent des servi-

ces financiers personnels. L'information que l'exercice a permis de dégager a été, dans le contexte actuel de décloisonnement des institutions financières, à la base de l'élaboration d'une stratégie de marketing complète.

Discussion, puis vote

La méthode NGT est en

fait un groupe de discussion structuré qui réunit dans une salle cinq à neuf participants que le sujet abordé touche de façon directe (vos clients dans ce cas-ci). L'objectif est de générer un maximum d'idées, d'opinions ou de critères de la part des personnes présentes.

Le déroulement d'une discussion de groupe selon

la méthode NGT nécessite six étapes: la création des idées, leur regroupement, la discussion pour clarification, le vote préliminaire sur l'importance de ces énoncés, la discussion sur le vote préliminaire et le vote final. Ces votes différencient la méthode NGT de la discussion de groupe traditionnelle. Passons en revue ces six étapes.

Création d'idées

La création d'idées consiste à présenter la question au groupe sous une forme écrite. Chaque participant doit alors inscrire sur une feuille les idées ou réponses à la question qui fait l'objet de l'entrevue, de façon individuelle et en silence.

Regroupement d'idées

Le regroupement des idées s'effectue en demandant à chacun des participants, un à la fois, d'énoncer une idée qu'il a trouvée. Les idées, exprimées en peu de mots, sont alors numérotées et inscrites sur un tableau placé à la vue de tous les participants. L'objectif de cette étape est de former un portrait de ce que pense le groupe de la question.

Discussion par clarification

La discussion par clarification, la troisième étape, a pour but de clarifier les idées recueillies à l'étape précédente afin que tous les participants interprètent les énoncés de la même façon.

Vote préliminaire

Le vote préliminaire sur l'importance des énoncés consiste à demander aux participants de choisir parmi la liste d'idées au tableau, celles qu'ils considèrent les plus importantes pour eux. Les participants inscrivent alors sur un carton les énoncés retenus et leur attribuent une note d'importance. Par la suite, les résultats anonymes du vote du groupe sont inscrits au tableau.

Discussion du vote

La discussion permet aux participants d'échanger sur les résultats du vote préliminaire. L'objectif de cette étape est de comprendre le vote et non pas d'essayer d'obtenir un consensus.

Vote final

La dernière étape de la méthode NGT est le vote final. Le processus à suivre est semblable à celui de la quatrième étape. Afin d'obtenir une évaluation plus précise, il est recommandé d'utiliser des échelles de valeur.

Un exemple

Dans une récente étude, on a fait appel à la méthode NGT pour identifier les critères des professionnels de la région de Québec concernant leurs achats de services financiers personnels.

La méthode NGT a permis d'identifier dix-sept

critères utilisés par les professionnels lors de leurs achats de services auprès des institutions financières: réputation de l'institution, coût du service, compréhension des besoins, rendement du placement, compétence du représentant, etc. Cette liste de critères a été utilisée par la suite pour mesurer par sondage quantitatif le degré de satisfaction des professionnels concernant leurs achats de services financiers personnels.

Ces résultats donnent au service de marketing d'une institution financière de bonnes indications des forces et faiblesses de sa politique de service pour une clientèle précise.

Avantages de la méthode NGT

Il existe d'autres méthodes, la technique Delphi par exemple, qui ressemblent à la méthode NGT. Cependant, la technique Delphi est une méthode de jugement utilisée pour la prévision lorsque l'on veut estimer, par exemple, un potentiel de marché ou évaluer des priorités budgétaires. C'est une technique structurée qui consiste à utiliser l'opinion d'experts pour obtenir un consensus. Ses applications sont surtout restreintes au domaine des prévisions et elle nécessite un long processus de raffinement.

La méthode NGT a des applications plus variées car elle vise principalement à recueillir un grand nombre d'idées ou d'opinions d'un groupe de participants, ainsi qu'une mesure relative de l'importance que ceux-ci accordent à ces idées. Une séance NGT peut durer trois heures, sans compter le temps requis pour la préparation. Elle offre, en retour, une occasion unique d'explorer directement avec une clientèle-cible les questions importantes qui se posent à ses yeux, concernant une problématique de marketing bien précise.

FRANÇOIS GRANDGUILLOT



François Grandguillot est conseiller au service de marketing chez Price Waterhouse.

ABRI FISCAL

Maximum 150 000 000 \$

Société en commandite NIM - 1987

Prix de souscription: 100 \$ la part

Souscription minimale: 5 000 \$

Un placement fiscalement intéressant

L'investisseur dans la Société en commandite NIM '87 recevra des déductions fiscales importantes dont bénéficie l'exploration extractive au Canada. Ces déductions réduisent le coût de l'investissement.

Diversification de portefeuille

Un investissement dans les parts de la Société en commandite NIM '87 procure aux investisseurs un portefeuille diversifié d'actions de sociétés extractives ouvertes; le risque associé à un investissement dans une seule société est par conséquent réduit.

Potentiel de croissance

Afin de favoriser une croissance à long terme du capital, l'actif de la Société en commandite NIM '87 sera échangé contre des actions d'une nouvelle société d'investissement à capital variable qui investira principalement dans des titres de participation.

Gestion professionnelle

MD Management Limited, filiale de gestion financière de The Canadian Medical Association, et Nim Management Ltd. assureront la gestion de la société d'investissement à capital variable sur les conseils de **Templeton Management Limited, Mackenzie Financial Corporation et Phillips, Hager & North Ltd.**

Pour de plus amples renseignements sur cette nouvelle émission, veuillez communiquer avec un des bureaux canadiens des courtiers en valeurs mobilières soussignés.

Richardson Greenshields du Canada Limitée

Midland Doherty
Limitée

Pemberton Houston Willoughby
Bell Gouinlock Inc.

Un prospectus provisoire portant sur ces titres a été déposé auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'organisme de réglementation de chacune des provinces du Canada mais il n'est pas encore sous forme définitive aux fins d'un appel public à l'épargne. Cette annonce ne doit pas être interprétée comme un appel public à l'épargne relatif aux titres mentionnés ci-dessous dans aucune province du Canada. Cet appel public à l'épargne sera fait seulement dans les provinces où une commission des valeurs mobilières ou un organisme de réglementation aura octroyé son visa à l'égard du prospectus définitif.

MINUTE!



IL EST TEMPS D'ACHETER UN
AUTHENTIQUE PC IBM!

Acheter un membre de la famille des ordinateurs personnels IBM n'a jamais été aussi facile.

En effet, grâce à de nouveaux prix avantageux et à un nouveau programme de location commerciale, l'authentique PC IBM est plus abordable que jamais.

Et si vous passez à l'action avant le 24 décembre 1986, vous pourrez également tirer profit des prix spéciaux de certains dispositifs du PC IBM.

Ça vaut la peine, surtout quand on sait que seul un PC IBM est un PC IBM.

MINUTE!



IBM A RÉDUIT
SES PRIX
COURANTS!

IBM a baissé ses prix courants suggérés pour plusieurs de ses ordinateurs personnels. Par exemple, vous pouvez acheter un PC IBM doté d'une mémoire de 256 Ko pour un prix inférieur à 1 999 \$^{a)}!

Et si vous choisissez de louer votre PC, il vous en coûtera moins de 60 \$ par mois grâce au nouveau programme de location commerciale IBM^{b)}.

Alors, pourquoi vous procurer un ordinateur individuel qui prétend être «aussi bon que» ou «du même genre que» le PC IBM quand il est si simple de posséder un authentique PC IBM?



Il est vraiment temps de passer au point de vente autorisé IBM qui vous propose ces bonnes affaires.

Pour connaître le point de vente IBM le plus près de chez vous, appelez IBM Canada Ltée au 1-800-465-0600.

MINUTE!



IL EST TEMPS DE PENSER À DU
NOUVEAU À PRIX ABORDABLE!

accrue à prix abordable. Son prix? Moins de 6 500 \$. Ou si vous le louez... moins de 200 \$ par mois^{b)}.

Le PC XT IBM, modèle 286, est environ trois fois plus rapide que les autres PC XT IBM. Il offre en standard une mémoire principale de 20 Mo et une mémoire vive de 640 Ko.

Voici le nouveau PC XT IBM, modèle 286, à rendement élevé.

Le nouveau PC XT IBM, modèle 286, vient compléter la gamme des PC IBM. Et surtout, il est le symbole parfait de la performance



MINUTE!



IBM A D'AUTRES BONNES
NOUVELLES POUR VOUS!

Exemple : l'imprimante IBM 4201 ne vous coûtera que 825 \$ et l'imprimante IBM 4202, que 1 230 \$!

Et que dire de l'achat du moniteur couleur IBM pour moins de 900 \$^{c)}?

Passez à l'action dès aujourd'hui.



Seul un PC IBM est un PC IBM.

a) PC IBM 166 b) Tous les prix courants suggérés pour les PC IBM ne s'appliquent qu'à l'unité centrale. Les redevances de location sont en fonction d'un bail de 54 mois. c) Le moniteur couleur IBM 5153. Les prix de détail peuvent varier d'un point de vente à l'autre. Les prix peuvent être modifiés.

MAI
SYSTEMES
INFORMATIQUES
POUR LE MONDE
DES AFFAIRES
1-800-387-5534
MAI Canada Ltée.
A Bell Atlantic Company

TECHNOLOGIE & INFORMATIQUE

34 Samedi, 13 décembre 1986

LES AFFAIRES

■ **Airsolid**, de St-Lambert, se construira une usine unique au monde l'an prochain dans le parc industriel de St-Eustache. Cette usine de 91 mètres par 38 mètres (300 pieds X 125 pieds), conçue selon une technologie avant-gardiste unique à Airsolid, n'aura besoin d'aucune colonne pour soutenir son toit formé de membranes de textile remplies d'air. Ce bâtiment, qui servira à la fois d'unité de démonstration et d'usine d'assemblage de toiles à caractéristiques structurales, ne coûtera que 161 \$ le mètre carré à construire (15 \$ le pied²).

Le prix de construction d'un bâtiment conventionnel de mêmes dimensions serait facilement le double.

Après avoir connu beaucoup de succès l'an dernier à l'Exposition internationale de Tsukuba, au Japon, dont le pavillon Techno-Cosmos a utilisé sa technologie, M. Pierre Jutras, le président fondateur d'Airsolid, n'attend plus que l'ouverture de son usine pour partir à la conquête du marché mondial des grandes structures.

Une technologie toute simple

La technologie dévelop-

Une technologie québécoise unique au monde

Airsolid se construira une usine sans colonnes à St-Eustache

pée par M. Jutras est en fait toute simple: le toit est construit d'un matelas d'air. Pour mieux faire comprendre son principe, M. Jutras a fait une comparaison avec le toit de toile qui recouvre le **B.C. Place Stadium**, à Vancouver.

Air sous pression

Pour maintenir le toit de ce stade en place, il faut assurer une pressurisation d'air à l'intérieur. La structure est fermée puisque le stade est muni de portes spéciales qui empêchent l'air de s'échapper. Cette pressurisation exige une toile et un ancrage très solides et coûteux, a précisé M. Jutras, sans compter un système d'assainissement d'air complexe. De plus, les dimensions du B.C. Place Stadium représentent le maximum que peut supporter une telle structure.

Théoriquement, la technologie d'Airsolid pourrait



M. Pierre Jutras, le fondateur d'Airsolid, devant le pavillon Techno-cosmos de l'exposition universelle de Tsukuba qui a utilisé sa technologie.

soutenir un toit deux fois plus grand que celui du B.C. Place en utilisant des toiles et un ancrage beaucoup plus légers. En plus, le problème de ventilation ne se pose pas avec Airsolid: l'air n'est pas soufflé sous la toile mais entre les deux membranes, un peu comme un matelas pneumatique, par un appareil à

peine plus puissant qu'un aspirateur domestique. Grâce à ce principe, on peut maintenir en place un toit d'Airsolid sans aucun mur, seulement au moyen d'un ancrage au sol.

Les deux membranes du concept d'Airsolid qui emprisonnent l'air sont rattachées de l'intérieur par un réseau de câbles qui se tendent sous l'action de la pression d'air. Plus on insuffle d'air, plus le toit devient rigide et autoportant, d'où l'expression Airsolid.

Isolation et neige

On peut aussi recouvrir ce toit d'une troisième membrane et insuffler de

l'air chaud entre elle et le matelas pour faire fondre la neige. M. Jutras précise toutefois que cette troisième membrane n'est pas nécessaire puisque le matelas peut supporter le poids de la neige. D'autre part, l'air à l'intérieur du matelas étant toujours plus chaud que l'air à l'extérieur, le toit d'Airsolid ne pose aucun problème d'isolation, a-t-il soutenu.

Les principaux avantages de la technologie d'Airsolid se résument à son coût de construction sensiblement plus bas et à une mobilité qui permet de déménager un bâtiment ou, s'il est permanent, de changer sa vocation. Quant à l'aspect esthétique, la technologie d'Airsolid offre à peu près toutes les possibilités.

Un marché très vaste

La nouvelle usine de St-Eustache sera la première structure au monde à utiliser cette technologie de façon permanente puisque le pavillon de Tsukuba était temporaire. M. Jutras pourra désormais montrer son produit et surtout, le fabriquer pour répondre à la demande. Ce sera incidemment la plus grande salle de couture au monde, a-t-il souligné.

"Nous voulons développer tout le marché des superstructures", a indiqué M. Jutras aux AFFAIRES. Le marché que convoite l'entreprise englobe les 600 stades aux Etats-Unis qu'Airsolid pourrait recouvrir pour environ 10 M\$ à 12 M\$ chacun, même s'ils n'ont pas été conçus pour ça; les structures temporaires des grands événements comme les Jeux Olympiques; les grandes expositions internationales; les amphithéâtres pour des événements culturels comme le **Festival d'été de Lanaudière** et les hangars d'avions comme celui que M. Jutras vient de proposer au gouvernement américain pour abriter six Boeing 747.

Airsolid vise également le marché des bâtiments temporaires pour les

grands chantiers comme la Baie James; les usines dans les parcs industriels; les camps militaires; les clubs de tennis intérieurs; les abris pour pratiquer les coups de départ au golf et bien d'autres projets que M. Jutras a en tête.

Aérodôme

Airsolid entreprendra de plus l'an prochain la commercialisation en Amérique et en Europe de son concept aérodôme, une tente gonflable aux utilisations multiples. Ces aérodômes peuvent servir entre autres de tentes de camping, d'abris de jardins, de motels pour les pourvoiries, de chalets quatre saisons transportables. Ces tentes, qui se vendront environ 1 200 \$, seront disponibles dans les dimensions de 3,6 mètres par 4,9 ou 7,3 mètres (12 pi. X 16 ou 24 pi.) ou rondes d'un diamètre de 4,9 mètres (16 pi.).

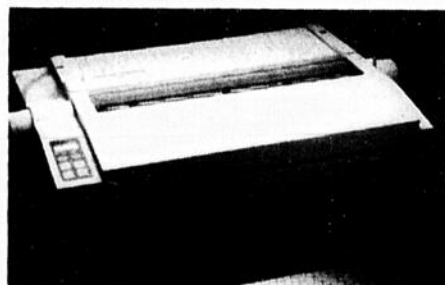
Airsolid veut en outre développer un troisième marché, celui des aéro-amusements, c'est-à-dire des manèges d'amusement intégrant des structures pneumatiques, comme l'énorme araignée-trempline de 10,7 mètres de haut (35 pi.), la chenille pneumatique de 27,4 mètres de long (90 pi.) et l'énorme champignon gonflable qu'il a conçus pour le **Super Aqua-Club** de Pointe-Calumet.

La compagnie prévoit également lancer prochainement un nouveau concept de membranes structurales conçues pour les chapiteaux de cirques qui réduirait l'usure de la toile et diminuerait par conséquent les coûts de fabrication et d'entretien.

"Nous voulons mettre beaucoup d'emphase sur la promotion de nos produits l'an prochain, mais notre croissance reposera encore et toujours sur la recherche et le développement de nouveaux concepts", a précisé M. Jutras.

DOMINIQUE FROMENT

POUR CEUX QUI EN VEULENT PLUS MAIS REFUSENT DE PAYER LE PRIX



Autres modèles disponibles:

- 120D, 120 cps, 80 col.
- MSP 10, 160 cps, 80 col.
- MSP 15, 160 cps, 136 col.
- MSP 20, 200 cps, 80 col.
- MSP 25, 200 cps, 136 col.

Première 35

Vitesse d'impression de 35 cps, un tampon de 8K accessible par l'utilisateur augmente la productivité. Souplesse de sélection par bouton permettant la compatibilité du logiciel. Entraînement par ergot à largeur variable et alimentation du papier automatique qui facilite la manipulation des feuilles. Cartouches d'interface changeables par l'utilisateur facilitant la connexion du matériel.



2325 Halpern, St-Laurent, Qc. H4S 1S3
(514) 334-2661 - 1-800-361-5585
Toronto — Vancouver — Calgary



© 1986 Citizen America Corporation.
Citizen et le logo Citizen sont de marques déposées de Citizen Watch Corporation Ltée.

AVIS DE DIVIDENDE N° 7

AVIS est par la présente donné que le Conseil d'administration de Agnico-Eagle Mines Limited a déclaré un dividende de 20 cents U.S. qui sera mis en paiement le 6 janvier 1987 aux actionnaires inscrits au 9 décembre 1986.

Daté ce 18 novembre 1986
Barry Landen
Secrétaire-trésorier



Formation de cadres en informatique

Les institutions d'enseignement du Québec se rapprochent de plus en plus des entreprises. L'Université de Sherbrooke et la Commission scolaire Sainte-Croix dispenseront désormais des cours en informatique aux cadres et professionnels d'entreprises des PME de leurs régions respectives.

Ainsi, cadres et professionnels pourront choisir à l'Université de Sherbrooke parmi une douzaine de cours, tels que l'introduction à la micro-informatique, aux systèmes-experts ou à la bureautique, l'initiation à des logiciels comme Lotus 1-2-3, Word Version 3 en français et des cours sur l'analyse, le design et l'implantation de systèmes informatiques. Les cours durent un ou deux jours à raison de 150 \$ par jour.

Cette initiative est rendue possible grâce à un prêt de seize ordinateurs personnels, d'imprimantes et de logiciels de la part d'IBM Canada pour une valeur totale de 155 000 \$.

Un programme semblable de formation à l'informatique adapté aux besoins de l'industrie est maintenant offert par la Commission scolaire Sainte-Croix, à Ville Saint-Laurent. Le département s'appelle le CIBLE (Centre d'informatique et de bureautique en liaison avec l'entreprise).

Formation aux composites à St-Jérôme

Le Cégep de St-Jérôme a inauguré le 27 novembre dernier le Pavillon Germain-Bélanger où deux programmes d'enseignement seront dispensés: les techniques de génie mécanique et les techniques de transformation des matériaux composites.

Ce dernier programme sera le seul du genre au Canada et visera la formation des jeunes que le recyclage des adultes et la formation sur mesure de la main-d'oeuvre des entreprises. De plus, le pavillon sera actif en recherche appliquée et dans le développement de la technologie de pointe des composites.

Les composites regroupent tous les plastiques qu'on dit de type "renforcé", c'est-à-dire créés à partir de fibres diverses tissées à l'intérieur d'une matrice plastique de renfort. Le plus connu des composites est sans contredit la fibre de verre qui, selon la qualité de sa fabrication, peut se classer parmi les composites de moyenne ou de haut de gamme.

Plusieurs autres composites offrent des propriétés mécaniques exceptionnelles, fondées sur le fait qu'un fil de carbone offre plus de résistance à la tension qu'un fil d'acier de même dimension. Ainsi, pour bénéficier de son maximum de résistance, un matériau composite

doit être en quelque sorte "taillé", comme on le ferait pour un habit. Toutes les fibres doivent être orientées dans le sens de l'effort maximum. En effet, si un fil de carbone peut être aussi résistant qu'un fil de fer sur sa longueur, il peut en revanche être coupé avec de simples ciseaux dans sa largeur.

Un autre composite de haut de gamme, le Kevlar, mis au point par DuPont de Neumours, a atteint une certaine notoriété. Par exemple, c'est essentiellement à partir de ce matériel qu'est construit le toit amovible du stade olympique de Montréal.

Distributeur Compaq pour le Québec

La compagnie Tristan Computer Services Itée, de Ville St-Laurent, a signé la semaine dernière une entente avec Compaq Canada Incorporated touchant la distribution et l'entretien de la gamme complète des ordinateurs personnels Compaq au Québec.

Tristan est une filiale de M.C.W. Computers Ltd, de Mississauga en Ontario.

Erratum

Dans le cahier TECHNOLOGIES du 1er novembre dernier, contrairement à ce qui était indi-

qué dans le titre et l'article de la page T-8 consacré à la compagnie Logidex, il y avait question de photocopieuse et non de photocomposeuse.

D'autre part, dans l'article de la page T-2 intitulé "L'industrie est modeste, mais riche de promesses", il aurait fallu lire que c'était la compagnie Logibec et non Logidex qui était devenue publique.

Logiciel d'impôts chez Logidisque

Logidisque offre aux fiscalistes la version "Evaluations et prévisions" de son logiciel Impôts professionnels 1986. Cette version permettra aux fiscalistes d'aider les clients à évaluer les sommes à investir dans les REA ou les REER en établissant des dizaines de scénarios d'impôts différents.

Logidisque affirme qu'un fiscaliste pourra conseiller son client en quelques minutes seulement. Il lui suffira d'entrer les données nécessaires et de discuter immédiatement avec lui, qu'il soit présent en personne ou au bout du fil.

La version définitive d'Impôts professionnels 86

sera disponible dès que les ministères du Revenu des deux paliers de gouvernement auront déterminé la présentation finale de leurs formulaires respectifs. Le logiciel de base portant strictement sur les impôts

est disponible pour sa part immédiatement au coût de 325 \$.

YAN
BARCELO



Des livres pour votre ordinateur



LE LIVRE DE LOTUS 1-2-3 version 2
Ouvrage d'initiation et de référence à ce logiciel professionnel (version 2)
\$45.95



LE LIVRE D'EXCEL SUR MACINTOSH
Ce guide explore toutes les facettes d'Excel sur Mac et Mac Plus
\$64.50



DIFFUSION
Prologue Inc.
Tél.: (514) 332-5860
Ext.: 1-800-361-5751

*Votre service
Psi-Cause*

CARTES D'AFFAIRES

TRAVAUX DE PHOTOCOPIE ET D'IMPRESSION URGENTS?

SCRIBEC

45 rue Jarry est - 387-2486
OUVERT LE SOIR ET LE SAMEDI

POUR VOS VOYAGES D'AFFAIRES
OU VOS VACANCES
CONSULTEZ

AGENCE DE VOYAGE

NICOLE LEMAY INC.

1229 rue de la Montagne, Suite 200,
Montréal, Qué. H3G 1Z2 514-866-4666

STUDIOS

Allard

PHOTOGRAPHES INC.

SERVICES PROFESSIONNELS ET COMMERCIAUX

1394 est, avenue du Mont-Royal, Montréal, Qué. H2J 1Y7
Tél.: (514) 526-1691

LES PRODUCTIONS TÉLÉVISUEL

Nous soignons votre image

L'image pour en parler: **publicité**
L'image pour le raconter: **vidéo industriel**

LA CASSETTE VIDÉO,
UNE PRÉCIEUSE AUXILIAIRE QUAND
VOTRE REPRÉSENTANT EST À BOUT D'ARGUMENTS.
CONCEPTION ET PRODUCTION VIDÉO
(514) 325-9351

CIAMM

Cours de jour, soir et fin de semaine

Groupe de huit personnes au maximum

Un micro-ordinateur par personne

Au CIAMM, nous consacrons notre temps à répondre aux besoins spécifiques de chaque client.

Les besoins de la PME ne sont pas les mêmes que ceux de la grande entreprise ou de la fonction publique, c'est pourquoi nous avons des réponses spécifiques pour chacun de ces groupes.

L'excellence de notre formation alliée à une consultation appropriée expliquent sans doute que plus de 250 PME, dans les douze derniers mois, ont utilisé nos services de formation pour leurs propriétaires, gestionnaires ou employés.

CIAMM

Centre d'informatique appliquée du Montréal Métropolitain

100, Place Charles Lemoyne
Suite 293
Longueuil (Québec)
J4K 2T4

La formation pratique
par excellence
en micro-informatique
accessible à tous

(514) 679-0671

■ **Bapco**, une société formée en co-participation par C-I-L inc. et Sherwin-Williams (Canada) ltée, compte déménager en septembre 1987 dans un nouvel établissement qu'elle érige sur la rive-sud de Montréal au coût de 6 M\$. Les trois ou quatre sites présentement à l'étude sont à Longueuil et à Boucherville.

Bapco est née de la fusion des divisions de peintures décoratives de C-I-L et de Sherwin-Williams en janvier 1984. Ces deux divisions n'étaient pas rentables. Les deux entreprises de fabrication de peintures en sont venues à une entente visant la rationalisation des activités des deux divisions concurrentes et de leur réseau de distribution respectif.

L'usine de fabrication et de distribution de peinture qu'occupait Bapco à Montréal a été vendue. Bapco est présentement installée dans des locaux temporaires à Boucherville jusqu'au parachèvement de la nouvelle usine de 65 000 pieds carrés.

"Notre usine de Montréal, vieille de 50 ans, devenait de moins en moins adéquate. Nous profite-

Un fabricant de peinture décorative

Bapco déménage et se modernise pour devenir plus concurrentielle

rons du déménagement pour modifier notre procédé de fabrication et pour remplacer certains équipements de production afin de nous aligner sur la concurrence. Cela nous permettra à la fois de réduire substantiellement nos coûts d'exploitation et d'augmenter notre capacité de production", a confié aux AFFAIRES M. Pierre Le May, directeur de Bapco pour le Québec.

Bapco utilise présentement le procédé par gravité pour le transfert des liquides. Ce procédé est maintenant dépassé. L'entreprise compte se doter des équipements nécessaires pour implanter le procédé de transfert des liquides par pompage. L'usine aura environ la même superficie que la précédente, mais elle sera beaucoup plus moderne et fonctionnelle.

Le niveau actuel de 50 emplois sera maintenu. Pour l'instant, Bapco accumule des inventaires afin de répondre à la demande lors de l'arrêt des activités que provoquera le déménagement.

Bapco fabrique des peintures décoratives sous les marques nationales Cilex et Kem ainsi que les peintures pour peintres en bâtiment Cilex et Baptone qu'elle vend à des distributeurs et à des réseaux de détaillants. L'entreprise fabrique aussi des marques privées, pour Ro-Na et Dismat entre autres, et des revêtements muraux.

Bapco est déficitaire depuis 1984, mais M. Le May prévoit enregistrer un léger profit pour l'exercice financier 1986 sur des ventes de 125 M\$. Bapco a une autre usine à Toronto et des centres de distribution à Montréal, Toronto, Winnipeg et en Colombie-

Britannique. L'entreprise emploie au total 930 personnes au Canada.

Sorel Soreltex International

■ **Soreltex International**, une entreprise de Sorel qui fabrique des tapis, investit 3 M\$ pour se doter de nouveaux équipements.

L'investissement touche les deux divisions de Soreltex, la division de filature et celle de fabrication des tapis. Le projet est en cours et devrait être complété à la fin de 1987.

"Nous allons améliorer la purification des fils afin d'obtenir une meilleure qualité de cette matière première et donc un meilleur produit fini", a précisé M. Georges Lacroix, président du conseil d'ad-

ministration.

Le projet entraînera la création de 50 à 80 emplois au cours des trois prochaines années. La division de fabrication de tapis sera dotée de machines de production additionnelles.

Soreltex vend ses tapis aux grossistes partout au Canada. Environ 5 % de sa production est exportée dans le nord-est américain. L'entreprise fabrique une gamme variée de tapis, des tapis mur à mur aux carpettes en passant par le tapis commercial. Soreltex fabrique aussi des tapis sur mesure.

Lachute Produits Barson

■ **Produits Barson**, une entreprise de Lachine spécialisée dans la fabrication de détergents, d'adou-

cisseurs et de produits chimiques pour l'industrie du textile et du tapis, investira 500 000 \$ pour construire une nouvelle usine à Lachute.

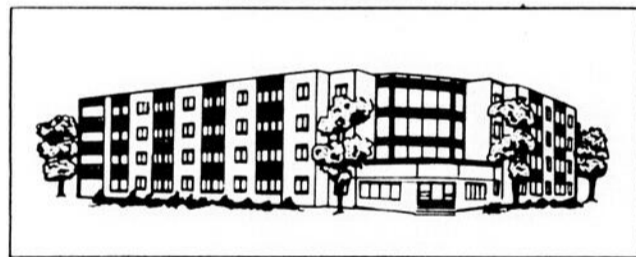
L'entreprise doublera sa superficie de production. La construction du nouveau bâtiment est maintenant en cours et le déménagement est prévu pour la fin de janvier 1987.

Ce projet ne comprend pas l'achat de nouveaux équipements, mais l'entreprise envisage d'autres investissements au cours des prochaines années, a indiqué aux AFFAIRES M. Doug Barns, vice-président de Produits Barson.

L'entreprise vend ses produits directement aux manufacturiers de textiles de toutes sortes et de tapis au Québec et en Ontario.

DOMINIQUE BEAUCHAMP

PLACEMENT IMMOBILIER À RENDEMENT ÉLEVÉ



10 MILLIONS
DE PERSONNES
seront âgées de 50 ans
et plus en l'an 2009, soit 34%
de la population du Canada



RÉSIDENCE POUR PERSONNES DU 3^{ÈME} ÂGE

Êtes-vous à la recherche d'un investissement rentable? Un placement dans une de nos résidences pour personnes autonomes retraitées ou pré-retraitées recherchant une qualité de vie exceptionnelle, construite sur un emplacement de première qualité, est la clé d'un investissement sûr et rentable.

Vous pouvez vous procurer le prospectus provisoire à nos bureaux.

	Bénéfice net	Économie d'impôt	Plus value monétaire	Rendement total par part
1986	0%	15,44%	0%	15,44%
1989	11,20%	0%	9,50%	20,70%
1992	13,38%	(0,72%)	10,69%	23,35%
1995	16,11%	(3,90%)	12,02%	24,23%
1997	17,38%	(4,99%)	13,00%	25,39%

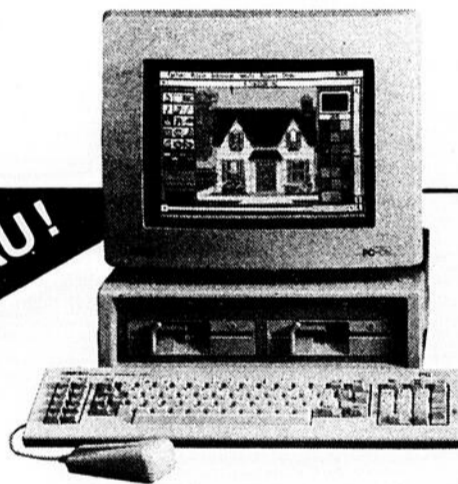
Participez à une de nos sessions d'information: 288-8500



Paré et Associés
Courtier en épargne collective
et en contrats d'investissement inc.

425, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 701, Montréal H3A 3G5
2960, boul. Launier, bureau 200, Ste Foy, Québec G1V 4S1

NOUVEAU!



GEM* mieux en français!

GEM LE TRAITEMENT DE TEXTE
GEM LE DESSINATEUR
GEM L'ARTISTE
GEM LE GRAPHISTE

POURQUOI ÉCHANGER VOS IBM*** (OU LEURS COMPATIBLES) POUR DES MACINTOSH**

lorsque vous pouvez vous aussi travailler avec votre PC dans un environnement graphique et en utilisant une souris?

Vous ne connaissez pas l'informatique mais vous voulez produire des textes illustrés par des dessins, présenter vos éléments statistiques sous forme de graphique ou utiliser différentes grosseurs de caractères graphiques, offrez-vous GEM.

GEM c'est plus qu'un outil de création, c'est aussi un outil de gestion de votre système informatique.



(514) 383-1726
2901, rue Louvain Est, Montréal

* GEM est une marque déposée de Digital Research.
** MACINTOSH est une marque déposée de McIntosh.
*** IBM est une marque déposée de IBM.

Louiseville Pyrocel

Pyrocel inc., une entreprise de fabrication de batteries pour automobiles, vient d'investir 3,4 M\$ pour acheter les actifs de Fulmen inc., une entreprise qui fabriquait des batteries à Louiseville avant de fermer ses portes

en juillet 1985. C'est ce qu'a appris aux AFFAIRES M. Pierre Verreault, président et actionnaire de l'entreprise.

Fulmen était contrôlée par la société française Saft. Des conflits de travail ont engendré des problèmes financiers, puis la fermeture de l'entreprise.

L'usine de Louiseville a

subi quelques modifications mineures; elle est en production depuis quelques semaines. M. Verreault prévoit investir dans de nouveaux équipements et embaucher plusieurs dizaines de personnes de plus à mesure que le carnet de commandes se remplira.

Présentement, Pyrocel

emploie une trentaine de personnes, mais ce chiffre pourrait passer à 100 d'ici quelques années. La production sera de 1 000 batteries par jour pour commencer; la capacité de l'usine est de 3 000 batteries/jour.

La clientèle de Pyrocel se recrute parmi divers ministères ainsi que chez des distributeurs importants de pièces de remplacement. L'entreprise vend également ses batteries à l'armée. Elle fabrique sa marque de commerce Fulmen ainsi que des marques privées.

Pyrocel exporte ses batteries principalement dans le nord-est américain, en Afrique, notamment en Algérie, et en France. "Sur 300 000 batteries que nous produisons la première année, 30 % iront à l'exportation, mais nous voulons accroître ce pourcentage dans les années à venir", a déclaré M. Verreault.

Les actionnaires de Pyrocel, outre M. Verreault, sont des hommes d'affaires de la région de Montréal dont on ne veut pas dévoiler les noms.

Boisbriand Barrs & Murphy

Barrs & Murphy Canada Itée, investira

750 000 \$ au cours des prochains mois afin de construire un nouvel établissement et déménager de Montréal à Boisbriand. C'est ce qu'a annoncé aux AFFAIRES Mme Cheryl Mills, contrôleur de l'entreprise.

Barrs & Murphy dessine et met au point des systèmes de séchage sur mesure pour les industries alimentaires, pharmaceutiques et chimiques. L'entreprise, qui compte 11 employés, effectue le développement et l'ingénierie des systèmes selon les spécifications du client. La fabrication et l'assemblage des systèmes sont données en sous-traitance.

"La compagnie-mère, Barrs & Murphy Ltd de Londres, fabrique de tels systèmes de séchage. Quand nous avons débuté nos activités à Montréal en 1974, nous ne faisons que la vente et la distribution des systèmes. Maintenant nous réalisons nos propres contrats. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'installations plus spacieuses", a expliqué Mme Mills.

Présentement, lorsque des tests majeurs doivent être effectués, les pièces sont envoyées à la maison-mère à Londres. L'expansion de Barrs & Murphy au cours des dernières années exige que la société se dote de son propre centre de recherche, a indiqué Mme Mills.

Les nouvelles installations sont présentement en construction et le déménagement est prévu pour le mois de mai 1987. Une dizaine de nouveaux emplois seront ainsi créés au cours des trois prochaines années.

Barrs & Murphy vend des systèmes de séchage (à air, par vaporisation, par tordage ou à l'aide d'un liquide, etc.) partout en Amérique du Nord. Le séchage est une étape requise dans le processus de fabrication de nombreux produits, par exemple la farine, l'amidon, les produits chimiques, etc.

DOMINIQUE BEAUCHAMP

VOITURES DE LUXE

AUDI 1986

15 000 KM. blanche. Balance de garantie Carte Audi. 33 mois. Location 600 \$ x 48 mois.

Villeneuve Honda Joliette (514) 848-7199

INVESTISSEMENTS

Compagnie	Montant	Nature	Date	Main d'oeuvre	Lieu
Réal Grondin (transformation du pin)	1,2 M\$	Déménagement, achat de nouveaux équipements de production	86-89	30 emplois créés	Saint-Côme
Multigrade (bois de placage)	1 M\$	Construction d'une nouvelle usine, achat d'équipements	86-89	5 emplois créés	Shawinigan
Château de rêves (RDL) (centre récréatif)	874 000 \$	Construction d'un château, bâtiment de services, rénovation d'une goélette, aménagement d'une piscine	86-87	17 emplois créés	Rivière-du-Loup
Super Métal (charpentes métalliques)	800 000 \$	Achat d'un terrain, agrandissement, d'usine, achat de machines et d'un système informatique	86-87	18 emplois créés	Vanier et St-Romuald
Placages Goudreault (bois de placage)	627 000 \$	Agrandissement d'usine et modernisation de la machinerie	86-87	6 emplois créés	Nicolet-Sud
Salaison Orford (viande fumée)	607 000 \$	Agrandissement d'usine, achat de machines	86-87	13 emplois créés	Magog
Dynaflex (équipements industriels)	500 000 \$	Implantation d'une nouvelle entreprise	86-87	15 emplois créés	Thetford Mines
Fonderie de Thetford Mines	480 000 \$	Réaménagement d'usine	86-87	—	Thetford Mines
Imprimerie Héon et Nadeau (composition, montage, photographie, impression, finition, reliure)	386 000 \$	Achat de pièces d'équipements	86-87	3 emplois créés	Victoriaville

Tableau: LES AFFAIRES

FAITES CONNAÎTRE VOS BONS COUPS!



Un conseil: ajoutez un texte signalant les défis relevés par votre entreprise afin d'en faciliter la classification.

POUR INFORMATION:
Chambre de commerce du Québec
(514) 844-9571 1-800-361-2688

Le Journal Les Affaires et Bell Canada se sont retirés volontairement des Mercuriales afin d'accorder leur appui au concours.

LAURÉATE AUX MERCURIADES 86
CFCF INC.
MERCURE DE L'ACTION
COMMUNAUTAIRE
CATÉGORIE GRANDE
ENTREPRISE



de gauche à droite:
M. Jean Pouliot, président, CFCF inc. et
M. Adrien Pouliot, adjoint au président

PROFIL D'ENTREPRISE

Président: M. Jean A. Pouliot
Année de fondation: 1979
Siège social: Montréal
Nombre d'employés: 695
Activités: radiodiffusion, télédiffusion, télédistribution, production d'émission et de commerciaux

CHOIX DE JURY:

Lors des dernières Mercuriales, le jury a décerné le "Mercure de l'action communautaire - catégorie grande" entreprise à CFCF inc. pour l'ensemble de son programme d'action communautaire. CFCF a appuyé de façon importante le Téléthon des Étoiles, le radiothon de CFCF-AM pour venir en aide à la fibrose kystique et le programme Symphonia de CFCF-FM destiné à amasser des fonds pour l'Orchestre symphonique de Montréal.

organisé par: CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC

70^e Anniversaire CEPSUM EN FÊTE... En fête

DES INSTALLATIONS... EN TÊTE

- terrains de badminton, raquetball, squash, tennis
- piscine olympique et bassin de plongeon
- patinoire
- salles de musculation et d'haltérophilie
- pistes de jogging (intérieure et extérieure)
- studios de danse
- gymnases
- terrain extérieur (revêtement synthétique)
- saunas, bains tourbillon et d'eau froide
- aires de pratique de golf (intérieures) etc.

DES ACTIVITÉS... EN TÊTE

Plus de 70 activités pour tous

- activités aquatiques, de conditionnement physique, de danse
- arts martiaux
- gymnastiques douces
- sports de ballon, sur glace et de raquette

DES TARIFS... EN FÊTE

- mois de décembre gratuit avec tout abonnement trimestriel
- tarif spécial pour abonnement corporatif

DU TENNIS... EN FÊTE

- Abonnés au CepsuM admissibles aux terrains de tennis du Centre Rockland Sports.

PARTICIPEZ A LA FÊTE!

Pour abonnement ou plus d'information venez visiter le CepsuM ou communiquez au 343-6150 (information) 343-6950 (abonnement)

1100, boulevard Édouard-Montpetit, angle Vincent d'Indy

SEREZ-VOUS LE PARTICIPANT?

6 000 000⁺

Université de Montréal
Services aux étudiants
Service des sports

FRANCHISES

Agence de renseignements financiers fondée par un ex-Montréalais

Capital Intelligence établira

■ **Capital Intelligence**, la compagnie créée par l'ex-montréalais **Robert Pouliot** pour évaluer la performance, la solvabilité et le crédit des banques partout dans le monde, envisage de lancer au début de 1987 une franchise à Montréal.

Rencontré récemment par LES AFFAIRES, M. Pouliot, 38 ans, a affirmé que sa franchise montréalaise couvrira les institutions financières de type bancaire du Canada et du nord-est des États-Unis. Le nord-est des États-Unis et le Canada constituent un excellent marché puisque cette région compte environ 4 000 institutions financières de type bancaire.

Capital Intelligence (au sens anglais du terme, qui veut dire renseignements) a son siège social à Genève et compte des succursales à Hong Kong et Chypre, en plus d'avoir un représentant à Londres.

M. Pouliot, un ex-journaliste financier du journal **La Presse**, a créé cette firme de renseignements sur la performance et la solvabilité des institutions financières de plusieurs régions du monde en 1982. Il avait quitté Montréal il y a une dizaine d'années pour étudier le Moyen-Orient à la suite du premier boom pétrolier. Il est installé à Genève depuis quelques années seulement.

M. Pouliot a compris la nécessité de créer une agence de renseignements financiers à la suite de la prolifération des institutions financières qui a résulté de l'explosion des prix pétroliers et du boom économique que connaît l'Asie. Ces banques étaient et sont encore très souvent



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

M. Robert Pouliot: "Nos cotes de performance et de crédit et les informations exhaustives que nous obtenons sur les banques que nous suivons à travers le monde donnent à nos clients une information de première qualité".

inconnues des banquiers et autres financiers de nombreux pays.

L'explosion des liquidités monétaires à travers le monde, le développement phénoménal des transactions interbancaires, la forte croissance du marché de l'euro-dollar et la progression du commerce international sont les autres facteurs qui ont amené M. Pouliot à mettre sur pied le service d'évaluation financière qu'est devenue Capital Intelligence. La firme est encore relativement modeste; elle compte quelque 35 employés, surtout des analystes financiers.

Agence de renseignements

"Capital Intelligence a pour rôle de fournir aux banquiers, financiers, promoteurs, entrepreneurs et commerçants à travers le monde de l'information financière sur les institutions avec lesquelles ils sont susceptibles de faire affaire, a dit M. Pouliot. Nos cotes de performance et de cré-

dit et les informations exhaustives que nous obtenons sur les banques que nous suivons à travers le monde donnent à nos clients une information de première qualité sur ces institutions sans qu'ils aient à faire eux-mêmes un important travail de recherche".

Parmi les 650 banques suivies par Capital Intelligence, 40 % sont du Moyen-Orient, 40 % sont d'Asie et les autres d'Europe. De ce nombre, seulement 20 % ont des actions qui se transigent sur une bourse, ce qui veut dire que 80 % sont des institutions privées. Les lois des divers pays obligent généralement les banques à publier une ou deux fois l'an leur bilan, mais l'information s'arrête là.

Capital Intelligence compte à l'heure actuelle 125 clients répartis dans 22 pays. Elle a certains clients au Canada (dont quelques grandes banques) et aux États-Unis, mais n'évalue pas encore le crédit et la performance des institu-

VOITURES DE LUXE



Jaguar Chef-d'oeuvre d'élégance et de confort.

L'attrait de la Jaguar va bien au-delà de ses lignes classiques et de ses performances légendaires. Le confort personnel y tient une place de choix, grâce aux maîtres artisans de Jaguar.

Car dans chaque Jaguar règne l'art du maître. Riches placages, polis à la perfection. Cuir moelleux, admirablement ajustés à la main aux sièges anatomiques. Équipements électriques aussi nombreux que pratiques. Bref, un environnement de pure élégance et d'un confort magistral.

Découvrez tout ce que vous apporte la Jaguar, élégance et confort compris. Venez l'essayer sans tarder et profitez-en pour vous renseigner sur notre toute nouvelle garantie.



Montréal:
**Automobiles
Élégante**
4747, est Jean-Talon
St-Léonard, Qué.
(514)374-6550

Montréal:
**Les Moteurs
Décarie**
55, rue Gince
Ville St-Laurent, Qué.
(514)334-9910

Québec:
**Automobiles
Guillot Enr.**
8550, boul. Cloutier
Charlesbourg, Qué.
(418)627-0040

Ottawa:
**Jaguar
of Ottawa**
1450, ch. Merivale
Nepean, Ont.
(613)723-0300

En plus des concessionnaires indiqués ici, Jaguar dispose d'un réseau national d'autres professionnels de la vente et du service après-vente.

INCORPORATION

fédérale ou provinciale

99 \$ + FRAIS

téléphonez :

Mtl 286-7119 ou Ottawa 230-8080

A CORPACTION INC.
depuis 1977

VOUS ÊTES UN COMMERÇANT OU UN PROFESSIONNEL?

VOUS VOYAGEZ ASSEZ SOUVENT SANS
TOUTEFOIS BÉNÉFICIER DES AVANTAGES
RÉSERVÉS À LA GRANDE ENTREPRISE?

VOUS ÊTES LE TYPE DE CLIENT QUE NOUS RECHERCHONS!

CAR NOUS POUVONS VOUS FAIRE BÉNÉFICIER DES
MEILLEURS TAUX CORPORATIFS DISPONIBLES AUPRÈS
DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS, DES TRANSPOR-
TEURS AÉRIENS ET DES LOCATEURS DE VOITURES...

ET NOUS VOUS TRAITERONS COMME UN CLIENT PRIVILÉGIÉ!

LAISSEZ-NOUS VOUS SOLLICITER
VOUS NE LE REGRETTÉREZ PAS!

**CLUB
VOYAGES**

UNE AGENCE DIFFÉRENTE!

DUMONT, LANGLOIS ET ASSOCIÉS,
CONSEILLERS EN VOYAGES

MÉTRO BERRI / PALAIS DU COMMERCE
MONTRÉAL H2L 4E4 (288-4490)
DÉTENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC

bientôt une franchise à Montréal

tions nord-américaines. Les clients nord-américains veulent de l'information sur leurs homologues des autres continents, mais les clients d'Asie et du Moyen-Orient ne reçoivent pas encore le service réciproque de Capital Intelligence sur les institutions nord-américaines.

De fait, ce sera le travail de la franchise montréalaise de Capital Intelligence, pour laquelle M. Pouliot a déjà des ententes, de produire les premières évaluations de crédit et de performance financière d'institutions financières nord-américaines. Elle produira au terme de ses six premiers mois un guide d'information sur un certain nombre d'institutions financières, surtout des banques; elle consacra les 12 mois suivants à produire des rapports d'évaluation sur 70 à 80 institutions, sur le modèle des évaluations de Capital Intelligence.

Capital Intelligence a commencé à publier ses premiers rapports d'évaluation il y a trois ans, mais elle publie des cotes depuis seulement 18 mois. Elle a attendu d'avoir des ententes avec un nombre minimal d'institutions avant de publier des cotes.

Les évaluations de Capital Intelligence portent sur deux critères principaux: la performance financière et la qualité du crédit de l'institution. La firme collecte également des renseignements sur le management et les activités, produits et marchés des institutions qu'elle suit. En plus de cela, Capital Intelligence fournit des évaluations ponctuelles sur des services, projets, etc. et assiste les investisseurs et les emprunteurs dans la recherche d'occasions d'affaires. Elle publie sur une base régulière des rapports spécifiques sur les institutions d'une région donnée (par exemple, le Moyen-Orient), un pays en particulier (tel l'Égypte) ou encore sur des institutions particulières (telle la **Saudi British Bank**).

Pour le moment, les évaluations de Capital Intelligence sont fournies dans des rapports écrits trimestriels ou encore d'ordinateur à ordinateur par téléphone via des modems. "Mais nous serons "on line" dès janvier", a dit M. Pouliot. Cela veut dire que les clients pourront interroger l'ordinateur central de Capital Intelligence à Genève à partir de leur propre terminal via cinq serveurs internationaux, dont **Reuter**.

Une fois que le service de télécommunication interactive aura été mis en place, Capital Intelligence

s'attaquera au développement de ses franchises. M. Pouliot prévoit installer une vingtaine de franchises à travers le monde.

Ces franchises sont détenues à 51 % par des actionnaires locaux, mais ceux-ci devront suivre à la lettre les standards de Capital Intelligence de façon à assurer la qualité et l'uniformité des services; chaque franchise aura trois sources de revenus: vente

de ses propres évaluations et services dans son marché protégé; vente des produits des autres franchisés dans son propre marché et ristournes sur la vente de ses propres produits dans les territoires des autres franchisés.

Capital Intelligence publiera dans quelques semaines une évaluation de 150 banques françaises en association avec AGEFI, un groupe de presse qui

fera le marketing et la diffusion de cette information en France.

Devenir le numéro un

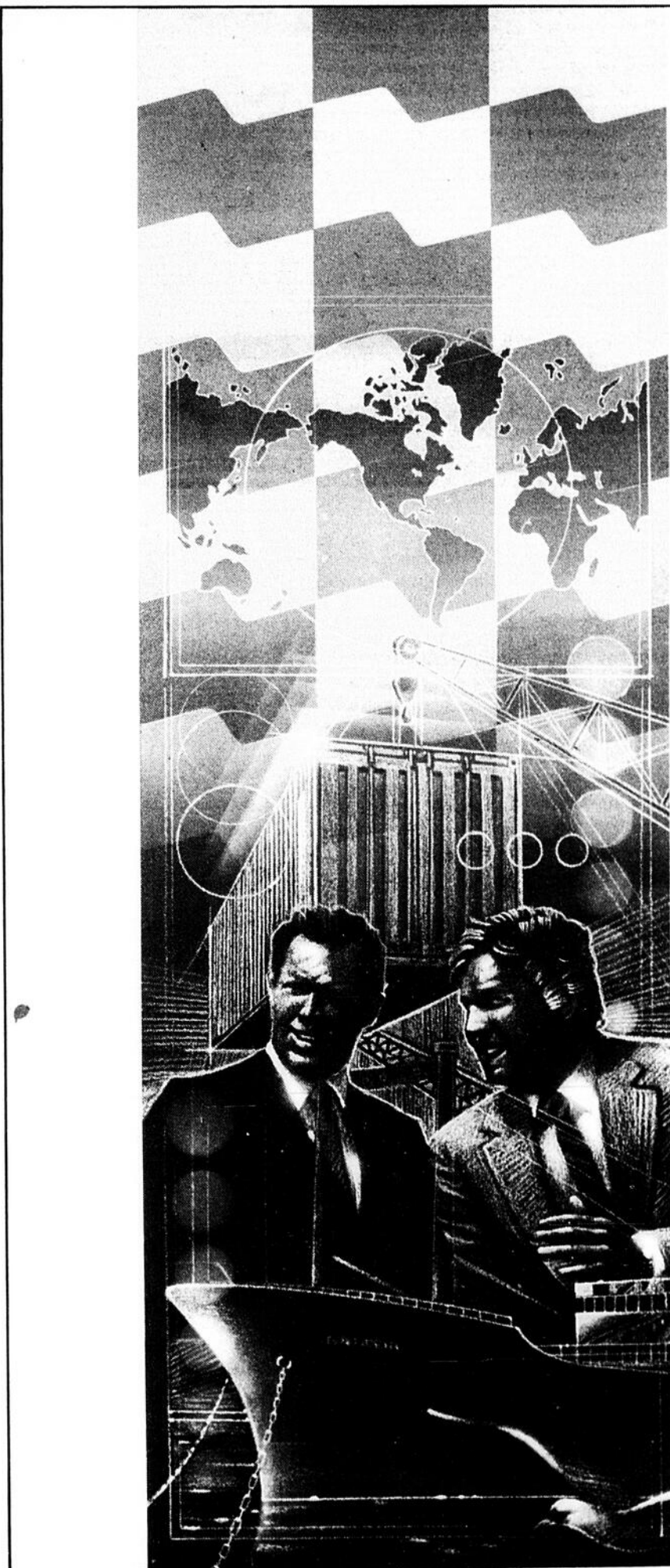
M. Pouliot vise rien de moins que de devenir le numéro un dans son domaine en 1989. Il compte pouvoir donner des évaluations de performance et de crédit sur 4 000 banques et institutions financières à

travers le monde dès 1992. Cela semble beaucoup, mais il ne ferait alors qu'écarter le marché puisqu'il y a 75 000 institutions financières à travers le monde. Capital Intelligence a un concurrent direct à Londres (banques de premier rang sur les marchés européen et américain) et un autre à New-York (marché américain), sans compter les grandes agences américaines d'éva-

luation de crédit **Moody's** et **Standard & Poors**, dont le travail n'est pas exclusif au secteur financier.

Le grand rêve de Robert Pouliot est d'arriver à créer une sorte de grande banque marchande internationale sans fonds. Il s'agit en fait de la mise sur pied d'un immense réseau de banques commerciales, banques marchandes, négociants, etc., qui transigeraient entre eux sur la base des informations de Capital Intelligence.

JEAN-PAUL GAGNÉ



L'EFFICACITÉ AU SERVICE DU COMMERCE INTERNATIONAL

À la Banque Nationale, nous offrons aux entreprises qui veulent progresser efficacement, des services professionnels afin de percer les marchés internationaux. Vous pouvez compter sur nos directeurs de comptes et nos spécialistes en commerce international pour faire connaître à votre entreprise une évolution sans frontières.

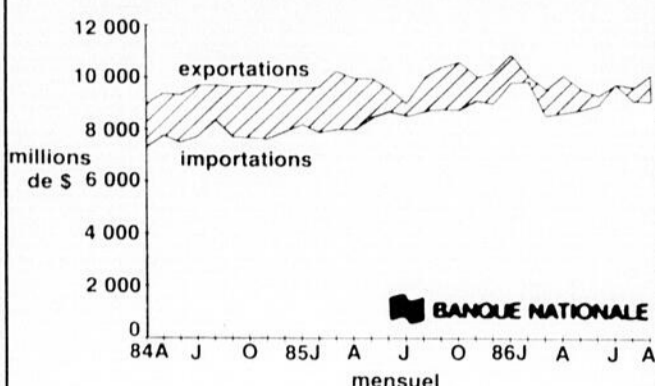
La Banque Nationale, une compétence internationale.



**BANQUE
NATIONALE**

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

SOLDE COMMERCIAL - CANADA



Au cours des deux derniers mois, le solde commercial s'est redressé, grâce surtout à l'augmentation des exportations en septembre.

Indicateurs économiques

CANADA

Indicateur avancé	Mois de référence	Variation en %		
		sur mois préc.	sur mois ant.	depuis 12 mois
	août	0.3	0.4	10.1

DEMANDE INTÉRIEURE

1. Ventes au détail	sept	1.2	1.0	9.2
Ventes de voitures (000)	sept	6.4	-0.2	16.8
2. Livraisons manufacturières	sept	0.4	-2.6	-1.8
Nouvelles commandes	sept	2.4	-4.8	-0.6
dont biens durables	sept	5.2	-9.5	0.6
commandes en carnet	sept	-0.4	-2.0	-0.5
3. Inventaires manuf. (M\$)	sept	0.0	-0.2	-1.5
Ratio stocks/expéditions	sept	1.68	1.68	1.67
4. Mise en chantier (000)				
- Canada	oct	221	241	198
- Québec	oct	66	52	48

PRODUCTION

Produit intérieur réel	août	0.0	0.6	4.0
Production industrielle	août	-0.9	0.8	-1.7
dont manufacturière	août	-2.9	2.2	-2.3
Construction	août	5.6	-2.1	0.3
Services	août	0.0	0.5	6.7

SECTEUR EXTÉRIEUR

Exportations de marchandises	sept	5.5	-0.7	-2.4
Importations de marchandises	sept	-0.5	-6.2	3.7
Solde commercial (M\$)	sept	1080.0	500.2	1659.8

INFLATION

Prix à la consommation (4)	oct.	0.5	0.0	4.4
Prix industriels (4)	oct.	0.5	0.3	1.2

MARCHÉ DU TRAVAIL

	Mois de référence	Mois préc.	Il y a un an	
Taux de chômage désaisonnalisé (%)				
Canada	oct.	9.4	9.5	10.3
Québec	oct.	10.8	10.7	48
Rémunération hebdomadaire	sept.	0.5	-0.4	1.9

STATISTIQUES BANCAIRES

1. Masse monétaire M1A	oct.	0.9	1.6	27.7
2. Prêts en \$ canadiens	oct.	0.6	0.5	4.8
personnels	oct.	1.2	0.8	11.9
industriels	oct.	0.2	0.3	1.3
hypothécaires	oct.	2.1	1.8	18.2
3. Dépôts en \$ canadiens	oct.	1.0	1.0	5.8
dont: épargne personnelle	oct.	0.3	0.5	8.3
Non personnels	sept.	2.6	1.3	0.4

ÉTATS-UNIS

Ventes au détail	oct.	-5.0	5.3	5.8
Livraisons manufacturières	sept.	1.5	0.0	1.1
Nouv. commandes	sept.	3.4	-0.9	1.0
Ratio stocks/livraisons	sept.	1.33	1.37	1.36
Mises en chantier (000)	oct.	1648	1652	1784
Production industrielle	oct.	0.0	0.1	1.3
Solde commercial (M\$)	oct.	-12059	-14739	-14171
Prix à la consommation	oct.	0.2	0.3	1.5
Prix à la production	oct.	1.0	-0.3	-1.4
Taux de chômage désaisonnalisé (%)	oct.	7.0	7.0	7.1
Revenu personnel	oct.	0.4	0.3	4.9
Crédit à la consommation	sept.	1.5	0.6	13.3
Masse monétaire - M1	oct.	1.2	0.8	13.3

1) Variation entre le mois de référence et le mois précédent
2) Variation entre le mois précédent celui qui est indiqué, et le mois antérieur
3) Variation entre le mois de référence et le même mois un an plus tôt
4) Non désaisonnalisé

Source: Service des études économiques, Banque Nationale du Canada

LE POULS DE L'ÉCONOMIE

A quand la relance aux Etats-Unis ?

Si l'on se fie aux indicateurs économiques publiés récemment, la relance économique n'est pas encore au rendez-vous aux Etats-Unis. On croyait pourtant au début de 1986 que nos voisins du Sud reprendraient leur élan au second semestre de 1986.

Après coup, on se rend compte que cette prévision était optimiste. Même les dépenses de consommation, jusqu'ici l'une des principales sources de la croissance aux Etats-Unis, donnent des signes d'essoufflement. A tout prendre, l'économie américaine ne retrouverait pas sa vigueur avant le printemps prochain. D'ici là, la consolidation économique se poursuivra.

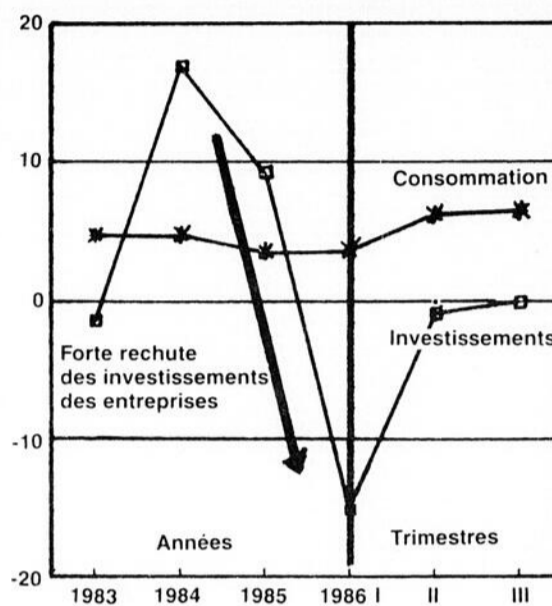
Ces mauvaises nouvelles au plan économique sont cependant excellentes au plan financier. Une baisse du taux d'escompte de la banque centrale américaine, la "Fed", apparaît en effet de plus en plus probable avant la fin du printemps de 1987. Elle sera la résultante de la faiblesse économique anticipée.

Le Canada ne pourra que bénéficier de la détente des conditions financières outre-frontière. En effet, le Canada est aux prises avec un ralentissement économique fort prononcé. Comme le climat financier au Canada est fortement tributaire de ce qui se passe aux Etats-Unis en raison de la politique de soutien du taux de change de la Banque du Canada, la détente devrait prévaloir sur les marchés financiers canadiens au cours des prochains mois.

La consommation s'essouffle aux Etats-Unis

En rythme annuel, la croissance de la consommation corrigée de l'inflation s'est chiffrée à 6,5 % au troisième trimestre de 1986. Ce taux de croissance des plus satisfaisants résulte pour une bonne

CROISSANCE DE LA DEMANDE ÉTATS-UNIS



Source: U.S. Department of Commerce

part de la suppression anticipée des programmes incitatifs d'achats d'automobiles.

De fait, au cours du mois de septembre, dernier mois des programmes, les ventes de voitures américaines se sont chiffrées à 12,3 millions d'unités, en rythme annuel une performance remarquable quand l'on sait qu'un niveau de 8 millions d'unités correspond à la normale. Toutefois, en octobre les ventes de voitures ne furent que de 7 millions d'unités et les premiers rapports pour le mois de novembre ne sont guère encourageants. Les producteurs d'automobiles proposent même à nouveau des taux d'intérêt de faveur à leurs clients pour mousser leurs ventes.

La consommation totale des ménages, qui est grosso modo l'ajout aux ventes au détail des achats de services, s'est par ailleurs repliée de 2 % en octobre, sur une base mensuelle: un record de faiblesse ! La croissance de la consommation s'affaiblirait au quatrième trimestre, mais

il n'y aura cependant pas d'effondrement.

L'évolution des revenus, qui est soutenue par le secteur des services, demeure très satisfaisante et le taux d'épargne a beaucoup récupéré en octobre: il s'est chiffré à quelque 4 % par rapport à 2 % en septembre.

Investissements stagnants

On croyait que la réforme fiscale américaine, qui entrera en vigueur au début de 1987 stimulerait les investissements au quatrième trimestre de 1986; en effet, cette réforme supprime une grande partie des subventions à l'investissement. Toutefois, les données économiques ayant trait au mois d'octobre, telles les nouvelles commandes manufacturières, ne penchent pas dans cette direction.

L'afflux des importations aux Etats-Unis ayant abaissé de beaucoup le taux d'utilisation des capacités dans les industries manufacturières, les entreprises américaines, après avoir sabré dans leurs projets d'investissement cette année, pourraient bien épouser le même comportement l'an prochain.

En octobre, le déficit commercial extérieur aux Etats-Unis a diminué sensiblement, s'étant chiffré à 12,1 milliards de dollars, mais il reste que les déficits des mois précédents ont été

sensiblement révisés à la hausse.

Le renforcement de la consommation des ménages américains s'est traduit jusqu'ici par un afflux de biens importés. Les Américains chérissent les biens exotiques même s'ils se font de plus en plus chers. Les effets bienfaisants de la dépréciation du dollar américain sur les soldes extérieurs américains se font attendre, mais il est probable que le déficit extérieur américain commence de se résorber dès le quatrième trimestre de 1986.

Les stocks des entreprises près de leur creux

La baisse des stocks des entreprises américaines depuis le début de 1985 a beaucoup contribué à l'affaiblissement de l'activité économique. En fait, avec l'afflux des importations aux Etats-Unis, les entreprises ont accusé une augmentation fort substantielle de leurs stocks. L'accumulation des stocks, mesurée en dollars constants, fut de 59 milliards de dollars en 1984. Elle s'abassa à 9 milliards de dollars en 1985.

Au troisième trimestre de 1986, les entreprises américaines ont même réduit leurs stocks. Ceux-ci devraient donc moins prélever dans la croissance au cours des prochains trimestres, puisqu'ils sont maintenant plus apparentés aux ventes.

Au cours des prochains mois, les stocks des entreprises et le secteur extérieur contribueront positivement à la croissance économique américaine. L'on peut donc tabler sur un renforcement des perspectives économiques américaines à partir du printemps de 1987. Celui-ci sera lent, cependant, en raison des déséquilibres qui persisteront.

RAYMOND THÉORET



Raymond Thoret est économiste senior à la Banque Nationale du Canada.

CAPSULES

Tendance stable des ventes des grands magasins

Au cours des neuf premiers mois de 1986, les ventes des grands magasins au Canada ont fluctué de façon importante, mais leur croissance globale a été nulle. En effet, les inventaires des grands magasins ont augmenté en septembre de 8,5 %, pour passer à 4,4 milliards de dollars, après avoir diminué en juillet et en août.

Commerce de gros toujours en hausse

En septembre, les ventes des grossistes au Canada ont augmenté de 15,2 % par rapport à la même période en 1985. Cette hausse, qui survient après une augmentation de 8,5 % en août, a été légèrement supérieure à l'augmentation cumulative de 12 % observée depuis le début de 1986.

Source Statistique Canada.

Pour vous abonner au journal

LES AFFAIRES

un simple coup de fil: 842-3131

PLACEMENT

Goodfellow veut rehausser ses marges bénéficiaires

pp. 46-47



Le Groupe Cabano d'Anjou cherche à accroître son volume de transport

Reno Emond pp. 58-59

L'impôt et la déductibilité des intérêts sur emprunts

p. 69



IMPRIMERIE PLOW & WATTERS

5400 CHEMIN SAINT-FRANÇOIS
ST-LAURENT, QUÉBEC H4S 1P6
(514) 337-3311

IMPRIMEURS FINANCIERS

DIVISION DE BOWNE DE MONTREAL, INC.

LES AFFAIRES

Samedi, 13 décembre 1986 41

■ L'exercice financier terminé le 31 octobre 1986 n'a pas été de tout repos pour les grandes banques canadiennes. Malgré la poursuite d'un climat favorable quant aux taux d'intérêt, les banques ont été durement frappées par la dégringolade des prix pétroliers et la crise qui en a résulté.

En effet, une seule grande banque canadienne, la **Banque de Nouvelle-Ecosse** (Mtl, 17,25 \$), a réussi dans ce contexte à augmenter son rendement par 100 \$ d'actif (la principale mesure du rendement des banques), le portant de 0,51 \$ à 0,54 \$. Les cinq autres grandes banques canadiennes ont toutes vu leur rentabilité diminuer en 1986. La rentabilité moyenne des six grandes banques a diminué de 5,45% en 1986 par rapport à 1985.

D'autre part, les actionnaires des grandes banques canadiennes ont vu leur rendement fondre comme neige au soleil en 1986. En effet, le rendement des six grandes banques au Canada a diminué en moyenne de 12,5% en 1986 par rapport à 1985. Le rendement moyen en 1986 a diminué de 13,6% à 11,9%.

Du côté des bénéfices, la performance des banques est plus partagée. La plupart des banques ont augmenté leurs revenus nets, mais de façon si timide que, ramené sur une base par action, le gain est complètement effacé compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions en circulation. Par exemple, la **Banque de Montréal** (Mtl, 32,75 \$) a augmenté son bénéfice net de 4%, celui-ci passant de 339 M\$ à 352 M\$. Toutefois, en raison de l'accroissement du nombre d'actions, le bénéfice par action a diminué de 3,75 \$ à 3,70 \$.

Les meilleures performances du côté du bénéfice appartiennent à la **Banque Nationale** (Mtl,

28,75 \$) et à la Banque de Nouvelle-Ecosse. La Banque Nationale montre à la fin de son exercice 1986 un gain de 33,2 M\$ de son bénéfice net, soit une hausse de 22%. Son revenu net est passé de 153,7 M\$ à 186,9 M\$ ou de 3,27 \$ à 3,30 \$ par action, compte tenu d'une augmentation importante du nombre d'actions en circulation.

Résultats décevants

Les analystes consultés par LES AFFAIRES expliquent tous la performance décevante des banques par la baisse aussi radicale qu'imprévue du prix du pétrole à la fin du premier trimestre.

"Le quatrième trimestre a constitué une fin lugubre à une année déprimée", a commenté, sarcastique, M. **Thomas Starkey**, analyste de la firme **Capital Group**. Il y a un an, les analystes comme M. Starkey prévoient une année rose pour les banques: des provisions pour mauvaises créances à la baisse, des pertes sur prêts à la baisse et des marges bénéficiaires plus élevées. Ces prévisions ont tombé de pair avec le prix du baril de pétrole.

"Si on compare les résultats des banques avec nos prévisions à la même époque l'année dernière, la performance des banques est affreuse", a confessé M. Starkey. Personne dans l'industrie n'a vu venir la catastrophe pétrolière.

Selon l'analyste de la firme **Bunting**, M. **A. Roy Palmer**, dans le contexte de la dépression de l'indus-

PERFORMANCE DE BANQUES CANADIENNES								
Banque	Bénéfice par action (\$)		Actif (milliard de \$)		Rendement sur une base annualisée de 100 \$ d'actif en \$		Rendement sur l'avoir des actionnaires (%)	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
Royale	4,28	4,05	96	99,6	0,53	0,50	13,5	12,0
Nouv.-Ecosse	1,92	1,98	61,1	64	0,51	0,54	13,1	12,6
Montréal	3,75	3,70	82,4	87,2	0,43	0,41	11,1	9,9
Tor. Dom.	2,94	2,74	50,2	51,4	0,80	0,77	17,0	14,1
Nationale	3,27	3,30	23,4	27,9	0,73	0,71	17,5	15,1
Commerce	2,93	2,31	75,8	80,8	0,49	0,43	12,1	9,6
Moyenne					0,55	0,52	13,6	11,9

Tableau: LES AFFAIRES

trie pétrolière, il faut considérer les résultats de la **Banque de Commerce** (Mtl, 20 \$) et de la Banque de Nouvelle-Ecosse comme meilleurs que prévu. "Les résultats des autres banques demeurent toutefois décevants car la baisse du prix du pétrole a affecté toutes les banques", a précisé M. Palmer.

Selon lui, les banques moins touchées par le choc pétrolier sont la Banque Nationale et la Banque de Nouvelle-Ecosse. Pour sa part, M. Starkey considère que la **Banque Royale** (Mtl, 32,63 \$) est la banque canadienne la plus engagée dans les prêts reliés au pétrole. "Toutefois, il faut comprendre dans son cas qu'étant donné sa vocation dans les jeunes industries et sa présence imposante dans l'Ouest du pays, il est normal qu'elle soit impliquée beaucoup dans les prêts pétroliers", a expliqué M. Starkey.

A son avis, l'événement positif de 1986 a certes été l'intégration apparemment heureuse et en douceur de la **Banque Mercantile** à la Banque Nationale. "La di-

rection de la Banque Nationale mérite toutes nos félicitations à la suite de cette opération qui semble avoir été réussie sans trop de douleurs", a déclaré M. Starkey.

Du côté des événements malheureux, outre l'effondrement du prix du pétrole, M. Starkey a cité les difficultés des banques **Continental** (Tor, 17,25 \$) et de la **Colombie-Britannique**. "Il ne faut pas oublier non plus les augmentations de coût de l'assurance-dépôt du Canada et la hausse du fardeau fiscal des banques", a poursuivi M. Starkey.

Perspectives en 1987

La performance des banques canadiennes durant l'exercice financier 1987 repose sur deux facteurs fondamentaux: les taux d'intérêt et le prix du pétrole. En 1986, le deuxième de ces facteurs a causé de nombreux problèmes aux banques. Toutefois, elles ont tout de même profité d'un environnement

positif, les taux d'intérêt poursuivant leur tendance à la baisse.

En 1987, le contraire pourrait se produire. "Du côté du pétrole, la majeure partie du problème est derrière nous. On pourrait donc s'attendre à une réduction majeure des pertes des banques dans leur portefeuille de prêts", a affirmé M. Starkey. L'analyste de Capital Group ajoute cependant que les banques demeureront très vulnérables à une hausse des taux d'intérêt en 1987.

Leur performance reposera aussi en partie sur l'évolution des prix des matières premières, pétrole, métaux de base et autres denrées. Dans un contexte de pressions à la hausse des prix des ressources naturelles, les régions du pays moins industrialisées subissent de grandes difficultés. Par contre, des régions industrialisées comme l'Ontario et le Québec sont relativement épargnées. Les analystes qui couvrent ce secteur sont généralement optimistes pour 1987 et, si on se fie à eux, ce facteur pourrait influencer positivement le rendement des banques.

Considérant tous ces facteurs, M. Starkey est optimiste quant à la performance des banques en 1987. "Je prévois une certaine hausse des bénéfices des banques en 1987 en raison principalement de la stabilité des marchés pétroliers", a avancé M. Starkey. Les banques ayant pris de larges provisions contre des créances reliées au monde pétrolier, tout raffermissement en 1987 du prix du pétrole aurait

un impact positif sur la performance des banques.

M. Starkey recommande donc l'achat des titres bancaires pour profiter de cette hausse. "Selon moi, les deux meilleurs achats pour les investisseurs sont la Banque de Nouvelle-Ecosse et la Banque Toronto-Dominion".

De son côté, M. Palmer considère que les perspectives pour les banques en 1987 sont pour le moins ternes. "Je considère les titres de ce secteur dans son ensemble comme des titres à conserver pour l'année qui vient", a-t-il précisé. Cet analyste n'est guère optimiste quant à l'évolution du prix du pétrole et des taux d'intérêt en 1987.

L'analyste de la firme Bunting prétend que les banques auraient besoin d'une baisse substantielle des taux d'intérêt en 1987 et d'un rebondissement significatif du prix du pétrole. Selon M. Palmer, ces deux événements, quoique possibles, semblent actuellement peu probables.

En dépit de cela, M. Palmer soutient qu'il est possible que les titres des banques Toronto-Dominion, Nouvelle-Ecosse et Nationale connaissent des hausses modestes dans l'année qui vient.

Le climat à l'heure actuelle chez les analystes est, de toute évidence, à la prudence. Et on peut certes le comprendre. L'an dernier, au même moment, ils étaient confiants. La chute du prix du pétrole a rapidement balayé ces belles prévisions.

BERNARD MOONEY

"Moi, cette année j'ai mieux placé mon argent dans le Fonds d'obligations Timvest"

Le Fonds d'obligations TIMVEST est composé d'obligations gouvernementales et de grandes sociétés. Il m'assure la sécurité des obligations et m'offre un rendement supérieur.

Rendement annualisé au 30 juin 1986, depuis:

1 AN 16% 2 ANS 22,3% 3 ANS 15,7% 4 ANS 20,9% 5 ANS 19,6%

GESTION FINANCIÈRE TIMVEST

Filiale de Timmins & Associates Inc.
2050, Place du Canada
Montréal (Qué.) H3B 2N2
Tel. (514) 875-7040

Admissible au régime d'épargne-retraite.

La comparaison avec les indices boursiers est révélatrice

Comment évaluer la performance

La fin de l'année représente l'occasion idéale pour des évaluations de rendement et de performance. C'est pour l'investisseur le moment rêvé pour évaluer son portefeuille boursier.

La remise en question d'un portefeuille peut se faire de bien des façons, mais la méthode la plus répandue, et probablement la plus efficace, est la comparaison avec les indices populaires comme le TSE 300, l'indice Dow Jones et tous les sous-indices des différents secteurs. Dans ce but, LES AFFAIRES publie dans le tableau ci-contre le comportement des sous-indices les plus

importants de la Bourse de Toronto, avec leur performance à court et à moyen termes. Ces chiffres ont été fournis par les analystes Philip Heitner et Robert Dorrance de la firme de courtage Nesbitt Thomson Deacon.

La plupart des gestionnaires professionnels de portefeuille ont tendance à évaluer leur performance par rapport à celle qu'a connue le marché boursier, et plus particulièrement

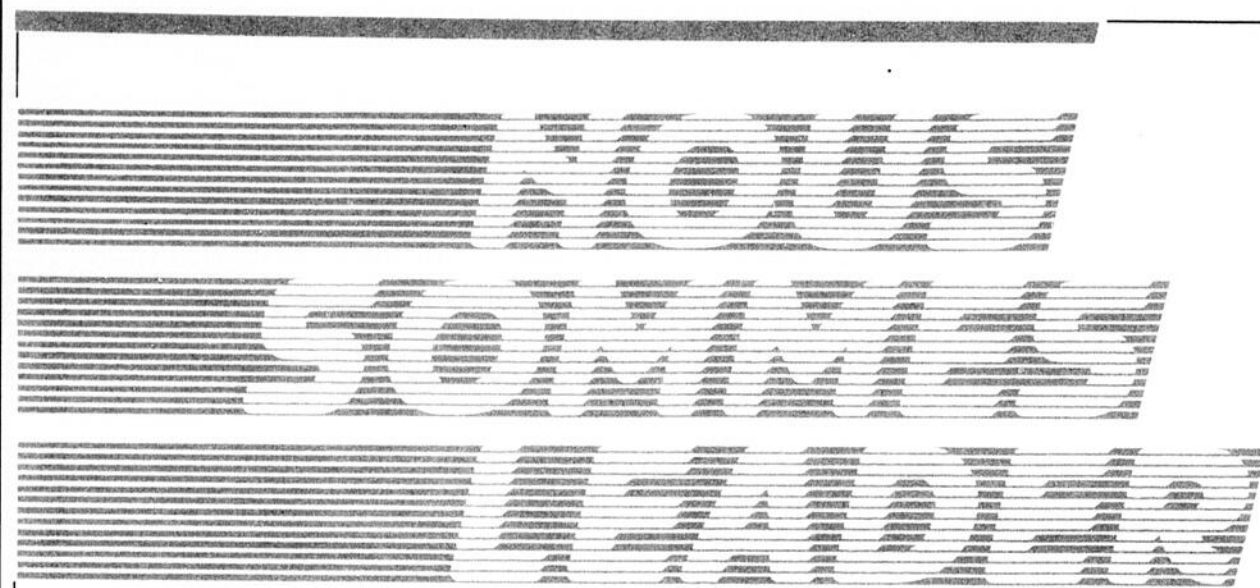
par rapport à la performance des différents secteurs économiques. L'investisseur ordinaire peut faire de même avec ses propres titres boursiers.

Critères de comparaison

L'ensemble du portefeuille de l'investisseur doit se comparer à l'évolution de l'ensemble du marché. Ainsi, pour évaluer la performance du gestionnaire de portefeuille, il faut

comparer le rendement des actions à celui de la bourse en général. Pour ce faire, les indices pertinents sont l'indice TSE 300, le Standard & Poor's 500 et 400 et, de pertinence moindre, l'indice des 30 titres industriels Dow Jones.

D'octobre 1985 à octobre 1986, le TSE 300 a connu une hausse de 13,6 % alors que du côté américain, le S & P 500 grimpeait de 28,5 %, le S & P 400, de 28,4 % et le Dow Jones, de



PERFORMANCE DES SECTEURS DU TSE					
Changement en % jusqu'à la période se terminant le 31 octobre 1986					
12 mois		3 mois		1 mois	
Groupe	Change-ment %	Groupe	Change-ment %	Groupe	Change-ment %
Produits forestiers	79,1	Or et argent	23,3	Transport	13,7
Immobilier	58,9	Pétrole et gaz	17,7	Produits forestiers	7,2
Transport	52,7	Pipelines	9,4	Produits industriels	5,0
Communications	41,4	Immobilier	9,4	Produits de consommation	3,5
Produits de consommation	31,0	Mines et métaux	7,8	Services financiers	3,4
Commerce	24,3	Sociétés de gestion	6,5	Commerce	3,2
Or et argent	22,7	Produits forestiers	6,5	TSE 300	2,0
Mines et métaux	20,6	Transport	6,0	Pétrole et gaz	2,0
Sociétés de gestion	19,5	Services financiers	4,8	Sociétés de gestion	0,8
TSE 300	13,6	Services publics	-1,6	Communications	0,2
Produits industriels	12,8	Produits de consommation	-2,4	Immobilier	-0,9
Services financiers	11,8	Produits	-3,7	Services publics	-1,3
Services publics	-6,2	Industriels	-4,9	Mines et métaux	-2,1
Pétrole et gaz	-15,8	Communications	-7,1		
Pipelines	-16,0	Commerce			
DJ 30 ind.	36,6		5,8		6,2
S & P 400	28,4		4,0		5,8
S & P 500	28,5		3,3		5,5

Source: Philip Heitner et Robert Dorrance, Nesbitt Thomson Deacon
Tableau: LES AFFAIRES

36,6 %. On constate immédiatement que le marché boursier canadien s'est révélé beaucoup plus coriace. L'investisseur ordinaire dont le portefeuille a connu une augmentation de l'ordre de 15 % peut donc considérer sa performance comme moyenne. Une croissance de 25 % ou plus se révèle donc excellente au Canada et médiocre aux Etats-Unis.

Quelques secteurs vedettes

Par contre, cet exercice de comparaison ne révèle qu'une partie de la réalité. En effet, s'il y a lieu d'être éloquent pour l'investisseur canadien en général, il faut observer que certains secteurs ont connu des performances étourdissantes. Ainsi, les titres du secteur des produits forestiers ont bondi de 79,1 % des mois d'octobre 1985 à 1986. Cela signifie que l'investisseur dont le portefeuille est bien garni en titres de ce secteur devrait avoir un rendement très supérieur à la moyenne du marché. Sinon, ses titres forestiers sont à reconsidérer.

Parmi les autres secteurs particulièrement reluisants en 1986, il y a aussi l'immobilier, avec une hausse de 58,9 % en un an, les titres de transport, en hausse de 52,7 %, et de communications, avec un gain de 41,4 %.

De l'autre côté de la médaille, parmi les secteurs perdants on note les pipelines, les compagnies pétrolières et de gaz et les services publics. Tous ces secteurs ont des rendements négatifs pour les 12 mois visés. Les investisseurs dont le portefeuille

était lourdement représenté dans ces secteurs risquent de tirer de la patte...

Les performances à court terme

D'autre part, l'investisseur qui veut une meilleure idée de sa performance à plus court terme peut comparer l'évolution de son portefeuille par rapport aux secteurs depuis trois mois et un mois. Ce faisant, cet investisseur observera que le marché boursier en général végète au Canada comme aux Etats-Unis.

Pendant la période de trois mois se terminant le 31 octobre 1986, le TSE 300 a gagné 3,5 %, le Dow Jones, 5,8 %, le S & P 500, 3,3 % et le S & P 400 a augmenté de 3,3 %. Et depuis un mois, le TSE 300 connaît une performance encore moins éblouissante alors que le marché boursier américain s'est ressaisi légèrement.

Face à une performance aussi terne, l'investisseur n'a pas besoin d'un gros rendement pour surpasser ces chiffres. Au niveau des secteurs, on note aussi des performances beaucoup plus modestes, la plus élevée depuis trois mois appartenant aux titres du secteur or et argent, qui ont profité de 23,3 %. Aussi, les titres pétroliers ont repris du poil de la bête, avec une hausse de 17,7 %.

Pour la période d'un mois se terminant le 31 octobre 1986, la performance des secteurs a encore diminué de façon générale. Les gains importants appartiennent aux titres de transport avec un changement de 13,7 % en un mois.

- VANCOUVER

- EDMONTON

- CALGARY

- SASKATOON

- WINNIPEG

- TORONTO

- SHERBROOKE

- HALIFAX

INFORMATIX 2000 LEADER CANADIEN DU TRAITEMENT INFORMATISÉ DES DÉCLARATIONS D'IMPÔT

- ▷ traite + d'un million de déclarations
- ▷ pour + de 50% des cabinets d'experts-comptables au Canada

ET NOUS AVONS DE L'AVENIR...

En effet, plus de 19 millions de déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises sont produites chaque année...

- Service bureau
- Analyse de base des données
- Progiciels de traitement
 - par lots
 - interactifs
- Saisie de données par télécommunication
- Planification fiscale
- Déclarations d'impôt 1040 U.S.

INFORMATIX  INC.

Depuis 1970

1120, rue Cherbourg, Sherbrooke, Québec J1K 2N8
(819) 566-2000

de votre portefeuille boursier

Le temps de changer ?

Si l'examen de la performance de ces indices est précieuse pour évaluer un rendement de portefeuille, il peut avoir une autre utilité tout aussi précieuse. En effet, de pair avec l'évolution du cycle économique, il y a dans le marché une certaine rotation parmi les secteurs les plus performants.

Ainsi, la comparaison entre les performances des secteurs selon différents termes peut permettre l'identification de cette rotation. L'investisseur peut ainsi en profiter pour liquider ou diminuer la présence des titres de secteurs

dont le plus gros de la performance est passé pour privilégier des secteurs qui commencent à performer de façon supérieure.

Par exemple, les compagnies forestières ont connu une performance unique d'octobre 1985 à octobre 1986, ce secteur augmentant de 79,1 %. Par contre, dans la période de trois mois se terminant le 31 octobre 1986, ce même secteur a vu sa performance diminuer à 6,5 %. Aussi, au mois d'octobre dernier, la performance du secteur des produits forestiers a atteint 7,2 %.

Ces chiffres signifient peut-être que le temps des gains faramineux pour les titres forestiers est derrière nous. Si c'est le cas, l'in-

vestisseur a peut-être avantage à diminuer l'importance des titres de ce secteur dans son portefeuille pour d'autres secteurs. Ce faisant il encaisse son profit -qui a des chances d'être substantiel-, ce qui est rarement bête.

D'autres secteurs dont la performance a sérieusement ralenti incluent l'immobilier, les communications et les produits de consommation.

Le problème qui se pose

à ce moment trouve sa réponse dans l'identification des secteurs qui peuvent remplacer les secteurs boiteux. Ici, la solution est moins évidente. En effet, il y a bien les secteurs des titres pétroliers et aurifères qui ont connu une remontée, mais celle-ci est entièrement tributaire du prix des matières premières sous-jacentes: le pétrole et l'or. Ainsi, la performance future de ces secteurs repose sur l'évolution du prix

de ces matières. Et bien malin qui peut prédire cette évolution, même si beaucoup d'analystes considèrent que le temps est peut-être venu dans le cycle économique de privilégier ces compagnies.

Outre ces deux secteurs risqués, on remarque que la performance relative d'un secteur comme celui des produits industriels s'est passablement améliorée lors des derniers mois. Ce secteur a connu une

performance inférieure à celle du TSE 300 pour les 12 mois se terminant le 31 octobre 1986. Or, pour le mois d'octobre 1986, le secteur des produits industriels a augmenté de 5 %, un résultat modeste certes, mais quand même plus de deux fois supérieur à celui du TSE 300. Il s'agit peut-être des premiers signes d'un revirement intéressant qui pourrait se concrétiser par une reprise substantielle dans les bénéfices des compagnies de ce secteur.

BERNARD MOONEY

Comparez les ratios cours-bénéfices au ratio sectoriel

Un des ratios les plus utilisés pour évaluer un titre boursier par rapport à son potentiel de gain est le ratio cours-bénéfices (c/b). Ce ratio est obtenu en divisant le cours d'une action par le bénéfice par action de la compagnie. Par exemple, si le titre d'ABC industries se négocie à 10 \$ et que cette compagnie a des bénéfices annuels de 0,50 \$ par action, son ratio c/b est de 10 \$ / 0,50 \$ = 20. Ce titre se transige donc à 20 fois les bénéfices.

Va pour l'aspect mathématique, mais il reste à l'interpréter, c'est-à-dire à déterminer si ce ratio signifie que le titre est coûteux ou s'il représente une aubaine. C'est à ce niveau que la prudence s'impose; le ratio c/b n'est pas un chiffre absolu.

Un ratio c/b n'a aucune signification s'il n'est pas comparé au (1) ratio c/b du secteur dans lequel évolue la compagnie et (2) aux ratios c/b d'autres entreprises similaires.

Le marché boursier dans son ensemble se négocie présentement à environ 16 fois les bénéfices, ce qui est vrai pour le TSE 300, l'indice des industrielles Dow Jones et l'indice Standard & Poor's 500. Par contre, cela ne signifie pas que tout titre se transigeant, par exemple, à 20 fois ses bénéfices soit coûteux.

Un exemple : si vous trouvez un titre d'une compagnie minière productrice d'or qui se vend à 20 fois ses bénéfices, n'hésitez pas à l'acheter. C'est une aubaine. Pourquoi ? Consultez le tableau INDICES BOURSIERS des AFFAIRES et vous verrez que le secteur or et argent se négocie dans son ensemble à environ 50 fois ses bénéfices. Et ce n'est pas

une aberration, la plupart des titres miniers en production commandant un fort multiple.

Par contre, si votre courtier vous offre un titre du secteur financier qui se négocie à 15 fois les bénéfices, la prudence est de mise. En effet, les titres de ce secteur se négocient rarement à plus de 10 fois leurs bénéfices.

Ainsi, il est primordial de comparer le ratio c/b d'une entreprise à celui de son secteur.

Bénéfices prévus

D'autre part, il y a une différence importante entre le ratio c/b d'une entreprise calculé sur la base de ses bénéfices réalisés et le ratio calculé à partir des bénéfices prévus pour l'exercice en cours ou futur.

Le premier ratio c/b est un fait réalisé: les bénéfices font partie de l'histoire. Par contre, les bénéfices prévus n'ont pas cette qualité. Aussi, au fur et à mesure que les trimestres passent, cette prévision se précise et se transforme petit à petit en bénéfices vraiment réalisés. Conséquemment, l'évolution du cours à la bourse traduit ce phénomène.

Le ratio cours-bénéfices prévu inclut les anticipations des analystes financiers et des investisseurs quant à la possibilité de grande croissance de l'entreprise. Plus cette anticipation est grande, plus les investisseurs accepteront de payer un multiple c/b élevé. Et c'est là que l'investisseur doit user de son jugement pour déterminer si cette forte anticipation est fondée ou non.

BERNARD MOONEY

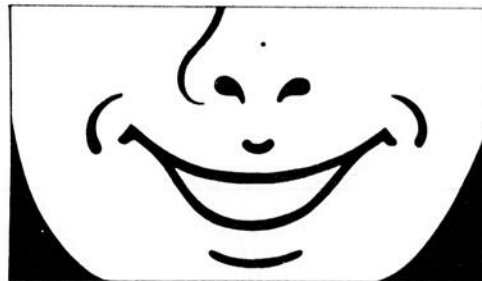
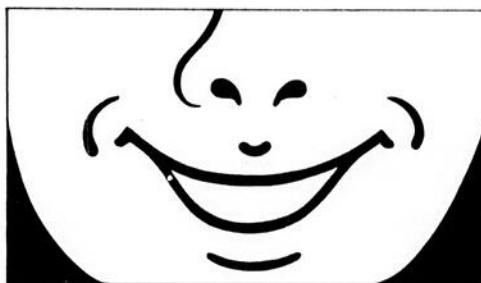
HILTON INTERNATIONAL QUÉBEC

3, Place Québec (Québec)

Il n'y paraît pas, mais il y a deux types de sourires (il suffit pour les reconnaître de savoir lire entre les... lèvres). Il y a les «parce-qu'il-faut-bien-faire-bonne-figure-devant-les-clients», et puis les autres, les sincères. Ceux qu'on fait naturellement parce qu'on aime son métier. Parce qu'on prend plaisir, tout simplement, à faire ce que l'on fait. Au Hilton International Québec, le personnel vous accueille toujours avec un sourire. Un vrai. C'est toute la différence.

Réservations: (418) 647-2411 ou le service de réservations Hilton, 1-800-268-9275.

Il y a une différence...



L'ACCUEIL, ON PREND ÇA À COEUR.

La nouvelle filiale de CFCF se porte bien

Les revenus publicitaires de Télévision Quatre Saisons sont plus élevés que prévu

Les revenus publicitaires réalisés jusqu'à maintenant par **Télévision Quatre Saisons**, filiale de CFCF (Mtl, 19,38 \$), dépassent les prévisions initiales faites par l'entreprise. La mauvaise presse accordée à Quatre Saisons au niveau de sa programmation n'a donc pas nui aux revenus publicitaires, croit-on au sein de la nouvelle chaîne de télévision.

Pour la première année d'exploitation, on prévoyait réaliser des ventes de 19,7 M\$. Cet objectif reposait sur l'hypothèse que Quatre Saisons réussirait à rejoindre 10 % de l'auditoire francophone au Québec à la fin de l'exercice 1986-87. Selon les statistiques pour la fin septembre produites par le **Broadcast Bureau of Measurement (BBM)**, Quatre Saisons aurait plutôt rejoint entre 4 % et 5 % de l'auditoire francophone global après quatre semaines de diffusion.

"Nous sommes satisfaits de ce départ, a déclaré

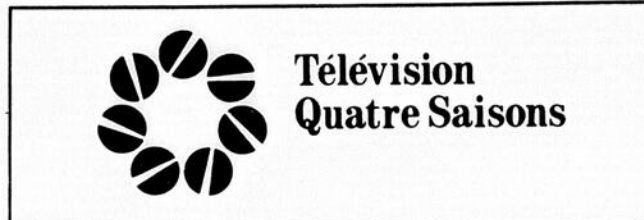


M. **André Pouliot**, vice-président et directeur général de CFCF. Nous visons un taux de pénétration de 10 % de l'auditoire francophone au Québec d'ici la fin de l'exercice et nous pensons bien l'atteindre, peut-être même le dépasser".

L'arrivée de Quatre Saisons n'a pas été sans déranger la concurrence. Les télédiffuseurs sont devenus beaucoup plus flexibles dans leur façon de vendre leur temps de publicité en ondes, a expliqué M. Pouliot. "Auparavant,

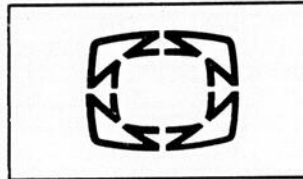


le client devait s'y prendre des mois à l'avance pour acheter du temps de publicité à la télévision. Le télédiffuseur exigeait que la campagne publicitaire s'étende sur six mois au moins. Ces conditions ne valent plus maintenant. Cette plus grande flexibilité rend la télévision plus accessible à tous les annonceurs. Par conséquent, le bassin de la clientèle s'est élargi. Des annonceurs qui n'auraient jamais pensé auparavant utiliser la télévision, viennent maintenant nous voir", a-t-il affirmé.



Contrecoups pour CFCF

Quatre Saisons ne fait pas que déranger la concurrence. Le **Groupe Champlain**, la filiale de CFCF qui évolue dans la post production et la production de messages publicitaires et d'émissions de télévision, a subi les contrecoups de l'arrivée de la nouvelle station. "Le Groupe Champlain obtenait auparavant des contrats de **Radio-Canada** et de **Radio-Québec**, par ex-



emple les émissions *Passe-Partout* et *Octogiciel*. Par le biais de sa filiale, le réseau Quatre Saisons, CFCF est maintenant un compétiteur direct de ces télédiffuseurs. Le Groupe Champlain les a perdus comme clients. Cela explique la baisse des revenus du Groupe Champlain," a dit M. Pouliot.

Cette baisse des revenus a eu pour effet une diminution globale des revenus provenant des activités de diffusion de CFCF. Pendant que le Groupe Champlain perdait des clients, **CFCF-TV**, la seule station privée de télévision de langue anglaise à Montréal, subissait un ralentissement de la croissance de ses revenus provenant de la publicité nationale. Heureusement, la publicité locale a enregistré de son côté une forte progression qui n'a pas toutefois compensé la baisse des revenus du Groupe Champlain. C'est ainsi que les revenus de diffusion dans leur ensemble sont passés de 61,1 M\$, en 1985, à 60 M\$ pour l'exercice terminé le 31 août 1986.

"Nous avons investi 1,5 M\$ dans l'équipement du Groupe Champlain. La maison a à son service un personnel hautement qualifié. Notre filiale est en mesure de développer de nouveaux marchés. Si elle a perdu certains clients, elle en trouve un avec Quatre Saisons. Le Groupe Champlain est aussi en mesure de servir des nouveaux clients à l'extérieur du Québec. Cette filiale peut évoluer sur quatre fronts à la fois, soit la post production de films, la couverture d'événements sportifs, la production de commerciaux et la production d'émissions de télévision. Nous sommes très confiants que sa situation se redressera très rapidement", a signalé M. Pouliot.

La câblodistribution va bon train

Côté cablodistribution,

les choses vont rondement pour CFCF. **CF Cable TV**, la filiale de CFCF oeuvrant dans la câblodistribution, a enregistré une croissance de 27 % de son chiffre d'affaires. L'exercice 1986-87 s'annonce bien pour cette filiale qui a obtenu la permission de la Commission de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) d'augmenter son tarif mensuel de base pour ses abonnés de 1,30 \$ depuis septembre 1986.

"La radiodiffusion est le secteur le plus décevant de nos activités, a révélé M. Pouliot. Nous n'obtenons pas les résultats escomptés. La concurrence est très vive dans le domaine de la radio anglaise à Montréal. Cette situation a été aggravée par une baisse des ventes publicitaires surtout aux stations MA", a-t-il expliqué.

M. Pouliot continue tout de même de croire à la radio en tant que véhicule publicitaire: "Malgré les revenus décevants, les cotes d'écoute augmentent sensiblement tant au MA qu'au MF. **CFOR-MF** représente un véhicule de choix pour les annonceurs. Sa programmation surtout musicale rejoint autant l'auditeur anglophone que francophone. Nous envisageons l'avenir avec optimisme", affirme-t-il.

Le réseau Quatre Saisons reste un gros morceau à avaler pour CFCF. L'entreprise de la famille Pouliot aura investi sur trois ans plusieurs dizaines de millions de dollars dans le projet. Pour amoindrir l'impact de cet investissement sur le bénéfice net de CFCF, la compagnie a décidé de capitaliser l'investissement et de ne commencer à amortir la dépense que deux ans plus tard. Cette mesure comptable permettra probablement à CFCF de montrer au cours des deux prochaines années un bénéfice net à la hausse. Ce bénéfice net sera toutefois de moindre qualité puisqu'une partie importante des dépenses d'investissement encourues aujourd'hui sera comptabilisée plus tard.

Pour l'exercice terminé le 31 août 1986, CFCF a réalisé des ventes de 87 M\$ et un bénéfice net de 11 M\$ ou 1 \$ l'action. Lors de l'exercice précédent, la compagnie avait déclaré des ventes de 82,5 M\$ et un profit net de 8,9 M\$ ou 0,94 \$ l'action.

CLAUDE CHIASSON

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique des titres mentionnés ci-dessous dans aucune province au Canada. Une telle offre sera faite par voie de prospectus et ne sera permise que dans la Province de Québec. Des copies du prospectus peuvent être obtenues des courtiers en valeurs mobilières dont les noms apparaissent dans cette annonce.

Premier appel public à l'épargne au moyen d'un prospectus

2 003 100 \$



607 000 unités

Formées chacune d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription

PRIX : 3,30 \$ l'unité

McNeil, Mantha, Inc.

Deragon Langlois
Limitée

Brault, Guy, O'Brien
Inc.

Wood Gundy
Inc.

Midland Doherty
Limitée

Placements Soficorp lance le 1er fonds mutuel de titres québécois

■ **Placements Soficorp** vient de lancer le premier fonds mutuel composé uniquement d'actions de compagnies québécoises.

Ce courtier montréalais en valeurs mobilières qui se chargera de la gestion espère ainsi recueillir pour la première année entre 25 M\$ et 50 M\$ auprès des investisseurs québécois.

Ce nouveau fonds dit de croissance investira l'argent amassé dans les entreprises québécoises de taille moyenne. "Les fonds mutuels vendus au Québec réinvestissent souvent l'argent recueilli dans les entreprises d'autres provinces. Pourtant, les entreprises québécoises ne manquent pas d'attrait pour l'investisseur, a déclaré M. Roger Charland, le président de Soficorp. Un coup d'oeil à leur performance financière révèle rapidement que ces entreprises sont très dynamiques.

"Aux Etats-Unis, a-t-il enchaîné, des investisseurs paient de 20 à 25 fois le bénéfice net réalisé au cours des douze derniers mois pour les actions de firmes dont la croissance des ventes est de 20 % en moyenne dans un secteur industriel. Au Québec, il existe plusieurs compagnies dont le taux de croissance des ventes oscille entre 30 % et 40 %, dont le rendement sur l'avoir des actionnaires est exceptionnel (30 % et plus) et dont l'action s'échange sur la base d'un multiple cours/bénéfice de 10 fois et moins. A ce prix, nul doute que les titres de plusieurs entreprises québécoises représentent d'excellentes occasions d'achat".

Actions liquides ou non

La liquidité des actions en circulation ne sera pas un facteur prioritaire de sélection. Même si le nombre d'actions en circulation d'une entreprise est faible, moins d'un million d'actions par exemple, les gestionnaires du fonds Soficorp pourront retenir la compagnie s'ils jugent son avenir prometteur.

"Evidemment, dans le cas de titre à liquidité restreinte, nous tenterons d'acheter des blocs d'actions afin d'éviter de créer un déséquilibre dans le marché qui ferait monter indûment le prix de l'action", a précisé M. Charland.

Les unités du fonds de croissance seront admissibles au régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et aux fonds enregistrés de revenus de retraite (FERR).

Il s'agira d'un fonds à capital variable. C'est dire que l'investisseur pourra acheter de nouvelles unités en tout temps. S'il veut les revendre, il devra alors s'adresser à Placements Soficorp qui les rachètera à leur valeur liquidative nette. Les unités du fonds seront vendues partout au Canada par les courtiers en valeurs mobilières et par tout autre agent vendeur autorisé.

L'investisseur devra donc payer des frais d'acquisition. Ceux-ci varieront de 3 % à 8 % du

montant investi. Plus le montant investi sera important, moins élevés seront les frais d'acquisition. A ces frais d'acquisition s'ajouteront des frais annuels de gestion fixés à 1,75 % de l'actif net moyen du fonds de croissance. L'investisseur devra souscrire initialement à un minimum de 1 000 \$ d'unités. Par la suite, il pourra acheter les unités en bloc minimal de 100 \$.

Placement Soficorp of-

frira également trois autres fonds aux investisseurs, soit un fonds équilibré, un fonds de revenus d'intérêt et un fonds de revenus de dividende.

Revenu d'intérêt

Le fonds de revenus d'intérêt investira essentiellement dans les obligations municipales. La plupart des obligations municipales ont actuellement une échéance de trois ans environ.

Dividendes

Le fonds de revenus de dividende concentrera ses investissements dans les actions privilégiées. Ces actions pourront être de qualité variée, rachetables, perpétuelles ou à taux flottants.

Fonds équilibré

Enfin, le fonds équilibré offrira à l'investisseur une pondération de porte-

feuille répartie entre le fonds de croissance, le fonds à revenus d'intérêt et le fonds à revenus de dividende. L'équilibre sera déterminé et révisé régulièrement par les gestionnaires du fonds équilibré. Les unités de chacun des fonds sont interchangeable entre elles.

CLAUDE CHIASSON

INVESTISSEZ DANS UN VOYAGE AU BRÉSIL.

Envoyez vos proches collaborateurs ou vos meilleurs clients au Brésil et récoltez les dividendes d'une telle opération.

Les Tours SOL-VAC proposent en exclusivité aux lecteurs du journal *Les Affaires* une offre unique qui permet de bâtir des équipes de collaborateurs encore plus motivées ou de s'assurer une plus grande fidélité de la part de leurs meilleurs clients.

2 SEMAINES À RIO - 999\$

PAR PERSONNE + TAXES

Hôtel Nacional - Départs: 4 et 18 janvier ou 1^{er} février 1987
Vol seulement, 799\$ par personne + taxes

2 SEMAINES À RECIFE - 889\$

PAR PERSONNE + TAXES

Hôtel Park - Départs: 4 et 18 janvier ou 1^{er} février 1987
Vol seulement, 659\$ par personne + taxes

CONDITIONS:

- 1) Les réservations doivent être faites et payées avant le 31 décembre 1986.
- 2) Remplissez le coupon ci-dessous et remettez-le à votre agent de voyages. Nous procéderons au tirage au sort d'un voyage sur chacun de ces deux départs et nous vous rembourserons le montant d'un forfait pour une personne.

Alors, faites plaisir et appelez votre conseiller en voyages sans plus tarder et demandez-lui l'offre Brésil des Tours Sol-Vac.

NOM DE L'ENTREPRISE: _____
 ADRESSE: _____
 TÉLÉPHONE: _____ CONTACT: _____
 NOM DU VOYAGEUR: _____
 DÉPART LE: _____ RIO RECIFE

SOL-VAC TOURS

L'appel du Sud

L O C A T I O N



serge
rondeau Leée

Pour la location
de véhicules
à court ou à long terme.

7 7 1 5, L E M A N S
S T - L É O N A R D, Q U É B E C
H 1 S 2 A 2
(5 1 4) 2 5 3 - 5 5 0 5

Des ventes de 145 à 150 M\$ en 1987

Goodfellow veut rehausser ses marges bénéficiaires

Il y a un peu plus d'un an, certains observateurs de la scène financière prédisaient des ventes de 135 M\$ et un bénéfice de 2 M\$ à la compagnie **Goodfellow** (Mtl, 4,25 \$) pour son exercice terminé le 31 août 1986. La compagnie a atteint l'objectif quant aux ventes, mais son bénéfice a chuté de 1,8 M\$ à 978 000 \$.

"Ce bénéfice décevant est attribuable à trois facteurs", a expliqué aux AFFAIRES M. **Richard Goodfellow**, vice-président à l'exploitation: la

compétition est maintenant beaucoup plus féroce dans le secteur du bois traité, les coûts sont à la hausse et le marché du bois est marqué par la stabilité.

"Deux nouvelles usines ont accru la production sur ce marché. Nous avons

donc dû réagir pour protéger notre part de marché. D'ailleurs, ces deux usines auraient encouru des pertes importantes", a indiqué M. Goodfellow.

Cette compétition a donc réduit sensiblement les marges bénéficiaires de

la compagnie. De plus, les coûts de Goodfellow ont subi des pressions à la hausse en raison d'un programme de construction réalisé durant le même exercice. Enfin, selon les dirigeants de la compagnie, le marché du bois du-

rant l'exercice de 1986 a été caractérisé par la stabilité.

"Notre compagnie, dans un marché relativement stable, est désavantagée étant donné que nous devons garder des inventaires importants. Encore là, nos marges diminuent

dans de telles conditions", a indiqué M. Goodfellow. Tous ces facteurs ont provoqué une baisse de 1 % de la marge bénéficiaire brute de Goodfellow.

Dans ce contexte, le grossiste montréalais de bois a donc décidé de prendre le taureau par les cornes. La direction de Goodfellow cherchera au cours du présent exercice à contrôler ses coûts et à améliorer ses marges. Mais comment ?

"D'abord, le seul fait que notre programme de construction soit terminé se traduira par plusieurs avantages", a répondu M. **R. Keith Rattray**, le vice-président finance de Goodfellow. Ainsi, la compagnie n'aura pas à engager des sommes additionnelles dans cette activité.

"D'autre part, nous pouvons maintenant fabriquer toutes les sortes de bois à toutes nos usines. Voilà qui réduira de façon substantielle nos coûts de transport et plus particulièrement de camionnage", a affirmé M. Goodfellow. Enfin, la capacité de production de Goodfellow, fruit du programme de construction, est capable de répondre à la demande sans problème, ce qui devrait aussi contribuer à réduire les coûts.

Bon premier trimestre

Un autre facteur qui, de l'avis des dirigeants de Goodfellow, commence à avoir un impact positif sur ses activités, est la grève dans l'industrie du bois dans l'Ouest canadien. "En effet, même si cette grève a débuté en juillet dernier, nous n'avons pas ressenti d'effet positif avant notre premier trimestre de 1987", reconnaît M. Goodfellow.

La compagnie est convaincue que tout ce contexte ravivera la croissance de son bénéfice. Elle vise une hausse de 10 % de son chiffre d'affaires, ce qui la propulserait à des ventes d'environ 150 M\$. Sur le plan du bénéfice, les dirigeants de Goodfellow sont moins loquaces, ne voulant pas avancer un chiffre précis. Le vice-président Richard Goodfellow a été le seul à se risquer en déclarant qu'il aimerait bien que sa compagnie atteigne en 1987 son bénéfice de 1985, soit 1,8 M\$ ou 0,55 \$ par action.

"Notre premier trimestre de 1987 qui vient de se terminer est la source de notre optimisme. En effet, nos résultats seront au

«J'ai confiance en mon représentant DS parce qu'il sait comprendre mes besoins et qu'il m'aide à atteindre mes objectifs financiers.»

Mme Denise Tousignant
Vétérinaire et femme d'affaires - Québec

«Le jour où j'ai décidé de planifier mon avenir financier, j'ai pris une bonne décision en choisissant quelqu'un qui comprend mes besoins et qui possède les compétences nécessaires pour bien me conseiller: un représentant DS.»

Lors de ma première rencontre, je lui ai fait part de ma situation financière et de mes objectifs. Il s'est montré très attentif. Puis, il m'a aidé à élaborer un plan d'investissement sur mesure comprenant divers types de placements: actions, obligations, titres admissibles au RÉA, ainsi qu'un REER adapté à mes besoins. De plus, il m'a suggéré de constituer un portefeuille de placements au nom de ma compagnie, ce qui s'est avéré très profitable du point de vue fiscal, entre autres.

Depuis que je fais affaire avec DS, ma situation financière s'est améliorée et ce, en partie grâce à l'expérience et au professionnalisme de mon représentant. En somme, depuis que j'ai choisi DS, je peux envisager mon avenir financier avec plus de confiance.»

DS Dominion Securities

Nous choisir pourrait être votre meilleur placement

Pour plus de renseignements:
Montréal (514) 282-5200
Montréal (514) 397-3434
Québec (418) 641-1124
Laval (514) 687-9330
Sherbrooke (819) 821-4060
Pointe-Claire (514) 694-7560



moins aussi bons que ceux de notre premier trimestre de 1986", a affirmé M. Goodfellow. Pour sa part, M. Rattray a estimé le chiffre d'affaires pour ce trimestre à 5 M\$ de plus que l'an dernier. "Et notre carnet de commandes est supérieur à l'an passé", a-t-il poursuivi.

Titre sous-évalué ?

Il faut toutefois souligner que le véritable test de la performance financière de Goodfellow est le deuxième trimestre, traditionnellement le plus faible. En 1986, les résultats de ce trimestre ont été très décevants et, pour cette année, on se croise les doigts chez Goodfellow. En fait, le commerce du bois connaît une certaine paralysie pendant les mois d'hiver.

D'autre part, malgré la baisse de son bénéfice, la compagnie jouit d'une excellente santé financière. Son fonds de roulement dépasse 13 M\$ et sa dette à long terme n'est que de 4 M\$. Elle est donc en bonne position pour acquérir une autre entreprise.

"Nous n'avons pas de projet immédiat dans ce sens. Toutefois, nous demeurons aux aguets et sommes prêts à agir si une situation intéressante se présente", a commenté M. Goodfellow. Ce dernier est catégorique quant au genre d'entreprise qu'il aimerait acquérir: il n'est pas question que Goodfellow quitte son domaine. Ainsi, le genre d'acquisition idéale pour Goodfellow serait une compagnie oeuvrant dans la remanufacture de bois.

Goodfellow a fait un appel public à l'épargne dans le cadre du REA à la fin de 1984 et, après deux ans sur le marché boursier, ses dirigeants se disent satisfaits de l'expérience. Une seule critique: "Au prix actuel, notre titre est définitivement sous-évalué. Si l'on considère que la valeur au livre de notre compagnie

GOOD-FELLOW	
Ventes	
1986:	138,9 M\$
1985:	124,4 M\$
1984*:	106 M\$
Bénéfice brut	
1986:	19,3 M\$
1985:	18,5 M\$
1984*:	17 M\$
Bénéfice net	
1986:	978 000 M\$
1985:	1,8 M\$
1984*:	1,6 M\$
Bénéfice par action	
1986:	0,28 \$
1985:	0,55 \$
1984*:	0,64 \$
Fonds de roulement	
1986:	13,2 M\$
1985:	12,6 M\$
1984*:	7,3 M\$
Dette à long terme	
1986:	4,4 M\$
1985:	4,7 M\$
1984*:	4,2 M\$
Dette totale	
1986:	27,1 M\$
1985:	24,7 M\$
1984*:	22,5 M\$
Avoir des actionnaires	
1986:	15,7 M\$
1985:	15 M\$
1984*:	8,1 M\$
Nombre d'actions en circulation	
1986:	3,5 M
1985:	3,5 M
1984*:	460 005

* En date du 31 août de chaque année
Tableau: LES AFFAIRES

est d'environ 4,50 \$ et que nous sommes une des seules compagnies du régime d'épargne-actions (REA) du Québec de notre dimension à donner un dividende (0,05 \$ par année), notre action est une aubaine présentement", a conclu avec conviction M. Rattray.

BERNARD MOONEY

FORTEC LTÉE

Entrepreneur et gestionnaire en construction

- Gestion de projet
- Commercial, industriel
- Projet clé en main
- Bureau, usine, entrepôt
- Financement
- Rénovation

Appelez-nous

10700 est, Henri-Bourassa, Montréal, Qué. H1C 1G9
Tél: (514) 648-3148/325-1113
Télex: 05-828712

Organisez et rentabilisez les opérations de votre bureau

avec INFORMATIQUE & BUREAUTIQUE

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les

COURTIERS À ESCOMPTE

(...mais n'osiez pas demander à votre courtier!)

Cette annonce a été conçue exclusivement pour vous

Les slogans publicitaires, les promesses mirobolantes vous laissent indifférent. Il vous faut des faits, de l'information sans fioriture, vous vous chargez du reste. En matière d'investissements, vous considérez qu'il est indispensable de consacrer du temps à la recherche et à la préparation d'une stratégie qui relie vos moyens et vos objectifs.

Un conseil n'est pour vous rien de plus qu'un conseil; il faut davantage pour vous influencer; d'ailleurs, depuis quelque temps déjà, de plus en plus c'est vous qui décidez... Et vos finances personnelles ne s'en portent que mieux!

Cette annonce a été conçue exclusivement à votre intention, pour vous donner des réponses claires et précises à 6 questions essentielles concernant le courtage à escompte, parce que nous savons que c'est en connaissance de cause que vous aimez décider!

Qui peut faire affaires avec un courtier à escompte ?

Tout investisseur capable de prendre ses propres décisions d'investissement sur les marchés boursiers. Chez Disnat, il n'y a aucun dépôt minimum initial requis pour ouvrir ou maintenir un compte. Une fois la première transaction effectuée et votre crédit établi, vous disposez des mêmes conditions que chez votre courtier actuel pour régler vos transactions.

Faut-il transférer son compte chez le courtier à escompte ?

Il est effectivement possible de transférer un compte d'un courtier à un autre. C'est très facile, vous nous en donnez l'instruction et nous nous chargeons du reste. Cependant, ce n'est pas obligatoire, et nos clients sont de cet avis, puisque 80% d'entre eux ont ouvert un compte chez nous tout en conservant des comptes chez un ou plusieurs autres courtiers. Cela leur permet entre autres de continuer de bénéficier d'informations sur de nouvelles émissions et de profiter des avantages fiscaux d'un compte REA, que le courtier à escompte ne peut offrir. Par contre, nos clients apprécient la commission réduite d'un courtier à escompte à l'achat et à la vente d'un titre sur lequel ils ont fait toute la recherche!

Peut-on confier son argent à un courtier à escompte ?

Disnat est le premier courtier à escompte à avoir ouvert ses portes au Canada en 1982. Ses activités sont réglementées et surveillées par la



M. René Perreault

René Perreault, président de Disnat, est l'un des fondateurs de cette maison de courtage à escompte, la première du genre à ouvrir ses portes au Canada en 1982. En sa qualité de doyen de cette industrie, ses réponses à vos questions reflètent une expérience éprouvée, sanctionnée par l'appui de 10 000 clients satisfaits: «L'investisseur d'expérience veut d'abord connaître l'état des marchés qui l'intéressent, ensuite il recherche une exécution fiable, et enfin une confirmation rapide. À la limite, on pourrait dire que pour lui, la qualité de l'exécution est pratiquement aussi importante que l'escompte».

Bourse de Montréal et la Commission des valeurs mobilières du Québec. De plus, Disnat est couvert par le Fonds National de Prévoyance, institué par l'industrie du courtage pour protéger les investisseurs. Enfin, Disnat est devenue en 1986 société publique, ce qui lui a permis de se constituer des ressources financières largement suffisantes pour assurer ses obligations actuelles et poursuivre une croissance très rapide. Par ailleurs, 75% des actions de Disnat sont toujours détenues par McNeil, Mantha, Inc., l'un des 20 courtiers les mieux capitalisés au Canada.

Quels sont les services offerts par un courtier à escompte ?

À l'exception de la recherche et du conseil, Disnat offre exactement les mêmes services qu'un courtier traditionnel: compte au comptant, compte sur marge, REER autogéré, fonds mutuels. Cependant, ses clients étant particulièrement exigeants en matière d'exécution, Disnat fait le nécessaire pour leur assurer le meilleur service à ce niveau: un système téléphonique capable d'assurer l'accès instantané aux cotes des principaux marchés du continent, l'exécution MORRE aux

meilleures conditions entre Montréal et Toronto, un système de confirmation des transactions sur valeurs canadiennes, généralement dans l'heure suivant la transaction, et la certitude de ne jamais attendre, puisque tous les représentants de Disnat peuvent répondre à votre appel. C'est vraiment un avantage d'avoir immédiatement quelqu'un au bout du fil lorsque les marchés bougent rapidement!

En quoi consiste l'escompte ?

Voilà la question! Chez Disnat, nous recherchons des solutions simples qui favorisent la bonne compréhension et l'utilisation fréquente de nos services: pour commencer, Disnat offre toujours à tous ses clients un escompte véritable pouvant atteindre 75% du taux de commission chargé par les courtiers traditionnels avant le 1er avril 1983 (date de la déréglementation des commissions au Québec et en Ontario). Cependant, si vous consultez le dernier relevé de transaction que vous a fait parvenir votre courtier traditionnel, vous constaterez en faisant la comparaison avec la commission que vous auriez payée chez Disnat, que l'escompte de Disnat est probablement encore plus avantageux: nombre de courtiers ont en effet profité de la déréglementation de 1983 pour augmenter leurs tarifs!

Enfin, l'escompte de Disnat est encore plus important en fonction des volumes transigés. Pour vous aider à comparer, nous vous suggérons de consulter le tableau ci-dessous, avec vos récents relevés de transactions à portée de la main.

Prix de clôture 5 novembre 1986	Votre courtier *	Disnat **
400 Bell Canada @ 37 1/2 % \$	215,11 \$	75,28 \$
500 Banque Nationale @ 28 % \$	227,31 \$	79,55 \$
1000 Alcan @ 43 1/2 % \$	512,25 \$	179,29 \$
3000 Cascades @ 12 1/4 % \$	768,20 \$	268,87 \$

* Commission chargée par les courtiers avant le 1er avril 1983
** Les services de Disnat s'adressent aux investisseurs d'expérience

Quand est-il temps d'ouvrir un compte chez un courtier à escompte ?

Le jour où à la suite de lectures et de recherches personnelles, vous avez le goût d'investir dans les actions d'une entreprise cotée en bourse, en étant prêt à en assumer vous-même le risque. Ce jour-là, nous en sommes certains, vous apprécierez pleinement l'atout majeur d'exécutions rapides et sûres agrémentées d'escomptes substantiels. Tout le personnel de Disnat saura alors vous démontrer pourquoi nous sommes le premier courtier exécutant au Canada!

Appelez à Montréal: **842-8471**

Appelez à Québec: **682-3078**

Sans frais région de Québec: **1-800-463-1808**

Sans frais, ailleurs au Québec: **1-800-361-1845**

AF-12-13



Les Investissements Disnat Inc.

Veuillez m'envoyer votre documentation:

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____ Code postal _____

Les Investissements Disnat Inc., filiale de McNeil, Mantha, Inc., 360, rue St-Jacques, Bureau 706, Montréal (Québec) H2Y 1P5

D'autres acquisitions en vue

Magnétique achète le groupe Meditron

La compagnie **Magnétique Internationale** (Tor, 6,25 \$) a complété l'acquisition du groupe **Meditron** comprenant **Meditron Corp.**, **Meditron Atlantic**, **Meditron Ontario**, **Meditron Medic** et

Fabtron Corp. La transaction, évaluée à 7,8 M\$, comprend une note sans intérêt de 4,5 M\$ venant à échéance en 1989 et 434 038 actions ordinaires de Magnétique. Magnétique a de plus prêté 1,2 M\$ aux

compagnies acquises.

Le groupe Meditron est un important distributeur de produits médicaux jetables et réutilisables pour les hôpitaux. Le groupe gère aussi une division de soins à domicile. Le groupe Meditron, situé à Montréal, représente un chiffre d'affaires additionnel d'environ 18 M\$ pour Magnétique.

Cette acquisition complète le triangle de compagnies à partir duquel Magnétique voulait pénétrer le marché des produits médicaux. En plus de Meditron, la firme possède maintenant les compagnies **Produits Progressifs**, qui fabriquent et vendent plus de 200 produits médicaux jetables, et **Advanced Medical Technologies**, un leader dans l'injection sous-cutanée sans aiguille.

Questionné à savoir si sa compagnie envisageait d'autres acquisitions, M. **John Miller**, président de

Magnétique a laissé entendre aux AFFAIRES que c'était loin d'être le cas ! "Notre objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 75 à 100 M\$, a-t-il dit. Nos trois entreprises actuelles nous assurent des ventes d'environ 38 M\$. Nous avons donc encore du travail à faire pour atteindre notre but".

En effet, Magnétique ne peut espérer augmenter son volume d'affaires que de deux façons: en poussant d'abord la vente de ses produits dans les marchés actuels et dans de nouveaux marchés puis en acquérant de nouvelles compagnies. A court terme, il semble peu probable que Magnétique puisse doubler, voire tripler ses ventes. Elle doit donc chercher un ou des apports extérieurs.

D'autre part, l'acquisition du groupe Meditron n'a pas coûté très cher en argent comptant à Magné-

tique. Le seul déboursé immédiat est le prêt de 1,2 M\$ au groupe. Toutefois, comme les résultats financiers du groupe seront consolidés à partir du 1er novembre dans ceux de Magnétique, cette dernière recouvrera rapidement ce montant dans son fonds de roulement.

Le fonds de roulement de 5,4 M\$ de Magnétique, en date du 30 septembre 1986, demeurera ainsi pratiquement intact. Cette situation la place donc dans une bonne position pour une autre acquisition.

Résultats de 9 mois

Pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 1986, Magnétique a déclaré un bénéfice de 1,16 M\$ ou 0,19 \$ par action par rapport à une perte totalisant 243 521 \$ ou 0,07 \$ par action pour la période comparable en 1985. Tou-

tefois, il faut noter que ces résultats incluent un poste extraordinaire de plus de 2 M\$, qui provenaient de la vente des intérêts de Magnétique dans **Pétro-Sun** (Mtl, 1,73 \$).

Le chiffre d'affaires de Magnétique a cependant connu une forte croissance, passant de 451 020 \$ à 1 872 460 \$. Pour le troisième trimestre, la compagnie a enregistré un bénéfice d'exploitation de 183 776 \$, soit 0,03 \$ par action comparé à une perte de 306 339 \$ ou 0,09 \$ par action pour le même trimestre en 1985. Les ventes ont atteint 1,1 M\$ pour la même période alors qu'elles avaient à peine atteint 120 000 \$ en 1985. La compagnie prévoit des revenus supérieurs à 3 M\$ pour le quatrième trimestre.

BERNARD MOONEY

ACCORD LX 1987
À partir de 285 \$ / mois*



Louez une Honda du bout des doigts

SBL LOCATION
848-7199

* Ligne 48 mois - Taxe en sus.

Cette annonce n'apparaît qu'à titre d'information.

Premier appel public à l'épargne



GUILLEVIN INTERNATIONAL INC.

5 010 000 \$

835 000 actions subalternes catégorie A comportant droit de vote et 417 500 bons de souscription

Prix: 6,00 \$ l'unité

Lévesque, Beaubien Inc.

McLeod Young Weir Limitée

Décembre 1986

Cette annonce n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

Premier appel public à l'épargne

MUX LAB INC

5 100 000 \$

1 700 000 actions subalternes à droit de vote catégorie A

Prix: 3,00 \$ l'action

Lévesque, Beaubien Inc.

Geoffrion, Leclerc Inc.

Décembre 1986

La présente annonce ne doit pas être interprétée comme un appel public à l'épargne dans la province de Québec des valeurs qui y sont mentionnées. Une telle offre sera faite par voie de prospectus seulement dans la province de Québec où le dépôt d'un tel prospectus aura été accepté par la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Premier appel public à l'épargne

ATLANTIQUE IMAGE ET SON

6 500 000 \$

1 000 000 d'actions subalternes de catégorie A comportant droit de vote

Prix: 6,50 \$ l'action

Lévesque, Beaubien Inc.

Geoffrion, Leclerc Inc.

Burns Fry Limitée

McLeod Young Weir Limitée

Bell Gouinlock Limitée

Novembre 1986

Cette annonce n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

Premier appel public à l'épargne



VENMAR INC.

4 500 000 \$

1 500 000 actions ordinaires

La Compagnie confirme que les actions ordinaires achetées en 1986 constitueront un placement admissible à un régime d'épargne-actions en vertu des dispositions actuelles de la Loi sur les impôts (Québec) permettant de déduire, pour l'année d'imposition 1986, 100 % de leur coût d'acquisition dans la mesure où certaines conditions seront respectées.

PRIX: 3,00 \$ l'action

Lévesque, Beaubien Inc.

Geoffrion, Leclerc Inc.

McLeod Young Weir Limitée

Société de courtage Bache Inc.

Novembre 1986

Légende: ratio cours-bénéfices: prix de l'action à la recommandation divisé par les bénéfices prévus pour l'année financière. Ratio cours-fonds autogénérés: prix de l'action à la recommandation divisé par les fonds autogénérés prévus pour l'année financière.

Alcan

Cours à la recommandation: 43 \$
Recommandation: acheter sous les 45 \$
Analyste: Manford L. Mallory, Capital Group

Sur la base du ratio cours/bénéfices, le titre Alcan ne semble pas dispendieux actuellement. De plus, Alcan se transige présentement à 5 % de plus que sa valeur au livre. Historiquement, l'action est passée de + à - 40 % de cette valeur au livre, ce qui implique un prix cible de 60 \$ pour l'action d'Alcan dans la prochaine année.

Cours récent: 41,38 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1986: 2,55 \$ US
 1987: 3,50 \$ US
 Ratio cours/bénéfices:
 1986: 12,1
 1987: 8,8
 Dividende: 0,80 \$ US

Andres Wine

Cours à la recommandation: 21 \$
Recommandation: acheter pour le long terme
Analyste: R. Neil Wickham, Walwyn

Andres a réussi à démontrer une bonne performance dans la croissance de ses ventes et de ses bénéfices dans les dernières années. Cette tendance se poursuivra probablement dans l'avenir. Les perspectives pour cette compagnie semblent très bonnes, particulièrement pour le long terme.

Cours récent: 20,63 \$ (Tor)
 Bénéfices prévus:
 1987: 1,30 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1987: 16,2
 Dividende: 0,55 \$

Carling O'Keefe

Cours à la recommandation: 13,25 \$
Recommandation: vendre
Analyste: Angela Royce, Burns Fry

Compte tenu des perspectives de l'industrie de la bière au Canada et de l'industrie du pétrole et du gaz, il est peu probable qu'un acheteur potentiel paie une prime au-dessus du prix actuel pour les actions de Carling. Ainsi, il

est recommandé de vendre le titre et d'acheter le titre de Labatt ou de songer à un tout autre secteur.

Cours récent: 13 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1987: 0,24 \$
 1988: 0,39 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1987: 55,2
 1988: 34
 Dividende: 0,48 \$

Consolidated-Bathurst

Cours à la recommandation: 28 \$
Recommandation: acheter
Analyste: Robert Duncan, McNeil Mantha

Un bilan solide, une bonne équipe de direction, une usine efficace, des fonds autogénérés élevés et un cycle des matières premières favorable donnent à cette action un fort potentiel. L'achat de ce titre est recommandé jusqu'à 31 \$.

Cours récent: 28,25 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1987: 2,70 \$
 1988: 3,10 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1987: 10,4
 1988: 9,0
 Dividende: 0,60 \$

Costain

Cours à la recommandation: 13 \$
Recommandation: acheter
Analyste: Harry Rannala, Merrill Lynch

Cette compagnie, par son fort potentiel de croissance et sa santé financière, se compare avantageusement à ses concurrents. De plus, ses actions sont sous-évaluées par rapport à son multiple cours/bénéfices. Et le multiple cours/fonds autogénérés fait de Costain un titre encore plus sous-évalué.

Cours récent: 12,75 \$ (Tor)
 Fonds autogénérés prévus (par action):
 1987: 2,31 \$
 Ratio cours/fonds autogénérés:
 1987: 5,6
 Dividende: 0,20 \$

Co-Steel

Cours à la recommandation: 13,25 \$
Recommandation: acheter
Analyste: Donald L. Crook, Walwyn

Co-Steel est considérée comme le titre parmi les compagnies évoluant dans l'industrie de l'acier le moins dispendieux étant donné ses bénéfices solides en plus de ses généreuses récupérations fiscales.

Cours récent: 10,13 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1986: 1,01 \$
 1987: 1,40 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1986: 13,1
 1987: 9,5
 Dividende: 0,40 \$

Doman Industries

Cours à la recommandation: 4,10 \$
Recommandation: vendre
Analyste: Claude Moreau, Walwyn

Doman est un producteur de bois d'oeuvre très compétitif. Toutefois, son bilan repose beaucoup sur la dette et le marché du bois d'oeuvre en 1987 pourrait connaître des ratés. A partir des prévisions de bénéfices pour 1987, le titre n'est pas sous-évalué.

Cours récent: 3,75 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1986: 0,60 \$
 1987: 0,40 \$
 Ratio cours/bénéfices:

1986: 6,8
 1987: 10,3

Domtar

Cours à la recommandation: 33,50 \$
Recommandation: acheter
Analyste: Claude Moreau, Walwyn

L'augmentation substantielle prévue dans les bénéfices de Domtar devrait provenir principalement de la division des pâtes et papiers. Cette division devrait en effet profiter de meilleurs prix en 1987 entre autres pour le papier journal et la pâte. A partir de ces prévisions de bénéfices, ce titre est un achat.

Cours récent: 35,63 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1986: 2,82 \$
 1987: 3,40 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1986: 11,9
 1987: 9,9
 Dividende: 1 \$

Donohue

Cours à la recommandation: 27,25 \$
Recommandation: vendre
Analyste: Bernard Van der Stichele, Geoffrion

La dette à long terme de la compagnie consistait au 30 septembre 1985 en 78 % d'emprunts en dollars américains. Cela a provoqué d'importantes pertes de change non-amorties - 2,25 \$ l'action au 30 septembre 1985. Il s'ensuit que la qualité des bénéfices reportés laisse à désirer et que les bénéfices futurs seront en grande partie neutralisés par des pertes de change.

Cours récent: 29 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1986: 1,70 \$
 1987: 1,90 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1986: 16,0
 1987: 14,3
 Dividende: 0,72 \$

Highwood Resources

Cours à la recommandation: 4,70 \$
Recommandation: acheter
Analyste: David R. James, Richardson Greenshields

Highwood est une compagnie minière qui travaille à la mise en production de gisements de métaux rares comme le béryllium, l'yttrium, le niobium et le gallium dans les Territoires du Nord-Ouest. Même si le titre a beaucoup augmenté, les résultats positifs des études préliminaires et les autres développements supportent encore une recommandation d'achat.

Cours récent: 4,60 \$ (Tor)
 Bénéfices prévus:
 1986: 1,90 \$
 1987: 3,60 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1986: 24,9
 1987: 13,1
 Dividende: 1,60 \$

Imasco

Cours à la recommandation: 32,25 \$
Recommandation: acheter
Analyste: Sandra M. Lowe, Merrill Lynch

Avec l'amélioration des performances de Imperial Tobacco et de Canada Trustco, la compagnie pourrait avoir une bonne croissance de ses bénéfices en 1988. En dépit des problèmes de Peoples Drug Store, le titre Imasco offre un potentiel de gain à moyen terme de 20 %, avec un prix cible de 39 \$.

Cours récent: 32,88 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1987: 2,05 \$
 1988: 2,75 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1987: 15,7



M. Jean-Paul Barré

M. Pierre-Paul Lassonde, président du Conseil d'administration de Industries Lassonde inc., a le plaisir de confirmer M. Jean-Paul Barré dans ses fonctions de président directeur général de Industries Lassonde inc.

M. Barré est riche d'une expérience de plus de vingt ans dans le domaine de l'alimentation alors qu'il a principalement oeuvré au sein de la compagnie A. Lassonde & Fils inc. de Rougemont, l'un des plus importants fabricants de jus de fruits au Québec avec les marques Rougemont, Oasis et Mont-Rouge. Ses fonctions actuelles font en sorte qu'il siège activement, à titre de président, au Conseil d'administration de toutes les filiales de Industries Lassonde inc.

Industries Lassonde inc. constitue un holding de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits alimentaires et se compose des filiales: A. Lassonde & Fils inc., Produits Ronald Inc., Lassonde Technologie inc., Vac-O-Nut inc., Spécialités de Boulangerie B.H.R. (1986) inc. et 150739 Canada inc. (MixOfruit).

1988: 11,7

Dividende: 0,84 \$

Imperial Oil

Cours à la recommandation: 47,25 \$
Recommandation: conserver
Analyste: Eleanor Barker, Walwyn

Imperial Oil jouit d'excellentes réserves et d'un bilan sain. La compagnie s'est préparée par différentes mesures pour faire face à des prix pétroliers relativement bas dans l'avenir. C'est un titre à conserver au niveau actuel et à acheter entre 42 \$ et 44 \$.

Cours récent: 47,50 \$ (Mtl)
 Bénéfices prévus:
 1986: 1,90 \$
 1987: 3,60 \$
 Ratio cours/bénéfices:
 1986: 24,9
 1987: 13,1
 Dividende: 1,60 \$

BERNARD MOONEY



NOMINATION



M. Louis Villeneuve, c.a.

Monsieur Steve Sutherland, président de NAUTILUS PLUS INC. a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Louis Villeneuve c.a. au poste de directeur des finances.

Membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec, M. Villeneuve a oeuvré pendant huit années au sein de firmes nationales d'experts-comptables dont les cinq dernières avec la firme Clarkson Gordon, Caron Bélanger à titre de chef d'équipe en vérification.

NAUTILUS PLUS INC., compagnie publique inscrite à la Bourse de Montréal, offre des services de conditionnement physique et de sports intérieurs et dessert les régions métropolitaines de Montréal et Québec par l'intermédiaire de vingt centres spécialisés. La compagnie demeure attentive aux possibilités d'acquisition et de location d'espaces commerciaux qui cadrent avec sa structure d'expansion.

Cette annonce n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

Premier appel public à l'épargne

Les Fourgons

Transit inc.

4 000 000 \$

1 000 000 d'actions subalternes à droit de vote

Prix: 4,00 \$ l'action

Lévesque, Beaubien Inc.

Octobre 1986

Légende: ratio cours-bénéfices: prix de l'action à la recommandation divisé par les bénéfices prévus pour l'année financière. Ratio cours-fonds autogénérés: prix de l'action à la recommandation divisé par les fonds autogénérés prévus pour l'année financière.

John Labatt

Cours à la recommandation: 21,75 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Angela Joyce, Burns Fry

En dépit de la reprise beaucoup moins forte que prévue de l'industrie de la bière, Labatt devrait être capable de maintenir une croissance de 9 % cette année et de 16 % l'année prochaine dans ses bénéfices. Ce titre pourrait donc atteindre 25,50 \$ en 1987 et est certainement le meilleur titre dans le secteur des brasseries.

Cours récent: 21,75 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1987: 1,50 \$
1988: 1,75 \$
Ratio cours/bénéfices:
1987: 14,5
1988: 12,4
Dividende: 0,50 \$

John Labatt

Cours à la recommandation: 21,75 \$
Recommandation: acheter
Analyse: R. Neil Wickham, Walwyn

kham, Walwyn

Labatt devrait être considérée maintenant comme une compagnie diversifiée dans les produits de consommation et non seulement comme une brasserie. La compagnie devrait démontrer une forte croissance dans ses ventes et ses profits en 1987 et semble bien placée pour poursuivre cette croissance à l'avenir.

Cours récent: 21,75 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1987: 1,55 \$
Ratio cours/bénéfices:
1987: 14,0
Dividende: 0,50 \$

Macmillan Bloedel

Cours à la recommandation: 40,50 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Claude Moreau, Walwyn

Cette compagnie est une des entreprises de l'ouest qui pourrait être la moins touchée par le droit compensatoire de 15 % imposé par les Etats-Unis. De plus, la compagnie a réussi à minimiser ses coûts tout en augmentant sa productivité. Le titre a un bon potentiel d'appréciation.

Cours récent: 43,25 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1986: 3,60 \$
1987: 4,75 \$
Ratio cours/bénéfices:

1986: 11,3
1987: 8,5
Dividende: 1 \$

Maritime Telegraph and Telephone

Cours à la recommandation: 16 \$
Recommandation: acheter
Analyse: David Stenason, Lévesque

La compagnie possède le monopole du service téléphonique en Nouvelle-Ecosse. La dernière décision des autorités de réglementation allouait un rendement sur l'avoir des actionnaires de 15 % à la compagnie. En 1987 et en 1988, MTT manquera de peu cet objectif. Tant du point de vue de gain en capital que de rendement, ce titre est un bon achat.

Cours récent: 16,13 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1986: 1,57 \$
1987: 1,65 \$
1988: 1,75 \$
Ratio cours/bénéfices:
1986: 10,2
1987: 9,7
1988: 9,1
Dividende: 0,96 \$

Matco

Cours à la recommandation: 2,20 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Stéphane Solis,

Midland Doherty

La conclusion récente des travaux d'agrandissement de deux centres devrait permettre une augmentation appréciable du chiffre d'affaires de l'entreprise en 1987. De plus, Matco étudie la possibilité de procéder à une nouvelle acquisition. L'achat est recommandé, mais en raison de la liquidité restreinte du titre, une certaine prudence est de mise.

Cours récent: 2,10 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1986: 0,31 \$
1987: 0,38 \$
Ratio cours/bénéfices:
1986: 7,1
1987: 6,7
Valeur comptable (au 31 octobre): 1,52 \$

Mitel

Cours à la recommandation: 6 \$
Recommandation: acheter (spéculation)
Analyse: Robert Tang, McLeod

Au prix actuel, ce titre se vend 30 fois ses bénéfices prévus pour 1987/1988. Toutefois, la compagnie demeure un candidat pour un revirement significatif compte tenu de la force de ses produits et de ses efforts de marketing. L'achat est recommandé pour les investisseurs qui peuvent subir le risque.

Cours récent: 6,38 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1986/87: -0,10 \$
1987/88: 0,20 \$
Ratio cours/bénéfices:
1986/87: -
1987/88: 30,0

Molson

Cours à la recommandation: 22,50 \$
Recommandation: acheter
Analyse: R. Neil Wickham, Walwyn

Les ventes de bière vont bien avec une part de marché en hausse et plusieurs nouvelles marques dont l'introduction pourrait encore davantage l'améliorer. En dépit d'un environnement difficile, les bénéfices de la compagnie devraient croître en 1987 et en 1988.

Cours récent: A, 22,75 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1987: 1,85 \$
Ratio cours/bénéfices:
1987: 12,2
Dividende: 0,80 \$

Moore

Cours à la recommandation: 28,63 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Robert Tang, McLeod

En dépit d'une augmentation des coûts du papier qui pourrait influencer de façon négative sur les résultats

des deux prochains trimestres, les perspectives à long terme de la compagnie demeurent favorables. Le titre est un achat sous les 29 \$.

Cours récent: 30,13 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1986: 1,40 \$-1,45 \$
1987: 1,70 \$-1,75 \$
1988: 2 \$
Ratio cours/bénéfices:
1986: 14,6
1987: 12,1
1988: 10,3
Dividende: 0,72 \$

Nevada Goldfields Corporation

Cours à la recommandation: 10 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Ron Coll, Midland Doherty

L'acquisition récente de la mine d'or Kingston donne au titre un potentiel d'appréciation au-dessus de la moyenne. De plus, en vertu de la qualité des réserves connues et de la capacité de la direction à produire à coûts réduits, l'action est recommandée.

Cours récent: 8 \$ (Tor)

Normick Perron

Cours à la recommandation: 5 \$
Recommandation: acheter/conservé
Analyse: Daniel Côté, Richardson

La décision américaine d'imposer un droit compensatoire de 15 % sur les importations de bois d'oeuvre résineux canadien pourrait affecter la rentabilité de 40 % des ventes de la compagnie. Toutefois, il est probable que ce facteur soit déjà escompté dans le marché.

Cours récent: 5,13 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1986: 0,64 \$
1987: 0,62 \$
Ratio cours/bénéfices:
1986: 7,8
1987: 8,1

Nova

Cours à la recommandation: 5,75 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Douglas G. Cunningham, Burns Fry

Les bénéfices prévus pour cette compagnie ont été révisés à la hausse. Plusieurs facteurs influent positivement sur la compagnie dont principalement le revirement plus important que prévu dans le marché du polyéthylène. Le titre pourrait atteindre 7 \$ d'ici la fin de 1987 pour un rendement total, en ajoutant le dividende, de 28,7 %.

Cours récent: 6,13 \$ (Mtl)

Bénéfices prévus:
1986: 0,46 \$
1987: 0,66 \$
1988: 0,84 \$

Ratio cours/bénéfices:
1986: 12,5
1987: 8,7
1988: 6,8
Dividende: 0,40 \$

PCL Industries

Cours à la recommandation: -
Recommandation: acheter
Analyse: Brian Faughnan, Tassé

Les quatre acquisitions récentes de PCL semblent bien s'intégrer aux autres divisions de la compagnie. Les résultats du quatrième trimestre, selon les dirigeants, devraient montrer une nette amélioration. Le potentiel à long terme de PCL est élevé.

Cours récent: 9,75 \$ (Tor)
Bénéfices prévus:
1986: 0,55 \$
1987: 1 \$

Rothmans

Cours à la recommandation: 40 \$
Recommandation: acheter pour le court terme
Analyse: Sandra M. Lowe, Merrill Lynch

La fusion de Rothmans et de Benson & Hedges augmentera les marges bénéficiaires de la nouvelle compagnie. La guerre des prix dans l'industrie de la cigarette semble terminée, mais l'industrie souffre toujours du faible volume des ventes. Rothmans devrait connaître une amélioration de ses bénéfices à court terme qui suggère un gain en capital possible de 25 %.

cours récent: 40,75 \$ (Mtl)
Bénéfices prévus:
1987: 2,15 \$
1988: 5 \$
Ratio cours/bénéfices:
1987: 18,6
1988: 8
Dividende: 1,60 \$

Royal Trust

Cours à la recommandation: 29,50 \$
Recommandation: acheter
Analyse: Terry Shaunesy, Merrill Lynch

L'acquisition de Dow Financial pourrait signifier une augmentation significative du bénéfice de la compagnie et devrait hausser sa valeur. Ainsi, le titre Royal Trust semble sous-évalué de beaucoup et représente une des meilleures valeurs dans le secteur des services financiers.

Cours récent: A, 29,88 \$ (Mtl)

Un prospectus provisoire portant sur les titres sous-mentionnés a été déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec. L'offre n'est faite que par le prospectus définitif.

Nouvelle émission



RESSOURCES ROBEX INC.

1 500 000 \$
(500 unités)

1 350 000 \$
(500 parts)
de
**SOCIÉTÉ EN
COMMANDITE
ROBEX II**

150 000 \$
(200 000 actions)
de
RESSOURCES ROBEX INC.
(Société d'exploration)

OFFERTES EN UNITÉS

Prix: 3 000 \$ L'UNITÉ

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec votre représentant en valeurs mobilières ou:



NESBITT THOMSON DEACON LTÉE

Bureau 3540
1 Place Ville Marie
Montréal, Québec H3B 3P1 Tel.: (514) 871-7000

Bénéfices prévus:
1986: 2,15 \$
1987: 2,50 \$

Ratio cours/bénéfices:
1986: 13,7
1987: 11,9

Dividende: 1,10 \$

Tembec

Cours à la recommandation: 5,75 \$
Recommandation: acheter/conserv
Analyste: Daniel Côté, Richardson

La production anticipée de l'usine de pâte CTMB Temcell pour 1987 est de 70 000 tonnes. La capacité théorique de l'usine est de 98 000. Tembec possède ainsi un potentiel de croissance très intéressant. Toutefois, le niveau de risque demeure élevé.

Cours récent: 6 \$

Bénéfices prévus:
1987: 0,34 \$
1988: 0,68 \$

Ratio cours/bénéfices:
1987: 16,9
1988: 8,5

Vidéotron

Cours à la recommandation: 16,13 \$
Recommandation: conserver/vendre
Analystes: Murray Grossner et Daniel Côté, Richardson

Les acquisitions de QCTV et de Télé-Métropole devraient avoir un impact significatif sur les résultats de Vidéotron en 1987. Au prix actuel, le titre se transige déjà à 27 fois le bénéfice anticipé de

1987 et à 8,5 les fonds autogénérés. L'action au prix actuel est donc trop dispendieuse.

Cours récent: 16,13 \$ (Mtl)

Bénéfices prévus:
1987: 0,60 \$

Ratio cours/bénéfices:
1987: 26,9

George Weston

Cours à la recommandation: 30,50 \$

Recommandation: acheter pour le moyen terme

Analyste: R. Neil Wickham, Walwyn

Weston a connu une croissance régulière de ses bénéfices dans les dernières années. De plus, les perspectives pour les années à venir sont très bonnes. En effet, la performance minimale de Weston est une croissance annuelle de 15 % dans ses bénéfices et un rendement sur l'avoir des actionnaires de 15 %. Le titre est un

investissement de grande qualité, particulièrement pour le moyen et le long terme.

Cours récent: 30,63 \$ (Mtl)

Bénéfices prévus:
1986: 2,20 \$
1987: 2,45 \$

Ratio cours/bénéfices:
1986: 13,9
1987: 12,4

Dividende: 0,50 \$

**BERNARD
MOONEY**



Air Canada, mon partenaire en Europe, à Bombay et Singapour

Air Canada et moi. De bonnes affaires à saisir au vol. D'abord Londres, puis Bombay et Singapour. Correspondances rapides.

Bombay et Singapour, l'Orient d'Air Canada, plus près par Londres que par le Pacifique. Je choisis la classe Affaires, confort et gastronomie parmi les meilleurs du monde.

Air Canada. Mon partenaire vers de nouveaux projets internationaux. Je pars tout de suite! Air Canada.

La meilleure grille horaire vers l'Europe. Tous les jours.

Paris

Londres
Départ de Mirabel
Maintenant tous les jours

Glasgow
Manchester
Francfort
Dusseldorf
Munich
Zurich
Geneve
Bombay
Singapour



AIR CANADA



LE 50^e ANNIVERSAIRE D'AIR CANADA
MEMBRE DE L'ALLIANCE CANADIENNE
DES ASSOCIATIONS TOURISTIQUES
DRF 13005

L'enregistrement de claims miniers connaît une forte progression

■ Près de 54 000 claims miniers ont été enregistrés au Québec en 1986, plus du double du nombre des enregistrements de claims compilés en 1985, une année pourtant considérée jusqu'ici comme exceptionnelle.

Du 1er janvier au 30 novembre 1986, le ministère de l'**Energie et des Ressources** (MER) du Québec a enregistré très exactement 53 293 claims pour l'ensemble de la province, contre 26 475 claims au cours de l'année précédente. Déjà en 1985, dans leur rapport annuel, des géologues représentant les régions du MER estimaient que l'exploration

minière au Québec avait "fait preuve d'un dynamisme exceptionnel". Qui plus est, les techniciens du ministère prévoient enregistrer encore de 4 000 à 5 000 claims en décembre, ce qui porterait à 57 000 ou 58 000 la performance provinciale en ce domaine pour l'ensemble de 1986.

Impact des mesures fiscales

Le nombre des enregistre-

ments de claims a considérablement varié depuis le début des années '80, en fonction notamment du cours de l'or: 29 100 claims en 1980, 34 432 en 1981, 18 098 en 1982, 23 295 en 1983 et 18 784 en 1984.

Les résultats de 1986 surprennent les techniciens du MER par l'ampleur de la progression enregistrée. "Les conclusions auxquelles j'arrive sont que les hausses dans les enregistre-

ments de claims miniers l'an dernier et en 1986, sont la conséquence directe des mesures fiscales incitatives à l'exploration minière, tel le régime des actions accreditives, etc", a expliqué M. **Maurice Rive**, géologue résident et responsable du district de Rouyn-Noranda.

"Les découvertes relativement récentes de Golden Pond par **Inco**, de Ligneris par **Vior** et d'Estrades par

Teck Exploration, toutes dans la région au nord de La Sarre, constituent une seconde explication à cette hausse du nombre de claims", a-t-il poursuivi.

La nouvelle arrive à point nommé pour l'**Association des prospecteurs du Québec** (APQ) et le ministre délégué aux Mines, M. **Raymond Savoie**. Depuis plus d'un an, le traitement fiscal accordé aux actions accreditives suscite des interrogations, notamment au sein des ministères québécois et fédéral des Finances. Le boom des enregistrements de claims constitue une première manifestation concrète de l'influence positive de ce régime sur le développement de l'exploration minière au Québec.

Ces résultats viendront sans doute étayer les conclusions de l'étude sur l'impact économique du régime des actions accreditives que l'APQ doit rendre publique d'ici peu. Il semblerait que les deux palliers gouvernementaux réaliseront des profits d'environ 270 M\$ grâce aux retombées économiques des mises en production de mines, sur une période de 10 ans, selon des informations qui ont filtré de l'étude de **Maheu Noisieux**. Le boom des enregistrements de claims apporte donc de l'eau au moulin des défenseurs des incitatifs fiscaux.

Croissance de l'exploration

Les techniciens du MER prévoient, au cours des prochaines années, un développement considérable des activités d'exploration minière au Québec. L'enregistrement de claims miniers constitue en quelque sorte la première de toute une série d'étapes qui doivent aboutir à la mise en production d'un gisement. Les enregistrements de claims se traduisent en effet automatiquement par un nombre proportionnel de travaux d'exploration, ne seraient-ce que les seuls travaux statutaires, comme le démontre l'expérience des années passées.

Le boom des enregistrements s'est particulièrement fait sentir dans le district minier de Val-d'Or, où ils ont presque triplé comparativement à 1985: 20 000 claims pour l'ensemble de 1986 contre 7 610 l'année précédente. Le secteur de Val-d'Or bénéficie particulièrement de l'impact de l'ouverture des territoires de la Baie James à l'exploration minière, créée au cours de l'année par le ministre Savoie.

Dans le district de Rouyn-Noranda, le MER prévoit quelque 23 000 enregistrements pour l'ensemble de 1986, contre 10 705 en 1985. Dans ce district, il semble qu'environ 70 % des enregistrements aient été effectués dans le secteur nord, non arpenté, notamment dans la région de Casa-Bérardi, où le pululement de compagnies juniors a pris des allures de Klondyke.

Les autres régions du Québec, exception faite de Val-d'Or et Rouyn-Noranda, passerait de quelque 8 000 à 14 000 claims.

M. **Pierre Marcoux**, représentant régional du district de Sept-Îles du MER, rapporte que "l'exploration a connu un regain significatif en 1986, comme en témoigne le nombre record de 47 permis d'exploration au Nouveau-Québec, ce qui est l'équivalent d'environ 23 750 claims en superficie".

Ce développement accéléré de l'exploration minière est de bon augure pour l'avenir économique d'une région comme l'Abitibi-Témiscamingue où s'effectuent traditionnellement 80 % des investissements dans ce secteur au Québec. Il présume bien aussi pour le Lac-St-Jean.

Toute tentative pour chiffrer le nombre d'emplois générés par l'exploration minière relève cependant de la spéculation, comme l'ont démontré les récents efforts en ce sens de la **Commission de la santé et de la sécurité au travail** (CSST). Il s'agit d'un secteur économique dans lequel les employeurs sont très nombreux; par exemple, 250 compagnies étaient actives en 1986 dans le seul district de Rouyn-Noranda. En outre, le travail au noir constitue souvent la règle plutôt que l'exception dans l'exploration minière et la main-d'oeuvre y est d'une grande mobilité.

C'est pourquoi les statistiques disponibles en la matière confondent exploration et exploitation minière. Celles du ministère de la **Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu** montrent cependant que ce secteur générerait en 1985 les meilleurs salaires, par exemple, en Abitibi-Témiscamingue, une moyenne hebdomadaire de 644 \$, contre 451 \$ pour l'ensemble des salariés de la région.

**CAMILLE
BEAULIEU**
(Collaboration spéciale)

VOTRE ENTREPRISE N'A AUCUNE CHANCE DE REMPORTEUR DE TROPHÉE AUX MERCURIADES...



SI VOUS NE L'INSCRIVEZ PAS!

Dans la recherche de l'excellence, la grosseur n'a aucune importance. Petite, moyenne ou grande, votre entreprise a toutes les chances de remporter un prestigieux Mercure.

Bell Canada et le journal Les Affaires, qui ont retiré leur candidature du concours pour l'appuyer, vous invitent à vous y inscrire sans plus tarder.

Pour de plus amples renseignements sur les modalités d'inscription aux Mercuriades, veuillez communiquer avec la Chambre de Commerce du Québec au (514) 844-9571 ou au 1 800 361-2688.

Bell



LES AFFAIRES



Ensoleillez vos vacances dès aujourd'hui avec

VOYAGES PLUS

Jamais publication n'est allée aussi loin pour vous aider à bien préparer et planifier vos vacances. VOYAGES PLUS vous apporte toute l'information qui vous les fera réussir à merveille.

- VOYAGES PLUS vous présente...
- une foule d'endroits intéressants;
- des reportages rehaussés de superbes photos couleurs;
- différents itinéraires selon les diverses destinations, accompagnés de fiches techniques détaillées;
- de précieux renseignements sur les compagnies aériennes, les frais de transport, l'hébergement, les taux de change, le climat, etc.;
- des rubriques, des conseils pratiques, des tableaux comparatifs des destinations les plus populaires... tout y est!

Commencez à voyager dès aujourd'hui dans VOYAGES PLUS! En vente dans tous les bons kiosques.

Je m'abonne à VOYAGES PLUS.

Un an (quatre numéros): 10 \$*
Veuillez me facturer.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____

Code postal _____ Téléphone _____

Poster à:
Magazine VOYAGES PLUS
465, rue Saint-Jean
9^e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3S4

*Prix en kiosque: 2,95 \$ l'exemplaire.

VOYAGES PLUS



de
ER
en-
en-
10
is-
on
nts
le
té,
on
ul-
ies
de
du
de
an-
e 8
re-
lis-
R,
ra-
ain
me
re-
lo-
ué-
ent
en
cé-
mi-
ure
que
bi-
où
lle-
se-
au
ien
an.
ur
m-
ra-
en-
on,
les
ens
la
au
git
ue
urs
par
ies
86
de
En
oir
gle
ns
la
ne
is-
la
o-
ni-
re
de
n-
es
ar
é-
n-
\$,
n-
é-

■ LES AFFAIRES publie la liste des émissions d'actions accréditées par souscripteur encore disponibles en date du 5 décembre pour les investisseurs qui n'auraient pas encore acheté leurs actions pour 1986.

L'investisseur doit acheter celles-ci avant le 31 décembre 1986 pour pouvoir profiter des déductions fiscales de 166 % au Québec et 133 % au Canada lorsqu'il fera sa déclaration d'impôt pour l'année 1986.

Liste des émissions d'actions

A l'achat d'une ou plusieurs des unités décrites ci-contre, l'investisseur reçoit un reçu de dépôt accompagné d'actions ordinaires et

souvent de bons de souscription. Les déductions fiscales sont réservées au montant investi dans le reçu de dépôt. Par exem-

ple, si l'investisseur achète une unité à 2 000 \$ et que celle-ci inclut un reçu de dépôt de 1 500 \$, c'est ce dernier montant qui servi-

ra au calcul des déductions fiscales.

Deragon Langlois:
Oracle Exploration: placement de 434 unités au prix de 1 000 \$ l'unité composée d'une part de la société en commandite et de 500 bons de souscription. Une part donnera le droit de recevoir 500 actions ordinaires de la compagnie.

de Leeuw:
Mines Aylmer: placement d'unités à 50 \$ l'unité composée de 20 actions ordinaires et d'un reçu de dépôt de 40 \$ donnant droit à 80 actions ordinaires.

Deacon Hodgson (Nesbitt Thomson Deacon):

Res. Robex: placement d'unités à 3 000 \$ l'unité composée d'une part de la société en commandite échangeable contre 1 800 actions ordinaires de la compagnie. L'unité se compose aussi de 400 actions ordinaires et de 500 bons de souscription.

Bell Gouinlock:
Res. Halex: placement d'unités à 2 300 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt de 1 800 \$ donnant le droit de recevoir 3 000 actions ordinaires, 1 000 actions ordinaires et 4 000 bons de souscription.

Golden Briar: placement d'unités.

Explor. Norwood: placement d'unités à 1 800 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt à 1 440 \$ donnant droit à 720 actions ordinaires et à 3 120 bons de souscription.

4 TRÈS GRANDES INSTITUTIONS FINANCIÈRES SONT RÉUNIES SOUS NOTRE TOIT POUR MIEUX VOUS SERVIR



**Parlez-moi
d'une banque...
Royale!**

Le meilleur investissement...

c'est encore de bien se renseigner
avant de prendre une décision
de placement.

Assistez à l'une de nos conférences gratuites.



Inscrivez-vous sans tarder
286-3225

*La marge
d'Or*

La marge de crédit personnel
Desjardins

La Caisse populaire Place Desjardins
281-7101

LA BANQUE NATIONALE...

la banque qui en fait **PLUS:**

PLUS de compétence
PLUS de service
PLUS pour votre argent

Pour en savoir **PLUS**, communiquez avec Monsieur Robert Girouard, directeur de la succursale Complexe Desjardins ou son équipe au numéro 281-9650.

 **BANQUE NATIONALE**


MARCHANDS UNIS inc.
Nomination



M. Dennis Gagnon
Monsieur Tommy Maher, coordonnateur de la division sport de Marchands Unis Inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Dennis Gagnon à titre de conseiller en gestion-sport.

Monsieur Gagnon, ayant à son actif vingt-trois (23) années d'expérience dans le commerce d'articles de sport, agira comme spécialiste-conseil intervenant auprès des marchands de sport. La création de cette nouvelle fonction, consistant en un service additionnel, est le résultat de la progression constante de Marchands Unis Inc.

Marchands Unis Inc., dont le siège social est établi à Québec, est un regroupement d'achats de marchands-détaillants oeuvrant dans les secteurs de la quincaillerie, de la décoration, de la rénovation, des articles de sport et de l'horticulture.

**COMPLEXE
DESJARDINS**
CENTRE COMMERCIAL

accréditatives encore disponibles

Res. Farboro: placement d'unités.

Osler:

Minerais Chabela: placement d'unités à 1 800 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt à 1 440 \$ et d'actions ordinaires.

Res. Sainte-Geneviève: placement de parts valant 1 000 \$ la part.

Explor. Golden Rock: placement d'unités à 875 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt à 650 \$, de 500 actions ordinaires ainsi que de 1 500 bons de souscription.

Explor. minière Ligneis: placement d'unités au prix de 1 000 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt à 800 \$, de 400 actions ordinaires et de 2 000 bons de souscription.

Explor. Trois-Dimensions: placement d'unités à 1 000 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt valant 1 000 \$ et de 1 000 bons de souscription.

Mines Morono: placement d'unités à 1 000 \$ l'unité composée d'un reçu de dépôt à 750 \$ et de 357 actions ordinaires.

Explor. Rogi: placement d'unités à 2 500 \$ l'unité

composée d'un reçu de dépôt à 1 900 \$ et de 1 200 actions ordinaires. Chaque action sera accompagnée d'un bon de souscription.

Explor. Denn'or: placement d'unités à 1 200 \$

l'unité composée d'un reçu de dépôt de 960 \$, de 400 actions ordinaires et de 2 000 bons de souscription.

dépôt de 1 440 \$ donnant droit à 2 400 actions ordinaires, de 720 actions ordinaires et de 3 120 bons de souscription.

Explor. Omega: placement d'unités à 1 800 \$

l'unité composée d'un reçu de dépôt de 1 440 \$, de 720 actions ordinaires et de 3 120 bons de souscription.

Res. Esser: placement d'unités à 1 800 \$ l'unité composée d'un reçu de dé-

pôt de 1 440 \$, de 720 actions ordinaires et de 3 120 bons de souscription.

BERNARD

MOONEY

BEDFORD NE FAIT PAS ENCORE LE CAFÉ MAIS...

Toutes les fonctions de gestion comptable que vous désirez, Bedford vous les offre, intégrées sur une seule disquette. En fait, avec Bedford, c'est pratiquement la pause café pour vous!

Sans oublier les immenses améliorations que nous avons apportées à notre logiciel. Constatez...

MAINTENANT, LE CONTRÔLE DES STOCKS!

En plus du GRAND LIVRE, des COMPTES CRÉDITEURS et DÉBITEURS, de la COMPTABILITÉ DE LA PAYE et du PRIX DE REVIENT, Bedford vous offre désormais le CONTRÔLE DES STOCKS. Tout ça, sur une seule et même disquette.

PLUS LA COMPTABILITÉ DE LA PAYE POUR LE QUÉBEC!

Oui, la gestion comptable intégrée de Bedford est conçue pour tenir la comptabilité de paye dans toutes les provinces du Canada, y compris le Québec. Quel atout pour les sociétés nationales qui ont des succursales à travers le pays!

En plus le logiciel et les manuels vous sont offerts, au choix, en français ou en anglais.

APPRENTISSAGE FACILE... USAGE FACILE!

Grâce aux registres d'un « modèle corporatif » qui apparaît sur la disquette, le logiciel Bedford est facile à utiliser et à maîtriser. La preuve: un grand nombre d'utilisateurs en ont appris le fonctionnement en quelques heures seulement. Et, une fois en opération, tous sont unanimes sur ses qualités et avantages.

Comparé aux autres logiciels intégrés, il est d'une



puissance sans égale. Le plus remarquable, c'est qu'il ne coûte que 249\$.

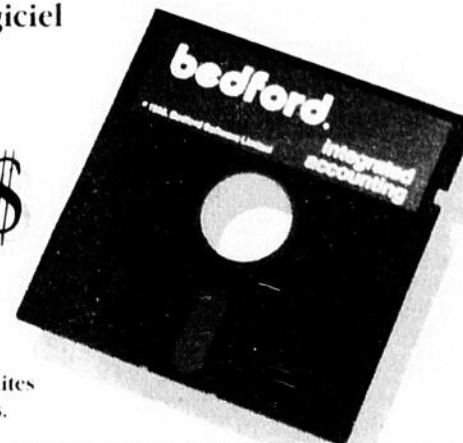
ET CE N'EST PAS TOUT!

Voyez votre représentant Bedford dès aujourd'hui... Renseignez-vous sur les programmes de CONSULTATION TÉLÉPHONIQUE et de MOT DE PASSE DE PROTECTION, ou encore sur LES MISES À JOUR DE PROGRAMMES qui vous sont offerts. Consultez nos manuels de présentation et de formation. Vous ne pourrez qu'apprécier l'efficacité remarquable du logiciel Bedford.

Quant à faire le café, nous y travaillons toujours! Mais pour l'instant, certaines tâches devront continuer à se faire sans la facilité et l'efficacité du logiciel Bedford.

249\$

Le premier choix des petites entreprises canadiennes.



Murray Axmith



Michel Chalifour

R. Jacques Plante, président de Murray Axmith — Capitale Inc., a le plaisir d'annoncer que Monsieur Michel Chalifour s'est joint à l'équipe Murray Axmith au bureau de Québec, à titre de Conseiller principal.

Bachelier en relations industrielles de l'Université Laval, Monsieur Chalifour a oeuvré dans des postes de gestion et de direction au sein d'entreprises multinationales telles la Compagnie Minière Québec Cartier et Abitibi-Price Inc., d'une institution financière et d'une association d'entrepreneurs en construction. Il est aussi intervenu comme consultant auprès des entreprises pour une importante firme-conseil en ressources humaines.

MURRAY AXMITH est un cabinet-conseil en transition de carrières qui offre aux entreprises et organismes, des services de relocalisation, de transition de carrières et d'orientation professionnelle.

6 Modules sur une seule disquette (copie non protégée)

CARACTÉRISTIQUES

- Terminologie canadienne des calculs (Assurance-chômage, Régime de retraite du Canada, impôts, indemnités pour accidents de travail)
- Logiciel offrant un modèle corporatif pour apprentissage et utilisation facile
- États financiers instantanés
- Mises à jour automatiques et instantanées de tous les modules (G.L., Débit, Crédit, Paye, Prix de revient)
- Transfert automatique vers les logiciels de tableaux de ventilation et de traitement de textes
- Facturation aux clients
- Mot de passe de protection
- Allocation des revenus et dépenses, chèques de paye compris, allant jusqu'à 255 postes ou projets
- Impression sur formulaires standard ou individuels pour la facturation, les chèques de paye et les comptes débiteurs.

GRAND LIVRE

- Peut contenir jusqu'à 500 plans comptables
- Production immédiate du document à l'écran, sur l'imprimante ou au fichier de transfert
- Affichage automatique à partir des journaux auxiliaires, États financiers constamment mis à jour
- Maintient les balances courantes du débit et du crédit au fur et à mesure des entrées
- Jusqu'à 255 plans comptables par journal
- Revenus et dépenses pouvant être distribués parmi un maximum de 255 projets par journal
- Production de comptes vérifiés
- Balance maximale de 20 000 000\$
- Suppression des comptes à balance zéro à partir des rapports

COMPTES DÉBITEURS ET CRÉDITEURS

- Facturation de comptes courants

- Crédits et débits s'appliquant à un maximum de 255 plans comptables
- Retrait ou maintien au fichier des factures acquittées
- Mises à jour automatiques des projets, des stocks et des comptes au grand livre
- Distribution de la facturation jusqu'à un maximum de 255 projets
- Définition de classement chronologique par l'utilisateur
- Production immédiate du dossier de l'employé à l'écran, à l'imprimante ou au fichier de transfert
- Impression des états financiers, des factures et des chèques
- Modes automatique et manuel
- Calcul automatique de I.A.-C. du R.R.C. des impôts et des différentes déductions pour le Québec (R.R.Q., Assurance-santé et impôts)
- Manipulation des primes de vacances versées ou retenues, et des avances de paye
- 5 sources de revenus (définition par 2 usagers)
- 8 champs de déductions (définition par 3 usagers)
- Impression des chèques standard ou individualisés
- Production immédiate du dossier de l'employé à l'écran, à l'imprimante ou au fichier de transfert

STOCKS

- Prix manufacturiers et grossistes
- Calcul automatique des taxes de vente provinciales et fédérales
- Affichage des comptes débiteurs et créditeurs
- Jusqu'à 999 articles
- Méthode du coût moyen pondéré
- Effectue ajustements et transferts
- Soigne automatiquement les commandes en rappel
- Production immédiate du dossier de l'employé à l'écran, à l'imprimante ou au fichier de transfert

ESTIMATION DU PRIX DE REVIENT

- Tous les revenus, dépenses et totaux des chèques de paye évalués pour

- un maximum de 255 projets ou plans comptables
- Les dépenses, comprennent I.A.-C., les R.R.C. et R.R.Q., les dépenses de la société aux W.F.B. et C.S.S.T. et à l'Assurance-santé du Québec
- Manipulation d'un maximum de 999 projets
- Production de rapports des revenus et dépenses pour n'importe quel projet ou division
- Production immédiate du dossier de l'employé à l'écran, à l'imprimante ou au fichier de transfert

PUISSANCE DU LOGICIEL

Le logiciel a été conçu avec les limites suivantes:

Comptes au grand livre	500
Entrées au journal	illimitées**
Vendeurs	999
Transactions	illimitées**
Clients	999
Transactions	illimitées**
Employés	999
Articles en stock	999
Projets	999

** L'espace disponible sur la disquette constitue la seule limite
** La disponibilité de la mémoire à accès sélectif constitue la seule limite

EXIGENCES DU SYSTÈME

Équipement: MAC II au moins 256K à double disque. Peut fonctionner avec un disque dur.

Modèles: IBM PC et utilisant le logiciel MS-DOS 2.0 ou un autre plus récent.

* Marque de commerce déposée du manufacturier
** Marque de commerce du manufacturier
MC: 1986, Bedford Software Limited

bedford®

Le logiciel de comptabilité pour les petites entreprises

102B-3701 East Hastings St., Burnaby, B.C. V5C 2H6

Pour renseignements en français, composez le (604) 294-2394

RESSOURCES NATURELLES

Temcell au Témiscamingue produira de la pâte BCTMP

Tembec tente de supplanter la pâte Kraft

Si elle relève avec brio le défi qui s'annonce, Tembec (Mtl, 5,75 \$) pourrait bien redistribuer les cartes du marché nord-américain des pâtes. Elle tente ni plus ni moins d'imposer un nouveau produit, la pâte BCTMP (chimico-thermo-mécanique blanche) pour supplanter dans son créneau, la pâte Kraft, le plus gros vendeur mondial avec 40 millions de tonnes produites chaque année.

C'est le défi que Tembec a confié à Temcell, la cadette de ses filiales. La nouvelle usine a été inaugurée en octobre dernier à Témiscamingue.

"Notre objectif est de vendre notre pâte, qui coûte 300 \$ US la tonne, dans un marché qui s'approvisionne traditionnellement avec de la pâte à 450 \$ US la tonne". Petit, avarié de mots mais précis, M. Frank A. Dottori, président de Tembec, a l'habitude de voir grand. Il y a deux ans, il envisageait ni plus ni moins que la relance de Rayonnier sur la Côte Nord. Finalement, il s'est lancé dans Temcell.

Son calcul est simple. Il repose entièrement sur les caractéristiques communes à la pâte BCTMP, à l'industrie forestière québécoise et au marché des pâtes en Amérique du Nord.

Répandue en Europe, mais mal connue en Amérique, la pâte BCTMP présente une blancheur, principal critère de qualité, variant de 80 à 85 %, donc comparable à celle de la

pâte Kraft pourtant classée bien plus haut dans la hiérarchie qualitative des pâtes industrielles.

Une usine qui utilise le procédé BCTMP représente des investissements d'environ 100 M\$, contre 300 M\$ pour le procédé Kraft. En plus, la première requiert environ 10 fois moins d'employés que la seconde.

L'industrie québécoise consomme déjà les ressources forestières presque à pleine capacité, ce qui limite tout développement nouveau dans ce secteur. Or, le procédé BCTMP permet de produire à peu près une tonne de pâte par tonne de bois, tandis que le procédé Kraft dévore deux tonnes de bois pour le même résultat. Le procédé BCTMP est cependant plus économe; il consomme deux fois plus d'électricité que son concurrent. Cet inconvénient est cependant un moindre mal au Québec compte tenu de ses tarifs hydroélectriques compétitifs à l'échelle internationale.

Le marché convoité est quasi-illimité ! "Le problème, résume M. Dottori, consiste à convaincre les entreprises qui utilisent actuellement la pâte Kraft et d'autres pâtes, des avantages de notre produit". Temcell vise principalement les industries productrices de tissus, couches, papiers-fins, etc.

La production de Temcell n'a démarré qu'en août dernier; il est donc un peu tôt pour évaluer la percée du nouveau produit.

Néanmoins, sans lever le voile sur le secret de la clientèle, M. Dottori confie que l'usine pourrait déjà tourner à plein rendement (100 000 tonnes/an) si elle n'était limitée, pour la période de rodage des prochains mois, à un rythme de 50 à 60 % de sa capacité. La qualité de la pâte, enchaîne-t-il, est encore supérieure aux prévisions.

Temcell a été financée grâce à 30 M\$ recueillis d'une société en commandite. Tembec a investi 20 M\$, 5 M\$ sont venus d'une entreprise suédoise, 16 M\$ d'une subvention de la Société de développement industriel du Québec, et 30 M\$ d'un prêt bancaire à long terme. La participation de Tembec est constituée d'obligations qui seront éventuellement converties par le rachat des 30 000 unités de 1 000 \$ écoulees par le biais de la société en commandite. L'usine appartient donc présentement dans les faits à ses 2 000 investisseurs, mais avec le temps, se promet M. Dottori, Tembec va en reprendre le contrôle. Pour l'instant, elle gère Temcell sur une base contractuelle.

Cinq entreprises

Avec Temcell, Tembec forme maintenant un groupe de cinq entreprises au Témiscamingue, toutes situées dans la ville de Témiscamingue, sauf Temfor, l'usine de contre-plaqué de Ville-Marie. L'usine de Tembec produit des pâtes de qualité et de la pâte

Kraft. La compagnie Tembois est spécialisée dans l'achat de matières premières pour l'alimentation de l'ensemble du groupe. Enfin, Temfibre transforme les rejets de Tembec pour la production de colles, de ciments, d'aliments pour bétail et de divers produits chimiques. Les cinq entreprises emploient 750 personnes.

Le marché des pâtes a rapidement évolué au cours des derniers mois, même si les prix n'ont pas encore atteint les prévisions des experts. M. Dottori table sur des prix qui atteindraient 450 \$ US pour le lancement véritable de la production de Temcell vers le début d'avril 1987. A l'heure actuelle, les prix oscillent autour de 400 \$ US.

A la suite de la reprise espérée, le marché devrait demeurer favorable pendant un certain temps, estime-t-il. Il ne serait donc pas surpris de voir se réaliser les récentes prédictions de Nesbitt Thomson, une nette reprise en 1987 et 1988, et une hausse continue du prix des actions. Le courtier prévoit que les ventes de Tembec atteindront 108 M\$ en 1987, et 122 M\$ l'année suivante. Le bénéfice net atteindrait alors, estime Nesbitt Thomson, 3,7 M\$ la première année, et 7,4 M\$ en 1988.

CAMILLE

BEAULIEU

(Collaboration spéciale)

NOUVELLES ÉMISSIONS

Le journal LES AFFAIRES publie sous cette rubrique la liste des plus récentes nouvelles émissions d'actions.

- **Multidev Immobilia**: placement d'unités, chacune composée d'une action subalterne A à droit de vote et d'un bon de souscription. Admissibles à 50% au REA. Preneur ferme: **Brault, Guy, O'Brien**.
- **Fiducie du Québec**: placement d'actions subalternes de catégorie "A" admissibles à 50 % au REA. Preneur ferme: **Brault, Guy, O'Brien**.
- **Sumabus inc.**: actions ordinaires admissibles au REA. Preneur ferme: **Deragon Langlois**.
- **Lavalin Industries**: placement d'actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneurs fermes: **Dominion, Nesbitt Thomson et Molson Rousseau**.
- **Services techniques informatiques I.S.T.**: 1,2 M d'actions ordinaires à 3 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Soficorp**.
- **Hypocrat**: placement d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Osler**.
- **Informatrix 2000**: environ 10 M\$ d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **McNeil Mantha**.
- **Plastique Moderne**: actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneur ferme: **Tassé**.
- **Montco**: 1,25 M d'actions ordinaires à 3,60 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Soficorp**.
- **Honco**: actions ordinaires à 3 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Soficorp**.
- **Importations Nils**: placement d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **McNeil Mantha**.
- **Ind. Lightsteel**: placement de 1 M d'actions ordinaires à 2 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Deragon Langlois**.
- **IAF Biochem**: placement d'actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneur ferme: **Lévesque**.
- **Equip. Denis**: placement d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **McNeil Mantha**.
- **Bois Franc Royal**: émission d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **McNeil Mantha**.
- **Brevages Cott**: émission d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneurs fermes: **Richardson et Lévesque**.
- **Loisirs Fletcher**: émissions d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneurs fermes: **McNeil et Bache**.
- **Impertex**: actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Tassé**.
- **Plastiques Tucker**: 1 M d'actions ordinaires à 2,50 \$ l'action admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Osler**.
- **Mont Gabriel**: 2 M d'actions ordinaires à 3 \$ l'action admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Tassé**.
- **Visiontronic**: actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneur ferme: **McNeil**.
- **Wise**: actions subalternes de catégorie A admissibles à 75 % au REA. Preneurs fermes: **Merrill Lynch et McLeod**.
- **Distributeurs Delhar**: 1,5 M d'actions ordinaires avec bons de souscription à 2 \$ l'unité. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Bell Gouinlock**.
- **Restauration Total**: 720 000 actions ordinaires à 2,50 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Osler**.
- **Auberge des Gouverneurs**: actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneurs fermes: **Geoffrion, Merrill Lynch et Lévesque**.
- **Espalau**: 200 000 unités à 15 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire à 3 \$ et d'une action privilégiée convertible à dividende cumulatif de 7 % à 12 \$. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Deacon Hodgson**.
- **Espadon Peterborough**: 1 M d'actions ordinaires à 3 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Tassé**.
- **Gr. pétrolier Olco**: actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Lévesque**.
- **Cabano d'Anjou**: 1 M d'actions ordinaires à 5 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Deacon Hodgson**.
- **Innotech Aviation**: émission d'actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneurs fermes: **Nesbitt, McLeod et Geoffrion**.
- **Micro Tempus**: émission d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Tassé**.
- **Prod. Réfractaires CFS**: 1,2 M d'actions ordinaires à 5 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **Lévesque**.
- **Placement Arden**: 1,5 M d'actions ordinaires à 3 \$ l'action. Admissibles à 75 % au REA. Preneur ferme: **Osler**.
- **Computertime**: émission d'actions ordinaires admissibles à 100 % au REA. Preneurs fermes: **Lévesque et Wood Gundy**.
- **Industries Avcorp**: émission d'actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneur ferme: **Lévesque**.
- **Production S.D.A.**: 1,2 M d'actions ordinaires à 3,75 \$ l'action. Admissibles à 100 % au REA. Preneur ferme: **De Leeuw & associés**.
- **National Pagette**: émission de 15 à 20 M\$ en actions ordinaires admissibles à 75 % au REA. Preneurs fermes: **Lévesque et McLeod**.
- **Mont St-Sauveur**: 2,5 M d'actions subalternes de catégorie A à 4 \$ l'action. Admissibles à 75 % au REA. Preneurs fermes: **Lévesque et Geoffrion**.

"...Quel message téléphonique?"

LE TÉLEX, LUI, ÉTABLIT LA COMMUNICATION.

POUR FAIRE PASSER VOTRE MESSAGE, COMPOSEZ 1-800-361-9260

CNCP

© CNCP et Telex à sont des marques déposées des Télécommunications CNCP

L'ALCOOL AU VOLANT

C'est criminel

QU'ON SE LE DISE

Un appui de votre journal à la campagne de la

Régie de l'assurance automobile du Québec

RESSOURCES NATURELLES

Plus de 800 000 transactions à sa première journée à la Bourse de Montréal

Rambo: nouveaux sondages sur la propriété Turgeon

■ "Nous avons mis sur pied un groupe d'exploration minière très dynamique et nous sommes très satisfaits des premiers résultats de nos recherches", a indiqué aux **AFFAIRES M. Michel Roy**, géologue et vice-président d'**Explorations Rambo inc.** (Mtl, 1,25 \$). Les premiers forages effectués par la compagnie sur la propriété Turgeon dans le canton de Massicotte ont intercepté une zone de cisaillement où l'on retrouve la présence d'or sur une largeur d'au moins 70 pieds.

A la suite des résultats d'analyses obtenus, la compagnie a décidé d'effectuer une campagne de sondages incluant 10 000 pieds de forage au coût de 250 000 \$, afin de vérifier l'extension et l'épaississement possibles des veines en profondeur.

Les résultats d'analyses du premier forage révèlent des indices aurifères variant de 50 ppb (particule

par milliard) à 5 830 ppb sur toute la zone dont une section de près de neuf pieds à une teneur moyenne de 0,13 once d'or la tonne. "C'est toute une découverte si on considère qu'il n'y a jamais eu d'exploration dans cette zone et qu'il s'agit du premier trou de forage", a affirmé M. Roy.

C'est dans un tel contexte qu'il faut également souligner le comportement des actions de la compagnie sur le parquet de la Bourse de Montréal, le 3 décembre dernier. A quelques heures de la parution des résultats d'analyses du deuxième forage, les actions de Rambo Ressources sont passées de 0,83 \$ à 1,25 \$. "Il y a beaucoup de monde qui attendait nos derniers résultats; à 11 heures du matin, l'action dépassait déjà un dollar", a commenté M. Roy.

Les teneurs obtenues des échantillons pris dans le deuxième trou varient autour de 0,1 et 0,12 d'once

d'or par tonne sur des longueurs de 3 à 6 pieds. Même s'il ne s'agit pas de teneurs qui soient économiquement viables, la compagnie se considère néanmoins très satisfaite des résultats obtenus à ce stade de la campagne d'exploration. "L'important est de trouver des valeurs économiques. Si nous sommes quelque peu chanceux, nous pourrions faire des découvertes intéressantes d'ici trois à quatre semaines. Avec les résultats des prochains forages, nous allons même pouvoir mieux orienter nos recherches", a souligné M. Roy.

Selon la compagnie, le contexte géologique présente des similarités avec les gisements de Golden Pond: une zone de cisaillement intense, aurifère; une concentration de l'or à proximité et dans les veines; une augmentation du contenu en pyrite près de ces veines; et une forte altération de la roche dont

une carbonatation générale.

Explorations Rambo inc. considère également que cette nouvelle découverte, située à quelque 40 km au nord-ouest de Golden Pond, pourrait relancer l'exploration sur toute la base volcano-sédimentaire de Detour Lake, car elle confirmerait l'existence d'un nouvel horizon aurifère.

A leur première journée de transaction en bourse, les actions de la compagnie ont donné lieu à 818 040 transactions. Le titre a fermé à 0,86 \$ ce qui s'avère une performance plutôt remarquable pour une compagnie minière junior. La compagnie a demandé au fiduciaire **Guaranty Trust** d'émettre, en date du 13 novembre dernier, 600 000 actions ordinaires en contrepartie de reçus de dépôt.

**GUY
MERCIER**

Yorbeau confirme quatre veines aurifères à Astoria

■ "L'exploration souterraine et le forage en surface ont permis de confirmer quatre veines aurifères sur la propriété Astoria. Une étude de faisabilité devrait être faite au début de l'année", a indiqué

M. Karl Glackmeyer, président de **Ressources Yorbeau** (Mtl, 0,68 \$).

De nouvelles données indiquent que les veines sont axées verticalement plutôt que dans un plonge-

ment vers l'ouest. Les efforts d'exploration sont réorientés pour tenir compte des informations recueillies. Le groupe Astoria consiste en un groupe de six propriétés situé à environ 1,8 mille de la ville de

Rouyn-Noranda. La compagnie détient une participation de 100 % dans un total de 5 405 acres, et elle considère que tous les travaux d'exploration prévus peuvent être exécutés avec les fonds en caisse.

"...C'est déjà fait...Je ne pense pas...
...Mais si...Mais non...Si je te le dis...
...Ça ne prouve rien...Crois-moi...
...Je veux bien, mais...Je te jure..."

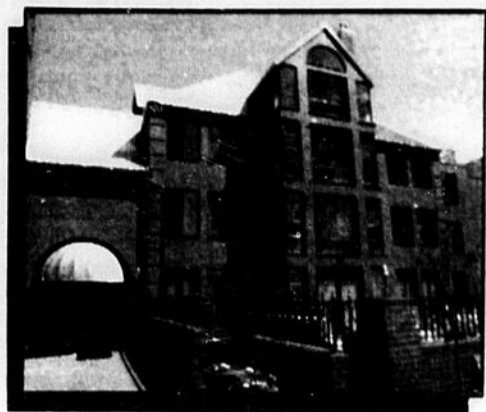
LE TÉLEX, LUI, LE CONFIRME NOIR SUR BLANC.

POUR COMMUNIQUER PAR ÉCRIT, COMPOSEZ 1-800-361-9260

CNCP

© CNCP et Télex a sont des marques déposées des Télécommunications CNCP

Déductions fiscales de 20 000 \$ en 1986.* Acompte de 1 000 \$ en 1986.



Achetez avec vos épargnes fiscales des condos de grand luxe adjacents à un terrain de golf

L'immeuble de six étages est construit à flanc de colline et surplombe le terrain de golf. La structure de béton armé est finie en brique d'argile naturelle rouge; les toits en pente à revêtement métallique confèrent un charme traditionnel à cette structure contemporaine avec terrasses. De grandes baies entièrement vitrées, des serres intérieures et des lanternons ajoutent à sa splendeur. Le vestibule offre une vue sur une cour intérieure aménagée dans les règles de l'art avec une fontaine de style romain. L'immeuble comprend également une salle d'exercice équipée, un sauna et des bains Jacuzzi.

Très luxueux condominiums de 2 et 3 chambres à coucher d'une superficie de 1 229 pi² à 3 669 pi², y compris des terrasses jusqu'à 1 331 pi² sur le toit.

Déductions fiscales de 20 000 \$ en 1986*

Acompte de 1 000 \$ seulement

Déductions fiscales totales de 220 000 \$ d'ici 1995*

Investissement sans problème

Contrairement à la plupart des copropriétés, où vous devez occuper de la location, des taux hypothécaires, de l'entretien et de la gestion de votre investissement, le prix d'achat contient des garanties optionnelles de gestion, de location et des rentrées de fonds pour 3 ans qui sont sans aucun souci. Le financement de la première hypothèque est à un taux fixe de 6 % jusqu'en 1995.

Rendement maximum avec déductions fiscales maximales

Mettez vos épargnes fiscales à profit! Cette occasion exceptionnelle d'acquies un condominium avec titre de propriété individuel vous permet d'obtenir d'importantes déductions fiscales.

Faites vite!

Visitez notre centre de présentation.

Le Groupe Mastercraft

Offert par le Groupe Mastercraft, important promoteur immobilier canadien qui, au cours des 35 dernières années, a construit et géré plus de 7 000 appartements d'une valeur de plus d'un demi-milliard de dollars.

Au fait...

Nous vous avons offert Turnberry Court, immeuble de copropriétés luxueuses dans un emplacement de premier ordre à Toronto... Tout s'est vendu en 5 jours seulement! Ne manquez pas l'occasion qui vous est maintenant offerte.

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT

SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ À NOTRE OFFRE, DEMANDEZ À UN REPRÉSENTANT DE COMMUNIQUER AVEC NOUS POUR DE PLUS AMPLS DÉTAILS.

NOM _____
 ADRESSE _____
 VILLE _____
 TÉL. (sur) _____ (99) _____
 PERSONNE DONT LE REVENU EST LE PLUS ÉLEVÉ
 □ 45 000 \$ □ 60 000 \$ □ 75 000 \$ □ 100 000 \$ □ 125 000 \$ □ 150 000 \$ □
 ENVOYEZ À: GROUPE MASTERCRAFT,
 1, Place Ville-Marie (Bureau 1925) Montréal (Québec) H3B 2C3
 LA 12 13 86

LE GROUPE MASTERCRAFT

1, Place Ville-Marie
 Bureau 1925
 Montréal (Québec)
 H3B 2C3

(514) 397-1441

LE GROUPE MASTERCRAFT

VANCOUVER (604) 689-5206 TORONTO (416) 366-1900
 OTTAWA (613) 737-4040 QUÉBEC (418) 682-5705
 HALIFAX (902) 420-1622

* D'après les notes et hypothèses des pronostics financiers, voir les contrats et la brochure publicitaire.

OUVERT SAMEDI 9h à 17h

Emission d'actions dans le cadre du REA

Le Groupe Cabano d'Anjou vise d'abord à

■ "Le secret d'un transporteur routier est d'aller chercher du volume pour abaisser ses coûts d'exploitation", a affirmé

aux AFFAIRES M. Gilles Lefrançois, vice-président du **Groupe Cabano d'Anjou**, un transporteur routier de l'Est du Québec.

Depuis sa fondation en 1957, cette société a acquis 13 transporteurs routiers pour agrandir son réseau et augmenter son volume:

elle est aujourd'hui le principal transporteur par camion de la région du sud-est du Québec.

C'est d'ailleurs pour

parfaire cet objectif que l'entreprise effectue présentement une émission d'actions dans le cadre du régime d'épargne-actions (REA) du Québec. L'émission porte sur un montant de 5 M\$ et comportera un million d'actions à 5 \$ pièce.

Le produit de l'émission servira en partie à rembourser la dette de 2 M\$ contractée à la suite de l'achat du transporteur **D'Anjou** au coût de 3 M\$. Le solde, soit environ 2,5 M\$, permettra à l'entreprise de procéder à des acquisitions pour accroître son volume de transport.

L'émission d'actions permettra aussi à la compagnie de faire face au vent de déréglementation qui souffle sur l'industrie

du transport au Canada. "La déréglementation du transport routier est inévitable; on ne peut être certain de ses effets sur l'industrie, mais celle-ci va se concentrer", a affirmé de son côté M. **Réno Emond**, président de Cabano d'Anjou.

Le gouvernement fédéral a déjà déposé un projet de loi visant à déréglementer progressivement certains aspects du transport routier à partir du 1er janvier 1988.

Coût de revient

Dans une industrie où la concurrence sera accrue, tous les acteurs devront fourbir leurs armes. "L'important pour un

"Je regrette,
elle n'est toujours
pas libre."

LE TÉLEX, LUI, ÉTABLIT LA COMMUNICATION.

POUR JOINDRE VOTRE CORRESPONDANT, COMPOSEZ 1-800-361-9260

CNCP

M. CNCP et Telex a sont des marques déposées des Télécommunications CNCP

Un prospectus provisoire portant sur les titres sous-mentionnés a été déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec. L'offre de ces valeurs n'est faite que par le prospectus.

Premier appel public à l'épargne

 **espalau inc.**

3 000 000 \$
(200 000 unités)

(Souscription minimale de 50 unités)

CHAQUE UNITÉ DE 15,00 \$ SE COMPOSE D'UNE ACTION ORDINAIRE
D'UNE VALEUR DE 3,00 \$ L'ACTION
ET D'UNE ACTION PRIVILÉGIÉE CONVERTIBLE,
À DIVIDENDE CUMULATIF DE 8%,
D'UNE VALEUR DE 12,00 \$ L'ACTION.

Les actions ordinaires et les actions privilégiées convertibles se transigeront séparément à la clôture de l'émission et toutes deux se qualifient au RÉA à 100% de déduction.

Les actions privilégiées comportent un privilège de conversion en actions ordinaires valable à perpétuité.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec votre représentant en valeurs mobilières ou:



NESBITT THOMSON DEACON LTÉE

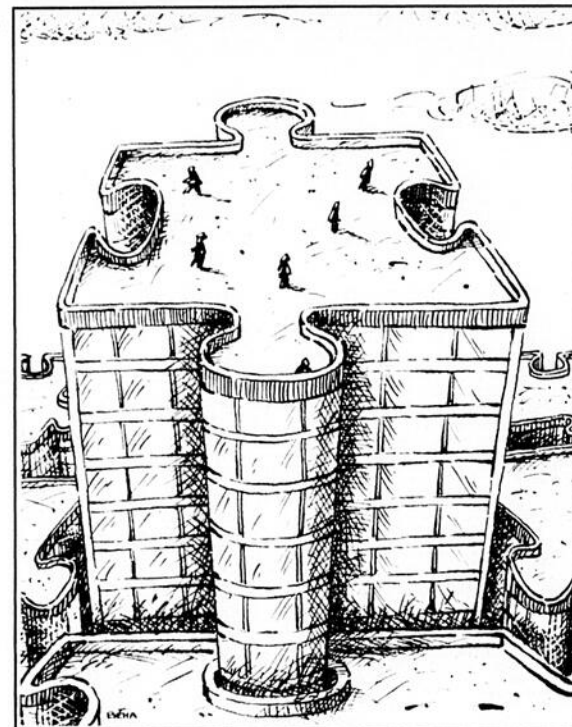
Bureau 3540

1 Place Ville Marie

Montréal, Québec H3B 3P1

Tél.: (514) 871-7000

Décembre 1986



LES SOLUTIONNEURS

La location de bureaux est souvent un casse-tête.

Si vous prévoyez renouveler votre bail, vous agrandir ou vous établir ailleurs, faites appel au meilleur soutien professionnel qui soit.

Adressez-vous à des personnes qui connaissent bien toutes les facettes du marché, qui savent dénicher les bonnes occasions et négocier les arrangements qui seront à votre avantage.

Devencore

Les gens de l'espace

COURTIER
MONTRÉAL TORONTO VANCOUVER

accroître son volume de transport

transporteur sera alors de maintenir ses coûts plus bas que ceux de ses concurrents, a lancé M. Lefrançois. Les plus efficaces survivront, les autres disparaîtront...".

Cabano D'Anjou est fin prête, selon ses dirigeants. "Le regroupement d'autant de compagnies nous a très tôt poussés à bâtir une politique de coûts de revient, a révélé M. Lefrançois. De plus, lorsque l'on connaît ses coûts, on peut mieux les contrôler", a-t-il dit.

L'entreprise a pu ainsi abaisser son coût moyen de transport de 1,63 \$ la livre en 1980, à 1,59 \$ la livre en 1986, malgré l'inflation. En 1985, elle s'est aussi lancée dans un programme d'informatisation.

Dans un tel contexte de déréglementation, on peut s'attendre d'abord à une pression à la baisse des prix. M. Lefrançois ajoute que cela peut se traduire par une augmentation du volume de distribution. "L'abandon de permis et donc le fait de pouvoir desservir un vaste territoire nous procurera un avantage qui peut s'avérer important dans la construction d'un réseau par la suite, affirme-t-il. Si les prix baissent, cela peut aussi nous fournir l'occasion d'acheter certains transporteurs et ainsi augmenter notre volume".

L'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 24,5 M\$ lors de son exercice terminé en avril dernier. Elle a dégagé un bénéfice de 733 000 \$. Pour l'exercice



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

M. Réno Emond, président de Cabano d'Anjou affirme: "La déréglementation du transport routier est inévitable".

en cours, le chiffre d'affaires devrait grimper à quelque 28 M\$ et le bénéfice devrait graviter autour de 1,2 M\$. A son prix d'émission, le titre se transige à un ratio de 10,6 fois les bénéfices prévus en 1987 et à deux fois la valeur comptable.

Le président a nié la ru-

meur selon laquelle le Groupe Cabano d'Anjou entendait modifier les dispositions de l'émission telle que décrite dans le prospectus provisoire.

Economies d'échelle

Le Groupe Cabano

d'Anjou, avec ses filiales, compte sur une flotte de 700 unités de matériel roulant qui dessert les régions de Rivière-du-Loup, de même que le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse et l'île du Prince Edouard, ainsi que les Etats-Unis.

Le Groupe Cabano d'Anjou détient aujourd'hui 100 % des actifs de **Transport Cabano inc.**, de **Transport d'Anjou inc.**, 50 % de **Courrier BSL inc.** et 20 % des intérêts de **Transport Interprovincial inc.**

La création de Courrier BSL (Bas St-Laurent), a répondu au développement des services de livraison des colis. La présence de cette entreprise augmente pour ainsi dire le potentiel de diversification de la société, a souligné M. Emond.

Répartition des coûts

Transport Interprovincial (nouveau nom des

Cueillettes de l'Atlantique) est, quant à elle, un regroupement de cinq transporteurs de l'est du Québec. "Chacun possédait auparavant ses propres installations à Montréal et encourait donc des coûts importants, a affirmé M. Emond. En utilisant le même terminus à Ville d'Anjou, on peut maintenant répartir les coûts et profiter conjointement d'économies d'échelle. Maintenant, au lieu de recueillir de la marchandise avec trois camions chez un même client, un seul camion est nécessaire", a-t-il conclu.

SERGE THERRIEN

Pour une réservation d'espace sous
LES BONNES TABLES D'AFFAIRES
(514) 842-6491

JPL Productions



Raymond Brasseur

Monsieur Roland Giguère, président du conseil d'administration de JPL Productions Inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Raymond Brasseur au poste de président directeur général.

Préalablement vice-président directeur général de la compagnie, Monsieur Brasseur y a aussi occupé, depuis dix ans, diverses fonctions de gérance. Ses antécédents en administration et ses 25 années d'expérience du domaine des communications continueront à bénéficier à l'entreprise.

Cette nomination s'inscrit dans le cadre d'une récente restructuration de JPL Productions Inc.



RAM XTE 640 TURBO
Ordinateur compatible 640K TURBO, clavier 5060 AT, 2 lecteurs souples 360K, moniteur AMDEK TTL 232A, carte monographique, carte M.1/0.

1498\$
Option: modèle avec 1 lecteur souple et un disque dur NEC, 20 mgs.

2389\$
Garantie 1 an pièce et main-d'oeuvre
Souris Genius Mouse 89 \$
Prix en vigueur jusqu'au 31 déc. 1986

DIVISION ORDINATEURS
1847, 32e Avenue (coin rue Louis A.-Amos) Lachine (sortie rue Hickmore ou rue Louis A.-Amos sur autoroute 13)
(514) 636-4670
également ouvert le samedi de 10 hres à 16 hres.

R.A.M. inc.

COMPAREZ!

vous opterez pour Marathon Brown

COMMISSIONS SUR	500 à 20 \$	1,000 à 15 \$	2,000 à 25 \$
TAUX "SERVICES COMPLETS"	215 \$	370 \$	740 \$
TAUX MARATHON BROWN	55 \$	80 \$	150 \$
ÉCONOMIES	160 \$	290 \$	590 \$

*selon une étude réalisée en novembre 86

Lorsque vous savez ce que vous voulez négocier, vous pouvez épargner grâce à un compte Marathon Brown. Reléguez les commissions élevées au passé.



Économies de plus de 85% sur les commissions

Service de courtage hors pair

NOUVEAU! Le Centre Marathon Brown de fonds mutuels - votre ligne directe à des économies sur plus de 60 fonds mutuels bien connus!

N'ATTENDEZ PAS! Appelez-nous dès aujourd'hui, postez-nous le coupon ci-dessous ou encore, passez nous voir.

MARATHON BROWN Édifice Sun Life
1155, rue Metcalfe, bureau 2160, Montréal, Québec H3B 2X8

MONTRÉAL 875-7421
(Au Québec, hors de Montréal) 1-800-361-8600

Prière de m'envoyer plus de renseignements. Je m'intéresse:
 au courtage à escomptes, au REER, aux fonds mutuels.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov _____
Code postal _____ Tél. _____

Bureaux à Toronto, Halifax, Montréal, Hamilton, Winnipeg, Calgary, Vancouver.
Marathon Brown et Cie Inc. est une filiale de la Société de valeurs First Marathon Limitée, membre des bourses de Toronto, de Montréal, de Winnipeg, de l'Alberta et de Vancouver ayant accès à toutes les bourses de valeurs mobilières et d'options aux États-Unis.

MARATHON BROWN

COURTIERS VÉRITABLES

ESCOMPTES VÉRITABLES POUR L'INVESTISSEUR AVERTI

MONTRÉAL CHICAGO AVEC CLASSE

Profitez du savoir-faire SABENA

- Somptueux repas préparés sous la surveillance des plus grands chefs européens.
- Service attentionné.
- Départs de Montréal les mercredis, vendredis et dimanches et retours les mêmes jours en B747 ou en DC10.
- Seule compagnie européenne à relier ces villes.
- 250\$ aller-retour en classe affaires, un privilège... 200\$ aller-retour en classe économique, une affaire...

Communiquez aujourd'hui même avec Sabena ou votre agent de voyages.

SABENA
LIGNES AÉRIENNES BELGES

Les émissions d'actions REA se sont envolées comme des petits pains

■ L'engorgement du marché du régime d'épargne-actions (REA) du Québec qui a marqué les mois d'octobre et de novembre s'est estompé. Le surplus d'émissions a fondu comme neige au soleil.

Les retardataires, ceux qui n'ont pas encore acheté leurs actions pour leur REA 1986, devront faire leur choix parmi un nombre restreint de nouvelles émissions.

En octobre dernier, on comptait près de 60 émissions offertes aux investisseurs québécois. Or, au cours des dernières semaines, plusieurs de ses émissions se sont vendues. Présentement, il n'y en aurait plus qu'une quinzaine offertes sur le marché.

La flambée du titre d'Ogivar qui, émis à 3,25 \$, a touché en quelques semaines 5 \$, aurait servi de

bougie d'allumage pour les titres de haute technologie. Excités par cette performance, les investisseurs québécois sont soudainement devenus très friands des actions de ces compagnies. C'est ainsi que l'émission de **Micro Tempus** s'est rapidement vendue. Micro Tempus, après une première tentative à 2,50 \$, a décidé d'offrir son action à 2 \$ et d'y ajouter un plein bon de souscription.

LGS, le **Groupe CGI** et **ACDS** sont d'autres firmes appartenant à l'industrie de l'informatique et de la haute technologie dont les actions sont entièrement vendues.

Par ailleurs, plusieurs spécialistes craignaient pour l'émission de **REPAP**. La compagnie espérait recueillir 50 M\$. Plusieurs jugeaient le montant trop élevé par rapport aux conditions prévalant dans le marché boursier, il y a quelques semaines. Malgré ces inquiétudes, l'émission de REPAP s'est finalement écoulée. La compagnie a émis pour 62,5 M\$ d'actions à 12,50 \$. L'émission aurait suscité beaucoup d'intérêt de la part des investisseurs institutionnels.

Atlantique Image & Son n'a pas rencontré le même succès. Initialement, l'en-

treprise envisageait offrir ses actions à 7,63 \$ chacune. Par la suite, elle est revenue sur sa position pour offrir ses actions à 6,50 \$. Cette baisse ne semble pas avoir attiré plus qu'il le faut l'intérêt des investisseurs. Présentement, au moins un courtier offre l'action à 5,50 \$.

L'investisseur qui l'achèterait à ce prix aurait droit à sa déduction de 50 % sur la base du prix d'achat. Cette situation n'a pas manqué de faire baisser le prix de l'action sur le marché boursier. A la clôture du vendredi 5 décembre 1986, l'action d'Atlantique s'échangeait à 4,90 \$.

CFS

CFS Inc. a révisé les termes de son émission. Initialement, on parlait d'émettre les actions à 5 \$ chacune. La compagnie a maintenant convenu d'émettre des unités à 3 \$ chacune, une unité comprenant un demi-bon de sous-

Techmire éprouve des difficultés financières

■ L'entrée en production de l'usine du Vermont a obligé **Techmire** à essuyer une perte importante de 997 981 \$ pour son dernier exercice. L'implantation de **Techmire Precision Components** lui a coûté un million de dollars. De surcroît, cette nouvelle usine, dont la spécialité est le moulage de pièces de précision sous pression, a drainé les efforts de production de la division de la machinerie. En effet, cette dernière division a dû consacrer une partie de sa production à la fabrication de machines pour la filiale américaine.

Ces facteurs expliquent pourquoi **Techmire** a dû essuyer une perte de 997 981 \$, ou 0,51 \$ l'action, pour l'exercice terminé le 31 juillet 1986.

Les résultats des ventes sont également décevants.

Pour l'exercice en question, les ventes se sont élevées à 5,98 M\$, soit à peine 200 000 \$ de plus que celles de l'exercice précédent. Il y a deux ans, les ventes de **Techmire** avaient atteint un sommet de 6 M\$.

Le président de la compagnie, **M. Stephen Yaffe**, affirme toutefois que sa compagnie retrouvera en 1987 la voie de la croissance et de la rentabilité. Il a expliqué que l'usine du Vermont avait dû répondre à une demande très forte pour ses produits, ce qui augurait bien pour 1987.

Techmire a de plus réorienté sa stratégie de marketing. Au lieu de vendre des machines individuelles, la compagnie axera désormais ses efforts sur la vente de systèmes complets de fabrication clés en main.

Cette stratégie permettra à **Techmire** de vendre des services à valeur ajoutée plus élevée et ainsi de grossir ses ventes et ses profits.

La compagnie vient enfin d'accoucher de la nouvelle machine modèle 22 qui permettra de fabriquer des pièces micro-miniatures de grande complexité.

Au cours du dernier exercice, **Techmire** a vendu sa participation de 50 % dans la filiale française **Technicast S.A.**, spécialisée dans le moulage sous pression. Quant à la filiale irlandaise **Technicast Mouldings Ltd.**, elle a franchi son seuil de rentabilité en 1985-86, soit au cours de sa deuxième année d'exploitation.

CLAUDE CHIASSON



VITTFORGE INC.

La maîtrise des aciers forgés

LA FIERTÉ DE L'EXCELLENCE

- 95% de la production exportée vers les É.U.
- Société publique inscrite à la Bourse de Montréal (VTT)

Siège Social: 1110, rue Sherbrooke ouest, bureau 2007
Montréal, Québec H3A 1G8, Tél.: (514) 849-1681

Marconi Canada

■ La compagnie **Marconi du Canada** a annoncé un bénéfice net de 11 962 000 \$ ou 0,50 \$ par

action pour le semestre terminé le 30 septembre 1986, comparativement à 12 769 000 \$ ou 0,54 \$ par action pour le semestre correspondant en 1985. Le chiffre d'affaires pour le semestre terminé le 30 octobre 1986 a été de 100 M\$, légèrement en baisse par rapport à 106 M\$ au semestre correspondant de 1985.

La **Cour suprême** du Canada a rendu une décision en faveur de la compagnie dans une cause portée en appel en 1978 relativement à l'impôt. Cette décision entraînera une remise d'impôt déjà payée avec intérêts totalisant environ 2,5 M\$. Les administrateurs ont déclaré un dividende de 0,14 \$ par action, payable le 15 décembre 1986 aux actionnaires inscrits au registre le 28 novembre 1986.

Petro-Sun International

■ Le bénéfice net de **Petro-Sun International inc.** s'est élevé à 268 000 \$ ou 0,007 \$ par action après dividende pour les neuf premiers mois terminés le 30 septembre 1986 comparativement à une

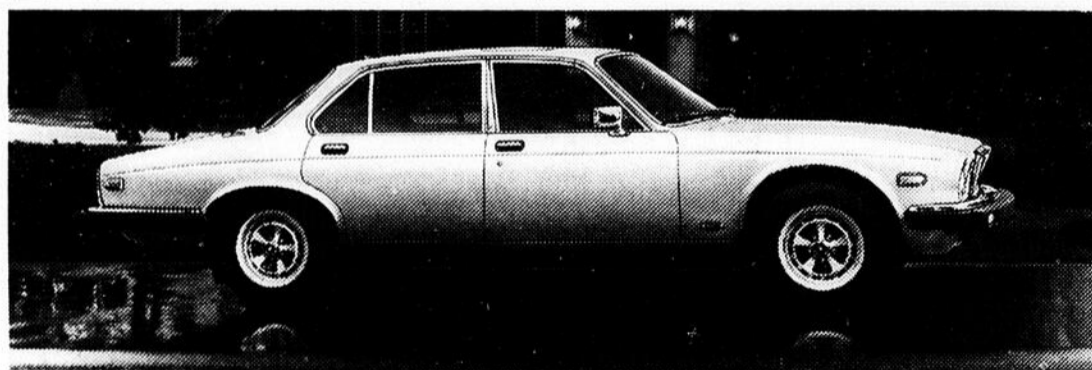
perte nette de 280 000 \$ ou 0,11 \$ par action après dividende pour la période correspondante de 1985. Les revenus ont connu une croissance de 63 %, passant de 12 060 000 \$ l'an dernier à 19 696 000 \$ cette année.

Nesbitt Thomson

■ Pour les six mois terminés le 30 septembre 1986, **Nesbitt Thomson inc.** a déclaré un bénéfice de 6,76 M\$ ou 0,57 \$ par action, contre 5 M\$ ou 0,50 \$ par action pour le semestre correspondant de 1985. Les revenus ont atteint 120,7 M\$, en hausse de 34 % par rapport à la même période lors de l'exercice précédent.

Les résultats de la période ne tiennent pas compte de la fusion récente entre la société et **F.H. Deacon Hodgson**. Toutefois, les résultats incluent la participation de 79,3 % de la société dans **Fahnstock et Co.** de New York.

Le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,06 \$ par action, payable le 31 décembre 1986 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 1986.



Jaguar XJ12 Vanden Plas

La perfection se moque des compromis

La Jaguar Vanden Plas est le chef d'oeuvre incontesté de la mécanique automobile et de l'élégance.

Son confort et ses aménagements intérieurs font paraître très ordinaires les autres automobiles de qualité. Son placage de noyer satiné, ses cuirs sensuels et une large gamme de gadgets électroniques répondent à tous les aspects de votre confort personnel.

Ses lignes gracieuses dissimulent le moteur Jaguar V-12 silencieux et extraordinairement puissant de 5,3 litres, avec culasse May.

La Vanden Plas est une voiture créée pour les véritables connaisseurs. Essayez-la. Et en même temps, profitez-en pour vous renseigner sur notre nouvelle garantie.

55, rue Gince Street, St-Laurent

DECARIE 334-9910

Au service du public de Montréal depuis 1946

JAGUAR

ANALYSEZ AVANT D'ACHETER

cription et une action. Un bon de souscription permettra d'acheter une action additionnelle de CFS au prix de 3,50 \$. Le demi-bon expirera dans trois ans. Les preneurs fermes

de l'émission sont **Loween Ondaatje** et **Lévesque Beaubien**.

Le titre sera reclassé la semaine prochaine dans notre tableau *Analysez avant d'acheter*.

Banque nationale

Deux autres émissions n'apparaissant pas dans notre tableau sont offertes au public. La **Banque Nationale** émet présentement pour 70 M\$ d'actions à

28,25 \$ chacune, admissibles à 50 % dans le cadre du REA. Compte tenu de la taille de l'entreprise, l'investisseur doit toutefois limiter son investissement à 2 000 \$ selon la loi régis-

sant le REA.

Sumabus

Sumabus fait également une émission publique d'actions afin de payer l'acquisition récente du

Groupe Piedmont. Le titre sera analysé la semaine prochaine.

CLAUDE CHIASSON

ANALYSE COMPARATIVE ET SÉLECTIVE DES MEILLEURS TITRES BOURSIERS

Nom des Compagnies	Déduction	Prix à l'émission	Valeur comptable apr.émis.	Prime payée	Rang	Bénéfice net par action		Multiple cours/Bénéfice		Endette-ment		Croissance des ventes		Rendement sur l'avoir des actionnaires		Pointage Brut	Valeur qualitative	Pointage net	Rang final	souscripteur
						\$	%	Rang	Rang	Rang	Rang	Rang	Rang							
Peterborough (vendu)	100 %	2,75 \$ ⁽⁹⁾	1,31 \$	52,4 %	18	0,31 \$ ⁽²⁾	9,6	11	0,20	8	80,00 %	5	36,28 %	22	64	13	77	1	Tassé	
Nils (retiré)	100 %	2,50 \$	1,38 \$	44,8 %	9	0,24 \$ ⁽¹⁾	10,3	13	0,22	10	23,90 %	20	57,01 %	11	63	20	83	2	McNeil Mantha	
Ogivar (vendu)	100 %	3,25 \$	0,98 \$	69,8 %	34	0,26 \$ ⁽²⁾	12,5	28	0,07	2	402,00 %	1	63,61 %	9	74	20	94	3	Soficorp	
Cantrex (vendu)	75 %	3,50 \$	1,58 \$	54,9 %	21	0,40 \$ ⁽¹⁾	8,8	5	0,37	27	26,00 %	18	51,84 %	12	83	14	97	4	Brault, Guy, O'Brien	
Rest. Total	100 %	2,50 \$	1,60 \$	36,0 %	5	0,24 \$ ⁽¹⁾	10,4	15	0,01	1	26,60 %	17	32,74 %	24	62	41	103	5	Osler	
Prod. S.D.A.	100 %	3,75 \$ ⁽¹⁾⁽²⁾	1,80 \$	52,0 %	17	0,36 \$ ⁽²⁾	10,4	16	0,26	14	32,30 %	14	66,08 %	8	69	35	104	6	de Leeuw & associés	
LGS (vendu)	75 %	3,50 \$ ⁽⁹⁾	1,14 \$	67,4 %	31	0,23 \$ ⁽²⁾	15,0	38	0,10	3	46,50 %	10	86,13 %	5	87	20	107	7	Lévesque, Geoffrion	
Repap (vendu)	50 %	13,00 \$	5,34 \$	58,9 %	24	1,84 \$ ⁽¹⁾	7,1	1	0,72	42	13,10 %	32	174,54 %	1	100	9	109	8	Buns, Lévesque, Pemb., Geoffr.	
Micro tempus (vendu)	100 %	1,50 \$ ⁽⁹⁾	0,42 \$	72,0 %	39	0,14 \$ ⁽²⁾	10,7	18	0,17	6	74,00 %	6	108,92 %	2	71	38	109	8	Tassé & associés	
Arden	75 %	3,00 \$	1,47 \$	51,0 %	15	0,19 \$ ⁽²⁾	15,8	40	0,11	4	113,80 %	4	58,62 %	10	73	38	111	10	Osler	
J. M. Saucier (vendu)	100 %	4,50 \$	1,32 \$	70,7 %	36	0,36 \$ ⁽¹⁾	12,4	27	0,31	19	55,00 %	9	51,08 %	13	104	9	113	11	Nesbitt	
Shasper (vendu)	100 %	6,00 \$	1,96 \$	67,3 %	30	0,46 \$ ⁽²⁾	13,0	32	0,21	9	33,10 %	12	47,96 %	14	97	17	114	12	Richardson	
Honco	100 %	3,00 \$	1,40 \$	53,3 %	20	0,40 \$ ⁽²⁾	7,5	2	0,40	29	32,70 %	13	15,73 %	35	99	17	116	13	Soficorp	
Impertex	100 %	1,75 \$	0,85 \$	51,4 %	16	0,18 \$ ⁽¹⁾	9,5	10	0,23	11	14,30 %	30	29,97 %	26	93	23	116	14	Tassé	
Gr. CGI (vendu)	75 %	6,50 \$	1,36 \$	79,1 %	41	0,58 \$ ⁽²⁾	11,2	21	0,23	12	61,10 %	7	40,61 %	18	99	21	120	15	Lévesque, Nesbitt	
ACDS (vendu)	100 %	2,00 \$	0,58 \$	71,0 %	37	0,11 \$ ⁽²⁾	19,0	42	0,24	13	175,70 %	2	74,55 %	6	100	20	120	16	Bell Gouinlock	
Simon Lemaire (vendu)	100 %	3,30 \$	1,37 \$	58,5 %	23	0,35 \$ ⁽¹⁾	9,4	9	0,32	21	28,00 %	16	34,34 %	23	92	31	123	17	McNeil Mantha	
Socanav (vendu)	50 %	3,42 \$ ⁽⁹⁾⁽¹²⁾	1,08 \$	68,4 %	32	0,45 \$ ⁽¹⁾	7,6	3	0,28	15	9,90 %	35	41,63 %	17	102	21	123	18	Lévesque, Geoffrion	
Lightsteel	100 %	2,00 \$	0,94 \$	53,0 %	19	0,17 \$ ⁽²⁾	11,8	22	0,52	37	23,70 %	21	37,63 %	21	120	9	129	19	Deragon	
Disq Saturne (vendu)	100 %	2,75 \$ ⁽⁹⁾	1,86 \$	32,4 %	2	0,24 \$ ⁽¹⁾	13,8	36	0,13	5	121,30 %	3	14,37 %	43	89	41	130	20	Walwyn	
Bois Franc	100 %	2,50 \$	1,66 \$	33,6 %	3	0,28 \$ ⁽¹⁾	8,9	6	0,47	35	20,60 %	25	7,72 %	41	110	20	130	21	McNeil Mantha	
Domicil	100 %	2,50 \$	0,93 \$	62,8 %	27	0,24 \$ ⁽¹⁾	10,4	17	0,28	16	59,50 %	8	16,94 %	34	102	30	122	22	Osler, Soficorp	
Magasins Wise (vendu)	75 %	5,00 \$	1,99 \$	60,2 %	25	0,40 \$ ⁽¹⁾	12,7	30	0,29	17	22,00 %	23	38,89 %	19	114	19	133	23	Merrill, McLeod	
Val Royal (vendu)	100 %	8,00 \$	4,72 \$	41,0 %	7	0,64 \$ ⁽²⁾	12,5	29	0,35	22	20,90 %	24	13,83 %	36	118	17	135	24	Richardson, Merrill	
Mont Gabriel (retiré)	100 %	3,00 \$	1,73 \$	42,3 %	8	0,18 \$ ⁽¹⁾	16,7	41	0,19	7	8,90 %	37	21,21 %	30	123	17	140	25	Tassé	
Foresbec (vendu)	100 %	2,00 \$	0,58 \$	71,0 %	38	0,23 \$ ⁽¹⁾	8,7	4	0,53	38	26,00 %	19	38,54 %	20	119	21	140	26	McNeil Mantha	
Sodarcan (vendu)	50 %	5,50 \$ ⁽¹³⁾	3,56 \$	35,3 %	4	0,46 \$ ⁽¹⁾	12,0	24	0,37	26	7,80 %	38	11,29 %	39	131	11	142	27	Lévesque, Nesbitt	
Cabano d'Anjou	100 %	5,00 \$	2,70 \$	46,0 %	12	0,45 \$ ⁽²⁾	11,1	19	0,44	32	19,00 %	28	19,21 %	32	123	20	143	28	Deacon Hodgson	
Algo (vendu)	50 %	8,00 \$	1,83 \$	77,1 %	40	0,72 \$ ⁽¹⁾	11,1	20	0,30	18	20,30 %	26	27,80 %	27	131	12	143	29	Lévesque, DS., McLeod, Nesbitt	
Atlantique	75 %	2,00 \$	0,69 \$	65,5 %	28	0,19 \$ ⁽¹⁾	10,4	14	0,36	25	0,00 %	43	43,73 %	16	126	21	147	31	McNeil Mantha	
Visiontronique	100 %	1,40 \$ ⁽¹⁴⁾	0,63 \$	55,0 %	22	0,15 \$ ⁽¹⁾	9,3	7	0,45	33	13,70 %	31	27,78 %	28	121	26	147	32	Bell Gouinlock	
Delhar	100 %	3,00 \$	2,50 \$	16,7 %	1	0,32 \$ ⁽¹⁾	9,4	8	0,43	31	7,47 %	40	12,53 %	38	118	30	148	33	Deacon Hodgson	
Espalau	100 %	3,60 \$	1,95 \$	45,8 %	11	0,30 \$ ⁽¹⁾	12,0	25	0,53	39	23,40 %	22	13,65 %	37	134	17	151	34	Soficorp	
Montco (vendu)	100 %	2,25 \$	1,14 \$	49,3 %	14	0,17 \$ ⁽¹⁾	14,7	37	0,31	20	9,90 %	36	30,66 %	25	132	19	151	35	Osler	
Tucker	100 %	7,00 \$	2,10 \$	70,0 %	35	0,54 \$ ⁽¹⁾	13,0	31	0,36	24	6,50 %	41	92,16 %	4	135	21	156	36	Richardson, Lévesque	
Cott (vendu)	75 %	2,75 \$	0,64 \$	76,7 %	42	0,28 \$ ⁽²⁾	9,8	12	0,63	40	17,30 %	29	46,64 %	15	138	21	159	37	Lévesque, Geoffrion	
Saint-Sauveur	100 %	5,00 \$	1,57 \$	68,6 %	33	0,37 \$ ⁽¹⁾	13,5	35	0,38	28	7,50 %	39	104,20 %	3	138	23	161	38	Richardson, Lévesque	
CFS inc.	75 %	6,50 \$	4,14 \$	36,3 %	6	0,43 \$ ⁽²⁾	15,0	39	0,35	23	11,36 %	34	2,28 %	42	144	17	161	39	Nesb., McLeod, Geoff.	
Innotech	75 %	5,00 \$	2,63 \$	47,4 %	13	0,41 \$ ⁽²⁾	12,2	26	0,78	43	12,30 %	33	19,02 %	33	148	17	165	40	Nesbitt, Lévesque	
Intercan (vendu)	100 %	3,50 \$	1,93 \$	44,9 %	10	0,26 \$ ⁽²⁾	13,3	34	0,41	30	19,97 %	27	8,62 %	40	141	24	165	41	McNeil, Bache	
Fletcher	100 %	3,75 \$	1,29 \$	65,6 %	29	0,17 \$ ⁽¹⁾	22,6	43	0,69	41	28,90 %	15	26,88 %	29	157	20	177	42	Lévesque	
Olco	100 %	5,00 \$	1,02 \$	79,6 %	43	0,38 \$ ⁽¹⁾	13,2	33	0,49	36	4,14 %	42	74,47 %	7	161	17	178	43	Lévesque	
Héroux (vendu)	100 %	5,00 \$	1,24 \$	69,0 %	n.a.	0,36 \$ ⁽¹⁾	11,1	n.a.	0,67	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	Tassé	

- Notes:
- 1) Bénéfice projeté de la compagnie pour l'exercice en cours
 - 2) Bénéfice projeté de l'exercice en cours selon la tendance passée et les développements les plus récents connus
 - 3) Croissance composée des ventes pour les quatre derniers exercices.
 - 4) Rendement moyen sur l'avoir des actionnaires des deux derniers exercices.
 - 5) La valeur qualitative: pointage accordé selon des facteurs tels que l'expérience de gestion, la constance dans la croissance, la nature des revenus, le type d'industrie, etc., sur une échelle de 1 à 43. La compagnie se classant le mieux est celle ayant la valeur la moins élevée.
 - 6) Projection des fonds autogénérés par action au lieu du bénéfice net pour l'exercice en cours.
 - 7) Le pointage final est obtenu en additionnant le pointage brut à la valeur qualitative. La compagnie se classant le mieux est celle ayant le pointage final le moins élevé.
 - 8) Le ratio d'endettement tient compte du produit net de l'émission dans la capitalisation de l'entreprise. Toutefois, il ne tient pas compte de la dette qui sera remboursée à même ce produit net une fois l'émission complétée
 - 9) Une valeur hypothétique de 0,25 \$ est accordée au demi-bon de souscription (0,50 \$ pour un plein bon). Cette valeur est soustraite du prix de l'unité à l'émission.
 - 10) Tient compte de la moitié des fonds autogénérés.
 - 11) Une valeur actualisée de 0,30 \$ est accordée au dividende. Cette valeur est soustraite du prix de l'unité à l'émission.
 - 12) Une valeur actualisée de 1,33 \$ est accordée au dividende. Cette valeur vient réduire le prix de l'unité à l'émission.
 - 13) Une valeur actuelle de 0,50 \$ est donnée au dividende. Cette valeur vient réduire le prix de l'action à l'émission.
 - 14) Le titre n'a pu être classé, les données historiques n'étant pas disponibles.
 - 15) Une valeur hypothétique de 0,10 est accordée au 4/10 de bon de souscription.

Ce tableau est protégé par des droits d'auteur. Toute reproduction, totale ou partielle, est interdite sans le consentement écrit du journal LES AFFAIRES - Publications Les Affaires Inc. 1986.

Bien sûr... nous faisons des PRÊTS COMMERCIAUX aux P.M.E.

<p>Caisse populaire ST-LÉONARD 8050, rue Lacordaire St-Léonard (Québec) H1R 2A2 321-9784</p>	<p>Caisse populaire VILLERAY 7720, rue St-Hubert Montréal (Québec) H2R 2N8 273-2711</p>	<p>Caisse populaire JEAN-TALON 2295, rue Jean-Talon Est Montréal (Québec) H2E 1V6 376-7691</p>	<p>Caisse populaire MISTRAL 8164, rue St-Hubert Montréal (Québec) H2P 1Z2 270-7221</p>	<p>Caisse populaire PLACE DESJARDINS 5-100 Promenade Complexe Desjardins Montréal (Québec) H5B 1B4 281-8080</p>	<p>Caisse populaire ST-ARSÈNE 1080, rue Bélanger Est Montréal (Québec) H2S 1H2 273-9945</p>	<p>Caisse populaire ST-ESPRIT DE ROSEMONT 2685, rue Masson Montréal (Québec) H1W 1W3 725-5241</p>
--	---	--	--	---	---	---

pour votre développement

Membres de la FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS DE MONTRÉAL ET DE L'OUEST DU QUÉBEC

RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS DU QUÉBEC

Compagnie Émissions de 1985	Nom dans les pages boursières	Catégorie d'actions	Date ⁽¹⁾ du visa	Dédution en %	Montant de l'émission vendu au Québec	Prix de l'action			Dividende annuel	Rendement (div./prix de l'action)	Fin d'exerc.	Bénéf. par action***		Ratio ⁽¹⁾ cours/ bénéfice 4 dern. trimestres	52 dern. semaines		
						Prix à l'émiss.	Fermeture					Variation en %	au dern. exercice complet		depuis le le dernier exercice	Haut	Bas
							05-12-86	Sem. pré.									
ÉMISSIONS DE 1986																	
ACDS (Syst. graphique) *	ADS	Ordin.	20/11	100	4,0M\$ ^(b)	2,00	0,00	0,00	—	—	—	—	—	—	0,00	0,00	
ADS Associés Itée *	ADS	Ordin.	05/09	100	6,0M\$	5,00	4,60	4,65	-1,08	0,00	—	—	—	—	5,00	4,60	
Algo (Groupe) inc. *	Algo	Sub.cat.A	21/11	50	24,8M\$ ^(b)	8,25	0,00	0,00	—	—	—	—	0,00	—	0,00	0,00	
Alimentation Couche Tard *	Alim CT	Ordin. ^(b)	07/08	100	2,7M\$ ^(b)	2,13	3,85	3,40	13,24	0,00	0,00	0,00	—	—	4,25	2,75	
Amisco (Industries) inc. *	Amisco	Ordin.	09/10	100	5,3M\$ ^(b)	5,25	5,13	5,00	2,60	0,00	0,00	—	—	—	0,00	0,00	
Atlantique Image et Son *	Atlant.A	Sub.cat.A	16/10	50	6,5M\$ ^(b)	6,50	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00	—	—	—	0,00	0,00	
Auto Point inc. *	Auto.Point	Ordin.	25/09	100	4,0M\$ ^(b)	2,00	2,00	2,10	-4,76	0,00	0,00	—	—	—	2,44	1,90	
Banque Royale	Bq Royale	Ordin.	29/10	50	102M\$ ^(b)	34,00	32,88	33,00	-0,36	2,00	6,08	0,12	9m 0,12	13,33	25,13	27,50	
Bestar inc. *	Bestar	Ordin.	10/09	100	8,1M\$ ^(b)	5,75	4,80	5,25	-8,57	0,00	0,00	—	—	—	6,00	4,75	
Bombardier	Bomb B	Sub.cl.B ^(a)	30/10	50	55,0M\$ ^(b)	13,75	13,63	13,63	0,00	0,25	1,83	0,67	6m 0,33	21,30	14,75	6,57	
Cambior inc. *	Cambior	Ordin. ^(b)	25/07	75	150,0M\$ ^(b)	10,00	14,25	13,63	4,55	0,00	0,00	—	2m 0,11	—	15,25	12,88	
Canam Manac (Groupe)	Cnmnac.A	Sub.cat.A	21/05	50	51,2M\$ ^(b)	15,50	12,50	12,00	4,17	0,30	2,40	0,64	9m 0,45	18,66	18,00	6,13	
Cantrex (Groupe) inc. *	Cantrex.A	Sub.cat.A ^(a)	12/11	75	11,7M\$ ^(b)	3,80	4,80	3,90	23,08	0,06	1,25	0,24	6m 0,12	0,00	4,80	3,70	
Cogeco (Groupe) inc. *	Cogeco	Sub.	12/06	75	9,0M\$ ^(b)	9,00	8,00	7,88	1,52	0,09	1,13	0,40	—	20,00	11,00	5,75	
Comm. Radiomutuel inc.	Cmrd.a	Sub.cat.A	24/04	75	8,5M\$ ^(b)	8,50	6,50	6,75	-3,70	0,40	6,15	0,27	—	24,07	9,25	4,40	
Crédit ind. Desjardins	C I Desj.A	Sub.cat.A	22/09	50	13,0M\$ ^(b)	6,50	6,75	6,75	0,00	—	—	—	9m 0,45	—	7,25	6,13	
DMR (Groupe) inc. *	DMR.A	Sub.cat.A	24/09	75	20,0M\$ ^(b)	8,00	8,00	8,13	-1,60	0,00	0,00	—	3m 0,07	—	8,50	8,00	
Dionne (Textiles) *	Dionne.U	Ordin. ^(a)	30/09	100	5,0M\$ ^(b)	5,00	5,00	4,90	2,04	0,00	0,00	—	—	5,00	4,75		
Disnat (Invest) inc. *	Disnat	Ordin.	23/04	75	2,0M\$ ^(b)	2,00	2,60	2,55	1,96	0,16	6,15	0,21	—	12,38	4,00	2,42	
Domco (Industries) Itée	Domco	Ordin.	30/06	50	13,3M\$ ^(b)	13,25	9,25	8,38	10,38	0,67	7,24	1,21	9m 0,49	9,16	15,38	7,58	
Domicil Y.A.N. inc. *	Domicil	Ordin.	14/11	100	2,0M\$ ^(b)	2,50	0,00	0,00	—	0,00	—	—	—	0,00	0,00		
Foresbec inc. *	Foresbec.A	Ordin.	03/11	100	2,0M\$ ^(b)	2,00	1,80	1,75	2,86	0,00	0,00	0,17	3m 9,06	8,18	2,00	1,70	
Geoffrion, Leclerc, inc. *	Geof.B	Sub. ^(b)	08/05	75	10,5M\$ ^(b)	6,00	6,13	5,88	4,25	0,15	2,45	0,69	—	8,88	7,00	5,00	
Grilli (Gr.immob.) inc. *	Grilli	Ordin.	27/06	100	15,3M\$ ^(b)	9,00	8,38	8,38	0,00	0,00	0,00	0,89	—	9,42	9,38	7,00	
Groupe Champlain inc. *	Gr.Champ.	Ordin.	19/06	100	5,6M\$ ^(b)	3,00	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	—	—	3,90	2,70		
Gr. La Laurentienne	Glaub	Sub.cl.B	29/05	50	59,7M\$	14,00	10,13	10,25	-1,17	0,24	2,37	0,59	9m 0,40	19,86	14,50	9,25	
Groupe Trans. GTC	Gr.T.GTC	Ordin.	20/06	75	21,9M\$ ^(b)	12,88	12,38	12,88	-3,88	0,00	0,00	0,39	9m 0,40	22,11	13,25	6,25	
Guillevin Intern'l inc. *	Guillevin	Sub.cat.A ^(b)	13/11	100	5,5M\$ ^(b)	6,00	0,00	0,00	—	—	—	—	—	—	0,00	0,00	
Héroux inc. *	Héroux	Ordin.	18/11	50	9,0M\$ ^(b)	5,00	6,38	0,00	—	0,00	—	—	—	—	6,38	5,13	
Hubbard (Teinturiers) *	Hubbard	Ordin.	20/05	100	6,8M\$ ^(b)	5,00	4,20	4,40	-4,55	0,00	0,00	0,27	9m 0,31	—	7,50	3,60	
Imasco Itée	Imasco	Ordin.	03/06	50	345,0M\$ ^(b)	34,50	32,75	32,88	-0,40	0,84	2,56	0,36	3m 0,48	15,67	40,00	24,25	
Intercan (location) inc. *	Intercan	Ordin.	20/11	75	5,0M\$ ^(b)	5,00	0,00	0,00	—	—	—	—	—	—	0,00	0,00	
J.-M. Saucier Ltée *	JMSaucier	Ordin.	12/11	100	3,9M\$ ^(b)	4,50	4,35	4,35	0,00	0,00	0,00	n.d.	—	—	4,50	4,20	
Jean-Coutu (Groupe) inc. *	Jean.Ct.A	Sub.cat.A	09/10	50	48,0M\$ ^(b)	8,00	7,63	7,50	1,73	0,00	0,00	—	—	—	8,25	7,25	
Kaufel (Groupe) Itée	Kaufel.U	Sub.cat.B ^(a)	29/08	75	9,4M\$ ^(b)	6,25	6,75	6,88	-1,89	0,00	0,00	0,37	—	18,24	7,13	5,50	
LGS (Cons.Informat) inc. *	LGS	Sub.cl.A ^(b)	25/11	75	7,5M\$ ^(b)	3,75	0,00	0,00	—	—	—	—	—	—	0,00	0,00	
Lambert Intern'l inc. *	Lambert	Ordin.	17/07	100	5,0M\$ ^(b)	5,00	4,50	4,60	-2,17	0,00	0,00	—	9m 0,30	—	5,25	3,75	
Laperrière & Verreault *	Lap&Ver	Ordin.	19/06	100	4,0M\$ ^(b)	4,00	5,50	6,00	-8,33	0,00	0,00	0,31	6m 0,14	—	7,88	5,00	
Leader (Manufacture) inc. *	Leader M.	Ordin.	15/08	100	3,6M\$ ^(b)	3,00	2,25	2,30	-2,17	0,00	0,00	—	—	—	4,00	2,00	
Lépine-Cloutier Itée *	Lépine.Cl.	Ordin.	10/10	100	3,5M\$ ^(b)	2,50	2,15	2,35	-8,51	0,00	0,00	—	—	—	2,75	2,15	
Leroux (Aciers) inc. *	Leroux	Ordin.	11/07	100	5,0M\$ ^(b)	5,00	4,25	4,35	-2,30	0,00	0,00	—	—	—	5,88	4,15	
Lévesque, Beauvieux, inc. *	LVB.A	Sub.cl.A	17/06	50	57,1M\$ ^(b)	8,75	7,88	6,63	18,85	0,00	0,00	—	3m 0,20	15,76	10,00	6,38	
Logibec (Groupe) Itée *	Log.G.Inf	Ordin.	14/11	100	2,0M\$ ^(b)	2,00	2,70	0,00	—	0,00	—	—	—	—	2,80	2,30	
Logistec (Corp)	Logistec	Sub.cl.B	10/06	50	12,0M\$ ^(b)	9,25	5,50	5,88	-6,46	0,44	8,00	1,05	6m(0,52)	9,48	9,13	5,13	
M.Corp. inc.	M Corp	Ordin.	31/10	100	9,6M\$ ^(b)	14,25	14,25	14,13	0,85	0,10	0,70	0,55	9m 0,56	18,51	19,00	6,63	
McNeil, Mantha inc.	McNeil M	Ordin.	11/09	100	7,2M\$ ^(b)	6,88	6,00	5,50	9,09	0,00	0,00	0,52	—	11,54	7,63	2,50	
Ménotec Data inc.	Ménotec	Ordin.	30/09	75	14,2M\$ ^(b)	10,50	10,00	10,25	-2,44	0,00	0,00	0,66	9m 0,37	15,63	12,25	6,00	
Metro Richelieu inc. *	Metro.R.A	Sub.cat.A	11/11	50	27,6M\$ ^(b)	6,00	6,38	6,25	2,08	0,00	0,00	0,56	—	11,39	6,75	6,13	
Miron inc. *	Miron.A	Sub.cat.A ^(a)	12/06	50	30,0M\$ ^(b)	12,00	11,00	11,50	-4,35	0,00	0,00	1,31	9m 1,92	4,74	12,50	8,75	
Montréal Trustco	MTrustco	Ordin. ^{(b)(a)}	27/10	50	79,5M\$ ^(b)	12,00	12,88	13,00	-0,92	0,33	2,56	0,75	9m 0,70	14,80	14,00	7,38	
Mux (Laboratoires) inc. *	Mux.LabA	Sub.cat.A	07/11	75	5,1M\$ ^(b)	3,00	3,65	0,00	—	0,00	—	—	—	—	3,90	2,90	
Nautilus Plus *	Nautilus.U	Ordin. ^(b)	19/09	100	10,5M\$ ^(b)	3,00	2,75	2,70	1,85	0,00	0,00	—	—	—	3,10	2,55	
Nesbitt Thomson inc. *	Nesbitt.A	Sub.cat.A	09/07	50	45,6M\$ ^(b)	18,25	16,63	12,63	31,67	0,24	1,44	0,38	—	—	17,75	12,00	
Normick Perron inc.	Nork.A	Sub.cl.A	10/09	50	27,7M\$ ^(b)	5,25	5,13	5,13	4,87	0,00	0,00	0,40	9m 0,47	9,61	6,00	4,30	
Noverco inc. *	Noverco	Ordin.	18/09	75	73,3M\$ ^(b)	12,75	13,75	13,38	2,77	0,72	5,24	1,16	9m 1,73	8,38	14,50	10,13	
Ogivar inc. *	Ogivar	Ordin.	07/11	100	6,5M\$ ^(b)	3,25	4,70	4,65	1,08	0,00	—	—	—	—	5,25	3,50	
Pantorama (Ind.) inc. *	Pantorama	Ordin.	30/09	100	10,0M\$ ^(b)	5,50	5,38	5,38	0,00	0,00	0,00	—	—	—	5,63	4,55	
Paul Martin inc. *	P.Martin	Ordin.	23/09	100	6,5M\$ ^(b)	5,00	4,30	4,40	-2,27	0,00	0,00	—	—	—	4,80	3,90	
Peerless	Peerless	Ordin. ^(b)	19/02	75	7,8M\$ ^(b)	5,92	7,50	7,50	0,00	0,08	1,07	0,28	6m 0,40	8,43	10,63	5,17	
Perry (Studio André) *	Perry.B	Sub.cl.B ^(a)	27/06	75	3,5M\$ ^(b)	3,50	3,30	3,20	3,13	0,00	0,00	—	—	—	4,75	2,40	
Plastibec Itée *	Plastibec	Ordin.	17/10	100	9,0M\$ ^(b)	3,00	2,80	2,90	-3,45	—	—	—	—	—	3,00	2,55	
Québecor inc.	Qebcor.B	Sub.cl.B ^(a)	09/10	50	43,0M\$ ^(b)	14,25	13,75	13,75	0,00	0,14	1,02	1,04	—	13,22	14,63	13,13	
Richard Piché inc. *	R.Piché	Ordin. ^(a)	18/11	100	4,8M\$ ^(b)	3,00	2,75	0,00	—	0,00	—	—	—	—	2,85	2,75	
Robin International *	Robin Intr.	Ordin.	18/09	100	11,0M\$ ^(b)	5,50	4,10	4,30	-4,65	0,00	0,00	—	—	—	5,38	4,00	
SNC (Groupe) *	SNC	Sub.cl.A	22/05	50	53,3M\$ ^(b)	13,00	12,75	12,00	6,25	0,26	2,04	1,38	9m 0,59	—	17,00	11,38	
SR Télécom *	SR Tel.	Ordin.	22/05	75	5,4M\$ ^(b)	7,50	7,25										

RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS DU QUÉBEC

Compagnie Émissions de 1985	Nom dans les pages boursières	Catégorie d'actions	Date ⁽ⁱ⁾ du visa	Dédution en %	Montant de l'émission vendu au Québec	Prix de l'action			Variation en %	Dividende annuel	Rendement (div./prix de l'action)	Fin d'exerc.	Bénéf. par action ^{***}		Ratio ^(h) cours/ bénéfice 4 dern. trimestres	52 dern. semaines	
						Prix à l'émiss.	Fermeture						au dern. exercice complet	depuis le le dernier exercice		Haut	Bas
							05-12-86	Sem. pr.									
ÉMISSIONS DE 1986																	
Lacroix (Groupe) Inc. *	Lacroix	Ordin.	19/12	150	2,7M\$	3,50	2,00	1,85	8,11	0,00	0,00	02-86	(0,31)	—	—	3,65	1,75
Lambert-Somec Inc. *	Lamso	Ordin.	26/11	150	5,0M\$	3,25	3,50	3,90	-10,26	0,00	0,00	12-85	0,41	—	8,54	7,38	2,10
Lavalin Tech. *	Lvltec	Ordin. (h)	10/12	100	10,0M\$	5,00	2,70	2,70	0,00	0,00	0,00	—	—	—	—	4,55	2,50
Louven Inc. *	Louven	Ordin.	28/03	150	1,2M\$	2,00	1,17	1,27	-7,87	0,00	0,00	03-85	(0,33)	9m(0,22)	—	1,90	0,95
M-Corp. Inc. *	M Corp	Ordin.	06/11	150	4,8M\$	7,38	14,25	14,13	0,85	0,10	0,70	12-85	0,55	9m 0,56	18,51	19,00	6,63
Matco Mart Inc. *	Matco	Ordin.	27/11	150	2,8M\$	2,50	2,10	2,00	5,00	0,00	0,00	10-85	0,27	9m 0,18	—	3,45	1,60
Memotec Data Inc. *	Memotec	Ordin. (h)	13/11	150	11,6M\$	7,50	10,00	10,25	-2,44	0,00	0,00	12-85	0,66	9m 0,37	15,63	12,25	6,00
Montréal Trustco *	MTrustco	Ordin. (g)(h)	19/07	50	34,1M\$	8,60	12,88	13,00	-0,92	0,33	2,56	12-85	0,75	9m 0,70	14,80	14,00	7,38
Multidev Imm. Ord. *	Multidev	Ordin. (a)	29/08	150	3,3M\$	3,00	5,63	5,75	-2,09	0,00	0,00	11-85	0,18	9m 0,36	—	7,88	2,90
Multidev Imm. Pr.	Multi.A	Pr.cv.A(7,5)	27/12	150	4,2M\$	4,75	5,88	6,00	-2,00	0,36	6,12	11-85	S.O.	9 O.	—	7,75	4,25
Noverco	Noverco	Ordin.	08/08	100	69,3M\$	11,50	13,75	13,38	2,77	0,72	5,24	09-85	1,16	9m 1,73	8,38	14,50	10,13
Office Equipment Inc. *	OE Inc	Ordin.	13/11	100	9,4M\$	8,00	10,00	10,38	-3,66	0,00	0,00	12-85	0,82	9m 0,56	12,20	17,75	8,25
Power (Financière) *	Power Fin	Ordin. (e)	09/04	50	21,4M\$	27,38	21,88	21,25	2,96	0,50	2,29	12-85	1,33	9m 1,26	13,76	23,75	11,07
Premier Choix TVEC *	Pr.Choix.a	Ordin.	06/11	150	4,6M\$	5,00	7,25	7,13	1,68	0,45	6,21	01-86	0,17	6m 0,18	25,00	9,75	4,20
Promatek Itée *	Promatek	Ordin.	07/10	150	4,2M\$	3,25	2,50	2,85	-12,28	0,00	0,00	06-86	0,21	3m 0,05	—	3,85	2,20
Provigo	Provigo	Ordin.	09/12	100	41,1M\$	16,20	17,50	17,88	-2,13	0,36	2,06	01-86	1,21	6m 0,66	14,71	22,50	14,13
St-Laurent (Ciment)	SI Cem.A	Sub.cl.A	03/09	50	13,9M\$	11,00	20,50	20,50	10,81	0,90	4,39	12-85	1,91	9m 1,51	9,40	21,25	12,07
San Francisco *	San Fran	Ordin.	04/12	100	5,8M\$	5,75	8,50	8,75	-2,86	0,00	0,00	01-86	0,30	6m 0,06	34,00	11,88	6,25
Sanivan (Groupe) *	Sanivan	Ordin. (h)	06/12	150	4,9M\$	5,00	4,60	4,75	-3,16	0,00	0,00	12-85	0,35	9m 0,07	—	7,00	3,95
Sico Inc. *	Sico	Ordin.	04/12	100	27,4M\$	13,75	19,38	19,13	1,31	0,36	1,86	12-85	1,04	9m 1,10	15,63	23,25	11,13
Sportscene (Rest.) *	Sportscn	Ordin. (a)	20/12	100	1,6M\$	2,50	5,25	4,50	16,67	0,00	0,00	05-85	—	—	—	8,13	1,65
Sumabus Inc. *	Sumabus	Ordin.	19/03	100	5,8M\$	5,00	7,00	6,75	3,70	0,00	0,00	06-86	0,27	3m 0,05	21,88	8,38	6,25
Techmire Itée *	Techmire	Ordin.	12/03	150	2,6M\$	4,00	1,80	2,00	-10,00	0,00	0,00	07-86	(0,51)	—	—	4,35	1,80
Totec (Groupe) *	Gr.Totec	Ordin. (a)	04/12	150	2,0M\$	2,00	3,20	3,25	-1,54	0,14	4,38	02-86	0,22	6m(0,07)	S.S.	9,00	2,00
Unigesco	Unigs.B	Sub.cl.B (h)	16/09	100	60,5M\$	4,75	4,70	4,40	6,82	0,12	2,55	03-86	0,07	6m 0,16	20,43	7,75	3,55
Uni-Select Inc. *	Uni-Select	Ordin.	08/11	150	3,0M\$	3,00	5,13	5,38	-4,65	0,00	0,00	12-85	0,37	9m 0,27	14,25	7,13	2,95
Videotron (Groupe) *	Vidtron	Sub.cl.A	01/11	75	23,3M\$	7,75	15,75	16,00	-1,56	0,00	0,00	08-86	0,47	—	33,51	20,00	7,50
Visway Transport *	Visway	Ordin.	29/09	150	11,2M\$	7,25	6,13	6,25	-1,92	0,00	0,00	06-86	0,14	3m 0,07	43,79	9,88	5,63
Volcano *	Volcano	Ordin.	25/09	150	16,0M\$	7,50	7,50	7,50	0,00	0,00	0,00	12-85	0,78	9m(0,05)	24,19	15,00	5,63
Total							438,67	564,86	559,32	0,99							
ÉMISSIONS DE 1984																	
Berkley *	Berkley	Ordin.	26/06	150	4,0M\$	4,00	5,38	5,50	-2,18	0,12	2,23	12-85	0,14	6m 0,13	53,80	5,50	3,90
Biotech Electronics *	Biotech	Ordin.	28/11	150	7,0M\$	5,00	4,70	4,85	-3,09	0,00	0,00	05-86	(0,39)	3m 0,01	—	6,75	4,00
C.B. Pak Inc. *	CB Pak	Ordin. (h)	22/03	75	10,2M\$	12,75	19,25	19,38	-0,67	0,60	3,12	12-85	1,61	9m 0,93	14,92	30,38	19,00
C.B. Pak Inc. *	CB Pak	Ordin.	27/11	75	11,6M\$	12,75	19,25	19,38	-0,67	0,60	3,12	12-85	1,61	9m 0,93	14,92	30,38	19,00
Canam Manac Inc. *	Cmnac.A	Sub.cat.A (i)	15/06	100	9,5M\$	3,17	12,50	12,00	4,17	0,30	2,40	12-85	0,64	9m 0,45	18,66	18,00	6,13
Cascades Inc.	Cascades	Ordin. (d)(e)	27/09	100	11,3M\$	2,35	13,25	12,88	2,87	0,00	0,00	12-85	0,43	9m 0,35	24,09	19,38	5,38
Charan (Indust.) *	Charan	Ordin. (h)	12/10	150	3,5M\$	3,25	14,75	14,25	3,51	0,00	0,00	09-85	0,59	9m 0,25	27,83	18,00	7,88
Circo Craft *	Circo Crt	Ordin.	03/10	150	14,2M\$	8,25	8,50	8,50	0,00	0,06	0,71	12-85	0,44	9m 0,24	25,00	11,75	8,00
Comterm Inc.	Comterm	Ordin.	12/11	100	2,6M\$	0,96	1,08	1,04	3,85	0,00	0,00	01-86	0,08	9m(0,07)	—	2,51	0,25
Datagram Inc. *	Datagram	Ordin.	11/12	150	3,0M\$	3,00	2,45	2,30	6,52	0,00	0,00	05-86	(0,06)	3m 0,03	122,50	3,80	1,85
F.C.A. International	FCA Inter	Ordin. (g)	07/11	100	10,2M\$	9,00	19,13	18,63	2,68	0,08	0,42	06-86	0,81	3m 0,17	23,33	21,00	5,19
Goodfellow Inc. *	Goodfellow	Ordin.	30/10	150	5,0M\$	5,00	4,25	4,25	0,00	0,10	2,35	08-86	0,28	—	15,18	7,88	4,05
Groupe Trans. G.T.C. *	Gr.T.GTC	Ordin. (e)	29/10	150	10,0M\$	4,38	12,38	12,88	-3,88	0,00	0,00	10-85	0,39	9m 0,40	22,11	13,25	6,25
Hartco (Entreprises) *	Hartco	Ordin.	05/12	150	7,0M\$	7,00	3,50	3,50	0,00	0,00	0,00	12-85	0,34	6m 0,09	12,50	4,80	2,85
Louven Inc. Pr.	Louven.p	Pr.cv.sér.A	25/05	150	8,0M\$ (c)	5,00	2,55	2,55	0,00	0,11	4,31	12-85	S.O.	S.O.	—	3,10	1,50
McNeil, Mantha Inc. *	McNeil M	Ordin. (e)	09/04	150	3,0M\$	1,50	6,00	5,50	9,09	0,00	0,00	09-86	0,52	—	11,54	7,63	2,50
Montréal Trustco	MTrustco	Ordin.sér.A (e)	24/01	75	17,0M\$	6,25	12,88	13,00	-0,92	0,33	2,56	12-85	0,75	9m 0,70	14,80	14,00	7,38
Morgan Trust *	Morgan T	Sub.cat.A	27/03	100	6,0M\$	6,00	2,31	2,50	-7,60	0,00	0,00	12-85	(1,87)	6m(0,58)	—	4,25	1,85
Pathonic (Réseau) Inc. *	Pathonic.A	Sub.cl.A	11/12	100	23,6M\$	5,00	10,00	10,38	-3,66	0,00	0,00	08-86	0,53	—	18,87	16,00	9,38
Perkins (Papiers) *	Perkins.P	Ordin.	23/11	150	7,2M\$	5,75	10,38	10,25	1,27	0,00	0,00	12-85	0,65	9m 0,51	15,04	12,75	4,00
Petro-Sun Intern'l Inc.	Pet Sun	Pr.cv.sér.1 (a)	12/12	150	4,6M\$	4,00	2,50	2,55	-1,96	0,24	9,60	12-85	S.O.	S.O.	—	3,50	2,15
St-Laurent (Ciment)	SI Cem.A	Sub.cl.A (c)	27/11	75	9,0M\$	6,00	20,50	18,50	10,81	0,90	4,39	12-85	1,91	9m 1,51	9,40	21,25	12,07
Steinberg	Steinb.A	Sub.cl.a (a)	25/04	150	3,5M\$	5,20	37,25	35,50	4,93	0,50	1,34	07-86	2,41	3m 0,39	12,84	49,88	32,50
U.A.P. Inc.	UAP InA	Sub.cat.A	05/12	100	7,6M\$	17,50	30,00	30,38	-1,25	0,76	2,53	12-85	2,42	9m 1,66	13,76	31,75	25,50
Unigesco Pr.	Unigesco Pr.	Pr.cv.sér.1	28/11	100	8,0M\$	6,00	9,50	9,13	4,05	0,48	5,05	09-85	S.O.	S.O.	—	15,00	8,00
Total							149,06	284,24	279,58	1,67							

* Premier appel public à l'épargne. ** Coût du bon de souscription exclu. (e) Montant estimé. (f) Fractionnement à trois actions pour deux en 1986. (m) Émission en remplacement des actions de MPA Vidéo. (n) Fractionnement à trois actions pour une en 1986 avec reclassification des titres d'ordinaire à subalterne. (o) Le prix à l'émission comprend la valeur du bon de souscription y donnant droit (1 10) et tient compte d'un fractionnement à deux pour un en 1986. (p) Vendu par le biais de droits d'achat émis gratuitement en faveur des actionnaires S.O. Sans objet, le bénéfice par action ne s'applique pas pour les actions privilégiées.

Au cours de la semaine du 1er au 5 décembre, le portefeuille REA a progressé de 1,16 %, soit plus d'un pour cent de mieux que l'indice canadien du marché, calculé par la Bourse de Montréal, lequel n'a gagné qu'un peu moins de 0,15 % au cours de la même période. À la fin de la semaine, le portefeuille REA valait 1 763,51 \$, soit 20,24 \$ de plus que le vendredi précédent (sans compter la valeur des titres inscrits au cours de la semaine et pour lesquels il n'existe pas de point de comparaison).

Cette belle performance des titres admissibles à déduction fiscale en vertu du régime d'épargne-actions (REA) du Québec est attribuable en très bonne partie à un formidable regain de vitalité des actions des maisons de courtage, en particulier celles de la société Nesbitt Thomson, qui ont grimpé de 4,00 \$ pour finir la semaine au niveau de 16,63 \$, ce qui représente une plus value de 31,67 %.

Les titres des autres courtiers ont connu des progrès moins étourdissants mais qui restent fort

Les courtiers s'enflamment

intéressants. Ainsi, ceux de Lévesque Beaubien ont gagné 1,25 \$ pour finir la semaine à 7,88 (+ 18,85 %) tandis que ceux de McNeil Mantha avançaient de 0,50 \$ pour plafonner à 6,00 \$ le vendredi 5 décembre, soit un gain de 9,09 %. Seul le titre de Geoffrion Leclerc a traîné la patte avec une faible avance de 0,25 \$ ou 4,25 %.

Cette poussée d'intérêt envers les actions des maisons de courtage s'est propagée tout de suite après l'annonce du gouvernement de l'Ontario d'un projet d'assouplissement de la réglementation provinciale sur les institutions financières. L'Ontario entend ainsi abolir le règlement qui limitait à 10 % la participation des institutions financières dans la propriété du capital-actions des maisons de courtage en valeurs mobilières.

Pendant ce temps, les actions du fabricant de chaussures Taurus ont continué de filer à la vitesse des météores, gagnant de 1,88 % en cinq jours pour terminer la semaine au niveau de 9,13 \$ (+ 25,93 %). Inscrites à la Bourse de Montréal, le 19 novembre, les actions de Taurus accusent une vertigineuse progression de 82,5 % après seulement 13 jours de transactions.

Les actions du Groupe Cantrex, un distributeur de meubles et d'appareils électro-ménagers qui s'est récemment porté acquéreur des magasins Breault et Martineau, ont de leur côté gagné 0,90 \$ au cours de la semaine pour atteindre le niveau de 4,80 \$. Compte tenu de la valeur des bons de souscription de Cantrex, coté à 0,95 \$ au moment de la fermeture le 5 décembre, les titres de Cantrex ont progressé de 43,75 % après seulement sept jours d'inscription en bourse.

Ces titres ayant tous été vendus, cette annonce ne paraît qu'à titre d'information

Nouvelle émission

9 618 750 \$

RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS DU QUÉBEC

BONS DE SOUSCRIPTION

Compagnie	Nom dans les pages boursières	Date d'exercice	Date d'échéance	Modalités d'exercice	Coût à l'émission ^(a)	Prix d'exercice	Dédution en % ^(b)	Prix du bon de souscription			52 dernières semaines	
								Fermeture 05-12-86	Semaine précédente	Variation en %	Haut	Bas
Alcan	Alcan Wt	15/12/82	31/12/86	2 demi-bons/action	0,00	36,50	50	4,70	6,50	-27,69	13,25	4,20
Alimentation Couche Tard	Al CT w	07/08/86	20/02/88	4 demi-bons/action	0,125	2,50	n.d.	1,35	1,25	8,00	1,70	0,80
Alimentation Couche Tard	Al CT w	07/08/86	20/11/88	4 demi-bons/action	0,125	3,00	n.d.	1,35	1,25	8,00	1,70	0,80
Banque Royale	Bq Ry Wt	08/07/83	09/06/88	2 demi-bons/action	0,00	40,00	50	1,85	1,90	-2,63	3,95	1,60
Bilrite Nightingale	Bilrite.Wt	18/12/85	31/12/88	4 bons/action	0,00	10,20	75	0,80	0,93	-13,98	2,60	0,50
C.B. Pak inc.	CB Pak.Wt	10/04/84	15/12/87	2 demi-bons/action	0,75	14,50	75	6,25	6,00	4,17	16,13	6,00
Cambior inc.	Cambior.Wt	26/11/86	15/01/90	2 demi-bons/action	0,00	12,50	n.d.	6,25	6,00	4,17	7,63	5,38
Cantrex (Groupe) inc.	Cantrex.Wt	12/11/86	15/12/88	2 bons/action	0,20	4,80	n.d.	0,95	0,70	—	1,00	0,50
Comterm inc.	Comt.Wt	31/01/86	30/01/87	Un bon/action	0,04	1,25	100	0,10	0,07	42,86	1,45	0,06
Dionne (Textiles)	Dionne.Wt	20/01/87	30/12/88	2 bons/action	0,00	5,50	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Geoffrion, Leclerc, inc.	Geof.L.Wt	29/08/86	29/05/89	Un bon/action	0,00	6,00	n.d.	2,51	2,60	-3,46	3,45	2,20
Gr. La Laurentienne	G.lauW	03/01/86	31/03/88	Un bon/action	0,00	10,00	50	2,55	2,50	2,00	6,00	2,00
Guardcor	Gdcor.Wt	06/06/85	29/03/90	Un bon/action	0,00	10,00	150	0,80	0,90	-11,11	1,70	0,65
Guillevin intern'l inc.	—	13/11/86	—	—	—	—	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Ivaco	Ivaco Wt	31/05/83	15/08/88	Un bon/action	0,00	18,75	50	4,75	5,00	-5,00	11,38	4,75
Kaufel (Groupe)	—	19/12/86	28/02/89	4 bons/action	0,00	6,25	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Lavalin Tech.	Lvltec.Wt	10/12/85	31/01/89	2 demi-bons/action	0,00	5,50	75	0,60	0,65	-7,69	3,60	0,40
Louvem Inc.Sér.1	LouvemWt1	20/01/84	31/12/86	2 bons/action	0,25	5,50	150	0,05	0,05	0,00	0,15	0,02
Louvem Inc.Sér.3	LouvemWt3	03/08/84	14/06/89	Un bon/action	0,00	5,00	150	0,25	0,30	-16,67	0,60	0,20
Memotec Data	Memot.Wt	04/02/84	15/12/86	2 demi-bons/action	0,00	7,50	100	3,30	3,25	1,54	6,25	1,70
Memotec Data	Memot.Wt	04/02/84	15/12/88	2 demi-bons/action	0,00	8,50	100	3,30	3,25	1,54	6,25	1,70
Miron inc.	Miron.Wt	25/09/86	19/01/89	Un bon/action	0,00	12,00	n.d.	3,50	3,40	2,94	4,25	2,80
Multidev Immobilia	Multi.W	13/09/85	30/11/87	2 bons/action	0,25	3,50	100	1,45	1,65	-12,12	2,95	0,55
Nautilus Plus	Nautilus.Wt	01/01/87	31/12/88	2 demi-bons/action	0,00	3,50	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Perry (Studio André)	Perry.Wt	02/08/86	31/12/88	Un bon/action	0,00	4,00	n.d.	1,20	1,25	-4,00	3,50	1,00
Petro-Sun Int. inc.	Pet-Sun.Wt	12/12/84	15/01/88	Un bon/action	0,00	4,00	150	0,70	0,72	-2,78	1,85	0,30
Petro-Sun Int. inc.	Pet-Sun.Wt	12/12/84	15/01/90	Un bon/action	0,00	5,00	150	0,70	0,72	-2,78	1,85	0,30
Québecor inc.	Qebcor.Wt	29/10/86	31/12/87	Un bon/action	0,00	15,50	n.d.	1,90	1,90	0,00	2,55	1,10
Richard Piché inc.	R.Piché.W	18/11/86	15/05/88	4 bons/action	0,00	3,00	n.d.	0,40	0,00	—	0,41	0,30
Sanivan (Groupe)	Sanivn.Wt	01/01/86	23/12/86	2 demi-bons/action	0,00	5,50	75	1,00	1,00	0,00	3,20	0,55
Sanivan (Groupe)	Sanivn.Wt	01/01/86	23/12/87	2 demi-bons/action	0,00	6,25	75	1,00	1,00	0,00	3,20	0,55
Saturne (Disq) inc.	—	03/01/86	30/06/88	2 demi-bons/action	0,00	3,25	n.d.	0,50	0,35	42,86	0,60	0,25
Shasper (Industries) Itée	Shasper.W	30/01/87	30/11/88	2 demi-bons/action	0,00	5,50	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Socanav inc.	Socanav.Wt	27/01/87	27/01/90	2 demi-bons/action	0,00	5,00	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Sportscene (Rest)	Sport.w	31/12/85	31/12/86	Un bon/action	0,00	2,50	100	2,50	1,90	31,58	5,50	0,25
Totec (Groupe)	Totec.Wt	30/04/86	31/12/86	2 bons/action	0,00	2,50	100	0,65	0,65	0,00	3,50	0,50
Totec (Groupe)	Totec.Wt	30/04/86	31/12/87	2 bons/action	0,00	2,75	100	0,65	0,65	0,00	0,00	0,00
Totec (Groupe) Sér.B	Totec.WtB	30/06/86	30/06/87	2 bons/action	0,50	7,00	n.d.	0,26	0,30	-13,33	1,05	0,25
Totec (Groupe) Sér.B	Totec.WtB	30/06/86	30/06/88	2 bons/action	0,50	7,50	n.d.	0,26	0,30	-13,33	0,00	0,00
U.A.P. inc.	UAP.Wt	24/02/83	27/02/87	2 demi-bons/2 actions	0,00	26,00	100	33,00	33,00	0,00	37,00	23,50
Unigesco inc.	Uni.Wt	30/09/85	31/12/87	2 demi-bons/action	0,25	5,00	75	1,18	1,03	14,56	3,70	0,85
Visway Transport	Visway.Wt	14/08/86	30/10/87	Un bon/action	0,00	7,25	n.d.	0,80	0,80	0,00	1,35	0,80
Total								86,10	86,55	-0,52		

a) Le prix d'acquisition indiqué s'applique à l'achat du demi-bon ou du bon entier, en concordance avec la colonne précédente. b) La déduction REA ne s'applique qu'au coût d'acquisition de l'action, à l'exclusion du coût d'achat du bon de souscription s'il y a lieu. n.d.) Les actions acquises en vertu de bons de souscription émis depuis le dernier budget provincial (1986) donneront droit à la déduction en vigueur au moment de l'exercice.

PROGRAMMES DE RÉINVESTISSEMENT DE DIVIDENDES ET D'ACHAT D'ACTIONS

Compagnie	Nom dans les pages boursières	Dédution en %	Prochaine émission	Date de versement	Achat maximum \$	Achat minimum \$	Coût d'ach.	Escomp. Réinv.	Prix de l'action			Dividende annuel	Rendement ⁽¹⁾	Bénéfice/ action	Ratio cours/bénéfice 4 dern. trimestres	52 dernières semaines	
									Fermeture 05-12-86	Semaine précédente	Var. en %					Haut	Bas
Alcan	Alcan Alu	50	15 déc.	15 déc.	20 000/an	aucun	Note ⁽¹⁾	non	40,50	42,50	-4,71	1,10	2,72	(2,13)	—	48,25	37,75
Bell Canada (Entrepr.)	BCE	50	16 déc.	15 déc.	20 000/exerc.	aucun	Note ⁽¹⁾	5%	37,50	36,88	1,68	2,40	6,40	4,23	9,47	41,88	34,75
Banque de MtI	Bque MtI	50	31 déc.	19 déc.	40 000/exerc.	aucun	Note ⁽¹⁾	5%	33,13	32,50	1,94	1,96	5,92	3,59	9,23	35,38	27,25
BNC	Bque Nat	50	31 déc.	30 déc.	5 000/trim.	1 000 \$	Note ⁽¹⁾	5%	29,13	28,63	1,75	1,00	3,43	3,30	8,83	30,13	22,25
B. Royale	Bque Royale	50	24 déc.	23 déc.	7 500/trim.	300\$/trim.	Note ⁽¹⁾	5%	32,88	33,00	-0,36	2,00	6,08	3,74	8,79	34,63	25,13
Canadien Pacifique	C.P. Ltée	50	29 déc.	23 déc.	40 000/exerc.	aucun	Note ⁽¹⁾	5%	17,50	16,38	6,84	0,48	2,74	1,11	26,52	20,63	13,75
Dominion Textiles	Domtex	75	22 déc.	19 déc.	4 000/trim.	aucun	Note ⁽¹⁾	5%	19,13	18,13	5,52	0,48	2,51	0,56	13,13	23,63	13,38
Domtar	Domtar	50	15 déc.	12 déc.	4 000/trim.	50\$/trim.	Note ⁽¹⁾	non	36,25	33,75	7,41	0,88	2,43	2,33	13,13	36,25	21,75
Québec Téléphone	Qué Tél	50 ⁽²⁾	suspendu	suspendu	suspendu	suspendu	Note ⁽¹⁾	—	14,38	14,50	-0,83	0,92	6,40	1,32	10,73	16,00	13,63
Total									260,40	256,27	1,61						

a) Maximum d'investissement accepté par l'émetteur, pour 1986, on ne peut toutefois inclure dans son REA une tranche de plus de 2 000 \$ déductible à 50%.
 b) Seules les actions acquises par réinvestissement de dividendes en vertu d'actions déjà inscrites au REA sont admissibles pour 1986.
 c) Moyenne de fermeture aux Bourses de Montréal, Toronto et New York pour les 5 jours ouvrables précédant les dates d'émission ou de versement des dividendes.
 d) Moyenne calculée comme ci-dessus mais en n'utilisant que les cours des Bourses de Montréal et de Toronto.
 e) Les dividendes sont versés en devises US; pour calculer le rendement, nous les avons converties en devises canadiennes.
 f) Le rendement représente la valeur du dividende exprimée en pourcentage du cours des actions.
 g) Fractionnement des actions à trois pour une en 1986.

Ce tableau est protégé par des droits d'auteur. Toute reproduction, totale ou partielle, est interdite sans le consentement écrit du journal LES AFFAIRES.
 © Publications Les Affaires inc. 1986.

SOCIÉTÉS D'EXPLORATION MINÈRE

Compagnie	Nom dans les pages boursières	Catégorie d'actions	Date du visa ^(c)	Dédution en %	Montant de l'émission	Prix de l'action			52 dernières semaines		
						Prix à l'émiss.	Fermeture 05-12-86	Semaine préc.	Variation en %	Haut	Bas
Augmitto Explor. 85	Augmitto	Ordin.	19/09/85	150	0,6M\$	1,50	1,05	1,05	0,00	1,80	0,75
Augmitto Explor. 86	Augmitto	Ordin.	17/09/86	100	0,5M\$	1,25	1,05	1,05	0,00	1,80	0,75
Aunore (Ress.)	Aunore	Ordin. ^(a)	25/04/85	150	1,6M\$	3,00	0,75	0,72	4,17	2,25	0,50
Aur (Ress.)	Aur Res.	Ordin.	02/05/86	75	3,3M\$ ^(d)	2,40	3,05	3,15	-3,17	3,65	1,45
Brosnor (Explo.)	BrosnorEx	Ordin. ^(a)	30/10/85	100	0,6M\$	0,88	0,30	0,26	15,38	0,85	0,22
D'Or Val (Mines)	D'Or Val	Ordin.	30/11/84	150	2,2M\$	1,50	2,70	2,80	-3,57	3,40	1,75
Eider (Ress.) inc. *	Eide.A	Ordin.cat.A	07/05/85	100	0,1M\$	0,70	0,59	0,58	1,72	6,10	0,45
J.A.G. (Mines) *	JAG Mine	Ordin.	28/12/84	100	0,5M\$	1,60	0,25	0,28	-10,71	0,64	0,25
La Pause (Ress.) *	La Pause	Ordin. ^(a)	22/10/85	100	0,5M\$ ^(d)	0,70	0,26	0,27	-3,70	0,62	0,20
Maufort (Ress.) *	Maufort	Ordin. ^(a)	19/10/84	100	1,0M\$	1,00	0,75	0,70	7,14	1,14	0,55
Maufort (Ress.) 86	Maufort	Ordin. ^(a)	18/08/86	n.d.	1,1M\$ ^(d)	0,75	0,75	0,70	7,14	1,14	0,55
Normétal (Expl.) *	—	Ordin. ^(a)	06/05/86	75	0,1M\$ ^(d)	0,90	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Yorbeau (Ress.)	Yorbeau	Ordin.	15/07/85	150	2,2M\$	0,70	0,68	0,68	0,00	1,04	0,45
Yorbeau (Ress.) 86	Yorbeau	Ordin.	15/07/85	150	2,2M\$	0,70	0,68	0,68	0,00	1,04	0,45
Total						17,58	12,86	12,92	-0,46		

BONS DE SOUSCRIPTION DES SOCIÉTÉS MINÈRES

Compagnie	Nom dans les pages boursières	Date d'échéance	Modalités d'exercice	Prix d'exercice	Dédution en % ^(b)	Prix du bon de souscription			52 dern. sem.	
						Fermeture 05/12/86	Semaine précédente	Variation en %	Haut	Bas
Aunore (Ress.)	Aunore.Wt	30/12/87	Un bon/act.	3,50	100	0,05	0,05	0,00	0,50	0,05
Maufort	Maufort.Wt	—	—	—	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Normétal	—	—	—	—	n.d.	0,00	0,00	—	0,00	0,00
Yorbeau	Yorb.W	27/02/87	2 demi-bons/act.	0,90	n.d.	0,18	0,16	12,50	0,24	0,10
Total						0,23	0,21	9,52		

* Premier appel public à l'épargne.
 a) Vendues sous forme d'unités comprenant un bon de souscription.
 b) La déduction REA

Plastibec achète l'usine de Plastic industriel

La société **Plastibec Itée** de Sainte-Thérèse a fait l'acquisition de l'usine **Plastic industriel** de St-Hubert au coût de 6 M\$. Par cette transaction, la compagnie se dote d'une troisième filiale en moins de six mois. Elle devient également le plus gros producteur de composants en plastique par extrusion au Québec et le deuxième au Canada.

Baillargeon compte acquérir 51 % de Fibertech

Le **Groupe Baillargeon** vient d'annoncer son intention d'acquérir 6 433 445 des actions ordinaires de **Fibertech Industries Corporation**, soit une participation de 51 %. Le prix de la transaction sera vraisemblablement dévoilé à la mi-décembre. L'entente de principe intervenue entre les deux groupes comprend le transfert d'intérêts d'une ou plusieurs compagnies du groupe Baillargeon au sein de Fibertech, ainsi que certaines modifications au niveau du personnel de direction de la compagnie américaine.

Charan négocie une nouvelle acquisition

Les industries **Charan inc.** a conclu une entente de principe pour l'acquisition des opérations de **Équipement Magnatrim inc.**, également de Montréal. **M. Earl Takefman**, le président de Charan, a indiqué que les détails de cette acquisition seraient annoncés une fois la transaction conclue. L'acquisition portera le nom de **Charan Sports inc.**

Modification au prospectus définitif de Simon Lemaire

La société **Simon Lemaire inc.** vient de déposer le prospectus définitif de son émission auprès de la **Commission des valeurs mobilières du Québec**; il s'agit d'une version comprenant certaines modifications par rapport au prospectus provisoire qu'elle avait déposé le 12 septembre 1986.

Le prospectus définitif stipule qu'un minimum de 607 000 unités et un maximum de 667 700 unités pour des montants minimum de 2 M\$ et maximum de 2,2 M\$ seront émises.

Ces unités, d'une valeur de 3,30 \$ chacune, sont formées d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque demi-bon de souscription ne peut être séparé de l'action ordinaire correspondante avant le 19 mai 1987.

Il confère à son porteur l'option d'acheter une action ordinaire de la compagnie entre le 19 mai et jusqu'au 26 juin 1987 inclusivement au prix de 3,30 \$. La direction de **Simon Lemaire inc.** souligne qu'il ne s'agit pas d'une réduction du prix mais plutôt d'un bonus qui est accordé aux actionnaires dans le cadre de l'appel public à l'épargne.

China Sea annonce de nouveaux envois de crevettes au Japon

La direction de **China Sea Ressources Corporation** a annoncé de nouveaux envois de crevettes totalisant 1 200 tonnes métriques à d'importantes maisons de traite Japonaises. Cette livraison, pour un montant de 20,95 M\$, devrait être terminée avant le 15 janvier 1987. Un deuxième envoi totalisant 1,1 M de livres pour un montant de 8,7 M\$ doit également être complété avant la fin de janvier. La compagnie souligne également qu'elle s'appête à signer un contrat à long terme pour l'année 1987 avec le plus important importateur japonais de produits de la mer.

Actions de Cogeco négociées à la Bourse de Toronto

Depuis le 3 décembre, les actions de **Cogeco** se transigent à la Bourse de Toronto sous le sigle **CGO**. Selon le président du conseil et chef de la direction du Groupe **Cogeco**, **M. Henri Audet**, l'inscription du titre de **Cogeco**

à la Bourse de Toronto devrait élargir le marché et faciliter le négoce pour tous les actionnaires de la compagnie.

Innotech Aviation a déposé son prospectus définitif

Entreprises Innotech Aviation Itée a déposé le prospectus définitif de son appel public à l'épargne pour un financement de 7,5 M\$. L'émission se compose de 1,5 M d'actions à 5 \$ l'action, admissible à une déduction de 75 % dans le cadre du régime d'épargne-actions du Québec. Le montant provenant de cet appel public à l'épargne sera utilisé afin de réduire la dette encourue lors de l'achat de

Northern Airways inc. de Burlington, au Vermont, et le solde servira à augmenter le capital de la société.

Fibres Armtex perd un client important

Fibres Armtex inc. a appris qu'un de ses clients spécialisé dans la fabrication de panneaux de boîtes de camions avait pris des procédures légales afin de faire cession de ses biens. Le chiffre d'affaires d'Armtex avec cette entreprise devait représenter près de 15 % des ventes budgétées pour les douze prochains mois.

La société évalue présentement la qualité des recevables de ce client, dont la

créance actuelle est de 130 000 \$, et concurrentement la provision pour mauvaises créances qui devrait être inscrite aux résultats du trimestre se terminant le 31 janvier 1987.

La société entend faire tous les efforts pour combler cette perte en augmentant son chiffre d'affaires auprès d'autres fabricants et en assurant des débouchés par la production de nouveaux produits.

Fibres Armtex avait mis sur pied un comité spécial il y a quelque mois avec mandat d'étudier les moyens de réaliser une plus grande diversification de la production.

Succès renouvelé du mini-parquet au Salon de l'Épargne-Placements à Québec

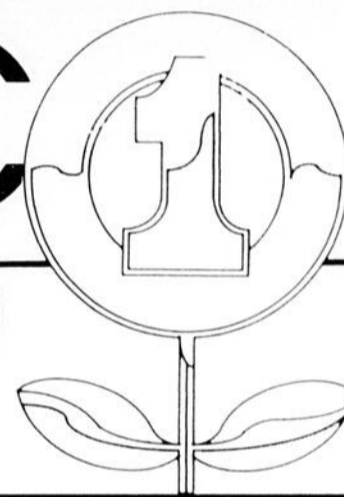
Dans le cadre du **Salon de l'Épargne-Placements**, au Palais des Congrès à Québec, le mini-parquet de la **Bourse de Montréal** a transigé 41 000 actions pour une valeur de 344 000 \$. Ce total représente une augmentation de 35 % sur les activités de l'année dernière.

**GUY
MERCIER**

Pour vous abonner au journal un simple coup de fil: 842-3131

CKAC

ENCORE NUMÉRO



Jacques Proulx

63%

Écouté par 63% de plus d'auditeurs que son plus proche concurrent.



Suzanne Levesque

81%

Écouté par 81% de plus d'auditeurs que son plus proche concurrent.



Pierre Pascau

93%

Écouté par 93% de plus d'auditeurs que son plus proche concurrent.

* Source BBM automne 1986 - moyenne aux quarts d'heure - rayonnement total - comparaison de la radio AM à Montréal

CKAC 73



00
80
80
60
50
00
38
50
06
20
00
00
65
00
75
00
00
40
02
70
00
00
30
10
30
55
25
00
00
25
50
00
50
85
80
cription
nières
aines
Bas
37,75
34,75
27,25
22,25
25,13
13,75
13,38
21,75
13,63
nières
aines
Bas
0,75
0,75
0,50
1,45
0,22
1,75
0,45
0,25
0,20
0,55
0,55
0,00
0,45
0,45
sem.
Bas
0,05
0,00
0,00
0,10
lieu.

NOUVELLES DE COMPAGNIES

McNeil Mantha: bénéficiaire en hausse de 230%

■ Pour le trimestre terminé le 30 septembre, **McNeil Mantha inc.** a affiché un bénéfice net totalisant 1 016 000 \$ ou 0,135 \$ par action, comparativement à 308 000 \$ ou 0,04 \$ par action pour la période correspondante l'année dernière. Les revenus se sont chiffrés à 9,4 M\$, en hausse de 101 % par rapport à 4,7 M\$ il y a un an.

Pour l'exercice également terminé le 30 septembre 1986, les bénéfices nets ont été respectivement de 3 882 000 \$, ou 0,52 \$ par action, comparativement à 2 019 000 \$, ou 0,275 \$ par action, pour l'exercice précédent. Après

l'inclusion du poste extraordinaire, le bénéfice net atteint 5 222 000 \$, 0,52 \$ par action, pour l'exercice terminé cette année.

La présence du poste extraordinaire comptabilisé lors de l'exercice terminé le 30 septembre 1986 est attribuable au profit de 1 340 000 \$ relatif à une émission d'actions de la filiale **Les Investissements Disnat inc.** a des actionnaires minoritaires.

Nautilus

■ Pour les trois mois terminés le 30 septembre 1986, **Nautilus Plus inc.** a affiché un bénéfice net de 440 049 \$, ou 0,04 \$ par action, comparativement à

254 930 \$, ou 0,03 \$ par action, pour le trimestre correspondant il y a un an. Les revenus pour ces mêmes périodes ont atteint 3 350 792 \$ comparativement à 2 271 108 \$ en 1985.

Selon la compagnie, cette performance du dernier trimestre est attribuable en partie aux acquisitions effectuées au début du trimestre et à la performance de la campagne promotionnelle axée sur l'introduction du nouveau programme d'entraînement aérobique VO2MAX.

Le 14 novembre dernier, la société a fait l'acquisition du complexe sportif **Le Bourgneuf**, situé à Charlebourg en banlieue

de la ville de Québec.

Asbestos

■ La société **Asbestos** a annoncé pour le trimestre terminé le 30 septembre une perte de 3,2 M\$, ou 1,14 \$ par action, comparativement à une perte de 2,8 M\$, ou 0,98 \$ par action, pour la même période en 1985. Pour les neuf premiers mois, la perte nette totalise 12 552 000 \$, ou 4,42 \$ par action, comparativement à 11 733 000 \$, ou 4,13 \$ par action, l'année dernière.

A la suite d'une restructuration de la dette à long terme, les frais d'intérêt pour les neuf premiers mois de 1986 ont été réduits de 1 559 000 \$ comparativement aux frais encourus pour la période correspondante l'an dernier. Au cours de cette même période, la dette totale a augmenté de 1 685 000 \$.

Uni-Select

■ **Uni-Select inc.** a affiché un bénéfice net de 458 000 \$, ou 0,13 \$ par action, pour le trimestre terminé le 30 septembre 1986, comparativement à 197 000 \$ pour la même période l'année dernière. Pour ces mêmes périodes, les ventes et revenus ont été de 29 971 000 \$, comparés à 22 717 000 \$ un an auparavant.

RÉSULTATS FINANCIERS					
Compagnies	Période	Profit par action (\$)		Revenus bruts (000\$)	
		Plus récent	L'an dernier	Plus récent	L'an dernier
Dome Mines	3 m	0,38	0,08	96 167	76 979
Mitel Corporation	6 m	(0,47)	(0,67)	231 108	190 412
Hollinger	9 m	(1,02)	(1,80)	547 873	975 129
Trillium Telephone Systems	3 m	(1,03)	0,53	13 332	13 773
Westburne Int. Ind.	6 m	0,47	0,87	723 056	708 606
Queenston	9 m	0,05	—	2 888	2 063
North Canadian Oils	3 m	(0,39)	0,31	17 244	27 157
Westmin Resources	3 m	—	0,08	12 562	16 384
Sceptre Resources	3 m	(0,04)	(0,18)	10 761	18 568
Campbell Red Lake Mines	3 m	0,33	0,15	419 963	35 195
Encor Energile Corp.	3 m	n.d.	n.d.	291 836	51 105

se chiffre à 245 000 \$ ou 0,04 \$ par action, en hausse de 80 % par rapport aux 136 000 \$ ou 0,03 \$ par action pour la même période l'an dernier. Les ventes se sont accrues de 37 % pour atteindre 6 069 000 \$ comparativement à 4 414 000 \$ au trimestre correspondant de 1985.

Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net a été de 632 000 \$ ou 0,12 \$ par action (5,4 M d'actions), en hausse de 41 % par rapport à 447 000 \$ ou 0,09 \$ par action (4,8 M d'actions) pour la période correspondante de 1985. Pour ces mêmes périodes, les revenus ont été de 16,1 M\$, en hausse par rapport aux 13,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 1985.

AutoPoint

■ Pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 1986, le bénéfice net de **AutoPoint inc.**

se chiffre à 245 000 \$ ou 0,04 \$ par action, en hausse de 80 % par rapport aux 136 000 \$ ou 0,03 \$ par action pour la même période l'an dernier. Les ventes se sont accrues de 37 % pour atteindre 6 069 000 \$ comparativement à 4 414 000 \$ au trimestre correspondant de 1985.

Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net a été de 632 000 \$ ou 0,12 \$ par action (5,4 M d'actions), en hausse de 41 % par rapport à 447 000 \$ ou 0,09 \$ par action (4,8 M d'actions) pour la période correspondante de 1985. Pour ces mêmes périodes, les revenus ont été de 16,1 M\$, en hausse par rapport aux 13,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 1985.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1986, un gain extraordinaire de 303 000 \$ se traduit par un bénéfice net de 935 000 \$ ou 0,17 \$ par action.

Pro Optic

■ **Pro Optic inc.** a affiché un bénéfice net de 151 000 \$ ou 0,05 \$ par action (3 231 667 actions) pour le trimestre terminé le 30 septembre 1986, contre 143 000 \$ ou 0,05 \$ par action (3 115 000 actions) pour le trimestre correspondant de 1985. Les ventes ont été de 2 879 000 \$, en hausse de 30 % par rapport à 2 224 000 \$ du trimestre correspondant de 1985.

**GUY
MERCIER**

NOUVELLE ÉMISSION

300 000 000 \$



Ontario Hydro

Garanties quant au capital et aux intérêts par la

Province de l'Ontario

Obligations à 9%, série CU1, échéant le 23 décembre 1993
Date d'émission: le 23 décembre 1986

Prix: 100,125 et les intérêts courus devant rapporter environ 8,98%

Nous offrons ces obligations pour notre compte sous les réserves d'usage quant à leur émission et à notre acceptation de ces obligations, sous réserve de la vente antérieure et de modifications du prix et sous réserve de l'approbation de nos conseillers juridiques.

Les obligations définitives devraient être prêtes à livrer vers le 23 décembre 1986.

Une circulaire décrivant l'émission sera envoyée sur demande.

Dominion Securities Inc.

Wood Gundy Inc.

McLeod Young Weir Limitée

Burns Fry Limitée

Merrill Lynch
Canada
Inc.

Richardson Greenshields
du Canada
Limitée

Midland Doherty
Limitée

Nesbitt Thomson
Deacon
Inc.

Pemberton
Houston Willoughby
Bell Gouinlock
Inc.

Walwyn Stodgell
Cochran Murray
Limitée

Lévesque, Beaubien
Inc.

Bache Securities
Inc.

Gordon Capital
Corporation

McLean McCarthy
Limitée

Tassé & Associés
Limitée

Burgess Graham
Securities
Limitée

Geoffrion, Leclerc
Inc.

Andras
Recherche Capital
Inc.

First Marathon
Securities
Limitée

Banque de Montréal

Banque Canadienne
Impériale de Commerce

La Banque Royale
du Canada

Banque de
Nouvelle-Écosse

PROFESSIONNELS

SWABEY MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER

Agents de Brevets et de Marques de Commerce

1001, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal, Canada H3A 3C8
(514) 845-7126, Telex: 05-24355
Facsimile (514) 288-8389
(CCITT J-I-III)

111 Richmond St. West
Toronto, Canada M5H 2G4
(416) 364-1179, Telex: 06-22142
Facsimile (416) 366-9132
(CCITT I-II-III)

Résidentiel
Commercial
Industriel

Les
Évaluations

**Pierre
St-Arnault Inc.**

ÉVALUATEURS AGRÉÉS
VALEUR MARCHANDE - VENTE
ACQUISITION - TRANSFERT ASSURANCES
6185 BOUL. TASCHEREAU SUITE 209
BROSSARD (GALERIES RIVE-SUD) J4Z 1A6

MONTRÉAL (514) 878-9443

RIVE-SUD (514) 656-9693

Conseillers
en distribution physique

BGW

417, rue St-Pierre
Bureau 504
Montréal, Qc H2Y 2M4
514-282-1352

Aménagement d'entrepôt
• Diagnostic d'entreprise
• Système d'expédition
• Systèmes d'entreposage
• Productivité
• Contrôle des stocks
• Équipement de manutention
• Réseau de distribution
• Agrandissement industriel
• Informatique appliquée

MARTINEAU WALKER AVOCATS

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES DE COMMERCE

3400, La Tour de la Bourse
800, Square Victoria
Montréal, Canada H4Z 1E9
Téléphone (514) 397-7400
Sans frais d'interurbain 1-800-361-6266
Bélinographe (514) 397-7600
Télex 05-24610 BUOY MTL

Bureau 1100, Immeuble 'La Laurentienne'
425, rue Saint-Amable
Québec, Canada G1R 5E4
Téléphone (418) 647-2447
Sans frais d'interurbain 1-800-463-2178
Bélinographe (418) 647-2455

Bénéfice net record pour Métro Richelieu

■ **Métro Richelieu inc.** a annoncé un bénéfice net de 5 981 000 \$ pour son exercice terminé le 27 octobre 1986, en regard d'une perte de 417 000 \$ en 1984-1985. Les ventes de l'entreprise ont atteint 1 659 M\$ pour l'exercice, en hausse de 19,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Le 28 novembre 1986, la compagnie a complété une émission publique de 4,6 M d'actions ordinaires subalternes de catégorie "A", pour un montant de 27,6 M\$. Compte tenu de cette émission, le bénéfice dilué pro forma par action pour l'exercice terminé le 27 septembre 1986 est de 0,56 \$ par action ordinaire.

ACSI

■ **Le Groupe ACSI Itée** a affiché une perte de 27 000 \$, ou 0,005 \$ par action, pour le premier trimestre terminé le 30 septembre 1986, contre un bénéfice net de 194 000 \$, ou 0,04 \$ par action, pour la période correspondante un an auparavant. Les ventes consolidées ont progressé de 494 836 \$ à 1 160 519 \$ pour le trimestre correspondant cette année.

Echo Bay Mines

■ Le bénéfice par action de **Echo Bay Mines Itée** a été de 8,3 M\$, ou 0,20 \$ par action, pour le trimestre terminé le 30 septembre 1986, en comparaison de 4,6 M\$, ou 0,12 \$ par action, pour la période correspondante en 1985. Les revenus d'exploitation ont été de 41,8 M\$, contre 28,3 M\$ en 1985.

Sur une base de neuf mois, le bénéfice net a atteint 21,9 M\$, ou 0,53 \$ par action, comparativement à 12,6 M\$, ou 0,32 \$ par action. Les revenus d'exploitation ont été de 107,2 M\$, par rapport à 81,4 M\$ pour les neuf mois correspondants de l'année dernière.

Henlys

■ **Henlys Group Ltd** a annoncé un bénéfice net de 8,7 M\$, ou 1,03 \$ par action, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1986, compara-

tivement à 7,2 M\$, 0,44 \$ par action, pour la période correspondante l'an dernier. Les ventes ont été de 526,6 M\$ contre 314,6 M\$ en 1985.

Foresbec

■ Le bénéfice net de **Foresbec inc.** a été de 323 934 \$, ou 0,06 \$ par action, pour le premier trimestre terminé le 30 septembre 1986, comparativement à 14 743 \$, ou 0,01 \$ par action, pour le même trimestre en 1985. Les revenus de la société ont atteint 4 160 815 \$ comparativement à 2 256 760 \$ pour le trimestre correspondant de 1985, soit pour une hausse de 84,4 %.

Paul Martin

■ Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1986, **Paul Martin inc.** a affiché un bénéfice net de 1 991 000 \$, ou 0,34 \$ par action, une augmentation de 50,2 % par rapport à 1 326 000 \$, ou 0,22 \$ par action, pour la période correspondante en 1985. Les revenus se sont élevés à 44,8 M\$, en hausse de 23,5 % par rapport à 36,3 M\$ il y a un an.

La compagnie a émis le 14 octobre dernier, 1,3 M\$ d'actions ordinaires pour un produit net de 5,9 M\$. La direction de Paul Martin souligne également que **La Caisse de dépôt et placement du Québec** a investi le 14 octobre 1986 un montant de 1 M\$ dans la compagnie sous forme d'une débenture non garantie. De plus, le conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende, mais plutôt de réinvestir les bénéfices de la compagnie pour financer son expansion.

Guardcor

■ **Investissements Guardcor** a réalisé un bénéfice net de 293 989 \$, ou 0,29 \$ par action, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 1986, comparativement à 88 995 \$, ou 0,18 \$ par action, pour la période correspondante il y a un an. Les revenus ont été de 3 057 076 \$ comparativement à 794 828 \$ pour la même période en 1985.

Le conseil d'administration a approuvé le paie-

ment d'un dividende semi-annuel initial de 0,10 \$ l'action, payable le 31 décembre à tous les actionnaires inscrits le 30 novembre.

Studio André Perry

■ Pour le semestre terminé le 31 octobre 1986, **Studio André Perry** a affiché un bénéfice de 205 518 \$, soit un rendement de 0,08 \$ par action. Les ventes ont été de 1 713 772 \$ par rapport à 1 296 442 \$ pour la même période en 1985.

La compagnie vient d'effectuer un premier appel public à l'épargne dont le produit de l'émission est destiné à l'établissement de studios à Washington aux Etats-Unis. Le début de l'exploitation est prévu pour mai 1987.

Steinberg

■ Pour le trimestre terminé le 18 octobre 1986, **Steinberg inc.** a affiché un bénéfice net consolidé de 9,7 M\$, ou 0,39 \$ par action ordinaire et action subalterne de classe "A" sans droit de vote (0,38 \$ pour le bénéfice dilué), en comparaison de 9,9 M\$, ou 0,40 \$ par action, (0,39 \$ pour le bénéfice dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé est de 925 M\$, en hausse de 3,3 % sur celui de l'an dernier sur une base redressée.

Cette année, le calcul du bénéfice non dilué par action est fondé sur 16,7 M d'actions et, quant au bénéfice dilué, sur 18,8 M d'actions comparativement à 16,8 M d'actions et 18,8 M d'actions respectivement au dernier exercice.

Les ventes des magasins d'alimentation canadiens

de la compagnie ont affiché un chiffre d'affaires de 643 M\$, en hausse de 1,5 % en regard de celui du dernier exercice, et ce, malgré qu'il y ait eu 16 magasins de moins en exploitation au cours du dernier exercice.

Le 26 octobre dernier, le siège social de la compagnie à la Plaza Alexis-Ni-

hon a été détruit par un incendie et les activités se font maintenant à partir du Centre Capitol, 1200, avenue McGill College, jusqu'à ce qu'un nouvel emplacement permanent ait été choisi.

**GUY
MERCIER**

L'ASSOCIÉ RESPONSABLE

Pour tout projet
informatique
et administratif,
consultez
L'EXPERT-CONSEIL

GESPRO INFORMATIQUE inc.

969, route de l'Eglise
Ste-Foy, Qc G1V 3V4
(418) 653-1263

Affiliée à



LE GROUPE A.C.S.I. LTÉE
Québec — Montréal — Ottawa

LES BONNES TABLES



Face au mont Saint-Hilaire,
sur le bord de la rivière Richelieu
nous réjouissons ceux qui nous découvriront.

Cuisine raffinée	Salles de conférence
22 chambres grand confort	pour réunions d'affaires,
Piscine, tennis	réceptions de mariage, etc.

Pour vous y rendre, surveillez la sortie 112
sur la route transcanadienne.

1810, boul. Richelieu, Beloeil, Québec
Tél.: 1-514-467-4477

Pour la réussite
de vos réunions
d'affaires...
... on ne vous
offre pas
n'importe quoi!



Hostellerie Les Trois Tilleuls



Caractère
Courtoisie Calme
Confort
Cuisine

Dans un décor rustique de verdure et
de fleurs, ce relais gastronomique,
aménagé dans une demeure d'un autre âge,
domine la rivière Richelieu.

Pour vous y rendre, vous devez surveiller la sortie 112
sur la route transcanadienne.

SAINT-MARC SUR RICHELIEU, QUÉBEC, CANADA J0L 2E0
TÉL.: 1-514-584-2231

**NOUS
PARLONS
D'ARGENT**

Tous les dimanches,
de 9h à 10h
avec André Hains

le réseau Radiomutuel

CJMS128 CJRP1060 CJTR114 CJRS1510 CJRC1150



Comment des îlots de productivité risquent de saborder votre Entreprise.

Une entreprise en pleine croissance qui compte uniquement sur des îlots de bureautique isolés ne réalise qu'une fraction de ses possibilités. Les ordinateurs doivent pouvoir communiquer entre eux pour être plus productifs. Tout comme les êtres humains.

Hewlett-Packard a la solution à ce problème avec le Centre de productivité. S'appuyant sur le puissant ordinateur de gestion HP3000 et notre gamme complète de postes de travail, le Centre de productivité peut relier de 4 à plus de 4000 utiliza-

teurs simultanément.

Le Centre de productivité comporte le vaste éventail d'outils informatiques et d'appareils périphériques HP dont a besoin votre société pour devenir plus efficace. Il s'intègre même aux systèmes IBM existants. Vous pouvez par exemple relier un IBM PC du Service de la comptabilité à un ordinateur personnel HP Vectra au siège social, ou encore un poste de travail du Service de la fabrication à un poste de contrôle de la qualité.

Et puisque les gains de productivité contribueront à la croissance de

votre société, il est facile de modifier ou d'agrandir votre Centre de productivité en fonction de vos besoins.

Mais c'est l'expérience dont dispose Hewlett-Packard pour implanter votre propre Centre de productivité qui en constitue probablement l'avantage principal. Votre entreprise ne mérite-t-elle pas les meilleurs navigateurs?

Pour obtenir de plus amples renseignements, téléphonez au 1-800-387-0783.



LA 11
Pour savoir comment le Centre de productivité peut vous aider à mieux déterminer votre parcours, envoyez le coupon ci-joint à l'adresse suivante: J. Schulz, Hewlett-Packard (Canada) Ltée, 6877 Goreway Drive, Mississauga, Ontario L4V 1M8.

Nom _____ Fonction _____ Téléphone _____

Société _____ Adresse _____

Ville _____ Province _____ Code postal _____

Déduction des intérêts: des règles claires

■ En principe, les règles de l'impôt quant aux intérêts sur les emprunts sont simples: les intérêts encourus sur des emprunts de fonds utilisés pour gagner ou produire des revenus ou pour acquérir des biens servant à gagner ou produire des revenus sont déductibles; les intérêts sur les emprunts pour fins personnelles ne le sont pas.

La déductibilité des intérêts par un contribuable se traduit par l'effet suivant: le coût réel des intérêts est réduit par un pourcentage équivalant au taux marginal combiné d'imposition du contribuable. Par exemple, si le taux marginal combiné d'imposition d'un contribuable québécois se situe à un taux de 59,5 %, et que celui-ci doit acquitter 1 000 \$ d'intérêts déductibles, le coût réel d'intérêts -le coût après impôt- sera de 405 \$. Si l'emprunt avait été contracté à des fins personnelles et que le contribuable avait dû acquitter la même charge d'intérêts de 1 000 \$, le coût réel des intérêts (leur coût après impôt) aurait été 1 000 \$. Dans la mesure du possible, le contribuable se doit donc d'éliminer les intérêts non déductibles et de les remplacer par des intérêts déductibles.

Jurispudence

Plusieurs décisions judiciaires ont été rendues au cours de la dernière année à l'égard de la déductibilité des intérêts. Ainsi, dans l'affaire **Emerson**, la Cour fédérale, division d'appel, vient de reconformer le principe suivant lequel les intérêts cessent d'être déductibles lorsque la source de revenu pour laquelle l'emprunt a été effectué n'existe plus. Le contribuable en cause avait emprunté pour acquérir des actions qu'il a subséquemment vendues à perte. Le produit de la vente étant insuffisant pour lui permettre de rembourser l'emprunt, il a dû contracter un nouvel emprunt afin d'acquitter l'ancien. Il a ensuite réclamé en déduction les intérêts sur le nouvel emprunt.

Les autorités fédérales lui ont refusé cette déduction, invoquant le motif que le nouvel emprunt ne constituait pas un emprunt contracté pour remplacer un emprunt effectué pour produire des revenus, le contribuable ayant disposé des actions, la source de revenus.

L'arrêt Emerson ne fait que reconformer le principe déjà affirmé par les tribu-

naux: si la déductibilité des intérêts est fonction d'abord du premier usage des fonds empruntés, elle est aussi fonction de leur usage continu par la suite. Dans l'affaire **Miller**, une décision de la Cour fédérale, division de première instance, le tribunal a étendu le concept d'intérêt pour fins fiscales. La question devant le tribunal était de savoir si la partie qualifiée d'intérêt d'un rajustement rétroactif reçu pour Mme Miller au terme d'une convention collective constituait effectivement un revenu d'intérêt pour celle-ci. Les autorités fiscales prétendaient qu'il s'agissait plutôt d'un salaire. Pour le fisc, il ne pouvait s'agir d'intérêt puisque le droit de Mme Miller au paiement rétroactif n'avait été établi qu'à la signature de la convention collective. Le tribunal statua toutefois que la partie du paiement excédant le salaire rétroactif proprement dit aux termes de la nouvelle convention collective était calculée comme un intérêt et constituait donc des intérêts et non un revenu d'emploi.

L'affaire **Mills**, un jugement de la Cour canadienne de l'impôt, illustre que le contribuable se doit de bien distinguer entre ses emprunts personnels et ses emprunts pour produire des revenus pour s'assurer de la déductibilité de ses intérêts. En 1976, M. Mills contracta divers emprunts auprès d'une banque. Certains de ces emprunts avaient été effectués pour gagner ou produire des revenus et d'autres, pour fins personnelles.

M. Mills donna l'instruction à la banque prêteuse qu'il entendait d'abord rembourser ses emprunts personnels et ensuite ses emprunts pour fins d'affaires. Une erreur de la banque fit en sorte que les remboursements de M. Mills furent appliqués contre ses emprunts pour fins personnelles. En 1981, le fisc a refusé à Mills la déductibilité de ses intérêts au motif qu'ils se rapportaient à un emprunt pour fins personnelles.

La Cour canadienne de l'impôt n'a pas reconnu les prétentions de M. Mills à l'effet que les intérêts qu'on lui refusait se rapportaient à un prêt personnel, pour le seul motif que la banque avait fait erreur en appliquant ses remboursements à ses divers prêts. Le tribunal a statué qu'il appartenait à M. Mills de s'assurer que ses comptes étaient bien tenus

et que la banque appliquait ses remboursements en conformité avec ses instructions.

Dans l'affaire **Shore**, une décision de la Cour canadienne de l'impôt, on a permis au contribuable de continuer à déduire les intérêts même si le deuxième emprunt contracté n'avait pas été effectué spécifiquement pour rembourser le premier. En hypothéquant sa résidence, M. Shore a emprunté 40 000 \$ pour les fins de son entreprise. Il a vendu sa résidence et l'acquéreur a assumé l'hypothèque. M. Shore a ensuite acheté une autre résidence, en a assumé l'hypothèque et a déduit l'intérêt comme s'il s'agissait d'un remplacement du premier emprunt. Le tribunal a accordé à M. Shore la déduction de ses intérêts que les autorités fiscales lui contestaient.

ROBERT RIVARD



Robert Rivard, avocat, m. en fisc. est de l'étude Ogilvy, Renault.



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.



M. Paul-Yvon LeSage



M. Alain Rioux



M. Raymond A. Reid

Le conseil d'administration de C.I.D. vient d'élire monsieur Paul-Yvon LeSage au poste de président du conseil d'administration et monsieur Alain Rioux au poste de vice-président du conseil. Monsieur Raymond A. Reid a été confirmé dans son poste de secrétaire du conseil.

Monsieur Paul-Yvon LeSage est directeur général de la Caisse populaire Ste-Thérèse de Blainville. Il siège au conseil de C.I.D. depuis le 22 mars 1982, où il est un représentant de la Fédération de Montréal. Jusqu'à sa nomination, monsieur LeSage était vice-président du conseil de C.I.D. Il siège aussi aux conseils d'administration de la Fédération de Montréal et de la Confédération.

Monsieur Alain Rioux est comptable agréé à Québec, professeur à l'université Laval de Québec, et président de la Caisse populaire Laurier à Ste-Foy. Il siège au conseil de C.I.D. depuis 1985, où il est un représentant de la Fédération de Québec. Monsieur Rioux est membre du conseil d'administration de sa Fédération.

Monsieur Raymond A. Reid est vice-président et directeur général de la Fiducie du Québec, et président de la Caisse populaire Place Desjardins. Monsieur Reid siège au conseil d'administration de C.I.D. depuis 1983 en tant que représentant de Fiducie du Québec.

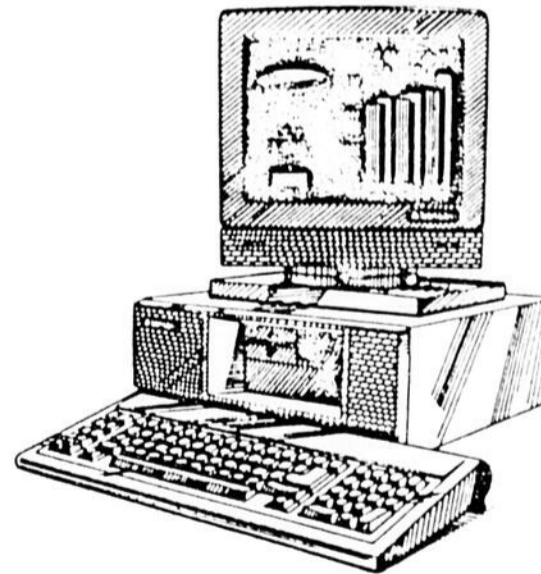
Crédit Industriel Desjardins est une société membre du Mouvement Desjardins spécialisée dans le financement des petites et des moyennes entreprises sous forme de prêt à terme et de location. Elle compte deux filiales: Location Pierre Lafleur Ltée et Location de camions Locam Inc.

La performance de l'AT au prix du XT

Voici le TeleCAT 286 de TeleVideo, l'ordinateur qui vous permet d'aller de l'avant pour moins cher. Compatible avec l'AT d'IBM mais tenant encore moins de place, il possède un disque dur de 20 Mo, un disque souple de 1.2 Mo, un moniteur haute résolution de 640 x 400 pixels et encore bien d'autres caractéristiques standard.

IBM est une marque enregistrée de International Business Machines Inc.

Un pas en avant



CDI Compagnie de Distribution en Informatique Inc.

Montréal, Québec & Maritimes:
(514) 333-8283 800-361-2555

Calgary et Les Prairies
(403) 250-5706 800-661-8546

Toronto & Ontario
(416) 495-1817 800-268-3422

Vancouver & B.C.:
(604) 984-0641 800-663-5347

Nous possédons également des bureaux à Victoria, Edmonton, Winnipeg, London & Ottawa

Les taux à court terme baisseraient au Canada

Depuis deux ans, le dollar canadien connaît des faiblesses de fin et de début d'année. Cette année, contrairement aux anticipations, notre dollar démontre une remarquable résistance face à la devise américaine. Ce phénomène a au moins une conséquence positive. En effet, les taux d'intérêt à court terme au Canada pourraient poursuivre leur tendance à la baisse.

"Je prévois une baisse des taux d'intérêt à court terme et une remontée sensible du dollar canadien par rapport au dollar américain", a déclaré aux AFFAIRES M. Jacques Gagnon, premier vice-président de la firme Tassé & associés et spécialiste du marché obligataire. M. Gagnon a noté que l'écart entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux Etats-Unis est très élevé.

Performance insoupçonnée du dollar canadien

En fait, sur les obligations d'un an, cet écart atteint 298 points de base (un point de base = 0,01 %) alors que cet écart n'est que d'environ 160 points pour le long terme. "C'est donc dire que les investisseurs, anticipant cette faiblesse dans le dollar, ont prévu une hausse des taux d'intérêt à court terme", a expliqué M. Gagnon.

Depuis un bon moment, la Banque du Canada tente de soutenir la devise canadienne en haussant les taux



d'intérêt à court terme. C'est ce que les investisseurs anticipaient encore cette année. Or, le dollar canadien réalise une performance insoupçonnée face au dollar de l'Oncle Sam.

Marge de manoeuvre

"Les anticipations des investisseurs ont poussé l'écart dans les taux à court terme à un point où il ne peut que diminuer. De plus, la force du dollar canadien donne une plus grande marge de manoeuvre à la Banque du Canada", a précisé M. Gagnon.

Ce dernier prévoit donc une baisse des taux d'intérêt à court terme et une surprenante performance de notre dollar -jusqu'à 0,75 \$ US d'ici six mois.

Présence des Japonais

Autre facteur positif dans le marché obligataire, on note de plus en plus la présence d'intérêts japonais qui achètent des obligations canadiennes. "Les Japonais recherchent le rendement supérieur qu'offrent nos obligations avec, de plus, la possibilité d'un gain de capital par le biais d'une hausse de notre dollar", a observé M. Gagnon. Les Japonais anticipent donc que le dollar canadien pourrait connaître une hausse dans sa valeur par rapport au dollar américain.

Selon les Japonais, il serait nécessaire que la devise canadienne reprenne de la valeur pour qu'il contribue à réduire les déséquilibres commerciaux entre le Canada et les Etats-Unis. Ainsi, selon ce scénario, les pressions sur notre dollar seraient à la hausse dans les prochains mois.

BERNARD MOONEY

OBLIGATIONS					
Emetteur	Coupon ⁽¹⁾	Échéance	Prix au 21/11/86	Rendement à échéance ⁽²⁾	Variation
CANADA					
Canada	8,50	01-07-89	100,10	8,45	+ 1/4
Canada	8,75	15-12-91	100,70	8,58	+ 3/4
Canada	8,75	01-06-96	100 3/8	8,69	+ 3/4
Canada	9,50	01-10-01	107	8,65	—
Canada	10,25	01-02-04	111 1/2	8,93	+ 3/8
Canada	9,00	01-03-11	100 5/8	8,93	+ 3/8
PROVINCES					
Hydro-Québec	11,00	06-02-90	105	9,13	+ 1/8
Prov. Québec	9,00	02-09-96	99 7/8	9,02	+ 1 1/2
Prov. Québec	9,50	02-09-11	99 1/4	9,58	+ 7/8
Hydro-Québec	11,25	25-09-08	110 1/2	10,05	+ 1/2
Hydro-Ontario	9,00	15-12-91	100,40	8,90	+ 1/2
Hydro-Ontario	9,00	22-04-96	99 3/8	9,10	+ 1/2
Hydro-Ontario	10,50	15-01-10	106	9,84	+ 1 1/8
Saskatchewan	9,00	17-09-96	99 1/2	9,07	+ 7/8
C.-Britannique	9,75	10-12-90	102 1/2	8,99	- 1/4
CORPORATIONS					
Nova	12,00	17-12-90	104 5/8	10,56	—
IMO	12,00	31-03-93	110 7/8	9,65	+ 3/8
Bell	10,875	15-06-07	107 1/4	10,03	+ 1/4
MUNICIPALITÉS (Taux au détail)					
Nouvelles émissions municipales	8 1/4	1 an	100,00	—	—
	8 3/4	2 ans	100,00	—	—
	9	3 ans	100,00	—	—
	8 1/4	4 ans	9,50	—	—
	9 1/2	5 ans	9,75	—	—
	9 1/2	10 ans	9,75	—	—
ÉTATS-UNIS					
U.S. Treasury	6,50	15-11-91	99 1/8	6,70	—
U.S. Treasury	7,375	15-05-96	101 1/4	7,18	+ 1/4
U.S. Treasury	7,250	15-05-16	96 1/2	7,55	—

* nouvelle émission
1. intérêt versé semi-annuellement
2. rendement obtenu lorsque l'obligation est détenue jusqu'à échéance (incluant intérêt et gain ou perte en capital)

Tableau LES AFFAIRES Source: McNEIL MANTHA

La présente annonce n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

Nouvelle émission

Décembre 1986



RICHARD PICHÉ INC.

4 800 000 \$

1 600 000 unités

Chaque unité étant composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription à des actions ordinaires

Bons de souscription à des actions ordinaires

Quatre bons de souscription à des actions ordinaires confèrent à leur porteur le droit d'acheter une action ordinaire au prix de 3,00 \$ en tout temps jusqu'au 15 mai 1988.

Régime d'épargne-actions

La Compagnie confirme que les actions ordinaires comprises dans les unités et celles émises par suite de l'exercice des bons de souscription constitueront des actions qui pourront être incluses dans un régime d'épargne-actions en vertu de la Loi sur les impôts (Québec).

Prix: 3,00 \$ l'unité

Tassé & Associés, Limitée

McNeil, Mantha Inc.

Merrill Lynch Canada Inc.

MacDougall, MacDougall & MacTier Inc.

Société de courtage Bache Inc.

Osler Inc.

LES AFFAIRES

c'est dans votre intérêt.

Un outil utile et profitable.



- Le magazine AFFAIRES en prime
- Un outil complet et pratique pour tirer profit de l'information économique et financière
- Une économie de 40% (abonnement d'un an) sur le prix habituel en kiosque
- Une économie de 55% (abonnement de deux ans) sur le prix habituel en kiosque

Faites un investissement: abonnez-vous au journal

LES AFFAIRES

NOS GAGNANTS ET NOS PERDANTS

■ N.D.L.R. Le journal LES AFFAIRES publie sous cette rubrique les noms de valeurs qui se sont appréciées ou dépréciées de façon sensible au cours de la semaine précédant celle où nous mettons sous presse.

Les titres des courtiers montent en flèche

NOS GAGNANTS

Lévesque A: + 1,25 \$ (18,9 %) à 7,88 \$
Loewen Ondaatje: + 0,75 \$ (6,4 %) à 12,38 \$
Midland: + 1,88 \$ (16,3 %) à 13,38 \$
Nesbitt: + 4,25 \$ (34 %) à 16,75 \$

La province de l'Ontario entend assouplir sa réglementation sur le contrôle du capital-actions des maisons de courtage en valeurs mobilières. Ainsi, les fiducies et les banques canadiennes pourraient détenir jusqu'à 100 % du contrôle d'un courtier. Jusqu'à maintenant, la réglementation provinciale et fédérale ne permettait pas aux entreprises d'acquiescer plus de 10 % du contrôle d'un courtier.

La nouvelle a soulagé beaucoup d'investisseurs qui craignaient l'entrée prochaine des gros courtiers étrangers au Canada. En permettant aux banques et aux fiducies de prendre le contrôle des maisons de courtage canadiennes, celles-ci pourront dorénavant

compter sur une solide base de capital pour concurrencer les courtiers étrangers tant au Canada que sur le marché international des valeurs mobilières.

A plus court terme, les investisseurs s'attendent à la surenchère des titres des courtiers qui seront convoités par plus d'une importante institution financière.

Cantrex A: + 0,90 \$ (23,1 %) à 4,80 \$

Le Groupe Cantrex, qui exploite un regroupement d'achat dans l'industrie du meuble, a affiché une excellente performance financière au cours des dernières années. L'achat de **Brault & Martineau** devrait augmenter sensiblement la rentabilité du groupe, par ailleurs déjà très bonne.

Cantrex vient de compléter une émission d'unités dans le cadre du REA. L'unité se vendait à peine 8 fois le bénéfice net prévu. Les investisseurs n'ont pas tardé à reconnaître la valeur du titre. L'unité fut émise à 4 \$. A la clôture du vendredi 5 décembre 1986, l'action de Cantrex s'échangeait à 4,80 \$ tandis que le bon de souscription se transigeait à 0,90 \$. C'est dire que la valeur marchande actuelle de l'unité est de 5,70 \$.

Banque d'Épargne: + 0,75 \$ (2,6 %) à 29,25 \$

Dans le cadre de la déréglementation des institu-

tions financières, le **Groupe La Laurentienne** aurait l'intention d'augmenter sa participation dans la **Banque d'Épargne**. Le groupe envisagerait alors de faire passer son contrôle de la banque montréalaise de 31 % à un peu plus de 50 %.

NOS PERDANTS

Haley: - 1,63 \$ (6,6 %) à 23 \$

Alcan a proposé d'acheter une partie des actifs de **Haley**, un producteur d'alliages de magnésium et d'aluminium.

Campeau: - 2 \$ (7,5 %) à 24,75 \$

Allied Stores sera un gros morceau à avaler pour **Campeau**. Ceci n'est pas sans rendre les investisseurs un peu plus nerveux d'autant plus qu'Allied a déclaré des pertes importantes pour son dernier trimestre.

Hudson Bay: - 1,38 \$ (5,7 %) à 23 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 1986, **Hudson Bay** a déclaré une perte de 90,6 M\$ ou 3,68 \$ l'action alors que les ventes atteignaient 3,8 milliards de dollars.

Lors de la même période en 1985, la compagnie avait déclaré une perte de 117,3 M\$, ou 5,58 \$ l'action, sur des ventes de 3,5 milliards de dollars.

Ordre
des comptables agréés
du Québec

AVEC UN C.A.
VOS AFFAIRES
TOURNERONT PLUS RONDEMENT

**HAREL, DROUIN
& ASSOCIÉS**

Comptables agréés

Montréal ■ Repentigny ■ Laval
Longueuil ■ Pointe-aux-Trembles
Îles de la-Madeline

(514) 845-9253

**Jacques
Davis
Lefavre
& Associés**

comptables agréés

Maison du Commerce
1080 Côte du Beaver Hall
19^e étage
Montréal, QC H2Z 1S8
(514) 878-2600
Telex: 05-268546

SOCIÉTÉS AFFILIÉES
JULIETTE ST-REM

**Moreau, Boisselle, Goupil,
Brunelle, Patenaude & Associés**

Comptables agréés

4510 Papineau Montréal H2H 1V1 Tél.: (514) 521-4077
2100 boul. René-Gauthier Varennes J0L 2P0 Tél.: (514) 652-3927

Michael, Landori, Behna & Cormier

Comptables Agréés

50 boulevard Crémazie ouest, suite 811
Montréal, Québec H2P 2T5 (514) 383-4970
TÉLECOPIEUR: (514) 389-3205

Galal Behna, c.a. Robert Cormier, c.a.
Gianni M. Boldarin, c.a. Joseph Kassis, c.a.
Marc Brouillette, c.a. Robert Landori-Hoffmann, c.a.
Joseph Michael, c.a.

Cabinets associés à travers le monde: Baker Rooke International



Poirier Bourassa
Comptables Agréés

455, boul. Roche Vaudreuil, Québec J7V 2M9 (514) 455-6135
955, boul. St-Jean Suite 403 Pointe-Claire, Québec H9R 5K3 (514) 694-0254

**BOISJOLI, SABBAG, SABBAG,
ZIRI, MALKA**

COMPTABLES AGRÉÉS

ROBERT P. BOISJOLI, B. COM., C.A. "MONTRÉAL"
MAURICE SABBAG, C.A. 1440 STE. CATHERINE OUEST #525,
MICHEL SABBAG, C.A. MONTREAL, CANADA, H3G 1R8
JOSEPH ZIRI, M.COM., C.A. TEL: (514) 861-5881 TELEX: 055-62397
EMILE H. MALKA, B.SC. COM., C.A. "TORONTO"
ROSS A. WHITESIDE, C.A. 372 BAY ST., SUITE 1902,
SYLVAIN BROSSARD, B.A.A., C.A. TORONTO, CANADA, M5H 2W9
TEL: (416) 363-9679

LEVITSKY FELDMAN WEXLER

COMPTABLES AGRÉÉS

MONTRÉAL / TORONTO

(514) 487-7850 / (416) 746-4031

Lemieux, Cantin & Cie
COMPTABLES AGRÉÉS/CHARTERED ACCOUNTANTS

8822, Boul. Langelier, Bureau 210
Montréal (St-Léonard), Québec H1P 3H2
(514) 322-3870

LEVY PILOTTE

COMPTABLES AGRÉÉS
CHARTERED ACCOUNTANTS

5115 Ave. Trans Island
Suite 200
Montréal, Québec H3W 2Z9
Téléphone: (514) 487-1566



Une longue expérience,
toujours à la recherche d'idées nouvelles

"Le comptable agréé vous aidera à accroître l'efficacité administrative de votre entreprise et à améliorer sa rentabilité"

Ordre
des comptables agréés
du Québec

680 rue Sherbrooke ouest
7^e étage
Montréal Québec H3A 2S3
Téléphone (514) 288-3256

NOUVEAU PRÉSIDENT AUX JOURNAUX SÉLECT DU QUÉBEC



Les Journaux Sélect du Québec, lors de leurs assises annuelles tenues le 8 novembre dernier à Bromont, élaient à la présidence de leur association monsieur Michel Matteau, Éditeur du journal l'HEBDO du Saint-Maurice de Shawinigan.

Le nouveau président, Michel Matteau, est membre du conseil d'administration des Journaux Sélect depuis cinq (5) ans. Actif au sein d'autres associations de journaux et très impliqué dans de nombreux dossiers de la région du Centre-Mauricie, l'expérience de monsieur Matteau dans le domaine de l'édition devient un atout de taille pour les Journaux Sélect du Québec.

Le Réseau Sélect, oeuvre depuis une bonne dizaine d'années dans le domaine de la représentation commerciale pour ses journaux membres. Dotée d'une réputation enviable auprès des annonceurs nationaux et des agences de publicité, l'Association des Journaux Sélect du Québec regroupe aujourd'hui soixante-quatorze (74) hebdomadaires régionaux.

Les bureaux d'affaires du Réseau Sélect sont localisés au 1538 Ouest de la rue Sherbrooke à Montréal. Marc Lefebvre et Associés en assure la direction.

le
réseau
élect

LES JOURNAUX SÉLECT DU QUÉBEC INC.

LA BOURSE

Richardson recommande Bombardier, CFCF, GTC et Quebecor

REVUE DES MARCHÉS

Le phénomène du régime d'épargne-actions du Québec a eu une conséquence positive dont peu d'observateurs font état. Il a obligé plusieurs firmes de courtage canadiennes à redécouvrir, voire à découvrir dans certains cas, les compagnies publiques québécoises. C'est ainsi que plusieurs firmes ont maintenant au moins un analyste dont la tâche principale est de suivre les titres et compagnies du Québec.

Bulletin mensuel

Dans cette tendance, la firme **Richardson Greenshields**, sous la direction de son analyste REA, M. Daniel Côté, publie depuis l'été dernier un bulletin mensuel consacré entièrement aux titres boursiers québécois. Ce bulletin passe en revue les plus récents résultats financiers et analyse les derniers développements.

Dans la dernière édition de son bulletin, M. Côté recommandait l'achat des titres **Bombardier** (Mtl, A, 13,75 \$), **CFCF** (Mtl, 19,25 \$), **G.T.C. Groupe Transcontinental** (Mtl, 12,38 \$) et **Quebecor** (Mtl, A, 14,75 \$).

M. Côté anticipe une bonne croissance des bénéfices de Bombardier dans

les deux prochaines années, menée par le contrat de la ville de New York pour des voitures de métro. De plus, l'acquisition de **Canadair** serait, à son avis, profitable à long terme pour Bombardier.

Du côté des bénéficiaires, Richardson prévoit pour Bombardier un profit net par action de 1,18 \$ en 1986 et de 1,45 \$ en 1987. A noter que l'exercice financier de Bombardier se termine le 31 janvier. Le titre se transige donc à 11,6 fois son bénéfice de 1986 et à 9,5 fois celui de 1987. De plus, ces prévisions de bénéfices par action tiennent compte de l'impact de la dernière émission publique de Bombardier.

Optimisme quant à CFCF

Pour sa part, l'analyste **Murray Grossner**, de Richardson, spécialiste du secteur des médias, est optimiste quant à la performance de CFCF. Pour l'exercice financier terminé le 31 août 1986, M. Grossner prévoyait un bénéfice par action de 1 \$ pour CFCF. C'est exactement le résultat qu'a obtenu la

compagnie. Pour 1987, l'analyste prévoit des bénéfices de 1,20 \$ à 1,25 \$ avec une possibilité d'atteindre 1,30 \$.

CFCF profitera d'une augmentation majeure des tarifs de sa division de câblodistribution en vigueur depuis septembre 1986. Cette hausse devrait assurer une certaine croissance des bénéfices de la compagnie, même si les autres divisions connaissent peu de croissance. De plus, selon M. Grossner, les perspectives de croissance à long terme de CFCF seraient bonnes, plus particulièrement à cause de sa nouvelle filiale, le réseau de télévision **Quatre-Saisons**.

Pour sa part, M. Côté aime bien le potentiel du Groupe Transcontinental. Il a d'ailleurs augmenté ses prévisions de bénéfices de la compagnie à la suite de l'acquisition de l'imprimerie **Miami Valley Publishing Company**, de Dayton, en Ohio. L'analyste anticipe des bénéfices de 13,4 M\$, ou 0,67 \$ l'action, pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 1987. Le titre se tran-

sigerait à 18,5 fois ses bénéfices de 1987.

Selon M. Côté, GTC profite de son intégration verticale et est bien placée pour poursuivre son expansion géographique dans l'Ouest canadien et aux États-Unis.

Enfin, le confrère de M. Côté, M. Grossner, considère que le titre de Quebecor est aussi un bon achat, mais à une condition: la compagnie ne doit pas faire une acquisition majeure comme l'achat de **Donohue**. Une telle acquisition, de l'avis de M. Grossner, modifierait les aspects fondamentaux de la compagnie, et pas nécessairement pour le mieux.

Quebecor poursuit sa forte croissance, ses bénéfices au troisième trimestre ayant augmenté de 33 %. Selon Murray Grossner, cette croissance devrait se poursuivre. Il prévoit un bénéfice de 1 \$ par action pour l'exercice qui se terminera à la fin du mois et de 1,20 \$ pour 1987.

BERNARD MOONEY

INDICES BOURSIERS

	Ferm. 05-12-86	Var. en 1 semaine	Ratio Cours/bén.	1986	
				Haut	Bas
BOURSE DE MONTRÉAL					
XXM	1546,54	2,27	13,60	1625,42	1386,60
Banques	1516,38	19,43	8,45	1540,66	1273,56
Prod. forestiers	2318,33	97,38	17,14	2333,31	1404,47
Prod. indust.	1224,50	-1,68	129,33	1587,57	1213,63
Mines et métaux	1234,68	-23,42	50,85	1384,41	1171,33
Pétrole et gaz	1222,53	16,84	17,04	1324,80	988,99
Serv. publics	1383,73	-6,26	10,37	1490,25	1347,04
BOURSE DE TORONTO					
TSE 300	3067,06	20,26	17,17	3134,49	2347,97
Mines et métaux	2035,57	-49,97	60,60	2451,22	1914,51
Or et argent	5260,25	-78,15	48,34	5452,75	3771,64
Pétrole et gaz	2839,07	39,46	+99,00	3323,88	2313,78
Pâtes et papiers	3723,99	134,24	17,44	3756,06	2213,92
Produits de consommation	4810,47	23,80	14,74	5275,81	3736,77
Prod. indust.	1956,56	10,32	23,24	2328,47	1838,18
Immeubles et construction	11285,27	86,85	68,19	12410,77	7702,41
Transport	5700,83	99,82	27,46	5606,67	3428,05
Pipelines	2671,68	-7,12	11,81	2782,94	2027,69
Services publics	2673,99	37,40	9,81	2875,32	2513,75
Communications	6224,32	79,21	23,20	7042,11	4851,56
Commerce	3425,22	-85,45	17,61	3942,51	3036,60
Serv. financiers	3067,06	747,47	9,60	2396,82	2008,58
Sociétés de gestion	4307,74	167,10	25,92	4416,17	3533,31
Technologie	835,15	-3,19	28,83	876,74	790,34
NEW YORK					
DJ, 30 ind.	1925,06	10,83	16,2	1955,57	1502,29
DJ, transport	860,87	14,96	61,1	866,62	686,97
DJ, serv. publ.	211,94	-1,15	14,2	219,15	169,47
DJ, 65 actions	760,34	5,63	-	767,89	602,83
NYSE, composé	143,69	1,12	-	145,75	105,19
Amex	267,66	2,85	-	285,19	220,70
S & P 500	251,17	1,95	17,23	253,83	181,87
NASDAQ	362,96	3,39	-	411,16	276,95
	Ferm. 05-12-86	Ferm. 28-11-86	Var. en 1 sem.	1986	
				Haut	Bas
DOLLAR CANADIEN					
New York en \$ US	72,48	72,30	0,18	73,31	69,13
L'OR					
New York en \$ US	388,75	383,25	5,50	435,50	326,30
L'ARGENT					
Londres en \$ US	5,35	5,38	-0,03	6,20	4,90

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

Ross Perot sème la panique à GM

General Motors a racheté la semaine dernière toutes les actions de GM que détient Ross Perot pour la somme de 743 M\$ US. M. Perot a cependant mis l'argent en banque, donnant à GM un mois de réflexion pour changer d'avis. M. Perot était le plus important actionnaire de GM, ayant obtenu ce bloc d'actions en échange de la vente à GM il y a deux ans de EDS, la compagnie d'informatique qu'il avait lui-même fondée et qui fut vendue pour 2 milliards de \$ US.

M. Perot a démissionné des conseils d'administra-

tion de GM et de EDS. Il avait été invité à quitter parce qu'il s'était fait le critique le plus virulent de GM au cours derniers mois, accusant la haute direction de n'avoir aucun contact avec la réalité quotidienne et d'être empêtrée dans une bureaucratie paralysante.

Les critiques de M. Perot ont semé une grave inquiétude à la direction de GM, chez les actionnaires et les employés; elles ne sont pas étrangères aux décisions draconiennes que prend GM depuis quelques mois: fermeture définitive de 11 usines aux États-Unis, mise à pied de 29 000 travailleurs, réduction de moitié du fameux projet de

la voiture **Saturn** au Kentucky. Ces jours derniers, un actionnaire a demandé une injonction pour bloquer le rachat des actions de M. Perot; selon cet actionnaire, ce rachat va contre les lois des valeurs mobilières; s'il a raison, GM et M. Perot pourraient être condamnés chacun à une amende de 7,5 M\$ US.

GM réduit sa production

General Motors a annoncé des réductions de production dans plusieurs de ses usines américaines. L'usine qui produit la **Fiero** sera fermée deux semaines en janvier et reprendra le 19 avec une production réduite de 32 %.

Le 2 février, GM coupera de 50 % la production de son usine de voitures de luxe à sa nouvelle usine robotisée de Detroit-Hamtramck (**Toronado, Riviera, Seville, Eldorado**). Le 5 janvier, deux autres usines de voitures luxueuses du Michigan réduiront de 12 % leur production de **Cadillac DeVille** et **Fleetwood, Oldsmobile 98, Regency** et **Delta 88, Buick Electra** et **Park Ave**. GM veut ajuster sa production avec les ventes pour éviter d'instaurer à nouveau des stimulants. Les primes à l'achat consenties l'été dernier, dont un taux de financement de 2,9 %, sont la cause de la perte de 338 M\$ US subie au troisième

trimestre. Rappelons qu'en novembre dernier GM avait réduit de 20 % sa production d'**Oldsmobile 88** et de **Buick LeSabre** à son usine de Flint. GM avait, à la mi-novembre, des inventaires de 100 jours, alors que la norme est de 60 jours.

Unilever acquiert Chesebrough-Pond's

Chesebrough Pond's, qu'a convoitée un moment **American Brands**, sera finalement vendue au groupe anglo-hollandais **Unilever** au prix de 3,1 milliards de dollars US. C'est la deuxième acquisition d'un important fabricant américain de produits de

soins personnels par Unilever en deux ans. Unilever avait acquis l'an dernier **Richardson-Vicks** (produits **Vicks** et **Oil of Olay**) après une bataille épique contre son grand rival **Procter & Gamble**, le géant américain du savon. Chesebrough fabrique notamment les marques **Vaseline**, **Pond's**, **Q-Tips** et possède les chaussures **Bass** et les raquettes **Prince**. En plus de produire plusieurs marques de savons, Unilever fabrique notamment la pâte à dents **Aim**, les soupes et le thé **Lipton** et le détergent **Wisk**; elle est aussi le plus important fabricant de margarines aux États-Unis.

Vidéotron
l'avantage du choix

Pour vous abonner
Montreal 281 9850 Québec 687 4650

La bourse de Montréal



- Indices et variations
- Indicateurs
- Liste des REA et autres titres
- Cours à la fermeture

du lundi au vendredi
entre 19h30 et 23h30

En collaboration avec
LES AFFAIRES

À voir au câble

17 à Montréal
4 à Québec
14 à Sherbrooke

NOTE Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; f = actions non votantes, à votes limités ou restreints; u = titre négocié en dollars US; z = lot irrégulier.

A/B

Table listing various stocks under the A/B section, including companies like ABERFARD, ABRI, and ACSI, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

E/F

Table listing various stocks under the E/F section, including companies like East Bak, Echo W, and ECHO W, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

C/D

Table listing various stocks under the C/D section, including companies like CAE Ind, CDC Ltd, and CBC Pr, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

1986

Table listing various stocks under the 1986 section, including companies like Canamax, Canon, and Cansud, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

G/H

Table listing various stocks under the G/H section, including companies like GBC Ltd, GBC W, and Gaz Is, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

I/J

Table listing various stocks under the I/J section, including companies like Ideal Mt, IHL Inc, and ILC, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

1986

Table listing various stocks under the 1986 section, including companies like IPL INC, IRL Inter, and Imasco, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

K/L

Table listing various stocks under the K/L section, including companies like Kaufel A, Kaufel U, and Klau, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

M/N

Table listing various stocks under the M/N section, including companies like M Corp, MCCC Inv, and Mcclean, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

1986

Table listing various stocks under the 1986 section, including companies like O/P, Oakwood, and Oakwood A, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

O/P

Table listing various stocks under the O/P section, including companies like O/P, Oakwood, and Oakwood A, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

Q/R

Table listing various stocks under the Q/R section, including companies like Que Tel, Qebca, and Qebecob, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

1986

Table listing various stocks under the 1986 section, including companies like Trimco, Ultra Ser, and Ultra Ser I, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

U/Z

Table listing various stocks under the U/Z section, including companies like Ultramar, Ultra Ser, and Ultra Ser I, with columns for Volume, Haut, Bas, Cdt, Var, and Haut Bas.

Vertical text on the far right edge of the page, possibly a page number or additional page indicator.

12 MOIS

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes over 12 months.

12 MOIS

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes over 12 months.

12 MOIS

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes over 12 months.

12 MOIS

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes over 12 months.

12 MOIS

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes over 12 months.

C/D

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes.

C/D

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes.

C/D

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes.

C/D

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes.

C/D

Table with columns: A/B, Volume, Haut, Bas, Côté, Var, Haut, Bas. Lists various stocks and their price changes.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading '12 MOIS'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading '12 MOIS'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading '12 MOIS'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading '12 MOIS'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading '12 MOIS'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'M/N'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'M/N'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'M/N'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'M/N'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'M/N'.

Table with 4 columns: Valeur, Nombre, Cours, Cours. Contains financial data under the heading 'RELEVÉ DES OPÉRATIONS HORS-COTE DU QUÉBEC PÉRIODE: SEMAINE SE TERMINANT LE 5 DÉCEMBRE 1986'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'O/P'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'O/R'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'O/R'.

Table with 12 columns: Volume, Haut, Bas, Clôt, Var, Haut, Bas. Contains stock market data for various companies under the heading 'O/R'.

FONDS MUTUELS

MEMBERS	Special 14.11	CF 7.47	yHipo 4.42	FuturaFund Shares 13.03	nu. RSP 13.03	Mutuel Group 11.42	vCan B+B 4.92	vCan CnVpd 10.25	Industrial Group 10.25	vEquity 13.47	vRetire 19.22	vHypo 10.70
Aetna-Midland 11.57	AIC Advant. 10.73	American 8.44	yInt 21.34	rFoodFund 4.50	Investors Group 4.50	AmFund 11.42	Royal Trust Gr. 12.37	Sunset 12.37	CS Adv 7.75	SW Trust Eq 19.17	Segh Group 9.23	vHyp Amer 14.04
Am BlueChip 10.67	ALL - CANADIAN 15.08	Dividend 10.77	yObig 4.90	ngoldenFd 6.91	yBond 4.58	Divest 25 12.48	USA - U.S. 23.44	Alma + 7.8	Ind Amer 7.87	Phedix Group 8.31	vCom. Grwth 2.79	United Group 10.77
Cd BlueChip 9.98	Compound 13.37	Growth 2.38	Dynamic Group 9.41	nRifund 4.39	vCan Eqty 4.19	Divestd 40 13.24	vB - Bond 9.47	Widowess Pmts 4.0	Ind Dv 9.50	Growth 5.47	vInt. Eny 3.79	Accum. 10.77
Dividend 10.40	Divid Res 5.25	Income 8.15	vnDyAm Cdn 9.41	vSilverFund 4.10	vDividend 9.06	Divestd 1 13.11	vC - Cdn 31.43	vBalanced 47.80	Ind Eqty 17.44	Ret. Bal. 5.47	vInt. Income 4.38	Accum. R 11.29
Fix Inc. 10.00	Rev Growth 3.65	Canada Trust 22.91	vnDyAm USF 8.95	nTechFund 4.77	vGlobal 8.78	Dividend 10.17	vE - Eny 5.77	Phy Inc. 9.48	US Growth 5.40	US Growth 5.47	vTrans A 6.25	American 4.82
MAAF (7.95) 10.00	Univest 7.79	vnCTNAF 48.34	svDyDiv. 5.32	nValueFund 4.17	vGrowth 13.09	Equifund 13.14	vGovt Bond 9.74	Walwyn Group 10.44	Ind Global 9.70	Ind Global 9.70	vTrans B 16.51	Mortgage 5.14
RCSes Can 10.79	Allied Capital Mgt. 5.62	vnIncome 9.96	vnDyInc. 5.80	Gelcar Group 10.16	vJapan 40.71	MAAF 7.11 1.00	vM - Mpe 10.55	nBond 10.44	Ind Inc. 10.44	Ind Inc. 10.44	vTrans C 16.50	Securty 5.24
AGF Group 7.91	vnDividend 4.95	CGF Group 9.94	vnDyPrec Met 9.7	vMortgage 11.05	vMAAF 7.38 1.00	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nCdn Eqty 10.44	Ind Pers 5.27	Ind Pers 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Am Gwth 8.57	vnIncome 5.31	Interim 7.25	vnMag Ptlolo 5.96	vRealty Gth 11.05	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl Cdn 10.59	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Cdn Gas En 8.96	vnInteml Cdn 7.31	Venture Fd 3.42	vnSvs 7.50 10.00	vGDU Value 8.01	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Cdn SecGrh 4.98	vnInteml US 5.20	Cher Assoc. Mgt. 24.78	Edson Group 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Corp Inv 11.45	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Corp Inv Slt 9.54	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Global 9.54	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
GreenLn Cdn 5.55	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
GreenLn US 5.13	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Gwth Eqty 9.84	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
HITech 12.04	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Japan 18.39	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
MAAF 7.95 10.00	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Optm Eqty 4.52	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24
Ptd Income 10.29	vnMAAF (LBM) 5.00	Associates 24.78	Commwth 13.15	Global Strategy 16.19	vMgt 5.04	vOne Decan 10.73	vM - Mpe 10.55	nIntl US 7.47	Ind Pms 5.27	Ind Pms 5.27	vTrans 17.34	Venture 12.24

FONDS DE PLACEMENT

Valeur nette de l'actif		
-BGR Precious Metals	11,98\$	par action A le 4 déc. 1986
-Canada Income Plus Fund	10,71\$	par action le 4 déc. 1986
-CMP 1986 Pess. (Toronto)	57,70\$	par unité le 4 déc. 1986
-Canada Income Plus Fond 1986	10,26\$	par action le 4 déc. 1986
-CMP 1986 (Québec)	50,60\$	par unité le 4 déc. 1986
-Central Fund	7,59\$	par action A le 4 déc. 1986
-Goldcorp:	10,30\$	par action A le 4 déc. 1986
-Guard. Mort. Shulman	9,94\$	par action le 4 déc. 1986
-Guardian Pacific Rim	25,01\$	par action le 5 déc. 1986
-Maritime Life	—	par unité le — 1986
-NIM and Co. (1985)	—	par unité le — 1986
-NIM (Québec)	—	par unité le — 1986
-NIM and Co. (1986)	48,90\$	par unité le 2 déc. 1986
-Waltaine Pref. IN. Fund	—	par unité le — 1986
-Waltaine Convert. Pref. Fund	9,76\$	par unité le 3 déc. 1986
-Worldwide Equities	—	par action A le — 1986

LES DEVICES

(PC) - Voici les taux des devises étrangers tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Ces taux sont qualifiés de nominaux parce qu'ils fluctuent durant la journée et qu'ils varient d'une banque à l'autre. x-Taux mensuel fixe:

Attnque du S. Rand	\$0.6276	Hong kong Dollar	\$0.1771
Allemagne O. Mark	\$0.68920	Hongne Forint	\$0.030838
Az. Saoudite Rial	\$0.368600	Inde Roupie	\$0.105366
Australie Dollar	\$0.9016	Indonesie Rupiah	\$0.000838
Autriche Schilling	\$0.098167	Irak Dinar	\$4.447876
Bahamas Dollar	\$1.3790	Mande Livre	\$1.87820
Bahram Dinar	\$3.6668	Israël Shekel	\$0.931536
Barbade Dollar	\$0.6873	Israël Lira	\$0.000994
Belgique Franc	\$0.033221	Jamaque Dollar	\$0.2560
Bermudes Dollar	\$1.3790	Japan Yen	\$0.008494
Bresil Cruzeiro	\$0.097486	Kenya Shilling	\$0.060652
xBulgane Lev	\$1.1745	Kowert Dinar	\$4.7149
Caribes Dollar	\$0.512950	Liban Livre	\$0.021105
Chne Renminbi	\$0.3714	Malaysie Ringget	\$0.5325
xColombe Peso	\$0.006356	Mexique Peso	\$0.001567
Coree Won	\$0.001610	Norvege Couronne	\$0.18230
Danemark Couronne	\$0.1831	N. Zelande Dollar	\$0.6964
E.A.U. Dirham	\$0.3764	Pakistan Roupie	\$0.080606
Espagne Peseta	\$0.010234	Pays-Bas Florin	\$0.6099
Etats-uns Dollar	\$1.3790	Philippines (Peso)	\$0.067645
Finlande Mark	\$0.2806	Pologne Zloty	\$0.007182
France Franc	\$0.2105	Portugal Escudo	\$0.009286
Grèce Drachme	\$0.009860	xRoumanie Leu	\$0.316339
Guyane Dollar	\$0.313590	Royaume-U. Livre	\$1.9706
		Singapour Dollar	\$0.6315
		Suede Couronne	\$0.1995
		Suisse Franc	\$0.8246
		Tanzanie Schilling	\$0.028182
		xTchecosl. Couronne	\$0.240417
		Trinidad-T. Dollar	\$0.384534
		xURSS Rouble	\$2.0207
		Venezuela Bolivar	\$0.059715
		Yugoslave Dinar	\$0.003208

Les cotes sont en devises canadiennes.

CAISSES COMMUNES

Valeur unitaire au 30/06/86

	30/06/86	31/05/86	30/06/85
Médecins omnipraticiens du Québec			
• Fonds Omnibus (REER)	20,77	20,65	17,98
• Fonds de placement*	13,82	13,85	12,14
Médecins-spécialistes, chirurgiens-dentistes, notaires, architectes, du Québec			
• Section B (REER)	276,97	274,18	238,95
• Section C (REER)	273,05	270,23	237,21
Ficadre (Assoc. des cadres supérieurs du gouver. du Québec)			
• Monétaire	10,00	10,00	10,00
• Obligations	10,37	10,32	10,00
• Actions	13,37	13,34	10,59
• Équilibré	11,21	11,19	10,30
Ingénieurs du Québec (fonds férique)			
• Revenus variables	17,99	17,87	16,47
• Obligations	17,85	17,42	15,49
• Actions	19,07	19,27	16,30
• Équilibré	19,28	19,10	16,61
Union des artistes			
• Fonds Caisse de sécurité du spectacle (REER)	16,69	16,51	13,97

Pour fins de comparaison, les revenus ont été ajoutés à la valeur unitaire.

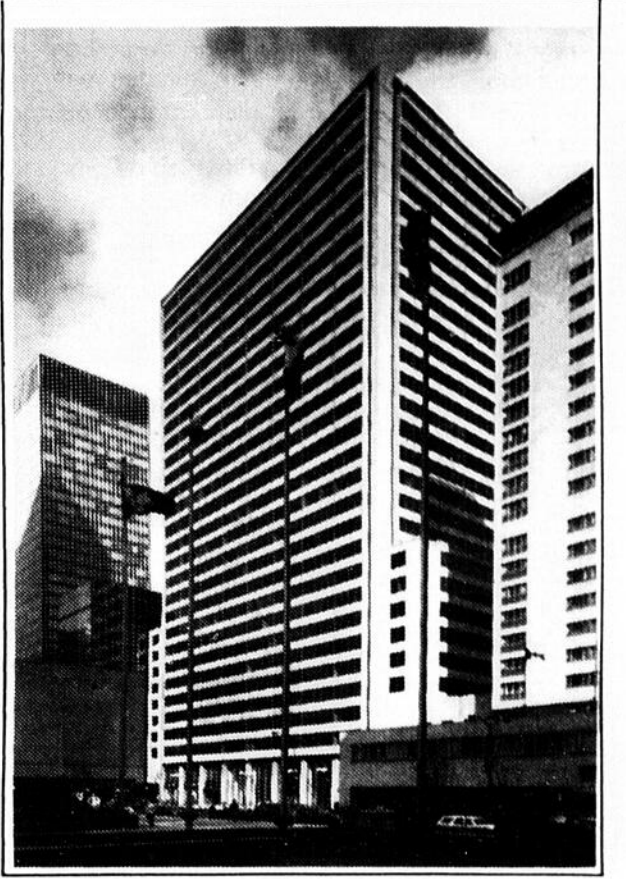
Tableau: LES AFFAIRES

QUELLE ADRESSE!

Le métro, les autobus, les trains et les limousines. Par un réseau piétonnier souterrain, accès direct à la collectivité d'affaires la plus recherchée à Montréal — à des magasins, à des restaurants et des lieux de divertissements.

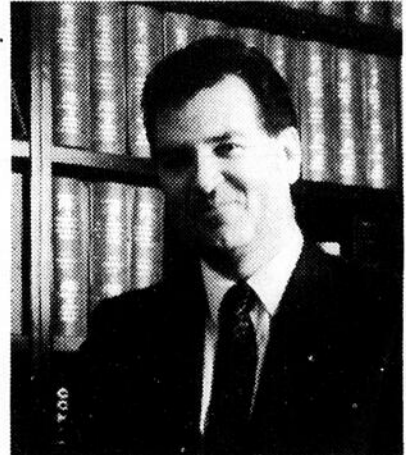
Y a-t-il un meilleur choix d'emplacement d'affaires?

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Bob Legault, Directeur des services locatifs au 861-5501.

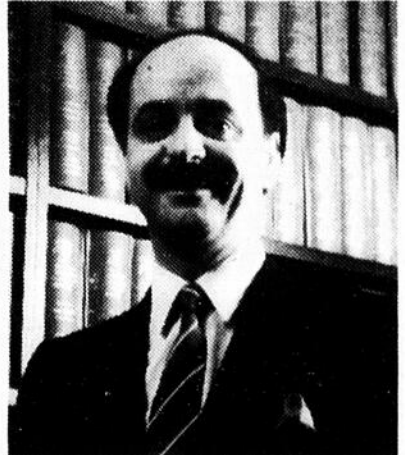


800 BOULEVARD DORCHESTER OUEST

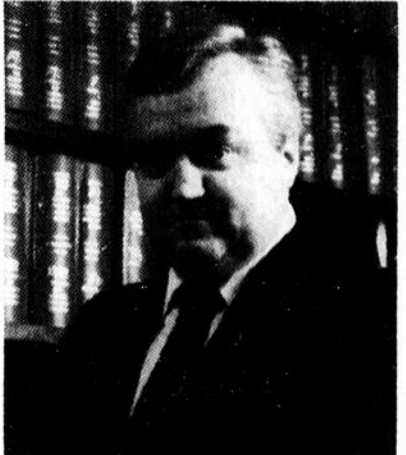
NOMINATIONS CHEZ MÉTRO-RICHELIEU INC.



LAWRENCE TIMMONS



CHARLES ROY



GUY PIUZE

Monsieur Jacques L. Maltais, président et chef de la direction de Métro-Richelieu Inc., annonce les nominations suivantes à la direction de l'entreprise: Monsieur Guy Piuze, directeur général, Ressources humaines, est nommé vice-président, Ressources humaines. Monsieur Charles Roy, directeur général, Divisions corporatives, devient vice-président, Divisions corporatives. Monsieur Lawrence Timmons, contrôleur corporatif, est nommé vice-président, Division des viandes et produits surgelés. Félicitations et meilleurs succès aux trois nouveaux membres du comité de direction de Métro-Richelieu Inc.

Ventes et bénéfices sont fortement en hausse

Achat de 3 000 actions de Logibec,



**CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE SOREL-TRACY
& RÉGION**

CONCOURS

COMMISSAIRE INDUSTRIEL

La Corporation de développement économique Sorel-Tracy est un organisme autonome qui a pour objectifs de susciter sur son territoire la mise sur pied et la croissance d'activités économiques.

FONCTIONS:

Relevant du Conseil d'administration de la Corporation de développement économique Sorel-Tracy, le titulaire aura les responsabilités suivantes:

1. Identifier les facteurs de localisation industrielle, commerciale et touristique de son territoire.
2. Favoriser la préparation et la diffusion de programmes d'éducation, d'animation et d'information économique.
3. Participer à l'élaboration d'une stratégie de développement économique de son territoire, définir un plan d'action et veiller à sa réalisation.
4. Coordonner ses interventions avec celles des organismes intéressés.
5. Selon les priorités établies par le Conseil d'administration, le commissaire aura à:
 - 5.1 Identifier les entrepreneurs (leaders) ou investisseurs locaux susceptibles de créer de nouvelles entreprises, stimuler l'expansion d'entreprises existantes ou développer de nouveaux marchés et produits.
 - 5.2 Identifier et évaluer les besoins des entrepreneurs locaux, leur proposer un plan d'action, les informer des programmes d'aide appropriés et les aider, au besoin à en bénéficier.
 - 5.3 En tenant compte du potentiel de l'agglomération, établir un programme de prospection d'investissements étrangers.

SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS:

Sous la responsabilité du Conseil d'administration de la Corporation de développement économique Sorel-Tracy, le commissaire industriel aura pour mandat de planifier, diriger, coordonner, évaluer le personnel et voir à l'ensemble des activités de la Corporation de développement économique.

EXIGENCES:

- Avoir acquis une solide expérience dans le domaine de la promotion industrielle ou la commercialisation et la promotion de biens et de services dans l'industrie.
- De préférence, posséder une formation universitaire en administration des affaires, comptabilité, vente, sciences économiques, etc. ou toute autre expérience jugée équivalente.
- Être capable de communiquer efficacement avec les cadres supérieurs de l'entreprise privée et des organismes gouvernementaux.
- Être bilingue.

TRAITEMENT:

Concurrentiel, selon expérience et qualifications. Toute personne intéressée devra soumettre son curriculum vitae complet, par la poste, avant le **29 DÉCEMBRE 1986**, le sceau postal en faisant foi, à l'adresse suivante:

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE SOREL-TRACY & RÉGION,
M. Robert Beaudry,
Président,
67, rue George,
Sorel (Québec)
J3P 1C2
Tél.: (514) 742-5933

Ce concours est ouvert également aux hommes et aux femmes.

■ Nous avons acheté 3 000 actions de Logibec Itée, un groupe de conseillers en informatique.

Cet achat a été effectué le jour même de l'inscription des titres à la Bourse de Montréal, suite à une émission effectuée dans le cadre du régime d'épargne-actions du Québec (pre-

neur ferme: McNeil Mantha).

Nous avons déboursé 2,50 \$ pièce, soit 25 % de plus que le prix fixé au moment de la distribution primaire. Notre achat, effectué le 2 décembre, au montant total de 7 740,00 \$, comprend des commissions de 240,00 \$ versées au courtier au moment de

la transaction (règlement ou paiement le 9 décembre, soit 5 jours ouvrables après l'échange sur le parquet de la Bourse de Montréal).

Au niveau de 2,50 \$, les actions de Logibec (symbole MLGI) se transigent à un rapport prix/bénéfices qui nous semble raisonnable, compte tenu de la croissance de cette entreprise depuis sa création en septembre 1982 et de ses perspectives d'avenir.

Les bénéfices de Logibec étaient de 0,15 \$ par action au 30 septembre 1986, et seraient de 0,19 \$ par action l'an prochain, selon les prévisions inscrites au prospectus rédigé au moment du premier appel public à l'épargne (distribution primaire).

Sur les 2 M\$ millions que Logibec a obtenus par la vente primaire de 1 million d'actions, seulement 250 000 \$ ont été retenus pour le remboursement d'emprunts bancaires, le reste étant engagé pour le développement des affaires. Le chiffre d'affaires de Logibec est passé de 400 000 \$ à la fin septembre 1983 à 2,8 M\$ au 30 septembre 1986, et l'on prévoit des revenus de 5,04 M\$ et plus pour l'année financière se terminant le 30 septembre 1987.

Au cours des derniers quatre ans, les bénéfices sont passés d'une perte de 45 000 \$ au cours de la première année d'opération (30 sept. 1983) à 453 833 \$ à la fin de septembre de cette année.

Cette progression, autant dans les ventes que dans les bénéfices, mérite que les investisseurs consentent un rapport prix/bénéfices plus élevé que la moyenne des actions qui se transigent sur la place financière.

À la fermeture des marchés, le vendredi 5 décembre, l'indice de Toronto clôturait à 3 067,06, un niveau de prix qui représente 17,17 fois les bénéfices des derniers 12 mois. À 2,70 \$, les actions de Logibec s'échangeaient vendredi à 18 fois les bénéfices déjà encaissés.

Nous prévoyons 240,00 \$ de bénéfices par action pour le TSE 300 au 31

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

La Fédération des Caisses d'Établissement du Québec, une institution financière à caractère coopératif offrant des services d'épargne, de crédit et de courtage immobilier à l'ensemble de la province, possède un actif de plus de 260 millions de dollars.

Son service d'inspection et de vérification, ayant pour mandat de procéder à la vérification des livres, d'établir les états financiers et d'inspecter les activités de chaque caisse, est présentement à la recherche d'une personne qualifiée pour oeuvrer au poste de

Directeur adjoint

C.A. ou C.G.A.

Sous la gouverne du directeur du service, vous coordonnerez les dossiers d'inspection et de vérification des caisses, de même que l'établissement de leurs états financiers. En outre, vous préparerez pour celles-ci rapports d'impôts et rapports statistiques, en plus d'analyser leur situation financière.

Membre en règle de l'Ordre des comptables agréés du Québec ou C.G.A., vous avez acquis au moins cinq années d'expérience en vérification publique, dont quelques-unes à un poste vous ayant permis de gérer du personnel. Ces fonctions vous appelleront à vous déplacer du mardi au vendredi dans le réseau des Caisses d'Établissement à l'échelle de la province, et ce, depuis le siège social de la Fédération situé à Québec.

Vous êtes dynamique et ambitieux, et aspirez à assumer de plus hautes responsabilités à moyen terme. La rémunération concurrentielle et la gamme complète d'avantages sociaux rattachées à ce poste sauront vous intéresser. Bien entendu, nous vous offrirons aussi un compte de frais.

Si vous croyez posséder les qualités requises et désirez postuler, veuillez envoyer votre curriculum vitae avant le 18 décembre 1986 à l'adresse ci-dessous, à l'attention de M. Gaston Veilleux, en prenant soin d'indiquer sur votre envoi le titre du poste, ou téléphonez en toute confiance au numéro (418) 529-4522.

La fédération des caisses d'établissement du Québec

C.P. 370, Succursale postale Haute-Ville, Québec (Québec) G1R 4R2

Cette offre s'adresse autant aux femmes qu'aux hommes.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS À L'ÉCOUTE

en exclusivité à Radio Cité FM, les jeudis à 8h50 et 16h50



Allez jusqu'au bout.

un groupe de conseillers en informatique

décembre 1987. Si ces bénéfices se matérialisaient, le rapport prix/bénéfices moyen des 300 titres qui composent cet indice serait de 12,78 fois les bénéfices prévus.

Selon les prévisions de la direction de Logibec, l'entreprise réaliserait des profits de 622 000 \$ au 30 septembre 1987, ce qui représenterait une augmentation de 100 % sur les résultats obtenus cette année. Avec ses 3,3 millions d'actions en circulation, Logibec afficherait des bénéfices de 0,19 \$ par action. Pour Logibec donc, le rapport prix/bénéfices serait actuellement de 13,5 fois les bénéfices prévus pour l'an prochain.

L'augmentation prévue pour le TSE en 1987 est de 20,00% (40,00 \$ / 200,00 \$), celle prévue pour Logibec est de 100 %. Il est donc un peu normal que les actions de Logibec profitent d'un multiple un peu plus élevé que la

moyenne des actions. De plus, si nous sommes presque assurés que les bénéfices de l'ensemble des compagnies qui composent le TSE 300 ne dépasseront pas le niveau prévu de 240,00 \$ par action, Logibec pourrait très bien dépasser les prévisions de 0,19 \$ par action.

gent. De là, le caractère très spéculatif d'un tel choix pour le portefeuille.

GEORGES GRATTON



Georges Gratton est courtier chez Geoffron Leclerc

La question pour plus tard est de savoir si Logibec pourra longtemps maintenir ce rythme de croissance. Si les petites entreprises ont beaucoup de levier lorsque les choses progressent, elles en ont autant lorsque la concurrence se manifeste et que les affaires sta-

ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE AU 8 DÉCEMBRE 1986						
Nombre	Titres	achat	1 décembre	Valeur au marché	Revenus	Pondération
10 341,29	Valeurs en espèces	10 341,29 \$	1,00 \$	10 341,29 \$	723,90 \$	28,62 %
2 000	American Resources, privilégiées A	9 196,00 \$	2,95 \$	5 900,00 \$	200,00 \$	16,33 %
200	Bombardier - B -	2 220,00 \$	13,62 \$	2 725,00 \$	100,00 \$	7,54 %
1 000	Loh's Sinfully Good Ice Cream	2 531,81 \$	1,26 \$	1 260,00 \$	0,00 \$	3,49 %
3 000	Logibec Ltée	7 740,00 \$	2,70 \$	8 100,00 \$	0,00 \$	22,41 %
250	Rolland inc.,	3 325,00 \$	17,88 \$	4 468,75 \$	270,00 \$	12,37 %
200	Winnebago	4 882,00 \$	16,72 \$	3 344,00 \$	56,00 \$	9,25 %
1 000	Calgroup Graphics (1)	5 125,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 %
TOTAL	PORTEFEUILLE	45 361,10 \$		36 139,04 \$	1 349,90 \$	100,00 %

(1) Suspendues depuis le 25 septembre 1985. Au moment d'aller sous presse, les transactions devaient reprendre à compter du 8 décembre.

PERFORMANCE COMPARATIVES DEPUIS	juin 1983	janvier 85	décembre 85
Indice de Toronto	127,32 %	127,79 %	105,74 %
Indice de New York	152,65 %	149,46 %	118,19 %
Dow Jones	160,56 %	158,96 %	124,46 %
Le Portefeuille	178,90 %	155,56 %	113,97 %

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

OSLER (Filiale de Granby)

est à la recherche d'un sixième **COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES**

afin de combler les besoins suscités par la croissance constante de la compagnie à Granby et dans les environs.

La Compagnie:

- En affaires depuis 100 ans - dont 10 à Granby.
- Membre des plus importants marchés boursiers.
- Equipement moderne et de facilités de bureau.
- Nous traitons: actions, obligations, options, bons du Trésor, dépôts à terme, fonds mutuel, REA, REER, actions accréditées.

Le Candidat:

La préférence sera accordée à:

- Un francophone possédant une connaissance de l'anglais.
- Une personne fiable et honnête qui démontre des aptitudes pour le poste par son expérience, sa formation ou ses études.

Veuillez faire parvenir votre candidature, par écrit, à:

Osler Inc. - 135 rue Principale, Granby, Qc J2G 2V1
Attention: **W.T. Ward, Directeur de la succursale.**

Toute candidature sera traitée confidentiellement. Les entrevues se feront sur rendez-vous seulement, avec les candidats qualifiés.

Poste ouvert également aux hommes et aux femmes.

Vous voulez rejoindre des candidats de choix? Il vous faut un véhicule de choix. Une annonce dans "CARRIÈRE ET PROFESSIONS" du journal LES AFFAIRES fera le reste.

(514) 842-1780

UN GRAPHISTE AGRÉÉ POUR VOIR VOS AFFAIRES MONTER

SGQ
Société des Graphistes du Québec

Nous recherchons des compagnons de route

Nous partageons votre ambition! Pourquoi ne pas assister, sans obligation, à l'une de nos sessions d'information?

Faites nous parvenir votre curriculum vitae dès aujourd'hui

LES COOPÉRANTS
1259, rue Berri, 10^e étage
Montréal (Québec) H2L 4C7

Ou mieux encore, appelez nous au **1-800-361-3385**

Nous vous offrons encadrement, formation, avantages sociaux ainsi qu'une rémunération qui peut atteindre celle de la majorité de professionnels. Vous désirez aller plus haut, plus loin?

Coopérants
Plus haut. Plus loin.

Une alternative de style européen à des prix abordables

Tarif corporatif 62 ^{ms} chambre simple ou double	Tarif régulier 75 ^{ms} à 85 ^{ms} chambre simple	Personne additionnelle en sus
---	--	----------------------------------

Le meilleur rapport - Qualité - Prix

Facilité de congrès de 10 à 250 personnes

AU COEUR DE LA VILLE 1155 RUE GUY, MONTRÉAL

Pour réserver, appelez **Hôtel Maritime (514) 932-1411**
ou hôte **861-2821** ailleurs au Québec (sans frais) **1-800-361-6162**

Membre de la chaîne hôtelière hôte

Hôtel Maritime

0 À 10,324 KM EN 20 SECONDES.

C'est tout le temps qu'il faudra au télécopieur Ricoh pour transmettre une lettre d'affaires courante de Montréal à Tokyo ou de Longueuil à la Place Ville-Marie. Parce que le télécopieur transmet des documents, graphiques, signatures, épreuves bleues et même photographies, vous pouvez facilement imaginer toutes les économies que vous réalisez à l'utilisation d'un télécopieur Rapidcom de Ricoh au lieu de courriers onéreux. Et un télécopieur est aussi facile à opérer que votre téléphone.

Ricoh s'est classé premier dans les ventes de télécopieurs haute-vitesse depuis que nous avons inventé le télécopieur digital en 1973. Nous avons une vaste catégorie de produits pour répondre aux exigences de n'importe quelle compagnie et une équipe de service unique à travers le pays. Si vous cherchez un moyen de minimiser vos coûts, il est de votre intérêt d'en apprendre plus sur les télécopieurs.

Pour en savoir plus, écrivez-nous et nous vous enverrons gratuitement une brochure comportant tous les renseignements concernant les télécopieurs. Ricoh Corporation (Canada), 111 Colonnade Road, Nepean, Ontario K2E 7M3.
OU APPELEZ JULIA AU 1-800-267-3474.

LES MEILLEURS EN TÉLÉCOPIEURS HAUTE-VITESSE DEPUIS QUE NOUS LES AVONS INVENTÉS. RICOH

VOTRE ASSOCIÉ dans l'atteinte de VOS RÉSULTATS depuis 25 ans. . .

COSE
CONSEILLERS EN GESTION ET FORMATION



RELATIONS INTERPERSONNELLES

En milieu de travail

- Tester l'effet de son comportement sur les autres
- Comprendre les autres et se faire comprendre d'eux
- Être capable d'analyser les conflits
- Identifier des façons d'améliorer ses relations interpersonnelles

Séminaires de 4 jours - maximum de 16 participants

Sherbrooke	19 au 22 janvier 1987	Montréal	16 au 19 février 1987
Montréal	26 au 29 janvier 1987	Hull	23 au 26 février 1987
Québec	2 au 5 février 1987	Rouyn	9 au 12 mars 1987
Chicoutimi	9 au 12 février 1987	Rimouski	23 au 26 mars 1987

OBJECTIFS

À la fin de cette session, la participation sera en mesure:

- de comprendre les différentes facettes de la relation interpersonnelle;
- de tester l'effet de son comportement sur les personnes qui l'entourent;
- d'identifier des façons de développer ses relations avec les personnes de son milieu de travail.

PROGRAMME

La relation interpersonnelle authentique.
Les perceptions, les besoins d'établir des relations.
L'ouverture, la confiance, le risque.
Les caractéristiques de la relation avec les patrons, subordonnés et pairs.
Les conflits.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie comporte un minimum de théorie pour plutôt offrir des situations permettant de vivre des expériences de relations interpersonnelles et d'en tirer un apprentissage pour le feedback donné et reçu. L'implication personnelle du participant est donc essentielle pour l'atteinte des objectifs.

PARTICIPANTS

Toute personne qui doit développer ses relations interpersonnelles.

FRAIS D'INSCRIPTION

\$ 820,00 par participant
Dans les frais d'inscription sont inclus le repas du midi, le café lors des périodes de repos et le manuel de référence.

COMMENT S'INSCRIRE

En téléphonant à COSE INC.

(514) 288-6811

COSE

534 rue Sherbrooke est, Montréal, Qc, H2L 1K1